

Joseph Staline



Les Questions du Léninisme

Tome I

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de l'ouvrage publié en 1931 aux Editions sociales internationales.

WWW.MARXISME.FR

Table des Matières

Préface.	
Du léninisme.....	p.3
1. Définition du léninisme	
2. L'essentiel dans le léninisme	
3. La question de la révolution « permanente »	
4. La révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat	
5. Le parti et la classe ouvrière dans le système de la dictature du prolétariat	
6. La question de la victoire du socialisme dans un seul pays	
7. La lutte pour la réalisation du socialisme	
Les bases du léninisme (Conférences faites à l'université Sverdlov au début d'avril 1924).....	p.36
I. Les racines historiques du léninisme	
II. La méthode	
III. La théorie	
IV. La dictature du prolétariat	
V. La question paysanne	
VI. La question nationale	
VII. Stratégie et tactique	
VIII. Le parti	
IX. Le style	
La révolution d'Octobre et la tactique des communistes russes (Préface à l'ouvrage « Vers Octobre »).....	p.80
I. La situation extérieure et intérieure de la révolution d'Octobre	
II. Deux particularités de la révolution d'Octobre, ou Octobre et la théorie de la révolution permanente de Trotsky	
III. Quelques particularités de la tactique des bolcheviks dans la période de préparation d'Octobre	
IV. La révolution d'Octobre, commencement et facteur de la révolution mondiale	
Résumé des travaux de la XIV ^e conférence du P.C.R. (Rapport du 9 mai 1925).....	p.99
I. La situation internationale	
II. Les tâches actuelles des partis communistes des pays capitalistes	
III. Les tâches actuelles des éléments communistes des pays coloniaux et vassaux	
IV. L'avenir du socialisme en U. R. S. S.	
V. La politique du parti à la campagne	
VI. L'industrie métallurgique	
La question nationale en Yougoslavie (Discours au C.E. de l'I.C. le 30 mars 1925).....	p.117
Les taches politiques de l'université des peuples d'Orient (Discours à l'U. C. T. O. le 18 mai 1925).....	p.120
I. Les tâches de l'U. C. T. O. à l'égard des républiques soviétiques d'Orient	
II. Les tâches de l'U. C. T. O. à l'égard des pays coloniaux et vassaux d'Orient	
Mise au point sur la question nationale (A propos de l'article de Sémitch).....	p.128
Questions et réponses (Discours prononcé à l'université Sverdlov le 9 juin 1925).....	p.132
Les taches de l'Union des jeunes communistes (Réponse à la Pravda de l'U. J. C.).....	p.153
Rapport politique du C. C. au XIV ^e congrès du P. C. de l'U. R. S. S.....	p.156
I. <i>La situation internationale</i>	
La stabilisation du capitalisme	
L'impérialisme, les colonies et demi-colonies	
Vainqueurs et vaincus	
Les antagonismes entre les pays vainqueurs	
Le monde capitaliste et l'Union soviétique	
La situation extérieure de l'U. R. S. S.	
Les tâches du parti	
II. <i>La situation intérieure de l'U. R. S. S.</i>	
Etat général de l'économie nationale	
Industrie et agriculture	
Quelques questions commerciales	
Les classes, leur activité, leurs rapports	
Trois mots d'ordre de Lénine sur la question paysanne	
Deux dangers et deux déviations dans la question paysanne	
Les tâches du parti	
III. <i>Le parti</i>	
<i>Discours de clôture</i>	
Sokolnikov et la « dawisation » de notre pays	
Kaménev et nos concessions aux paysans	
Qui s'est trompé ?	
Comment Sokolnikov défend les paysans pauvres	
Lutte idéologique ou campagne de calomnies ?	
La Nep	
Du capitalisme d'Etat	
Zinoviev et la paysannerie	
Historique de nos divergences	
La plate-forme de l'opposition	
Leur « amour de la paix »	
Le parti maintiendra son unité	

PRÉFACE

On doit considérer comme l'une des parties principales du présent recueil la brochure : Les bases du léninisme. Cette brochure a vu le jour il y a à peu près deux ans, en avril 1924. Dans le présent recueil, elle est publiée en seconde édition. Beaucoup d'événements se sont produits durant ces deux années. Le parti a traversé deux discussions, de nombreux manuels et brochures sur le léninisme ont été publiés. De nouvelles questions pratiques sur l'édification socialiste sont venues à l'ordre du jour. On comprend que les nouvelles questions qui ont surgi pendant ces deux années, de même que les résultats des discussions qui ont eu lieu de 1924 à 1926 ne pouvaient être étudiés dans cette brochure. On comprend également que les questions concrètes de notre édification (Nep, capitalisme d'Etat, question du paysan moyen, etc.) ne pouvaient être éclairées en entier dans un opuscule représentant « un exposé succinct des principes du léninisme ». Ces questions et autres analogues n'ont pu être éclairées que dans les brochures qui ont été publiées ultérieurement par l'auteur (La révolution d'Octobre et la tactique des communistes russes, Résultats des travaux de la XIV^e Conférence du P. C. R., Questions et réponses, etc.) et qui rentrent dans le présent recueil et se rattachent étroitement aux thèses fondamentales exposées dans la brochure primitive Les bases du léninisme. Cette considération justifie entièrement la publication du présent recueil, qui représente ainsi un ouvrage complet et unique sur les questions du léninisme.

La dernière discussion au XIV^e congrès du P. C. R. a donné le bilan du travail idéologique et constructif effectué par le parti pendant la période comprise entre le XIII^e et le XIV^e congrès. Elle a permis en même temps d'examiner, de contrôler jusqu'à un certain point les thèses proposées jadis par la nouvelle opposition. Il s'agit de savoir maintenant quels sont les résultats de cet examen.

J. S.

DU LÉNINISME

Dédié à l'organisation de Léningrad du P.C.R. - J. Staline

1. Définition du léninisme

La brochure *Les bases du léninisme* contient une définition du léninisme qui semble avoir obtenu droit de cité. La voici :

Le léninisme, c'est le marxisme de l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne, ou, plus exactement, c'est la théorie et la tactique de la révolution prolétarienne en général, la théorie et la tactique de la dictature du prolétariat en particulier.

Cette définition est-elle exacte ?

Je pense qu'elle l'est. Elle est exacte, premièrement, parce qu'elle indique exactement les racines historiques du léninisme, en le caractérisant comme le marxisme de *l'époque de l'impérialisme*, contrairement à certains critiques de Lénine qui, par erreur, pensent que le léninisme a pris naissance après la guerre impérialiste. Elle est exacte, deuxièmement, parce qu'elle souligne exactement le caractère international du léninisme, contrairement à la social-démocratie qui le considère comme applicable seulement à la situation russe. Elle est exacte, troisièmement, parce qu'elle souligne avec justesse la liaison organique du léninisme avec la doctrine de Marx ; elle caractérise le léninisme

comme le *marxisme* de l'époque de l'impérialisme, contrairement à certains critiques qui ne le considèrent pas comme une continuation du marxisme, mais seulement comme son rétablissement et son application aux conditions russes.

Il semble que tout cela ne nécessite pas de commentaires spéciaux.

Néanmoins, il y a, dans notre parti, des camarades qui estiment nécessaire de définir le léninisme d'une autre façon. Voici, par exemple, le camarade Zinoviev qui pense que :

Le léninisme est le marxisme de l'époque des guerres impérialistes et de la révolution mondiale, *qui a commencé directement dans un pays où prédomine la paysannerie* (*Pravda*, « Bolchévisme ou trotskisme », 30 février 1924.)

Que peuvent signifier les mots soulignés par Zinoviev ? Pourquoi introduire dans la définition du léninisme le caractère arriéré de la Russie, son caractère paysan ?

Définir ainsi le léninisme, c'est le transformer, de doctrine internationale prolétarienne, en produit spécifiquement russe.

C'est faire le jeu de Bauer et de Kautsky, qui nient la valeur du léninisme pour les autres pays capitalistes plus développés.

Il est indéniable que la question paysanne a, pour la Russie, une importance primordiale, car notre pays est essentiellement rural. Mais quelle signification peut avoir ce fait pour la caractéristique des principes du léninisme ? Est-ce que le léninisme a pris naissance seulement sur le sol russe et pour la Russie, et non sur le terrain de l'impérialisme, dans les pays impérialistes en général ? Est-ce que des ouvrages de Lénine tels que *L'impérialisme*, *L'Etat et la révolution*, *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, *La maladie infantile de gauche*, etc., valent uniquement pour la Russie et non pour tous les pays impérialistes en général ? Est-ce que le léninisme n'est pas la généralisation de l'expérience du mouvement révolutionnaire de *tous* les pays ? Est-ce que les principes de la théorie et de la tactique du léninisme ne valent rien, ne sont pas obligatoires pour les partis prolétariens de tous les pays ? Est-ce que Lénine avait tort de dire que « le bolchévisme est un exemple tactique bon *pour tous* » ? Est-ce que Lénine avait tort de parler du « *caractère international* du pouvoir soviétiste et des principes de la théorie et de la tactique bolchévistes » ? Est-ce que les paroles suivantes de Lénine sont inexactes :

En Russie, la dictature du prolétariat doit nécessairement se distinguer par certaines particularités comparativement aux pays avancés, par suite du caractère très arriéré et petit-bourgeois de notre pays. Mais les forces et les formes fondamentales de l'économie sociale en Russie sont les mêmes que dans n'importe quel pays capitaliste, *de sorte que ces particularités ne peuvent pas en tout cas concerner le principal.*

Si tout cela est exact, n'en découle-t-il pas que la définition du léninisme donnée par Zinoviev ne peut être considérée comme exacte ?

Comment concilier cette définition étroitement nationale du léninisme avec l'internationalisme ?

2. L'essentiel dans le léninisme

Dans la brochure *Les bases du léninisme*, il est dit :

D'aucuns pensent que la base, le point de départ du léninisme est la question de la paysannerie, de son rôle, de son importance. C'est là une opinion erronée. La question fondamentale du léninisme, son point de départ est la question de la dictature du prolétariat, des conditions de son

établissement et de sa consolidation. La question paysanne, en tant que question de la recherche d'un allié pour le prolétariat dans sa lutte pour le pouvoir, n'en est qu'un corollaire.

Cette thèse est-elle exacte ?

Je pense que oui. Cette thèse découle entièrement de la définition du léninisme. En effet, si le léninisme est la théorie et la tactique de la révolution prolétarienne et si le contenu fondamental de la révolution prolétarienne est la dictature du prolétariat, il est clair que l'essentiel dans le léninisme consiste dans la dictature du prolétariat, dans l'analyse de cette question, dans l'établissement des bases et la concrétisation de cette question.

Néanmoins, Zinoviev, visiblement, ne souscrit pas à cette thèse. Dans son article « A la mémoire de Lénine », il dit :

La question du rôle de la paysannerie, comme je l'ai déjà dit, est la *question fondamentale* du bolchévisme, du léninisme. (*Pravda*, 13 février 1924.)

Comme on le voit, cette thèse de Zinoviev découle entièrement de la définition inexacte qu'il donne du léninisme. La thèse de Lénine, d'après laquelle la dictature du prolétariat constitue le « contenu fondamental de la révolution », est-elle exacte ? Elle est absolument exacte. La thèse d'après laquelle le léninisme est la théorie et la pratique de la révolution prolétarienne est-elle juste ? Je pense que oui. Mais qu'en résulte-t-il ? Il en résulte que la question fondamentale du léninisme, son point de départ, sa base est la question de la dictature du prolétariat.

N'est-il pas vrai que les questions concernant l'impérialisme, le développement de l'impérialisme par saccades, la victoire du socialisme dans un seul pays, l'Etat prolétarien, la forme soviétiste de cet Etat, le rôle du parti dans la dictature du prolétariat, les voies menant à l'édification du socialisme ont été traitées précisément par Lénine ? N'est-il pas vrai que ces questions précisément forment la base, le fondement de l'idée de la dictature du prolétariat ? N'est-il pas vrai que, sans l'analyse de ces questions fondamentales, l'analyse de la question paysanne du point de vue de la dictature du prolétariat eût été impossible ?

On ne saurait nier que Lénine fût un connaisseur de la question paysanne. Cette question paysanne, comme question de l'allié du prolétariat, est d'une importance primordiale pour le prolétariat et forme une des parties intégrantes de la question fondamentale de la dictature du prolétariat. N'est-il pas clair que, si le léninisme n'avait pas à résoudre la question fondamentale de la dictature du prolétariat, la question qui en dérive, c'est-à-dire la question de l'allié du prolétariat, la question de la paysannerie, ne se poserait pas ? N'est-il pas clair que si le léninisme n'avait pas à résoudre la question pratique de la conquête du pouvoir par le prolétariat, il ne pourrait être question d'alliance avec les paysans ?

Lénine ne serait pas l'idéologue prolétarien le plus grand, il ne serait qu'un simple « philosophe paysan », comme le représentent souvent les littérateurs étrangers, s'il avait fait l'analyse de la question paysanne non pas sur la base de la théorie et de la tactique de la dictature du prolétariat, mais en dehors de cette base. De deux choses l'une :

Ou bien la question paysanne est l'essentiel dans le léninisme, et alors le léninisme ne vaut pas, n'est pas obligatoire pour les pays capitalistes développés, pour les pays qui ne sont pas des pays ruraux ;

Ou bien, l'essentiel dans le léninisme, c'est la dictature du prolétariat, et alors le léninisme est la doctrine internationale des prolétaires de tous les pays ; il vaut et il est obligatoire pour tous les pays sans exception, y compris les pays capitalistes développés.

Il faut faire son choix.

3. La question de la révolution "permanente"

Dans la brochure *Les bases du léninisme*, la « théorie de la révolution permanente » est considérée comme une « théorie » qui sous-estime le rôle de la paysannerie. Il y est dit :

Lénine combattait les partisans de la révolution « permanente » non pas parce qu'ils affirmaient la permanence de la révolution, thèse qu'il ne cessa jamais lui-même de soutenir, mais parce qu'ils sous-estimaient le rôle de la paysannerie, qui est la plus grande réserve de forces du prolétariat.

Cette caractéristique des partisans russes de la révolution permanente était généralement adoptée jusqu'à ces derniers temps. Néanmoins, tout en étant exacte en général, elle ne pouvait être considérée comme définitive. La discussion de 1924, d'une part, et l'analyse minutieuse des ouvrages de Lénine, d'autre part, ont montré que l'erreur des partisans russes de la révolution permanente consistait non seulement à ne pas apprécier le rôle des paysans à sa juste valeur, mais encore à sous-estimer la possibilité pour le prolétariat d'entraîner les paysans à sa suite, à ne pas croire à l'hégémonie du prolétariat.

C'est pourquoi, dans ma brochure *La révolution d'Octobre et la tactique des communistes russes* (décembre 1924), j'ai élargi cette caractéristique et je l'ai remplacée par une autre plus complète. Voici ce que l'on trouve à ce sujet dans cette brochure :

Jusqu'à présent on soulignait ordinairement un côté de la « révolution permanente » ; l'incroyance aux possibilités révolutionnaires du mouvement paysan. A présent, pour plus de justice, il est nécessaire de compléter ce côté par un autre ; l'incroyance aux forces et aux capacités du prolétariat russe.

Cela ne signifie pas, naturellement, que le léninisme fût ou soit contre l'idée de la révolution permanente proclamée par Marx vers 1840. Au contraire, Lénine fut l'unique marxiste qui comprit exactement et développa l'idée de la révolution permanente. La différence qui existe entre Lénine et les « partisans de la révolution permanente » consiste en ce que ces derniers dénaturaient l'idée de la révolution permanente de Marx, en la transformant en principe livresque, sans vie, alors que Lénine la prit dans son sens propre et en fit une des bases de sa théorie de la révolution. Il faut se rappeler que l'idée de la transformation de la révolution démocratique bourgeoise en révolution socialiste émise par Lénine dès 1905 est une des formes qui incarnent la théorie de la révolution permanente de Marx. Voici ce qu'écrivait Lénine à ce sujet dès 1905 :

Dans la mesure de nos forces, c'est-à-dire des forces du prolétariat conscient et organisé, nous commencerons à passer de la révolution démocratique à la révolution socialiste. *Nous sommes pour la révolution ininterrompue*. Nous ne nous arrêterons pas à mi-chemin... Sans donner dans l'esprit d'aventures, sans trahir notre conscience scientifique, sans poursuivre une popularité bon marché, nous pouvons dire et disons une chose seulement : de toutes nos forces, nous aiderons toute la paysannerie à faire la révolution démocratique, *afin qu'il nous soit plus facile* à nous, parti du prolétariat, de passer aussi rapidement que possible à une nouvelle tâche plus élevée, celle de la révolution socialiste.

Et voici ce qu'écrivait Lénine sur ce thème seize ans plus tard, après la conquête du pouvoir par le prolétariat :

Les Kautsky, Hilferding, Martov, Tchernov, Hillquit, Longuet, Mac Donald, Turatti et autres héros du marxisme n'ont pas su comprendre... les rapports entre la révolution démocratique bourgeoise et la révolution socialiste prolétarienne. *La première se transforme en la seconde*. La seconde résout, en passant, les questions de la première. La seconde consolide la première. La lutte, et la lutte seulement, décide dans quelle mesure la première réussit à se transformer en la seconde.

J'attire l'attention sur la première citation, extraite de l'article de Lénine « L'attitude de la social-démocratie envers le mouvement paysan », publié le 1^{er} septembre 1905. Ceci pour l'instruction des

camarades qui continuent encore à affirmer que Lénine est arrivé à l'idée de la transformation de la révolution démocratique bourgeoise en révolution socialiste, à l'idée de la révolution permanente, pendant la guerre impérialiste, vers 1916 environ. Cette citation prouve irréfutablement que ces camarades se trompent profondément.

4. La révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat

Quels sont les traits qui distinguent la révolution prolétarienne de la révolution bourgeoise ?

La différence entre la révolution prolétarienne et la révolution bourgeoise peut se ramener à cinq points fondamentaux.

1. La révolution bourgeoise commence d'habitude lorsque les formes du régime capitaliste, qui ont pris naissance et mûri au sein de la société féodale, sont déjà plus ou moins développées, tandis que la révolution prolétarienne commence lorsque les formes du régime socialiste sont complètement, ou presque complètement, défaut.

2. Le problème fondamental de la révolution bourgeoise se réduit à s'emparer du pouvoir et à l'adapter à l'économie bourgeoise existante, tandis que le problème fondamental de la révolution prolétarienne consiste, après la prise du pouvoir, à édifier une nouvelle économie socialiste.

3. La révolution bourgeoise se *termine* ordinairement par la prise du pouvoir, tandis que la prise du pouvoir n'est que le *commencement* de la révolution prolétarienne, qui utilise ce pouvoir comme levier pour la transformation de la vieille économie et pour l'organisation de la nouvelle.

4. La révolution bourgeoise se borne à remplacer au pouvoir un groupe exploiteur par un autre groupe exploiteur ; c'est pourquoi, elle n'a pas besoin de briser l'ancien mécanisme étatique, tandis que la révolution prolétarienne enlève le pouvoir à tous les groupes exploités et le donne au chef de tous les travailleurs exploités, à la classe des prolétaires, et, par suite, elle est obligée de briser la vieille machine d'Etat et de la remplacer par une nouvelle.

5. La révolution bourgeoise ne peut rallier autour de la bourgeoisie pour un temps plus ou moins long les exploités et les travailleurs, précisément parce qu'ils sont des exploités et des travailleurs, tandis que la révolution prolétarienne, si elle veut remplir sa tâche essentielle de consolidation du pouvoir prolétarien et d'édification d'une nouvelle économie socialiste, peut et doit les souder au prolétariat par une alliance durable, parce qu'ils sont précisément des exploités et des travailleurs.

Voici quelques thèses fondamentales de Lénine sur ce sujet :

L'une des différences fondamentales entre la révolution bourgeoise et la révolution socialiste consiste en ce que pour la révolution bourgeoise, qui toujours découle du féodalisme, les nouvelles organisations économiques se créent progressivement au sein de l'ancien régime, ne serait-ce que par le développement des rapports commerciaux, qui transforment peu à peu tous les côtés de la société féodale. La révolution bourgeoise n'avait à résoudre qu'un seul problème : balayer, rejeter, détruire toutes les entraves de l'ancienne société. En remplissant cette tâche, chaque révolution bourgeoise remplit ce qu'on exige d'elle, car, en somme, elle crée la production marchande et permet le développement du capitalisme.

La révolution socialiste se trouve dans une tout autre situation. Plus le pays dans lequel la révolution sociale commence est arriéré, plus il lui est difficile de passer des anciens rapports capitalistes aux rapports socialistes. Aux problèmes de destruction viennent s'ajouter ici des problèmes d'organisation, d'une difficulté inouïe...

Si l'esprit créateur des masses, fortifié par la grande expérience de 1905, n'avait pas créé les soviets dès février 1917, ceux-ci n'auraient pu prendre le pouvoir en octobre, car le succès dépend de

l'existence d'une forme toute prête d'organisation du mouvement englobant des millions d'hommes. Cette forme toute prête fut le soviétique, non pas parce que de brillants succès, un triomphe sans précédent nous étaient réservés dans le domaine politique, mais parce que la nouvelle forme politique était toute prête et qu'il ne nous restait qu'à transformer par quelques décrets le pouvoir soviétique, encore à l'état embryonnaire aux premiers temps de la révolution, en la forme officiellement reconnue de l'Etat russe : la république soviétique russe...

Il reste encore deux problèmes immensément difficiles, dont la solution n'est pas donnée par la marche triomphale qu'a connue notre révolution...

C'est, premièrement, le problème de l'organisation intérieure, que toute révolution socialiste a à résoudre. La révolution socialiste se distingue précisément de la révolution bourgeoise en ce que cette dernière possède des formes toutes prêtes d'organisation capitaliste, tandis que la révolution soviétique prolétarienne n'hérite pas de ces rapports tout préparés, exception faite des formes les plus développées du capitalisme, qui, en somme, n'ont atteint que quelques sommets de l'industrie et ont encore très peu touché l'agriculture. L'organisation de l'enregistrement, du contrôle dans les entreprises les plus importantes, la transformation de tout le mécanisme économique de l'Etat en une seule grande machine, en un organisme économique travaillant de telle sorte que des centaines de millions d'hommes se règlent sur un plan unique, tel est le problème gigantesque d'organisation qui pèse de tout son poids sur nos épaules. Ce problème n'admet pas la solution de hasard avec laquelle nous avons réussi à surmonter les problèmes de la guerre civile...

Le deuxième problème est celui de la révolution mondiale. S'il nous a été facile de battre les bandes de Kérénsky et de créer le pouvoir, si, sans grande peine, nous avons obtenu le décret de la socialisation de la terre, du contrôle ouvrier, c'est uniquement parce que la situation spéciale qui s'était créée pendant un court espace de temps nous avait couverts contre l'impérialisme international. L'impérialisme international, qui possède toute la puissance du capital coalisé et de la technique militaire, représente une force gigantesque, qui, en aucun cas et à aucune condition, ne pouvait vivre aux côtés de la république soviétique par suite de sa situation objective et des intérêts économiques de la classe capitaliste qu'il incarnait, par suite aussi de ses liaisons commerciales, de ses relations internationales et financières. Le conflit était inévitable. La grande difficulté de la révolution russe, son problème historique suprême, c'est la nécessité de résoudre les problèmes internationaux, la nécessité de provoquer la révolution mondiale.

Tels sont le caractère intérieur et le sens fondamental de la révolution prolétarienne.

Peut-on effectuer un changement radical de l'ancien régime bourgeois sans révolution violente, sans dictature du prolétariat ?

Il est clair que c'est impossible. Penser qu'une telle révolution peut s'effectuer pacifiquement, dans le cadre de la démocratie bourgeoise adaptée à l'hégémonie bourgeoise, c'est avoir perdu le sens commun ou renier ouvertement la révolution prolétarienne.

Il faut souligner d'autant plus fortement et catégoriquement cette thèse que nous sommes en présence d'une révolution prolétarienne qui n'a triomphé encore que dans un seul pays entouré de pays capitalistes ennemis et d'une bourgeoisie soutenue par le capital international.

Voilà pourquoi, dit Lénine, la libération de la classe opprimée est impossible, non seulement sans une révolution violente, *mais encore sans la destruction* de la machine d'Etat qui fut créée par la classe au pouvoir... « Que la majorité de la population, tout en conservant la propriété privée, c'est-à-dire le pouvoir, le joug du capital, se prononce pour le parti du prolétariat, et alors seulement ce dernier pourra et devra prendre le pouvoir ». Ainsi parlent les démocrates petits-bourgeois qui s'intitulent socialistes et qui sont en fait les serviteurs de la bourgeoisie. Mais nous, nous disons : Que, tout d'abord, le prolétariat révolutionnaire renverse la bourgeoisie, brise le joug du capital et l'appareil de l'Etat bourgeois, et alors le prolétariat victorieux pourra gagner la sympathie et obtenir l'appui de la majorité des travailleurs non prolétaires en leur donnant satisfaction au détriment des exploités.

Pour amener la majorité de la population de son côté, le prolétariat doit, premièrement, renverser la bourgeoisie et s'emparer du pouvoir. Il doit, deuxièmement, instaurer le pouvoir soviétique, et anéantir le vieil appareil d'Etat. Par là, il s'empare d'emblée de la suprématie, l'autorité, l'influence de la bourgeoisie et des petits-bourgeois hésitants sur les masses travailleuses non-prolétariennes. Il doit, troisièmement, achever d'anéantir l'influence de la bourgeoisie et des petits-bourgeois hésitants sur la *majorité* des masses laborieuses non-prolétariennes en satisfaisant *révolutionnairement* leurs besoins économiques *aux dépens* des exploités.

Tels sont les indices caractéristiques de la révolution prolétarienne.

Quels sont donc alors les traits essentiels de la dictature du prolétariat, si l'on admet que la dictature du prolétariat est le fond de la révolution prolétarienne ?

Voici la définition la plus générale de la dictature du prolétariat donnée par Lénine :

La dictature du prolétariat n'est pas la fin de la lutte de classe ; elle en est la continuation sous de nouvelles formes. La dictature du prolétariat est la lutte de classe du prolétariat victorieux qui a arraché le pouvoir politique à la bourgeoisie vaincue, mais non anéantie, non disparue et ne cessant de résister et d'accroître sa résistance.

S'élevant contre ceux qui confondent la dictature du prolétariat avec le pouvoir « populaire », « élu par tous », « indépendant des classes », Lénine dit :

La classe qui s'est emparée du pouvoir politique, l'a pris en ayant conscience qu'elle le prenait seule. Cela rentre dans la conception de dictature du prolétariat. Cette conception n'a de sens que lorsqu'une classe sait qu'elle prend seule le pouvoir politique entre ses mains et qu'elle ne se trompe elle-même ni n'abuse les autres par des bavardages sur le pouvoir populaire élu par tous, sanctifié par tout le peuple.

Cela ne signifie pas, néanmoins, que le pouvoir d'une classe, celle des prolétaires, qui ne partage pas et ne peut pas partager ce pouvoir avec les autres classes, n'ait, pas besoin, pour arriver à ses buts, de l'alliance avec les travailleurs et les exploités des autres classes. Au contraire, ce pouvoir, pouvoir d'une seule classe, ne peut être affermi et ne peut aboutir qu'avec une certaine alliance entre la classe des prolétaires et les classes travailleuses petites-bourgeoises, en premier lieu avec les masses laborieuses paysannes.

Quelle est cette forme particulière d'alliance, en quoi consiste-t-elle ? Cette alliance avec les masses laborieuses des autres classes non-prolétariennes ne contredit-elle pas en général l'idée de la dictature d'une classe ?

Ce qui caractérise essentiellement cette alliance, c'est que sa force directrice est le prolétariat, c'est que le directeur de l'Etat, le directeur de la dictature du prolétariat est un seul parti, celui du prolétariat, le parti des communistes, *qui ne partage pas et ne peut pas partager* la direction avec les autres partis.

Comme on le voit, la contradiction n'est qu'apparente.

La dictature du prolétariat, dit Lénine, est *la forme particulière d'une alliance de classe* entre le prolétariat, avant-garde des travailleurs, et les nombreuses couches non-prolétariennes des travailleurs (petite bourgeoisie, petits patrons, paysans, intellectuels, etc.), alliance dirigée contre le capital et ayant pour but de renverser définitivement le capital, de réprimer complètement la résistance de la bourgeoisie et les tentatives de restauration de sa part, d'établir et de consolider définitivement le socialisme. Cette alliance particulière qui s'établit dans une situation particulière, c'est-à-dire au cours de la guerre civile la plus acharnée, c'est l'alliance des partisans résolus du socialisme avec ses alliés hésitants, parfois avec les « neutres » (alors l'alliance, d'entente pour la lutte, devient une entente pour la neutralité), *l'alliance entre des classes qui diffèrent économiquement, politiquement, socialement et idéologiquement.*

Polémisant contre une telle conception de la dictature du prolétariat, Kaménev, dans un de ses rapports, déclare :

La dictature *n'est pas* l'alliance d'une classe avec une autre. (*Pravda*, 14 janvier 1925.)

Je pense qu'ici le camarade Kaménev vise principalement un passage de ma brochure *La révolution d'Octobre et la tactique des communistes russes*, où il est dit :

La dictature du prolétariat n'est pas simplement une élite gouvernementale, « intelligemment » sélectionnée par un « stratège expérimenté » et « s'appuyant raisonnablement » sur telles ou telles couches de la population. La dictature du prolétariat est l'alliance de classe du prolétariat et des masses laborieuses rurales pour le renversement du capitalisme, pour la victoire définitive du socialisme, à la condition que la force dirigeante de cette alliance soit le prolétariat.

Je maintiens complètement cette formule de la dictature du prolétariat, parce que j'estime qu'elle coïncide exactement avec celle de Lénine que je viens de citer.

J'affirme que la déclaration de Kaménev, d'après lequel « la dictature *n'est pas* l'alliance d'une classe avec une autre », sous une forme aussi catégorique, n'a rien de commun avec la théorie léniniste de la dictature du prolétariat.

J'affirme que, pour parler ainsi, il faut ne pas avoir compris le sens de l'idée du bloc, de l'alliance du prolétariat et de la paysannerie, de l'hégémonie du prolétariat dans cette alliance.

Parler ainsi, c'est montrer qu'on n'a pas compris cette thèse de Lénine :

Seule, l'entente avec les paysans peut sauver la révolution socialiste en Russie, tant que la révolution n'éclatera pas dans les autres pays.

Pour parler ainsi, il faut n'avoir pas compris cette thèse de Lénine :

Le principe suprême de la dictature, c'est le maintien de l'alliance du prolétariat avec la paysannerie, afin que le prolétariat puisse conserver le rôle dirigeant et le pouvoir.

Signalant un des buts principaux de la dictature, celui de la répression des exploités, Lénine dit :

Scientifiquement parlant, la dictature est un pouvoir qui n'est limité par aucune loi, qui n'est gêné par aucune règle et qui s'appuie directement sur la violence. La dictature signifie — prenez-en note une fois pour toutes, Messieurs les cadets — le pouvoir illimité s'appuyant sur la force et non sur la loi. Pendant la guerre civile, tout pouvoir victorieux ne peut être qu'une dictature.

Mais, naturellement, la dictature du prolétariat ne se réduit pas à la violence, quoiqu'il n'y ait pas de dictature sans violence.

La dictature, — dit Lénine, — ne signifie pas seulement la violence, quoiqu'elle soit impossible sans violence, elle signifie également une organisation du travail supérieure à l'organisation antérieure...

La dictature du prolétariat... n'est pas uniquement la violence envers les exploités, ni même principalement la violence. La base économique de cette violence révolutionnaire, la garantie de sa vitalité et de son succès est que le prolétariat représente et réalise un type supérieur d'organisation sociale du travail, comparativement au capitalisme. Tel est le fond. C'est là la source de la force et la garantie de la victoire complète et inévitable du communisme...

L'essence de la dictature est dans l'organisation et la discipline de l'avant-garde des travailleurs, de leur unique dirigeant, le prolétariat. Son but, c'est de créer le socialisme, d'abolir la division de la société en classes, de faire de tous les membres de la société des travailleurs, de supprimer toute possibilité d'exploitation de l'homme par l'homme. Ce but ne peut être atteint du premier coup. Il exige une époque de transition assez longue du capitalisme au socialisme, parce que la réorganisation de la production est chose difficile, parce qu'il faut du temps pour des transformations radicales dans tous les domaines de la vie, parce que la force énorme de l'accoutumance à l'économie petite-bourgeoise et bourgeoise ne peut être surmontée que par une lutte longue et acharnée. C'est pourquoi Marx parle de toute une période de dictature du prolétariat comme d'une période transitoire du capitalisme au socialisme.

Tels sont les traits caractéristiques de la dictature du prolétariat.

De là, trois côtés fondamentaux de la dictature du prolétariat :

1. Utilisation du pouvoir du prolétariat pour la répression des exploités, la défense du pays, la consolidation des relations avec les prolétaires des autres pays, le développement et la victoire de la révolution dans tous les pays ;
2. Utilisation du pouvoir du prolétariat pour détacher définitivement de la bourgeoisie les travailleurs et les masses exploitées, pour renforcer l'alliance du prolétariat avec ces masses, pour faire participer ces dernières à la réalisation du socialisme et assurer leur direction politique par le prolétariat ;
3. Utilisation du pouvoir du prolétariat pour l'organisation du socialisme, l'abolition des classes, l'acheminement vers une société sans classes, sans Etat.

La dictature du prolétariat est la réunion de ces trois côtés, dont aucun ne peut être considéré comme l'indice caractéristique *unique* de cette dictature, et dont l'absence d'un seul suffit pour que la dictature du prolétariat cesse d'être une dictature dans un pays encerclé par le capitalisme. C'est pourquoi on ne saurait exclure aucun de ces trois côtés sous peine de dénaturer la conception de la dictature du prolétariat. Seuls, ces trois côtés pris ensemble nous donnent une conception complète, achevée de la dictature du prolétariat.

La dictature du prolétariat a ses périodes, ses formes particulières, ses méthodes de travail. Durant la guerre civile, ce qui saute particulièrement aux yeux, c'est le côté violent de la dictature. Mais il ne s'ensuit pas que, pendant la guerre civile, aucun travail d'édification ne s'effectue. Sans un tel travail, il serait impossible de mener la guerre civile. Pendant la période de réalisation progressive du socialisme, au contraire, ce qui saute particulièrement aux yeux, c'est le travail paisible, organisateur, culturel de la dictature, la légalité révolutionnaire, etc. Mais il ne s'ensuit pas non plus que le côté violent de la dictature ait disparu, ou puisse disparaître au cours de cette période. Les organes de répression, l'armée et autres organisations, sont nécessaires dans la période d'édification comme pendant la guerre civile. Sans ces organes, aucun travail de construction sous la dictature n'est possible. Il ne faut pas oublier que la révolution n'a encore vaincu que dans un seul pays. Il ne faut pas oublier que, tant que subsiste l'encerclement capitaliste, le danger d'une intervention militaire, avec toutes ses conséquences, subsiste.

5. Le parti et la classe ouvrière dans le système de la dictature du prolétariat

J'ai parlé plus haut de la dictature du prolétariat au point de vue de sa nécessité historique, de sa nature de classe, de sa nature étatique et, enfin, de son œuvre de destruction et de création, qui dure toute une période historique appelée période de transition du capitalisme au socialisme.

Nous allons examiner la dictature du prolétariat au point de vue de sa structure, de son mécanisme, du rôle et de l'importance des « courroies de transmission », « leviers » et « forces dirigeantes » dont

l'ensemble forme le « système de la dictature du prolétariat » (Lénine) et à l'aide desquels le travail quotidien de la dictature du prolétariat se réalise.

Quels sont ces « courroies de transmission », ces « leviers », cette « force dirigeante dans le système de la dictature du prolétariat ? Quelle en est la raison d'être ?

Les leviers, les courroies de transmission sont les organisations mêmes du prolétariat sans l'aide desquelles il est impossible d'organiser la dictature.

La force dirigeante, c'est le détachement avancé du prolétariat, c'est son avant-garde, qui est la force essentielle dirigeante de la dictature du prolétariat.

Ces leviers, ces courroies de transmission et cette force dirigeante sont nécessaires au prolétariat, parce que, sans eux, il serait dans la lutte comme une armée sans armes devant le capital organisé et armé. Ces organisations sont indispensables au prolétariat, parce que, sans elles, il serait infailliblement battu dans sa lutte pour le renversement de la bourgeoisie, la consolidation de son pouvoir, l'édification du socialisme. L'aide systématique de ces organisations et la force dirigeante de l'avant-garde sont indispensables, parce que, sans ces conditions, la dictature du prolétariat ne saurait être durable.

Quelles sont ces organisations ?

Premièrement, ce sont les *syndicats* ouvriers avec leurs ramifications vers le centre et la périphérie sous forme d'organisations de production, d'éducation, de culture et autres. Ces organisations réunissent les ouvriers de toutes les professions. Ce ne sont pas des organisations du parti. Les syndicats peuvent être considérés comme l'organisation générale de la classe ouvrière au pouvoir en U. R. S. S. Ils sont l'école du communisme. Ils donnent les meilleurs de leurs membres pour le travail de direction dans toutes les branches. Ils réalisent la liaison entre les couches avancées et les couches arriérées de la classe ouvrière. Ils unissent les masses ouvrières à l'avant-garde de la classe ouvrière.

Deuxièmement, ce sont les *soviets*, avec leurs nombreuses ramifications au centre et dans la périphérie, sous forme d'organisations administratives, économiques, militaires, culturelles et autres, plus d'innombrables associations de travailleurs qui entourent ces organisations et les relient à la population. Les soviets, c'est l'organisation de la masse des travailleurs de la ville et de la campagne. Les soviets ne sont pas des organisations du parti. Ils sont l'expression directe de la dictature du prolétariat. C'est par les soviets que passent toutes les mesures destinées à la consolidation de la dictature et à la réalisation du socialisme. C'est par les soviets que le prolétariat gouverne et dirige la paysannerie. Les soviets unissent la masse innombrable des travailleurs à l'avant-garde du prolétariat.

Troisièmement, c'est la *coopération* de toute espèce avec toutes ses ramifications. Organisation de masse des travailleurs, la coopération n'est pas une organisation du parti. Elle unit les travailleurs, tout d'abord, comme consommateurs et, avec le temps, comme producteurs (coopération agricole). Elle acquiert une importance particulière après la consolidation de la dictature du prolétariat, pendant la période de la grande édification. Elle facilite la liaison de l'avant-garde du prolétariat avec les masses paysannes et permet de faire participer ces dernières à l'édification socialiste.

Quatrièmement, c'est l'*Union des Jeunesses*. Organisation de masse de la jeunesse ouvrière et paysanne, cette Union n'est pas une organisation du parti, mais elle touche au parti. Elle a pour but d'aider le parti à former la jeune génération dans l'esprit socialiste. Elle fournit de jeunes réserves pour toutes les autres organisations de masse du prolétariat. L'Union des Jeunesses acquiert une importance particulière après la consolidation de la dictature du prolétariat, dans la période de travail culturel et éducatif du prolétariat.

Enfin, c'est le *parti* du prolétariat, son avant-garde. Sa force consiste en ce qu'il absorbe l'élite du prolétariat organisé dans les syndicats, coopératives, etc. Il est destiné à unir le travail de toutes les

organisations de masse du prolétariat et à diriger leur action vers un seul but, celui de la libération du prolétariat. Cette union et cette direction sont absolument nécessaires, car, sans elles, l'unité dans la lutte du prolétariat est impossible et la direction des masses prolétariennes dans leur lutte pour le pouvoir et pour l'édification du socialisme est également impossible. Mais il n'y a que l'avant-garde du prolétariat, son parti, qui soit capable d'unir et de diriger le travail des organisations de masse du prolétariat. Seul, le parti du prolétariat, celui des communistes, est capable de remplir ce rôle de directeur principal dans le système de la dictature du prolétariat

Pourquoi ?

Tout d'abord, parce que le parti renferme l'élite de la classe ouvrière, élite liée directement avec les organisations sans-parti du prolétariat, que fréquemment elle dirige. En second lieu, parce qu'il est la meilleure école pour la formation de leaders ouvriers capables de diriger les différentes organisations de leur classe. En troisième lieu, parce qu'il est, par son expérience et son autorité, la seule organisation capable de centraliser la lutte du prolétariat et de transformer ainsi toutes les organisations sans-parti de la classe ouvrière en organes desservant cette dernière (*Les bases du léninisme*).

Le parti est la force de direction essentielle dans le système de la dictature du prolétariat.

Le parti est la forme suprême de l'union de classe du prolétariat (Lénine).

Ainsi, les *syndicats*, en tant qu'organisation de masse du prolétariat, relie le parti à la classe dans le domaine de la production ; les *soviets*, en tant qu'organisation de masse des travailleurs, relie le parti à ces derniers, surtout en ce qui concerne la direction gouvernementale ; la *coopération*, en tant qu'organisation de masse des paysans principalement, relie le parti aux masses rurales, surtout dans le domaine économique et en ce qui concerne la participation des paysans à l'édification du socialisme ; *l'Union des Jeunes*, en tant qu'organisation de masse de la jeunesse ouvrière et paysanne, est appelée à faciliter à l'avant-garde du prolétariat l'éducation socialiste de la nouvelle génération et la préparation de jeunes réserves ; enfin, le *parti*, en tant que force directrice principale dans le système de la dictature du prolétariat, est appelé à diriger toutes ces organisations de masses. Tel est, dans les grands traits, le tableau du « mécanisme » de la dictature, le tableau du « système de la dictature du prolétariat ».

Sans le parti, force dirigeante fondamentale, la dictature du prolétariat ne saurait être solide et durable.

De la sorte, comme le dit Lénine, on a en somme un appareil prolétarien qui, formellement, n'est pas communiste, mais qui est souple, relativement large et très puissant ; au moyen de cet appareil, le parti est étroitement lié à la classe et aux *masses* et la dictature de la classe est réalisée sous la direction du parti.

Cela ne signifie pas, naturellement, que le parti puisse et doive remplacer les syndicats, les soviets et autres organisations de masse. Le parti réalise la dictature du prolétariat. Mais il ne la réalise pas directement ; il la réalise à l'aide des syndicats, des soviets et de leurs ramifications. Sans ces « courroies de transmission », toute dictature tant soit peu solide serait impossible.

Il est impossible, dit Lénine, de réaliser la dictature sans quelques « courroies de transmission » de l'avant-garde à la classe avancée, de l'avant-garde à la masse des travailleurs... Le parti, pour ainsi dire, absorbe l'avant-garde du prolétariat et cette avant-garde réalise la dictature du prolétariat. Sans une base comme les syndicats, on ne peut réaliser la dictature du prolétariat, on ne peut accomplir les fonctions de l'Etat. On est obligé de les accomplir par l'intermédiaire d'une série d'institutions spéciales d'un type tout nouveau, c'est-à-dire par l'appareil soviétiste.

Il faut considérer comme l'expression suprême du rôle dirigeant du parti en U. R. S. S., pays de dictature du prolétariat, le fait qu'aucune question de politique ou d'organisation ne se résout dans nos

organisations soviétistes et autres organisations de masse sans les directives du parti. En ce sens, on pourrait dire que la dictature du prolétariat est *essentiellement* la « dictature » de son avant-garde, la « dictature » de son parti. Voici ce que disait à ce sujet Lénine aux deuxième congrès de l'I.C. :

Tenner dit qu'il est pour la dictature du prolétariat, mais il ne se représente pas tout à fait comme nous cette dictature. Il dit que, par dictature du prolétariat, nous entendons essentiellement la dictature de sa minorité organisée et consciente.

Effectivement, à l'époque du capitalisme, lorsque les masses ouvrières subissent une exploitation constante et ne peuvent développer leurs capacités humaines, le trait le plus caractéristique des partis politiques ouvriers est qu'ils ne peuvent englober que la minorité de leur classe. Le parti politique ne peut réunir que la minorité de la classe, de même que les ouvriers vraiment conscients dans toute société capitaliste ne forment que la minorité des ouvriers. C'est pourquoi, nous sommes obligés de reconnaître que, seule, cette minorité consciente peut diriger les masses ouvrières et les entraîner à sa suite. Si Tenner dit qu'il est ennemi du parti, mais qu'en même temps il veut que la minorité des ouvriers les plus révolutionnaires et les mieux organisés montre la voie à tout le prolétariat, je dis alors qu'en réalité il n'y a pas de différence entre nous.

Est-ce à dire qu'entre dictature du prolétariat et rôle dirigeant du parti (« dictature » du parti) on puisse mettre le signe d'égalité, identifier ces deux termes, substituer le premier au second ou inversement ? Naturellement, non. Pourtant Sorine, par exemple, dit que « *la dictature du prolétariat est la dictature de notre parti* ». Cette thèse, comme on le voit, confond la dictature du parti avec celle du prolétariat. Peut-on l'admettre tout en restant sur le terrain du léninisme ? Non, et voici pourquoi.

Premièrement, dans la citation que nous avons donnée du discours de Lénine aux deuxième congrès de l'I.C., Lénine n'identifie nullement le rôle dirigeant du parti à la dictature du prolétariat. Il se borne à dire que « seule, une minorité consciente (c'est-à-dire le parti) peut diriger les masses ouvrières et les entraîner à sa suite », que *dans ce sens précisément*, « par dictature du prolétariat, nous entendons *essentiellement* la dictature de sa minorité organisée et consciente ». *Essentiellement* ne signifie pas entièrement. Nous disons souvent que la question nationale est essentiellement une question paysanne. Cela est parfaitement exact. Mais cela ne signifie pas que la question nationale se réduise à la question paysanne, que la question paysanne soit aussi vaste que la question nationale, qu'elle soit absolument identique à cette dernière. Point n'est besoin de prouver que la question nationale est plus vaste et plus riche que la question paysanne. Il en est de même du rôle dirigeant du parti et de la dictature du prolétariat. Si le parti applique la dictature du prolétariat et si, dans ce sens, la dictature du prolétariat est *essentiellement* la « dictature » de son parti, il ne s'ensuit pas que la « dictature du parti » (son rôle dirigeant) soit *identique* à la dictature du prolétariat, que la première ait la même ampleur que la seconde. Il est inutile de démontrer que la dictature du prolétariat est plus vaste et plus riche que le rôle dirigeant du parti. Le parti applique la dictature du *prolétariat* et non pas une autre dictature. Identifier le rôle dirigeant du parti à la dictature du prolétariat, c'est substituer à cette dernière la « dictature » du parti.

Deuxièmement, aucune décision importante des organisations de masse du prolétariat n'est prise sans les instructions du parti. C'est parfaitement exact. Mais est-ce à dire que la dictature du prolétariat se *réduise* aux instructions du parti ? Est-ce à dire que les instructions du parti puissent être, pour cette raison, identifiées à la dictature du prolétariat ? Naturellement non. La dictature du prolétariat se compose des instructions du parti, mais aussi de leur application par les organisations de masse du prolétariat et de leur application par la population. Comme on le voit, nous avons ici différentes transitions et gradations qui forment un point important de la dictature du prolétariat. Entre les instructions du parti et leur application, il y a, par conséquent, la volonté et l'action de diriger, la volonté et l'action de la classe, son désir ou son refus de soutenir ces instructions, sa capacité ou son incapacité de les appliquer comme l'exige la situation. Il est inutile de prouver que le parti, qui assume la direction, doit compter avec la volonté, l'état, le niveau de conscience des dirigés ; il doit tenir compte de la volonté, de l'état et du niveau de conscience de sa classe. C'est pourquoi identifier le rôle

dirigeant du parti à la dictature du prolétariat, c'est substituer à la volonté et à l'action de la classe les instructions du parti.

Troisièmement, « la dictature du prolétariat, dit Lénine, est la lutte de classe du prolétariat vainqueur qui a pris le pouvoir en mains ». Par quoi s'exprime cette lutte de classe ? Elle peut s'exprimer par différentes interventions armées du prolétariat contre les tentatives de sortie de la bourgeoisie renversée ou contre l'intervention de la bourgeoisie étrangère. Elle peut s'exprimer par la guerre civile si le pouvoir du prolétariat n'est pas encore consolidé. Elle peut s'exprimer par un travail organisé et édificateur très vaste du prolétariat avec la participation des grandes masses après que le pouvoir se sera consolidé. Dans tous ces cas, le personnage actif c'est le prolétariat, en tant que *classe*. Jamais le parti tout seul, en tant que parti, n'a pu organiser ces interventions armées par ses propres forces sans le soutien de la classe. D'ordinaire, il dirige ces interventions dans la mesure où il est soutenu par la classe, car le parti ne peut remplacer la classe. En effet, malgré toute l'importance de son rôle dirigeant, il n'est qu'une *partie* de la classe. C'est pourquoi, identifier le rôle dirigeant du parti à la dictature du prolétariat, c'est remplacer la classe par le parti.

Quatrièmement, le parti réalise la dictature du prolétariat. « Le parti, c'est l'avant-garde dirigeante du prolétariat, c'est le guide » (Lénine). C'est dans ce sens que le parti *prend* le pouvoir, qu'il *gouverne* le pays. Mais cela ne signifie pas que le parti réalise la dictature du prolétariat en dehors de l'Etat, sans l'Etat, qu'il gouverne le pays en dehors des soviets, et non par eux. Cela ne signifie pas que le parti puisse s'identifier aux soviets, à l'Etat. Le parti, c'est le centre du pouvoir, mais il ne peut être identifié à l'Etat. « En tant que parti dirigeant, dit Lénine, nous avons dû réunir la tête des soviets à la tête du parti et les choses resteront ainsi. » C'est parfaitement exact. Mais Lénine ne veut pas dire par là que nos administrations soviétistes prises dans leur ensemble, par exemple, notre armée, notre transport, nos administrations économiques, etc., soient des administrations de notre parti, que le parti puisse remplacer les soviets et leurs ramifications, qu'il puisse s'identifier à l'Etat. Lénine a répété maintes fois que « le système des soviets, c'est la dictature du prolétariat », mais il n'a jamais dit que le parti c'est l'Etat, que les soviets et le parti c'est la même chose. Le parti, qui compte quelques centaines de mille membres, dirige les soviets et leurs ramifications au centre et dans la périphérie. Les soviets englobent plusieurs millions d'hommes, communistes ou sans-parti, mais le parti ne peut pas et ne doit pas se substituer à eux. Voilà pourquoi Lénine dit que « la dictature est réalisée par le prolétariat organisé dans les soviets et dirigé par le parti communiste bolchevik » ; que « tout le travail du parti s'effectue au moyen des soviets, qui unissent les masses ouvrières sans distinction de profession » ; que la dictature « doit être réalisée... au moyen de l'appareil soviétiste ». C'est pourquoi identifier le rôle dirigeant du parti à la dictature du prolétariat, c'est substituer le parti aux soviets, à l'Etat.

Cinquièmement, la conception de la dictature du prolétariat est une conception d'Etat. La dictature du prolétariat implique absolument la conception de la violence. Sans violence, il n'y a pas de dictature, si l'on comprend la dictature dans le sens exact du terme. Lénine définit la dictature du prolétariat comme « un pouvoir s'appuyant directement sur la violence ». Par suite, parler de dictature du parti *par rapport à la classe prolétarienne* et identifier cette dictature à la dictature du prolétariat, cela revient à dire que le parti doit être vis-à-vis de sa classe non seulement un dirigeant, un guide et un instructeur, mais aussi, en quelque sorte, un pouvoir d'Etat employant la violence à l'égard de cette classe. C'est pourquoi, identifier « la dictature du parti » à la dictature du prolétariat, c'est admettre implicitement que l'on peut fonder l'autorité du parti sur la violence, ce qui est absurde et absolument incompatible avec le léninisme. L'autorité du parti est soutenue par la confiance de la classe ouvrière. Cette confiance, le parti ne l'acquiert pas par la violence — qui ne peut que la détruire — mais par la justesse de sa théorie et de sa politique, par son dévouement à la classe ouvrière, par ses attaches avec les masses ouvrières et sa capacité de les *convaincre* de l'exactitude de ses mots d'ordre.

Que résulte-t-il de tout cela ?

Il en résulte que :

1° Lénine emploie le mot *dictature* du parti non pas dans le sens exact de ce mot (« pouvoir s'appuyant sur la violence »), mais au figuré, dans le sens de direction ;

2° Identifier la direction du parti à *la dictature* du prolétariat, c'est dénaturer Lénine, en attribuant au parti des fonctions de violence à l'égard de la classe ouvrière dans son ensemble ;

3° Attribuer au parti des fonctions de violence à l'égard de la classe ouvrière, c'est violer les conditions élémentaires des rapports justes entre l'avant-garde et la classe, entre le parti et le prolétariat.

Nous abordons ainsi la question des rapports entre le parti et la classe, entre les membres du parti et les sans-parti de la classe ouvrière.

Lénine définit ces rapports comme une « *confiance mutuelle* entre l'avant-garde de la classe ouvrière et les masses ouvrières ».

Que signifie cela ?

Cela signifie, premièrement, que le parti doit prêter l'oreille à la voix des masses, qu'il doit avoir la plus grande attention pour leur instinct révolutionnaire, qu'il doit étudier leur lutte pratique, vérifier à cette occasion la justesse de sa politique et, partant, non seulement instruire les masses, mais s'instruire lui-même à leur école.

Cela signifie, deuxièmement, que le parti doit conquérir de jour en jour la confiance des masses prolétariennes, qu'il doit gagner, par sa politique et son travail, l'appui des masses, qu'il ne doit pas commander, mais convaincre avant tout, en aidant les masses à reconnaître par leur propre expérience la justesse de sa politique, qu'il doit, par conséquent, être un dirigeant, un guide, un instructeur pour sa classe.

Violer ces conditions, c'est porter atteinte aux rapports qui doivent exister entre l'avant-garde et la classe, c'est saper la confiance qui doit régner entre eux, désagréger la discipline à l'intérieur de la classe et du parti.

A coup sûr — dit Lénine — presque tout le monde voit maintenant que les bolcheviks ne se seraient pas maintenus au pouvoir, je ne dis pas deux ans et demi, mais même deux mois et demi, sans la discipline absolument stricte, sans la véritable discipline de fer de leur parti, et sans l'aide apportée à ce parti, sans réserve et avec une entière abnégation, par toute la masse (de la classe ouvrière, ou du moins par tout ce qu'elle possède (de membres conscients, honnêtes, dévoués, actifs, capables de guider ou d'entraîner les couches retardataires... (*La maladie infantile du communisme*, p. 11.)

La dictature du prolétariat est une lutte acharnée, sanglante et non sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative, contre les forces et les traditions du vieux monde. La force de l'habitude enracinée chez des millions et des dizaines de millions d'hommes, voilà la force la plus redoutable. Sans un parti, un parti de fer endurci dans la lutte, sans un parti jouissant de la confiance de tous les membres honnêtes de la classe en question, sans un parti habile à suivre l'état d'esprit des masses et à influencer sur lui, il est impossible de mener cette lutte avec succès. (*La maladie infantile du communisme*, p. 42.)

Mais comment le parti acquiert-il la confiance et l'appui de la classe ? Comment se façonne la discipline de fer nécessaire à la dictature du prolétariat, sur quel sol croît-elle ?

Voici ce que dit Lénine à ce sujet :

Sur quoi repose la discipline du parti révolutionnaire du prolétariat ? Comment est-elle contrôlée ? Qu'est-ce qui la soutient ?

Son fondement, c'est, en premier lieu, la conscience de l'avant-garde prolétarienne, son dévouement à la révolution, sa maîtrise de soi, son esprit de sacrifice, son héroïsme. C'est, *en* second lieu, son aptitude à se rapprocher de la masse des travailleurs, avant tout de la masse prolétarienne, mais aussi de la masse laborieuse *non-prolétarienne* ; son aptitude à se lier, ou à se fondre jusqu'à un certain point avec cette masse. C'est, en troisième lieu, la ligne politique inflexible de cette avant-garde, la justesse de sa stratégie et de sa tactique politique ; mais encore faut-il que les masses se convainquent par *leur propre expérience* que cette tactique et cette stratégie sont justes. Sans ces conditions, dans un parti révolutionnaire réellement capable d'être le parti de cette classe d'avant-garde qui doit renverser la bourgeoisie et transformer toute la société, pas de discipline réalisable. Sans ces conditions, tout essai de créer cette discipline se transforme inévitablement en phrases creuses, en verbiage, en grimaces. Mais, d'autre part, ces conditions ne peuvent surgir tout d'un coup. Elles sont le résultat d'un long travail, d'une dure expérience. Leur élaboration est plus facile si l'on dispose d'une théorie révolutionnaire juste, mais cette théorie elle-même n'est pas un dogme tout fait, on ne peut lui donner sa forme définitive qu'en se jetant au cœur d'un mouvement qui embrasse réellement les masses et qui soit réellement révolutionnaire. (*La maladie infantile du communisme*, p. 13.)

Puis, plus loin :

La victoire sur le capitalisme exige des rapports justes entre le parti communiste dirigeant, la classe révolutionnaire, le prolétariat, d'une part, et la masse, c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs et des exploités, d'autre part. Si le parti communiste est réellement l'avant-garde de la classe révolutionnaire, s'il englobe l'élite de cette classe, s'il est composé de communistes parfaitement conscients et dévoués, instruits et expérimentés dans la lutte révolutionnaire, s'il a su se lier intimement à la vie de sa classe et, par cette dernière, à toute la masse des exploités, s'il a su inspirer à cette classe et à cette masse *une confiance complète*, il pourra, mais à cette condition seulement, diriger le prolétariat dans la lutte implacable, décisive, suprême contre toutes les forces du capitalisme. D'un autre côté, ce n'est que sous la direction d'un tel parti que le prolétariat est capable de déployer toute sa puissance révolutionnaire, en réduisant à néant l'apathie et la résistance d'une petite minorité d'aristocrates ouvriers corrompus par le capitalisme, de vieux trade-unionistes et de leaders coopératifs ; ce n'est que sous cette direction qu'il est capable de développer toute sa puissance, qui est infiniment plus grande que sa proportion dans la population, par suite de la structure économique même de la société capitaliste.

De ces citations, il résulte que :

1° L'autorité du parti et la discipline de fer de la classe ouvrière, discipline nécessaire pour la dictature du prolétariat, doivent être fondées non pas sur la crainte ou sur les droits « illimités » du parti, mais sur la confiance de la classe ouvrière dans le parti, sur l'appui que la classe ouvrière fournit au parti ;

2° Le parti n'acquiert pas la confiance de la classe ouvrière d'un seul coup ni au moyen de la violence à l'égard de cette dernière ; il l'acquiert par un travail prolongé dans les masses, par une politique juste, par son aptitude à convaincre les masses, *au moyen de leur propre expérience*, de la justesse de sa politique, à s'assurer l'appui de la classe ouvrière, à mener à sa suite les masses de la classe ouvrière ;

3° Sans une politique juste de la part du parti, politique renforcée par l'expérience de la lutte des masses, sans la confiance de la classe ouvrière, il n'y a pas et il ne peut y avoir de véritable direction du parti ;

4° Le parti et sa direction, si cette dernière a la confiance de la classe et si elle est une véritable direction, ne peuvent être opposés à la dictature du prolétariat, car sans direction du parti (« dictature » du parti) jouissant de la confiance de la classe ouvrière, une dictature du prolétariat tant soit peu solide est impossible.

Sans ces conditions, l'autorité du parti et la discipline de fer sont de vains mots ou ne reflètent que l'orgueil et l'esprit d'aventure.

On ne peut opposer à la dictature du prolétariat la direction (« dictature ») du parti. On ne peut le faire, car la direction du parti, c'est le principal dans la dictature du prolétariat, si tant est que l'on ait en vue une dictature intégrale et solide, et non pas une dictature comme le fut, par exemple, la Commune de Paris, qui était incomplète et fragile. On ne peut le faire, car la dictature du prolétariat et la direction du parti sont, pour ainsi dire, sur une même ligne de travail, agissent dans le même sens.

Déjà, rien que de poser la question : « Dictature de parti, *ou bien* dictature de classe ? Dictature des chefs *ou bien* dictature des masses ? », c'est témoigner de la confusion de pensée la plus invraisemblable et la plus désespérante... Nul n'ignore ceci : les masses se divisent en classes... Les classes sont généralement dirigées, du moins dans les pays civilisés, par des partis politiques ; les partis politiques, en règle générale, sont administrés par des groupements plus ou moins stables de personnes qui jouissent d'une supériorité d'autorité, d'influence ou d'expérience, et qui, portées par voie d'élection aux fonctions les plus considérables, sont appelées chefs... En arriver... à opposer en général la dictature des masses à la dictature des chefs, c'est d'une ridicule imbécillité. (*La maladie infantile du communisme*, p. 37 et 40.)

C'est parfaitement exact. Mais cette thèse exacte découle de la prémisse qu'il existe des rapports exacts entre l'avant-garde et la classe ouvrière, entre le parti et la classe. Elle découle de l'hypothèse que les rapports entre l'avant-garde et la classe restent, pour ainsi dire, normaux, subsistent dans les limites de la « confiance mutuelle ». Mais que faire, si les rapports entre l'avant-garde et la classe, si la confiance entre le parti et la classe subissent une atteinte ? Que faire si le parti lui-même commence, d'une façon ou de l'autre, à s'opposer à la classe en détruisant la base de ses rapports rationnels avec cette dernière, en détruisant la « confiance mutuelle » ? De pareils cas sont-ils possibles ? Oui, ils le sont, si le parti commence à fonder son autorité dans les masses non pas sur le travail et la confiance, mais sur ses droits « illimités », si sa politique est nettement erronée, s'il ne veut pas voir son erreur et la corriger, s'il a une politique juste en général, mais si les masses ne sont pas encore prêtes à se l'assimiler, s'il ne sait pas ou ne veut pas attendre pour donner aux masses la possibilité de se convaincre par leur propre expérience de la justesse de sa politique. L'histoire de notre parti présente une série de cas de ce genre. Différents groupes et fractions dans notre parti ont dégénéré et se sont désagrégés parce qu'ils avaient violé une de ces trois conditions, ou même toutes les trois à la fois.

Mais il ne s'ensuit pas qu'on ne puisse pas opposer avec justesse la dictature du prolétariat à la « dictature » (direction) du parti dans les cas suivants :

1° Dans le cas où, par dictature du parti vis-à-vis de la classe ouvrière, on entend, comme Lénine, non pas la dictature dans le sens propre de ce mot (« pouvoir s'appuyant sur la violence »), mais le rôle dirigeant du parti excluant la violence envers la classe dans son ensemble, envers sa majorité ;

2° Dans le cas où le parti a des raisons d'être réellement le dirigeant de la classe, c'est-à-dire dans le cas où sa politique est juste, conforme aux intérêts de la classe ;

3° Dans le cas où la classe accepte en majorité cette politique, se l'assimile, se convainc, grâce au travail du parti, de l'exactitude de cette politique, a confiance dans le parti et le soutient.

La violation de ces conditions provoque infailliblement un conflit entre le parti et la classe, une scission entre eux et les oppose l'un à l'autre.

Peut-on imposer par la force à la classe le rôle dirigeant du parti ?

Non, on ne peut le faire. En tout cas, une telle direction ne peut être durable. Le parti, s'il veut rester le parti du prolétariat, doit savoir qu'il est avant tout et principalement le *dirigeant*, le *guide*, l'*éducateur* de la classe ouvrière. Nous ne devons pas oublier ce qu'a écrit à ce sujet Lénine dans sa brochure *L'Etat et la révolution* :

En éduquant le parti ouvrier, le marxisme éduque l'avant-garde du prolétariat capable de prendre le pouvoir et de mener tout le peuple vers le socialisme, de diriger et d'organiser le nouveau régime, d'être l'éducateur, le dirigeant et le leader de tous les travailleurs et exploités dans l'organisation de leur vie sociale, sans la bourgeoisie et contre elle.

Peut-on considérer que le parti est le véritable dirigeant de la classe, si sa politique est fautive, si elle se heurte aux intérêts de la classe ? Naturellement non. En pareil cas le parti, s'il veut continuer à diriger, doit réviser sa politique, la rectifier, reconnaître son erreur et la réparer. Pour confirmer cette thèse, on pourrait se référer à l'histoire de notre parti, à la période de l'abolition des réquisitions en nature : lorsqu'il vit que les masses ouvrières et paysannes étaient franchement mécontentes de notre politique, le parti révisa ouvertement et honnêtement cette politique. Voici ce que disait Lénine au dixième congrès sur la question de l'abolition des réquisitions en nature et de l'introduction de la nouvelle politique économique :

Nous ne devons rien dissimuler, nous devons dire franchement que les paysans sont mécontents des rapports qui se sont établis chez nous, qu'ils n'en veulent pas et qu'ils ne continueront pas à vivre ainsi. Cela est indubitable. Ils ont nettement exprimé leur volonté. C'est celle de la grande masse de la population laborieuse. Nous devons en tenir compte et nous sommes des politiques suffisamment sensés pour dire franchement : *révisons*.

Le parti peut-il assumer l'initiative et la direction des actions décisives des masses pour la seule raison que sa politique est juste dans l'ensemble, quand cette politique n'a pas la confiance et l'appui de la classe, parce que, par exemple, elle est trop arriérée politiquement, ou quand le parti n'a pas su convaincre la classe de la justesse de sa politique, parce que les événements, par exemple, ne sont pas assez mûrs ? Non. En pareil cas, le parti, s'il veut réellement diriger, doit savoir attendre ; il doit convaincre les masses de la justesse de sa politique, les aider à se convaincre par leur propre expérience de la justesse de cette politique.

Si le parti révolutionnaire, dit Lénine, n'a pas la majorité dans les détachements avancés des classes révolutionnaires et dans le pays, il ne peut être question d'insurrection.

Sans un changement dans les vues de la majorité de la classe ouvrière, la révolution est impossible ; or ce changement est produit par l'expérience politique des masses... L'avant-garde prolétarienne est conquise idéologiquement. C'est l'essentiel. Sans cela, le premier pas vers la victoire est impossible. Mais, de là à la victoire, il y a encore loin. On ne vainc pas avec une avant-garde seulement. Jeter seulement l'avant-garde dans la bataille décisive, tant que toute la classe, tant que les larges masses n'accordent pas leur appui direct à l'avant-garde, ou tout au moins n'observent pas une neutralité bienveillante à son égard et ne sont pas complètement incapables de soutenir l'adversaire, ce serait non seulement stupide, mais criminel. Mais pour que toute la classe, pour que les masses laborieuses et opprimées par le capital arrivent à une telle position, la propagande et l'agitation sont insuffisantes. Il faut pour cela que ces masses acquièrent leur propre expérience politique.

On sait que notre parti a précisément agi ainsi pendant la période qui s'est écoulée depuis les thèses d'avril de Lénine jusqu'à l'insurrection d'octobre 1917. Et c'est parce qu'il a agi selon les indications de Lénine qu'il a gagné l'insurrection.

Telles sont les conditions essentielles des rapports mutuels justes entre l'avant-garde et la classe.

Que signifie *diriger*, si la politique du parti est juste et si les rapports entre l'avant-garde et la classe sont ce qu'ils doivent être ?

Diriger dans de telles conditions, c'est savoir convaincre les masses de la justesse de la politique du parti, c'est lancer et appliquer des mots d'ordre qui amènent les masses vers les positions du parti, c'est aider les masses à reconnaître par leur propre expérience la justesse de cette politique, c'est les élever au niveau du parti et s'assurer ainsi leur appui et leur participation à la lutte décisive.

C'est pourquoi la méthode de persuasion est la méthode principale par laquelle le parti doit exercer sa direction envers la classe.

Certes, dit Lénine, si en Russie même, après deux années et demie de victoires sans précédent sur la bourgeoisie russe et alliée, nous posions comme conditions d'admission au sein des syndicats la reconnaissance de la dictature du prolétariat, nous ferions une faute, nous diminuerions notre influence sur les masses, nous ferions le jeu des mencheviks. Car toute la tâche des communistes est de *convaincre* les autres travailleurs, de savoir travailler *parmi eux* et de ne pas se séparer d'eux par de puérils mots d'ordre de « gauche ». (*La maladie infantile du communisme*, p. 55-56.)

Cela ne signifie pas naturellement que le parti doive convaincre tous les ouvriers jusqu'au dernier, qu'après cela seulement on puisse engager l'action. Cela signifie seulement qu'avant d'entreprendre une action politique décisive, le parti doit s'assurer, par un travail révolutionnaire de longue durée, l'appui de la majorité des masses ouvrières, ou tout au moins la neutralité bienveillante de la majorité de la classe. Dans le cas contraire, la thèse de Lénine d'après laquelle la conquête de la classe ouvrière par le parti est une condition nécessaire à la victoire de la révolution, serait dénuée de tout sens.

Alors, que faire avec la minorité si elle ne se soumet pas volontairement à la volonté de la majorité ? Le parti peut-il et doit-il obliger la minorité à se soumettre à la volonté de la majorité s'il a la confiance de la majorité ? Oui, il le peut et il le doit. Le parti assure sa direction par la méthode de persuasion, qui est sa principale méthode d'action sur les masses. Mais l'emploi de cette méthode, loin d'exclure la contrainte, la présuppose si cette contrainte a comme base la confiance de la majorité de cette classe et si elle s'applique à la minorité après que l'on a su convaincre la majorité. Il faudrait rappeler les discussions qui eurent lieu dans notre parti à propos de la question syndicale. En quoi consistait alors l'erreur de l'opposition ? Est-ce en ce qu'elle considérait alors la contrainte comme possible ? Non. L'opposition faisait erreur parce que, n'étant pas en état de convaincre de la justesse de sa position la majorité, dont elle avait perdu la confiance, elle voulait néanmoins appliquer la contrainte et insistait pour éliminer de leurs postes les hommes en qui la majorité avait confiance.

Voici ce que disait alors Lénine au dixième congrès du parti dans son discours sur les syndicats :

Pour faire régner la confiance dans les rapports entre l'avant-garde de la classe ouvrière et la classe ouvrière, il fallait, si le C. C. des transports avait commis une erreur... la réparer. Mais lorsque l'on commence à défendre cette erreur, cela devient la source d'un danger politique. Si l'on n'avait pas fait le maximum possible dans le sens de la démocratie en tenant compte de l'état d'esprit que Koutouzov exprime ici, nous serions arrivés à un krach politique. *Avant tout nous devons convaincre et, ensuite, contraindre. Nous devons à tout prix convaincre et, ensuite, contraindre.* Nous n'avons pas su convaincre les masses et nous nous sommes écartés des rapports qui doivent exister entre l'avant-garde et les masses.

Lénine dit la même chose dans sa brochure sur les syndicats :

Nous avons employé rationnellement et avec succès la contrainte, lorsque nous avons su d'abord lui donner la persuasion pour base.

Cela est parfaitement exact. Car, sans ces conditions, il est impossible d'exercer aucune direction. Car, de cette façon seulement, on peut assurer l'unité d'action dans le parti, s'il s'agit du parti, l'unité d'action de la classe, s'il s'agit de la classe dans son ensemble. Sans cela, c'est la scission, la débâcle, la décomposition dans les rangs de la classe ouvrière.

Telles sont en somme les bases pour une direction juste du parti.

Toute autre conception de la direction, c'est du syndicalisme, de l'anarchisme, du bureaucratisme ; c'est tout ce qu'on voudra, mais ce n'est pas du bolchévisme, ce n'est pas du léninisme.

On ne peut opposer le rôle dirigeant (« dictature ») du parti à la dictature du prolétariat si des rapports justes existent entre le parti et la classe ouvrière, entre l'avant-garde et les masses ouvrières. Mais il s'ensuit qu'on ne peut, à plus forte raison, identifier le parti à la classe ouvrière, le rôle dirigeant (« dictature ») du parti à la dictature de la classe ouvrière. Se basant sur le fait qu'on ne saurait opposer la « dictature » du parti à la dictature du prolétariat, le camarade Sorine en est arrivé à la conclusion erronée que « la dictature du prolétariat est la dictature de notre parti ». Mais Lénine ne dit pas seulement qu'une telle opposition est inadmissible. Il dit aussi qu'opposer « la dictature des masses à la dictature des leaders » est inadmissible. Peut-on se baser là-dessus pour identifier la dictature des leaders à celle du prolétariat ? En continuant dans cette voie, on devrait dire que « la dictature du prolétariat est celle de nos leaders ». C'est à cette absurdité que l'on aboutit « logiquement » si l'on identifie la « dictature » du parti et celle du prolétariat.

Quelle est l'opinion de Zinoviev à ce sujet ?

Zinoviev, au fond, s'en tient au même point de vue que Sorine, qui identifie la « dictature » du parti et celle du prolétariat, avec cette seule différence que Sorine s'exprime plus nettement et plus franchement, tandis que Zinoviev « tourne autour du pot ». Il suffit pour s'en convaincre de lire le passage suivant du livre de Zinoviev, *Le léninisme* :

Qu'est-ce que le régime existant en U. R. S. S. du point de vue de sa nature de classe ? C'est la dictature du prolétariat. Quel est le ressort direct du pouvoir en U. R. S. S. ? Qui réalise le pouvoir de la classe ouvrière ? Le parti communiste. Dans ce sens, nous avons *chez nous la dictature du parti*. Quelle est la forme juridique du pouvoir en U. R. S. S. ? Quel est le nouveau type d'Etat créé par la révolution d'Octobre ? C'est le système soviétiste. L'un ne contredit nullement l'autre.

Que l'un ne contredise pas l'autre, c'est évidemment exact, si l'on entend, par dictature du parti vis-à-vis de la classe ouvrière dans son ensemble, la direction assumée par le parti. Mais comment peut-on, en se basant là-dessus, mettre le signe = entre dictature du prolétariat et « dictature » du parti, entre système soviétiste et « dictature » du parti ? Lénine identifiait le système des soviets à la dictature du prolétariat ; il avait raison, car les soviets, nos soviets, sont une organisation unissant les masses laborieuses autour du prolétariat sous la direction du parti. Mais quand, où, dans quel ouvrage Lénine a-t-il mis le signe = entre « dictature » du parti et dictature du prolétariat, entre « dictature » du parti et système soviétiste, comme le fait maintenant Zinoviev ? La direction (« dictature ») du parti, non plus que la direction (« dictature ») des leaders, n'est pas en contradiction avec la dictature du prolétariat. Va-t-on, en se basant là-dessus, proclamer que notre pays est un pays de dictature du prolétariat, c'est-à-dire un pays de dictature du parti, c'est-à-dire un pays de dictature des leaders ? C'est à cette sottise qu'aboutit le « principe » de l'identification de la « dictature » du parti et de la dictature du prolétariat, principe que soutient en catimini et sans hardiesse le camarade Zinoviev.

Dans ses nombreux ouvrages, Lénine, autant que j'aie pu le constater, ne touche que cinq fois à la question de la dictature du parti.

La première fois, c'est dans sa polémique avec les s.-r. et les menchéviks où il dit :

Quand on nous reproche la dictature d'un parti unique et qu'on nous propose, comme vous l'avez entendu, le front socialiste unique, nous disons : « Oui, la dictature d'un seul parti ! Nous sommes sur ce terrain et nous n'en sortirons pas, car c'est la dictature du parti qui, au cours de dizaines d'années, a conquis la place d'avant-garde de tout le prolétariat industriel ».

La deuxième fois, c'est dans sa « Lettre aux ouvriers et aux paysans au sujet de la victoire de Koltchak », où il dit :

On cherche (particulièrement les menchéviks et les s.-r., tous, même les plus gauches d'entre eux) à effrayer les paysans par l'épouvantail de la « dictature d'un seul parti », du parti des bolcheviks-communistes. L'exemple de Koltchak a appris aux paysans à ne pas craindre cet épouvantail. Ou

bien la dictature (c'est-à-dire un pouvoir de fer) des seigneurs terriens et des capitalistes, ou bien la dictature de la classe ouvrière.

La troisième fois, c'est dans son discours précité au deuxième congrès de l'I.C., au cours de sa polémique avec Tenner.

La quatrième fois, c'est dans la brochure *La maladie infantile du communisme*, dont j'ai cité plus haut des extraits.

La cinquième fois, c'est dans son ébauche de schéma sur la dictature du prolétariat, ébauche publiée dans le tome III du *Recueil de Lénine*, sous le titre : « La dictature d'un seul parti. »

Il faut noter que, dans deux cas sur cinq, dans le premier et le deuxième, Lénine met entre guillemets les mots de « dictature d'un seul parti », afin de bien marquer que cette expression est inexacte, qu'elle est prise au figuré.

Il faut remarquer également que, dans tous les cas, par « dictature du parti » *sur la classe ouvrière*, Lénine entend non pas la dictature au sens propre du mot (« pouvoir s'appuyant sur la violence »), mais la direction exercée par le parti.

Il est caractéristique que, dans aucun de ses ouvrages principaux ou secondaires où il traite ou parle simplement de la dictature du prolétariat et du rôle du parti dans ce système de dictature, Lénine ne dit, même sous une forme voilée, que la dictature du prolétariat est la dictature de notre parti. Au contraire, chaque page, chaque ligne de ces ouvrages est une protestation contre une pareille formule. (Voir *L'Etat et la révolution*, *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, *La maladie infantile du communisme*, etc.)

Il est encore plus caractéristique que, dans les thèses du deuxième congrès de l'I. C. sur le rôle du parti politique, thèses élaborées sous la direction immédiate de Lénine, qui les considérait comme un modèle de formule exacte du rôle et des tâches du parti et qui s'y référait fréquemment dans ses discours, on ne trouve *pas un seul mot* sur la dictature du parti.

Comme on le voit :

a) Lénine ne considérait pas la formule de « dictature du parti » comme irréprochable, exacte ; c'est pourquoi il l'emploie très rarement dans ses ouvrages et, lorsqu'il l'emploie, il la met parfois entre guillemets ;

b) Dans les cas, peu nombreux, où Lénine fut obligé, dans sa polémique avec des adversaires, de parler de dictature du parti, il expliqua le plus souvent que, par dictature du parti vis-à-vis de la classe ouvrière, il fallait entendre la direction exercée par le parti ;

c) Dans tous les cas où Lénine jugeait nécessaire de définir le rôle scientifique du parti dans la dictature du prolétariat, il parlait *exclusivement* du rôle dirigeant du parti (ces cas sont légion) ;

d) C'est pourquoi Lénine « n'a pas pensé » à introduire dans sa résolution essentielle sur le rôle du parti (résolution du deuxième congrès de l'I.C.) la formule de « dictature du parti » ;

e) C'est s'écarter du léninisme et faire preuve d'aveuglement politique que d'identifier ou tenter d'identifier la « dictature » du parti, et, partant, « la dictature des chefs », à la dictature du prolétariat, car c'est porter atteinte aux rapports qui doivent exister entre l'avant-garde et la classe.

A plus forte raison, la formule « dictature du parti » employée sans les réserves citées plus haut peut-elle être la cause de nombreux dangers et erreurs politiques dans notre travail pratique. Par cette formule, prise sans réserves, on a l'air de dire :

a) *Aux masses sans parti* : Ne venez pas nous contredire, n'essayez pas de discuter, car le parti peut tout faire ; nous avons la dictature du prolétariat ;

b) *Aux membres du parti* : Agissez plus hardiment, serrez la vis, vous pouvez ne pas faire attention à la voix des sans-parti ; nous avons la dictature du parti ;

c) *Aux cadres du parti* : Nous pouvons nous permettre le luxe de la suffisance, nous pouvons même friser l'insolence, car nous avons la dictature du parti et, « partant », la dictature des leaders.

Maintenant précisément, il convient de rappeler ces dangers dans la période où l'activité politique des masses augmente et où il faut que notre parti soit extrêmement attentif à la voix et aux besoins des masses et qu'il fasse preuve de la plus grande prudence et de la plus grande souplesse politique, car s'il donnait dans la présomption, la direction qu'il doit assumer à l'égard des masses serait sérieusement compromise.

Il faut se rappeler les paroles de Lénine au deuxième congrès de notre parti :

Dans la masse populaire, nous (communistes) ne sommes qu'une goutte d'eau et nous ne pouvons diriger que lorsque nous exprimons exactement ce dont le peuple a conscience. Sans cela, le parti communiste ne mènera pas le prolétariat, et le prolétariat ne mènera pas les masses à sa suite ; toute la machine s'effondrera.

Exprimer exactement ce dont le peuple a conscience, c'est précisément la condition indispensable qui assure au parti le rôle honorable de force dirigeante principale dans la dictature du prolétariat.

6. La question de la victoire du socialisme dans un seul pays

Dans la brochure *Les bases du léninisme* (avril 1924), il existe deux formules sur la question de la victoire du socialisme dans un seul pays.

La première formule est la suivante :

Auparavant, on considérait que la victoire de la révolution dans un seul pays était impossible car, disait-on, pour vaincre la bourgeoisie, il faut l'action combinée des prolétaires de la totalité ou, tout au moins, de la majorité des pays avancés. Ce point de vue ne correspond plus à la réalité. Il faut maintenant partir de la possibilité de la victoire sur la bourgeoisie dans un seul pays, car le développement inégal, saccadé des pays capitalistes sous l'impérialisme, l'aggravation des contradictions internes de l'impérialisme, qui aboutissent fatalement à des guerres, la croissance du mouvement révolutionnaire dans tous les pays du globe entraînent non seulement la possibilité, mais la nécessité de la victoire du prolétariat dans des pays isolés.

Cette thèse est parfaitement exacte et tout commentaire est inutile. Elle est dirigée contre la théorie social-démocrate, qui estime que la prise du pouvoir par le prolétariat dans un seul pays, sans révolution victorieuse et simultanée dans les autres pays, est une utopie.

Mais la brochure *Les bases du léninisme* contient une seconde formule. La voici :

Mais renverser le pouvoir de la bourgeoisie et instaurer celui du prolétariat dans un seul pays, ce n'est pas encore assurer la victoire complète du socialisme. La tâche principale : l'organisation de la production socialiste, est encore à accomplir. Peut-on en venir à bout, peut-on obtenir le triomphe définitif du socialisme dans un pays sans les efforts combinés des prolétaires de plusieurs

pays avancés ? Certes, non. Pour renverser la bourgeoisie, il suffit des efforts d'un seul pays : c'est ce que nous montre l'histoire de notre révolution. Pour le triomphe définitif du socialisme, l'organisation de la production socialiste, il ne suffit pas des efforts d'un seul pays, particulièrement d'un pays rural par excellence comme la Russie : il faut les efforts des prolétaires de plusieurs pays avancés.

Cette deuxième formule était dirigée contre les critiques du léninisme, contre les trotskistes, qui déclaraient que la dictature du prolétariat dans un seul pays, sans la victoire du prolétariat dans les autres pays, ne peut « tenir contre l'Europe conservatrice ».

Alors (avril 1924) cette formule était suffisante et elle a été d'une certaine utilité.

Mais, par la suite, lorsque la critique du léninisme sur ce point fut surmontée dans le parti et lorsqu'une nouvelle question se présenta, celle de la possibilité de la réalisation intégrale du socialisme par les seuls moyens de notre pays, sans l'aide de l'extérieur, la seconde formule s'avéra nettement insuffisante et, par suite, inexacte.

En quoi consiste l'insuffisance de cette formule ?

En ce qu'elle lie en une seule question deux questions différentes : celle de la possibilité de l'édification du socialisme dans un seul pays, à laquelle on doit répondre par l'affirmative, et celle de savoir si un pays où existe la dictature du prolétariat peut se considérer comme complètement garanti contre l'intervention et, par conséquent, contre la restauration de l'ancien régime, sans la victoire de la révolution dans différents autres pays, à quoi l'on doit répondre négativement. J'ajoute que cette formule peut faire penser que l'organisation de la société socialiste par les forces d'un seul pays est impossible, ce qui, naturellement, est faux.

Me basant là-dessus, j'ai modifié et rectifié cette formule dans ma brochure *La révolution d'Octobre et la tactique des communistes russes* (décembre 1924) en décomposant la question en question de *la garantie complète contre la restauration du régime bourgeois* et en question de *la possibilité de réaliser intégralement le socialisme* dans un seul pays. J'y suis arrivé, premièrement, en traitant la « victoire complète du socialisme » comme « garantie complète contre la restauration de l'ancien régime », garantie possible seulement avec « les efforts conjugués des prolétaires de tous les pays », et, deuxièmement, en proclamant cette vérité indubitable, exprimée dans la brochure de Lénine sur la coopération, que nous possédons tout ce qui est nécessaire pour édifier une société socialiste intégrale (v. *La révolution d'Octobre et la tactique des communistes russes*).

Cette nouvelle façon de formuler la question a été mise à la base de la résolution adoptée par la 14^e conférence du parti et intitulée « Des tâches de l'Internationale communiste et du P. C. R. », résolution qui examine le problème de la victoire du socialisme dans un seul pays en liaison avec la stabilisation du capitalisme (avril 1925) et qui estime que l'édification du socialisme par les forces de notre pays est possible et nécessaire.

Elle a servi de base à ma brochure *Résumé des travaux de la quatorzième conférence du parti*, éditée par les soins de cette conférence en mai 1925.

Voici ce qui est dit dans cette brochure sur la façon de poser la question de la victoire du socialisme dans un seul pays :

Notre pays présente deux groupes de contradictions. L'un comprend les contradictions internes existant entre le prolétariat et de la paysannerie [il s'agit ici de l'édification du socialisme dans un seul pays] ; l'autre comprend les contradictions extérieures existant entre notre pays, en tant que pays du socialisme, et tous les autres pays, en tant que pays du capitalisme [il s'agit ici de la victoire définitive du socialisme]... Confondre le premier groupe de contradictions, qu'un seul pays est parfaitement capable de surmonter par ses propres forces, avec le second groupe de

contradictions, qui exigent pour leur solution les efforts des prolétaires de plusieurs pays, c'est commettre une erreur grossière envers le léninisme, c'est être un confusionniste ou un opportuniste incurable.

En ce qui concerne la *victoire* du socialisme dans notre pays, la brochure dit :

Nous pouvons édifier le socialisme, et nous l'édifierons avec les paysans, sous la direction de la classe ouvrière... car, en régime de dictature du prolétariat, nous avons... toutes les données nécessaires pour réaliser intégralement le socialisme en surmontant toutes les difficultés intérieures, car nous pouvons et nous devons les surmonter par nos propres forces.

Voici maintenant ce qui est dit, dans cette même brochure, sur la question de la victoire *définitive* du socialisme :

La victoire définitive du socialisme donne une garantie complète contre des tentatives d'intervention et, par conséquent, toute tentative tant soit peu sérieuse de restauration ne peut avoir lieu qu'avec l'appui de l'extérieur, qu'avec l'appui du capital international. C'est pourquoi, le soutien de notre révolution par les ouvriers de tous les pays et, à plus forte raison, la victoire de ces ouvriers, ne fut-ce que dans quelques pays, est la condition nécessaire d'une garantie complète du premier pays victorieux contre les tentatives d'intervention et de restauration, ainsi que de la victoire définitive du socialisme.

Il me semble que c'est clair.

C'est dans le même esprit que cette question est traitée dans ma brochure *Questions et réponses* (juin 1925) et dans le compte rendu politique du C. C. au quatorzième congrès du P. C. de l'U. R. S. S.

Tels sont les faits.

Ces faits sont connus de tous, et aussi, je l'espère, du camarade Zinoviev.

Si maintenant, après deux années, après la lutte idéologique au sein du parti et après la résolution prise à la quatorzième conférence du parti (avril 1925), Zinoviev trouve possible de nous servir au quatorzième congrès (décembre 1925) la vieille formule, absolument insuffisante, de ma brochure écrite en avril 1924, comme base pour la solution d'une question déjà résolue (celle de la victoire du socialisme dans un seul pays), ce procédé particulier de Zinoviev prouve seulement qu'il s'est embrouillé définitivement dans cette question. Tirer le parti en arrière, après qu'il est allé de l'avant, ignorer la résolution de la quatorzième conférence du parti, après qu'elle a été confirmée par l'assemblée plénière du C. C., c'est s'enliser dans des contradictions, ne pas croire à l'édification du socialisme, se détourner de la voie de Lénine et avouer sa propre défaite.

Qu'est-ce que la *possibilité* de la victoire du socialisme dans un seul pays ?

C'est la possibilité de résoudre les contradictions qui existent entre le prolétariat et les paysans par les forces intérieures de notre pays, c'est la possibilité de la prise du pouvoir par le prolétariat et de son utilisation pour l'édification d'une société socialiste intégrale dans notre pays, avec la sympathie et l'appui des prolétaires des autres pays, mais sans la victoire préalable de la révolution prolétarienne dans ces pays.

Sans une telle possibilité, l'édification du socialisme est dénuée de perspectives, c'est une édification sans la certitude d'édifier le socialisme. Il est impossible d'édifier le socialisme sans être certain qu'on peut le faire, sans être certain que la technique arriérée de notre pays n'est pas un obstacle insurmontable dans cette voie. Nier cette possibilité, c'est ne pas avoir foi dans l'établissement du socialisme, c'est s'écarter du léninisme.

Qu'est-ce que *l'impossibilité* de la victoire définitive du socialisme dans un seul pays sans la victoire de la révolution dans d'autres pays ?

C'est l'impossibilité d'une garantie complète contre l'intervention et, partant, contre la restauration du régime bourgeois sans la victoire de la révolution, tout au moins dans une série de pays. Nier cette thèse indiscutable, c'est se détourner de l'internationalisme, c'est se détourner du léninisme.

Nous vivons, dit Lénine, non seulement dans un Etat, mais dans un système d'Etats, et l'existence de la République soviétique à côté d'Etat impérialistes n'est pas possible pendant une longue durée. Finalement, l'un ou l'autre doit vaincre. En attendant ce dénouement, des chocs terribles entre la République des Soviets et les Etats bourgeois sont inévitables. Cela signifie que le prolétariat en tant que classe dominante, si tant est qu'il veuille dominer et qu'il domine, doit prouver également sa domination par son organisation militaire.

Nous sommes en présence, dit Lénine, d'un équilibre qui est au plus haut point instable, mais qui n'en est pas moins indubitable, indiscutable. Est-ce pour longtemps, je l'ignore et je pense qu'il est impossible de le savoir. C'est pourquoi, une extrême prudence est nécessaire de notre part. Et le premier précepte de notre politique, la première leçon qui découle de notre activité gouvernementale pendant cette dernière année et que chaque ouvrier pays doit s'assimiler, c'est de nous tenir sur nos gardes, de nous rappeler que nous sommes entourés de gens, de classes, de gouvernements, qui ouvertement expriment la haine acharnée qu'ils ont contre nous. Il faut se rappeler que nous sommes toujours à *un* cheveu d'une intervention.

Je crois que c'est clair.

Comment Zinoviev conçoit-il la question de la victoire du socialisme dans un seul pays ?

Par victoire définitive du socialisme, dit Zinoviev, il faut comprendre, tout au moins : 1° l'abolition des classes et, partant, 2° l'abolition de la dictature d'une classe, en l'occurrence celle du prolétariat... Pour mieux se rendre compte de la façon dont la question se pose chez nous en U. R. S. S., en 1925, il faut distinguer deux choses : tout d'abord la *possibilité* assurée d'édifier le socialisme — une telle possibilité, évidemment, est parfaitement concevable dans les limites d'un seul pays — ; ensuite l'établissement et la consolidation définitive du socialisme, c'est-à-dire la réalisation du régime socialiste, de la société socialiste. (V. *Le léninisme*, édition russe, pages 291 et 293.)

Que peut signifier tout cela ?

Que Zinoviev entend, par victoire définitive du socialisme dans un seul pays, non pas la garantie contre l'intervention et la restauration, mais la possibilité d'établir le socialisme. Par victoire du socialisme dans un seul pays, Zinoviev entend une édification du socialisme qui ne peut pas et ne doit pas aboutir au socialisme. Construction au hasard sans perspectives, édification du socialisme sans possibilité d'édifier une société socialiste, telle est la position de Zinoviev.

Edifier le socialisme *sans avoir la possibilité* de l'édifier, construire *en sachant qu'on n'y arrivera pas*, voilà les incohérences auxquelles est arrivé Zinoviev.

C'est là plaisanter sur la question, mais non la résoudre !

Voici encore un passage du dernier discours prononcé par Zinoviev au quatorzième congrès du parti :

Voyez, par exemple, ce que le camarade Yakovlev est arrivé à dire à la dernière conférence de l'organisation du gouvernement de Koursk. « Pouvons-nous, dit-il, alors que nous sommes entourés de tous côtés par des ennemis capitalistes, établir le socialisme dans un seul pays ? » Et il répond : « Nous basant sur tout ce qui a été dit, nous sommes en droit de dire que non seulement nous édifions le socialisme, mais que, quoique nous soyons encore le seul pays soviétiste, le seul

Etat soviétiste au monde, nous édifierons ce socialisme. » *Est-ce là la façon léniniste de poser la question, n'y a-t-il pas là un relent de nationalisme étroit ?*

Ainsi, d'après Zinoviev, reconnaître la possibilité d'établir le socialisme dans un seul pays, c'est se rallier au nationalisme étroit, et nier cette possibilité, c'est se conformer à l'internationalisme.

Mais s'il en est ainsi, est-ce la peine de lutter pour vaincre les éléments capitalistes de notre économie ? Ne s'ensuit-il pas qu'une telle victoire est impossible ?

Capitulation devant les éléments capitalistes de notre économie, voilà où aboutit la logique interne de l'argumentation de Zinoviev.

Cette absurdité, qui n'a rien de commun avec le léninisme, nous est présentée par Zinoviev comme de l'« internationalisme », comme du léninisme à 100 % ! J'affirme que, dans la question essentielle de l'édification du socialisme, Zinoviev s'écarte du léninisme et glisse vers le point de vue du menchévik Soukhanov.

Reportons-nous à Lénine. Voici ce qu'il disait sur la victoire du socialisme dans un seul pays, bien avant la révolution d'Octobre, en août 1915 :

L'irrégularité du développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme. Il en résulte que la victoire du socialisme est possible au début dans quelques pays, ou même dans un seul pays capitaliste, pris séparément. Le prolétariat vainqueur de ce pays, après avoir exproprié les capitalistes et *organisé chez lui la production socialiste*, se soulèverait contre le restant du monde capitaliste, s'attacherait les classes opprimées des autres pays en les poussant à s'insurger contre les capitalistes, interviendrait même au besoin par la force armée contre les classes d'exploiteurs et leurs Etats.

Que signifient ces mots de Lénine : « après avoir organisé chez lui la production socialiste » ? Ils signifient que le prolétariat vainqueur dans un pays *peut et doit* organiser chez lui la production socialiste après la prise du pouvoir. Et qu'est-ce que « organiser la production socialiste » ? C'est édifier une société socialiste. Cette thèse nette et précise de Lénine n'a pas besoin de commentaires. S'il en était autrement, les appels de Lénine à la prise du pouvoir par le prolétariat en octobre 1917 seraient incompréhensibles.

On le voit, cette thèse précise de Lénine est bien différente de la « thèse » embrouillée et antiléniniste de Zinoviev, qui dit que nous pouvons édifier le socialisme « dans les limites d'un seul pays » malgré l'*impossibilité* de l'édifier.

Cette thèse, Lénine l'a énoncée en 1915, avant la prise du pouvoir par le prolétariat. Mais peut-être a-t-il changé d'opinion après la prise du pouvoir en 1917 ? Voyons la brochure que Lénine écrivit sur la coopération en 1923.

En effet, dit Lénine, dès lors que le pouvoir est entre les mains de la classe ouvrière et que tous les moyens de production appartiennent à cet Etat, il ne reste vraiment plus qu'à faire entrer dans la coopération l'universalité de la population... *Ne sont-ce pas là toutes les conditions nécessaires pour édifier* au moyen de la coopération, de la coopération seulement, que nous traitions autrefois de mercantile et que nous pouvons avec un certain droit traiter de même aujourd'hui sous la *Nep*, *la société socialiste intégrale* ? Ce n'est pas encore la société socialiste, mais c'est tout ce qui est nécessaire et suffisant pour l'édifier.

Autrement dit, nous pouvons et devons réaliser le socialisme intégral, car nous avons à notre disposition tout ce qui est nécessaire et suffisant pour cette réalisation.

Je crois qu'il est difficile de s'exprimer plus clairement.

Comparez cette thèse classique de Lénine à la réplique antiléningiste de Zinoviev à Yakovlev et vous comprendrez que Yakovlev n'a fait que répéter les paroles de Lénine sur la possibilité d'établir le socialisme dans un seul pays, tandis que Zinoviev, s'élevant contre cette thèse et fustigeant Yakovlev, s'écarte de Lénine et adopte le point de vue du menchévik Soukhanov, selon lequel il est impossible d'édifier le socialisme dans notre pays par suite de l'état arriéré de sa technique.

Mais alors, dans quel but avons-nous pris le pouvoir en octobre 1917, si nous ne comptons pas édifier le socialisme ?

Il ne fallait pas prendre le pouvoir en octobre 1917. Telle est la logique qui découle des arguments de Zinoviev.

J'affirme ensuite que, dans la question essentielle de la victoire du socialisme, Zinoviev est allé *contre* les décisions très nettes de notre parti, décisions consignées dans la résolution adoptée à la quatorzième conférence et intitulée : « Des tâches de l'Internationale communiste et du P. C. R. en liaison avec l'Exécutif élargi ».

Voyons cette résolution. Voici ce qui y est dit sur la victoire du socialisme dans un seul pays :

L'existence de deux systèmes sociaux complètement opposés est une menace constante de blocus capitaliste, d'autres formes de pression économique, d'intervention militaire, de restauration. L'unique garantie de la victoire définitive du socialisme, c'est-à-dire la *garantie contre la restauration*, est, par suite, la victoire de la révolution socialiste dans une série de pays... Le léninisme enseigne que la victoire définitive du socialisme dans le sens *d'une garantie complète contre la restauration* des rapports bourgeois n'est possible qu'à l'échelle internationale... Il ne s'ensuit pas qu'il soit impossible d'établir une société socialiste intégrale dans un pays aussi arriéré que la Russie sans « l'aide des Etats » (Trotsky) des pays plus développés au point de vue technique et économique.

On le voit, la résolution, contrairement à la thèse exposée par Zinoviev dans son ouvrage *Le léninisme*, considère la victoire définitive du socialisme comme la garantie contre l'intervention et la restauration.

La résolution reconnaît la possibilité de réaliser la société socialiste intégrale dans un pays aussi arriéré que la Russie, sans « l'aide des Etats » des pays techniquement et économiquement plus développés, contrairement à l'opinion exprimée par Zinoviev lorsqu'il prend à partie Yakovlev dans son discours au quatorzième congrès du parti.

N'est-ce pas là, de la part de Zinoviev, une lutte *contre* les résolutions de la quatorzième conférence du parti ?

Certes, il arrive que les résolutions du parti contiennent des erreurs. Il est possible que la résolution de la quatorzième conférence du parti en contienne quelques-unes. Il est possible que Zinoviev considère cette résolution comme erronée ; Mais alors, il faut le dire clairement et ouvertement, comme il sied à un bolchevik. Pourtant, ce n'est pas ce que fait Zinoviev. Il préfère un autre moyen : attaquer par derrière la résolution de la quatorzième conférence du P.C. sans en parler et sans la critiquer ouvertement. Apparemment cette voie lui semble la meilleure pour arriver à son but. Or, il n'a qu'un but : « améliorer » la résolution et « rectifier » quelque peu Lénine. Il n'est guère besoin de prouver que Zinoviev s'est trompé dans ses calculs.

D'où provient l'erreur de Zinoviev, quelle en est la source ?

Il faut, me semble-t-il, chercher la source de cette erreur dans le fait que Zinoviev est certain que la technique arriérée de notre pays est un obstacle *insurmontable* à l'édification de la société socialiste intégrale, que le prolétariat ne peut édifier le socialisme par suite de la technique arriérée de notre

pays. Zinoviev et Kaménev tentèrent d'exposer ces arguments à l'une des séances du C. C. du parti avant la conférence d'avril du P. C. Mais ils se heurtèrent à une vigoureuse résistance et durent battre en retraite en se soumettant *formellement* au point de vue de la majorité du C. G. Mais, tout en se soumettant extérieurement, Zinoviev n'a cessé de lutter contre ce point de vue (v. son ouvrage *Le léninisme* et sa réplique au quatorzième congrès du parti). Voici ce que dit sur cet « incident » le comité de Moscou dans sa réponse à la lettre de l'organisation de Léninegrad :

Il n'y a pas très longtemps, Kaménev et Zinoviev soutenaient au Bureau politique que nous ne pourrions surmonter les difficultés intérieures dues à l'état arriéré de notre technique et de notre économie, si la révolution internationale ne nous venait pas en aide. Avec la majorité du C. C., nous estimons que nous pouvons réaliser et que nous réaliserons le socialisme, malgré notre technique arriérée. Cette réalisation ira, évidemment, beaucoup plus lentement que si la révolution triomphait dans les autres pays ; néanmoins, nous allons et nous continuerons d'aller de l'avant. Nous considérons que le point de vue de Kaménev et de Zinoviev exprime leur scepticisme à l'égard des forces de notre classe ouvrière et des masses paysannes qui la suivent. Nous estimons que c'est là une déviation de la position léniniste.

Ce document a paru dans la presse au moment des premières séances du quatorzième congrès du parti. Certes, Zinoviev avait la possibilité de s'élever contre ce document au congrès. Fait caractéristique, ni lui ni Kaménev n'ont trouvé d'arguments contre cette grave accusation lancée contre eux par le Comité moscovite de notre parti. Est-ce là le fait du hasard ? J'estime que non. L'accusation, à n'en pas douter, était fondée. Zinoviev et Kaménev y ont « répondu » par le silence, car il leur était impossible de se justifier.

La nouvelle opposition se froisse de ce qu'on accuse Zinoviev de ne pas croire à la réalisation du socialisme dans notre pays. Mais si, après une année d'examen de la question de la victoire du socialisme dans un seul pays, si après que le point de vue de Zinoviev a été rejeté par le Bureau politique du C. C. (avril 1925), si après que le parti a adopté sur cette question une opinion déterminée consignée dans la résolution de sa quatorzième conférence (avril 1925), si, après tout cela, disons-nous, Zinoviev se décide à intervenir dans son livre *Le léninisme* (septembre 1925) contre le point de vue du parti, puis intervient de nouveau au quatorzième congrès, comment expliquer cette obstination à soutenir son erreur, si ce n'est par le fait que Zinoviev ne croit pas, mais pas du tout, à la possibilité d'établir le socialisme dans notre pays ?

Libre à Zinoviev de considérer son incrédulité comme de l'internationalisme. Mais depuis quand considère-t-on chez nous comme de l'internationalisme une déviation du léninisme dans une question fondamentale ?

N'est-il pas plus exact de dire que ce n'est pas le parti, mais bien Zinoviev qui pêche contre l'internationalisme et la révolution mondiale ?

Car, qu'est-ce que notre pays « édifiant le socialisme », sinon la base de la révolution mondiale ? Mais peut-il être la véritable base de la révolution mondiale, s'il n'est pas capable d'édifier une société socialiste ? Peut-il rester le formidable centre d'attraction qu'il représente pour les ouvriers de tous les pays, s'il n'est pas capable de vaincre les éléments capitalistes chez lui, de faire triompher le socialisme ? J'estime qu'il ne le peut pas. Mais ne s'ensuit-il pas que, le manque de foi dans la victoire du socialisme, que la propagande de cette incrédulité aboutissent à détrôner notre pays en tant que base de la révolution mondiale, à affaiblir la révolution prolétarienne mondiale ? Par quoi les social-démocrates éloignaient-ils les ouvriers de nous ? En leur répétant sans cesse : « Les Russes n'arriveront à rien ». Comment vainquons-nous les social-démocrates, maintenant que nous attirons chez nous de nombreuses délégations ouvrières et que nous renforçons ainsi les positions du communisme dans le monde entier ? Par nos succès dans l'édification du socialisme. Mais n'est-il pas clair après cela que ceux qui prêchent le scepticisme à l'égard de nos progrès dans la réalisation du socialisme, aident indirectement les social-démocrates, restreignent l'ampleur du mouvement révolutionnaire mondial, s'éloignent forcément de l'internationalisme ?...

Comme on le voit, l' « internationalisme » de Zinoviev ne vaut pas mieux que son « léninisme à 100 % » dans la question de l'édification du socialisme dans un seul pays.

C'est pourquoi le XIV^e congrès du P. C. a eu raison de définir les conceptions de la nouvelle opposition comme un « manque de foi dans la réalisation du socialisme » et comme une « dénaturation du léninisme ».

7. La lutte pour la réalisation du socialisme

Je pense que le manque de foi dans la réalisation du socialisme est l'erreur fondamentale de la nouvelle opposition. A mon avis, cette erreur est fondamentale parce que toutes les autres erreurs de la nouvelle opposition en découlent. Ses erreurs sur la Nep, le capitalisme d'Etat, la nature de notre industrie socialiste, le rôle de la coopération) sous la dictature du prolétariat, les méthodes de lutte contre le koulak, le rôle et l'importance du paysan moyen sont la conséquence de son erreur première, c'est-à-dire de son incroyance à la possibilité d'établir une société socialiste par les seules forces de notre pays.

Qu'est-ce que manquer de foi en la réalisation du socialisme dans notre pays ?

C'est, avant tout, douter que la masse rurale fondamentale *puisse*, par suite des conditions spéciales du développement de notre pays, *être amenée* à participer à l'établissement du socialisme.

En second lieu, c'est douter que le prolétariat de notre pays, qui détient les positions stratégiques de l'économie nationale, soit *capable d'amener* la masse fondamentale de la paysannerie à participer à l'établissement du socialisme.

Consciemment ou inconsciemment, c'est sur ces points que se base tacitement l'opposition dans ses thèses concernant les voies de notre développement. Peut-on amener les masses fondamentales de la paysannerie soviétiste à participer à l'édification du socialisme ? La brochure *Les bases du léninisme* contient, à ce sujet, deux thèses principales :

En premier lieu, on ne saurait assimiler la paysannerie de l'Union des Républiques soviétiques à la paysannerie d'Occident. Une paysannerie qui ' a traversé trois révolutions, qui a lutté contre le tsar et le pouvoir de la bourgeoisie avec le prolétariat et sous la direction de ce dernier, qui a reçu la terre et la paix grâce à la révolution prolétarienne et est devenue par suite une auxiliaire fidèle du prolétariat, est forcément différente d'une paysannerie qui a lutté pendant la révolution bourgeoise sous la direction de la bourgeoisie libérale, qui a reçu la terre des mains de cette bourgeoisie et est devenue, par suite, son appui. Redevable de sa liberté à son alliance politique avec le prolétariat qui l'a soutenue de toutes ses forces, la paysannerie russe ne peut pas ne pas comprendre qu'il est également de son intérêt de collaborer étroitement avec ce dernier dans le domaine économique.

En second lieu, l'économie rurale russe ne saurait être assimilée à l'économie rurale d'Occident. Cette dernière se développe dans la ligne du capitalisme, amenant par suite la formation de domaines immenses, parallèlement à des parcelles infimes, et une différenciation profonde de la paysannerie (grands propriétaires terriens, petits cultivateurs, journaliers agricoles). Il n'en est pas de même en Russie. Dans son évolution, l'économie rurale ne peut y suivre cette voie, par le simple fait de l'existence du pouvoir soviétiste et de la nationalisation des principaux instruments et moyens de production. Elle se développera par l'adhésion de la petite et de la moyenne paysannerie à la coopération, que soutiendra l'Etat en lui octroyant des crédits à des conditions favorables. Dans ses articles sur la coopération, Lénine a indiqué avec justesse que cette dernière devrait désormais suivre une nouvelle voie ; qu'il fallait, par son intermédiaire, attirer la majorité des paysans à l'œuvre de l'organisation socialiste, inculquer graduellement à la population rurale les principes du collectivisme, tout d'abord dans le domaine de la vente, puis dans celui de la production des produits agricoles... Il est évident que la paysannerie s'engagera volontiers dans cette voie, qui la garantira de la restauration de la grande propriété foncière, de l'esclavage salarié, de la misère et de la ruine.

Ces thèses sont-elles justes ?

J'estime qu'elles sont d'une justesse indiscutable pour toute notre période d'édification sous le régime de la Nep.

Elles ne sont que l'expression de certaines thèses de Lénine sur le bloc ouvrier et paysan, sur l'incorporation des exploitations rurales au système socialiste du pays, sur la nécessité pour le prolétariat de marcher vers le socialisme de pair avec la masse fondamentale de la paysannerie, sur l'affiliation de millions de paysans à la coopération, affiliation qui ouvre une large voie au socialisme dans les campagnes, sur la croissance de notre industrie socialiste qui, « avec la simple croissance de la coopération, est identique chez nous au socialisme ».

En effet, par quelle voie doit et peut s'effectuer l'évolution de l'économie rurale dans notre pays ?

Les exploitations agricoles des paysans ne sont pas des exploitations capitalistes. Ce sont, pour la plupart, des exploitations de petite production marchande. Qu'est-ce qu'une exploitation de petite production marchande? C'est une exploitation qui se trouve à l'intersection des routes menant au capitalisme et au socialisme. Elle peut évoluer vers le capitalisme, comme c'est le cas actuellement dans les pays capitalistes, ou vers le socialisme, comme ce doit être le cas dans notre pays sous la dictature du prolétariat.

D'où provient cette instabilité, cette dépendance de l'exploitation paysanne ?

Elle s'explique par la dispersion et l'inorganisation des exploitations paysannes, par leur dépendance à l'égard de la ville, de l'industrie, du système de crédit, du caractère du pouvoir et, enfin, par le fait que la campagne suit et suivra la ville au point de vue matériel et culturel.

La voie capitaliste de développement de l'exploitation paysanne signifie que ce développement s'effectue par une profonde différenciation des paysans : d'un côté, d'immenses domaines; de l'autre, la ruine des masses.

Cette évolution est inévitable dans les pays capitalistes, parce que la campagne, les exploitations agricoles dépendent de la ville, de l'industrie, de la concentration du crédit dans la ville, du caractère du pouvoir, et que c'est la bourgeoisie, l'industrie, le système des crédits et le pouvoir capitalistes qui règnent dans la ville.

Le développement de l'exploitation paysanne doit-il s'effectuer de la même façon dans notre pays, où la ville a un autre aspect, où l'industrie se trouve entre les mains du prolétariat, où les transports, le système de crédit, le pouvoir politique sont aux mains du prolétariat, où la nationalisation des terres est une loi générale? Naturellement, non. Comme, chez nous, c'est la ville qui dirige la campagne et qu'en ville c'est le prolétariat qui règne, qui détient les points stratégiques de notre économie, le développement de l'exploitation paysanne doit s'effectuer dans une autre voie, celle de l'édification du socialisme.

Quelle est cette voie ? C'est la voie de l'incorporation de millions d'exploitations agricoles à la coopération, c'est l'union de ces exploitations disséminées autour de l'industrie socialiste, c'est l'introduction du collectivisme dans la campagne, tout d'abord par *l'écoulement des produits agricoles* et *l'approvisionnement* des paysans en produits de la ville, et, ensuite, par la *production agricole*.

Sous la dictature du prolétariat, cette voie devient de plus en plus inévitable, car la coopération pour la vente des produits pour l'approvisionnement et, enfin, pour le crédit et la production (associations agricoles), représente l'unique voie permettant d'élever le bien-être des campagnes, l'unique moyen de sauver les masses paysannes de la misère et de la ruine.

On dit que, chez nous, la paysannerie n'est pas socialiste par sa situation et que, par suite, elle est incapable de se développer dans le sens du socialisme. C'est exact. La paysannerie, par sa situation, n'est pas socialiste. Mais ce n'est pas un argument contre l'évolution de l'exploitation rurale vers le socialisme, s'il est prouvé que la campagne suit la ville et qu'en ville c'est l'industrie socialiste qui commande.

Au moment de la révolution d'Octobre, la paysannerie n'était pas non plus un élément socialiste par sa situation, et ne voulait nullement instaurer le socialisme dans le pays. Ce qu'elle voulait surtout, c'était la liquidation du pouvoir des grands propriétaires fonciers et la fin de la guerre. Néanmoins, elle suivit alors le prolétariat socialiste. Pourquoi ? Parce qu'alors le renversement de la bourgeoisie et la prise du pouvoir par le prolétariat socialiste représentaient l'unique moyen de sortir de la guerre impérialiste et d'obtenir la paix et que notre parti réussit alors à trouver le joint entre les intérêts spécifiques des paysans (renversement du propriétaire terrien, paix) et les intérêts généraux du pays (dictature du prolétariat) Et malgré son caractère non-socialiste, la paysannerie suivit alors le prolétariat socialiste.

Il en est de même de l'édification du socialisme et de la participation des paysans à cette édification. Le paysan n'est pas socialiste par sa situation. Mais il doit absolument entrer dans la voie du socialisme, car il n'y a et il ne peut y avoir pour lui d'autre moyen de se sauver de la misère et de la ruine que de faire bloc avec le prolétariat, avec l'industrie socialiste, que de participer au développement socialiste par l'affiliation à la coopération.

Pourquoi par l'affiliation à la coopération ?

Parce que, par la coopération, « nous avons trouvé ce degré de conciliation de l'intérêt commercial privé avec la vérification et le contrôle de l'Etat, ce degré de subordination de l'intérêt privé à l'intérêt général » qui est acceptable et avantageux pour le paysan et qui assure au prolétariat la possibilité d'amener la masse fondamentale de la paysannerie à participer à l'édification du socialisme. C'est justement parce qu'il est de l'intérêt des paysans d'organiser l'écoulement de leurs marchandises et le ravitaillement de leurs exploitations en machines par l'intermédiaire de la coopération qu'ils doivent adhérer et adhéreront en masse à la coopération.

Mais que signifie l'inclusion générale des exploitations paysannes dans la coopération sous l'hégémonie de l'industrie socialiste ?

Cela signifie que la petite économie paysanne marchande s'éloignera de la voie capitaliste, qui mène à la ruine en masse des paysans, pour s'engager dans la voie nouvelle de l'édification du socialisme.

Voilà pourquoi notre parti doit, en ce moment, lutter vigoureusement pour amener la masse fondamentale de la paysannerie à s'engager dans cette nouvelle voie de développement et à participer à l'édification du socialisme.

Aussi le XIV^e congrès du P. C. de l'U. R. S. S. a-t-il eu raison de décider que « la méthode essentielle pour la réalisation du socialisme à la campagne consiste à attirer dans l'organisation corporative la masse fondamentale de la paysannerie et à assurer à cette organisation un développement socialiste, en utilisant, en surmontant et en évinçant les éléments capitalistes, sous la direction économique grandissante de l'industrie socialiste, des établissements de crédit d'Etat et des autres points stratégiques détenus par le prolétariat ».

L'erreur profonde de la nouvelle opposition, c'est qu'elle ne croit pas à la nouvelle voie de l'évolution paysanne, qu'elle ne voit pas et ne comprend pas que cette nouvelle évolution est inévitable sous la dictature du prolétariat. La nouvelle opposition ne comprend pas cela parce qu'elle ne croit pas à la réalisation du socialisme dans notre pays, parce qu'elle ne croit pas que notre prolétariat soit capable d'entraîner à sa suite la paysannerie dans la voie du socialisme.

De là vient qu'elle ne comprend pas le caractère double de la Nep, dont elle exagère les côtés négatifs et qu'elle considère surtout comme une retraite.

De là vient qu'elle exagère le rôle des éléments capitalistes de notre économie et qu'elle sous-estime l'importance des leviers de notre évolution vers le socialisme (industrie socialiste, système de crédit, coopération, pouvoir du prolétariat, etc.).

De là vient qu'elle ne comprend pas la nature socialiste de notre industrie d'Etat et qu'elle doute de la justesse du plan coopératif de Lénine.

De là vient qu'elle exagère la différenciation de la population rurale, perd la tête devant le danger koulak, sous-estime le rôle du paysan moyen, cherche à saper la politique d'alliance solide avec le paysan moyen et oscille perpétuellement dans la question de la politique à adopter à l'égard de la campagne.

De là vient qu'elle ne comprend pas le travail gigantesque qu'effectue le parti pour amener les ouvriers et les paysans à participer au relèvement de l'industrie et de l'agriculture, à la vivification de la coopération et des soviets, à l'administration du pays, à la lutte contre le bureaucratisme, à la lutte pour l'amélioration et la transformation de notre appareil d'Etat, transformation qui marque une nouvelle période de notre évolution et sans laquelle aucun progrès vers le socialisme n'est possible.

De là vient qu'elle s'affole et perd tout espoir devant les difficultés de notre œuvre d'édification, doute de la possibilité de l'industrialisation de notre pays, se lamente sur la prétendue dégénérescence de notre parti, etc.

Chez les bourgeois, tout va à peu près; chez nous, prolétaires, tout va à vau-l'eau et, si la révolution d'Occident ne nous vient pas en aide, nous sommes perdus — telle est, en somme, la conception de la nouvelle opposition, conception que cette opposition veut faire passer pour de l'internationalisme, mais qui n'est en réalité qu'une conception de liquidateurs.

La Nep, c'est du capitalisme, dit l'opposition. La Nep, c'est principalement une retraite, dit Zinoviev. Tout cela est faux. En réalité, la Nep, c'est la politique du parti, politique qui admet la lutte des éléments socialistes et capitalistes et qui escompte la victoire des premiers sur les seconds. En réalité, la Nep n'a été une retraite qu'au début; elle a été calculée de façon à nous permettre de regrouper nos forces et de passer à l'offensive. En réalité, depuis quelques années déjà, nous menons l'offensive avec succès, en développant notre industrie et notre commerce soviétistes et en évinçant le capital privé.

Mais quel est le sens exact de la thèse d'après laquelle la Nep, c'est du capitalisme, c'est principalement une retraite? Sur quoi est basée cette thèse ?

Elle est basée sur l'hypothèse erronée qu'on procède chez nous, en ce moment, à un simple rétablissement du capitalisme, à un simple « retour » au capitalisme. On ne peut expliquer les doutes de l'opposition concernant la nature socialiste de notre industrie que par cette hypothèse. On ne peut expliquer sa panique devant les koulaks que par cette hypothèse. Seule, cette hypothèse explique la hâte avec laquelle l'opposition s'est raccrochée aux statistiques inexactes sur la différenciation des paysans. Seule, elle explique la facilité avec laquelle l'opposition a oublié que le paysan moyen est chez nous l'élément central de l'agriculture. Seule, elle peut expliquer la sous-estimation de l'importance du paysan moyen et les doutes sur la valeur du plan coopératif de Lénine. Seule, elle explique le manque de foi de l'opposition actuelle dans l'évolution nouvelle de la campagne, dans la participation des paysans à l'édification du socialisme.

En réalité, on constate chez nous maintenant, non pas un rétablissement exclusif du capitalisme, mais un développement parallèle du capitalisme et du socialisme, un processus contradictoire de lutte des éléments capitalistes contre les éléments socialistes, d'évincement des premiers par les seconds. Il en

est indiscutablement ainsi, tant à la ville, où l'industrie d'Etat est la base du socialisme, qu'à la campagne, où la coopération généralisée, liée à l'industrie socialiste, permettra surtout le développement du socialisme.

Le simple rétablissement du capitalisme est impossible, ne serait-ce que parce que le pouvoir chez nous est prolétarien, que la grande industrie est entre les mains du prolétariat, que les transports et le crédit se trouvent à la disposition de l'Etat prolétarien.

La différenciation ne peut atteindre la même ampleur qu'autrefois ; le paysan moyen reste le fond de la masse rurale et le koulak ne peut reconquérir sa puissance d'antan, ne serait-ce que parce que la terre est nationalisée, qu'elle est enlevée de la circulation et que notre politique en matière de commerce, de crédit, d'impôts et de coopération tend à limiter les tendances exploiteuses des koulaks, à élever le bien-être des masses paysannes et à niveler les extrêmes à la campagne. En outre, nous continuons à lutter contre les koulaks, non seulement selon l'ancienne méthode, en organisant contre eux les paysans pauvres, mais encore selon la nouvelle méthode, en consolidant l'alliance du prolétariat avec les paysans pauvres et moyens contre ces mêmes koulaks. Le fait que l'opposition ne comprend pas le sens et l'importance de la lutte contre le koulak selon la deuxième méthode nous confirme une fois de plus qu'elle revient à l'ancienne voie de développement de la campagne dans le sens capitaliste, lorsque le koulak et le paysan pauvre représentaient à la campagne la force principale devant laquelle s'effaçait le paysan moyen.

La coopération est une variété du capitalisme d'Etat, dit l'opposition, se référant à *L'impôt en nature* de Lénine. C'est pourquoi elle ne croit pas à la possibilité d'utiliser la coopération comme point d'appui pour la réalisation du socialisme. Dans ce cas également, elle tombe dans une profonde erreur. Une telle appréciation de la coopération était suffisante et satisfaisante en 1921 lorsque parut *L'impôt en nature*, lorsque nous n'avions pas d'industrie socialiste développée, lorsque Lénine concevait le capitalisme d'Etat comme forme fondamentale possible de notre économie et considérait la coopération en liaison avec le capitalisme d'Etat. Mais cette façon de traiter la question est maintenant insuffisante et périmée, car, depuis ce temps, des changements se sont opérés. L'industrie socialiste s'est développée, le capitalisme d'Etat n'a pas « pris » dans la mesure où cela était désirable, et la coopération, qui compte maintenant plus de dix millions de membres, s'est liée étroitement à l'industrie socialiste.

Comment expliquer qu'en 1923, deux ans après la publication de *L'impôt en nature*, Lénine considérait autrement la coopération, estimant que, « dans notre situation, elle coïncide complètement avec le socialisme », sinon par le fait que, pendant ces deux années, l'industrie socialiste s'était développée et que le capitalisme d'Etat n'avait pas pris racine autant qu'il le fallait, ce qui déterminait Lénine à considérer la coopération non plus en liaison avec le capitalisme d'Etat, mais en liaison avec l'industrie socialiste ?

Les conditions du développement de la coopération avaient changé. Par suite, la façon d'envisager le problème de la coopération devait changer également.

Voici, tiré de la brochure de Lénine sur la coopération (1923), un passage remarquable qui jette de la lumière sur cette question :

En capitalisme d'Etat, les entreprises coopératives, par rapport aux entreprises d'Etat, sont d'abord privées et, ensuite, collectives. *Dans notre régime actuel*, les entreprises coopératives se distinguent des entreprises capitalistes privées en tant qu'entreprises collectives, mais elles *ne se distinguent pas* des entreprises socialistes si elles sont bâties sur une terre et ont des moyens de production qui appartiennent à l'Etat, c'est-à-dire à la classe ouvrière.

Deux grandes questions se trouvent résolues dans ces quelques lignes. Premièrement, « notre régime actuel » n'est pas le capitalisme d'Etat. Secondement, les entreprises coopératives, dans « notre régime actuel », « ne se distinguent pas » des entreprises socialistes.

Il est difficile, me semble-t-il, de s'exprimer plus clairement.

Voici encore un passage de la même brochure de Lénine :

Progrès de la coopération signifie (sauf le « rien » indiqué plus haut) croissance du socialisme, et nous sommes obligés en même temps de reconnaître un changement radical dans notre conception du socialisme.

Il est évident que, dans la brochure *De la coopération*, on se trouve en présence d'une nouvelle appréciation de la coopération, ce que ne veut pas reconnaître la nouvelle opposition et ce qu'elle s'efforce de passer sous silence, malgré les faits, malgré l'évidence, malgré le léninisme.

La coopération prise en liaison avec le capitalisme d'Etat est une chose, et la coopération prise en liaison avec l'industrie socialiste en est une autre.

Pourtant, il ne s'ensuit pas qu'entre les brochures *L'impôt en nature* et *De la coopération* il existe un abîme. Il suffit de se reporter au passage suivant de *L'impôt en nature* pour saisir la liaison étroite qui existe entre cette brochure et celle consacrée à la coopération dans la question de l'appréciation de la coopération :

Passer des concessions au socialisme, c'est passer d'une forme de grande production à une autre forme de grande production. Passer de la coopération des petits propriétaires au socialisme, c'est passer de la petite production à la grande. C'est là une opération plus compliquée, mais qui, en cas de succès, peut toucher des masses plus considérables de la population et arracher les racines, plus profondes et plus vivaces, des rapports présocialistes, et même précapitalistes, qui sont les plus résistants à toute innovation.

Ainsi, en 1921 déjà, lorsque nous n'avions pas encore d'industrie socialiste développée, Lénine jugeait possible de transformer la coopération, *en cas de succès*, en un puissant instrument de lutte contre les rapports présocialistes, et, par suite, également, contre les *rappports capitalistes*. Je pense que c'est cette idée qui lui a servi plus tard de point de départ pour sa brochure sur la coopération.

Que résulte-t-il de tout ce qui précède ?

Il en résulte que la nouvelle opposition envisage la question de la coopération, non pas d'une façon marxiste, mais d'une façon métaphysique. Elle ne considère pas la coopération comme un phénomène historique, lié à d'autres phénomènes, au capitalisme d'Etat (1921), par exemple, ou à l'industrie socialiste (1923), mais comme quelque chose de constant et d'immuable, comme « une chose en soi ».

De là les erreurs de l'opposition dans la question de la coopération, de là son manque de foi dans l'évolution socialiste de la campagne au moyen de la coopération, de là son retour à l'ancienne voie du développement capitaliste de la campagne. Telle est, en somme, la « plate-forme » de la nouvelle opposition dans les questions pratiques de l'édification du socialisme.

La ligne de l'opposition, si tant est qu'elle en ait une, ses hésitations et ses errements, son scepticisme et sa crainte des difficultés mènent à la capitulation devant les éléments capitalistes de notre économie. Car, si la Nep est principalement une retraite, si la nature socialiste de l'industrie d'Etat est douteuse, si le koulak est presque tout-puissant, si l'on ne peut guère espérer en la coopération, si le rôle du paysan moyen diminue progressivement, si la nouvelle voie du développement de la campagne est problématique, si le parti dégénère presque et si la révolution en Occident est encore loin, quelles

armes l'opposition conserve-t-elle dans son arsenal, comment compte-t-elle lutter contre les éléments capitalistes de notre économie ? On ne peut pourtant pas aller au combat uniquement avec la « philosophie de l'époque » de Zinoviev.

Il est clair que l'arsenal de la nouvelle opposition est plutôt démuni. Ce n'est pas un arsenal pour la lutte, et, à plus forte raison, pour la victoire.

Il est clair qu'avec un pareil arsenal le parti serait perdu en un rien de temps ; s'il engageait la bataille il n'aurait qu'à capituler immédiatement devant les éléments capitalistes de notre économie.

C'est pourquoi le XIV^e congrès a eu raison de décider que « la lutte pour la réalisation du socialisme en U.R.S.S. est la tâche à l'ordre du jour du parti » ; qu'une des conditions indispensables pour l'accomplissement de cette tâche, c'est « la lutte contre l'incroyance à la possibilité de réaliser le socialisme dans notre pays et contre les tentatives de considérer nos entreprises « de type socialiste progressif » (Lénine) comme des entreprises capitalistes d'Etat » ; que « de tels courants idéologiques, qui empêchent les masses de se comporter de façon consciente envers l'édification du socialisme, et en particulier de l'industrie socialiste, ne peuvent qu'entraver la croissance des éléments socialistes de notre économie, et faciliter la lutte du capital privé » ; que « le Congrès estime qu'un grand travail d'éducation est nécessaire pour vaincre ces déformations du léninisme ».

Le XIV^e congrès du P. C. de l'U. R. S. S. a eu une grande importance historique, car il a su dévoiler entièrement les erreurs de la nouvelle opposition, montrer que son scepticisme et ses lamentations étaient sans fondement, indiquer de façon claire et précise la lutte à mener pour le socialisme, faire apparaître au parti la perspective de la victoire et armer ainsi le prolétariat d'une foi inébranlable dans le triomphe du socialisme.

LES BASES DU LÉNINISME

Conférences faites à l'Université Sverdlov au début d'avril 1924

Dédié à la « Promotion léninienne » - J. Staline

Les bases du léninisme : le sujet est vaste. Pour le traiter à fond, il faudrait tout un ouvrage, plusieurs même. Aussi mes conférences ne sauraient-elles y suffire. Elles ne seront, dans le meilleur des cas, qu'un exposé succinct des bases du léninisme. Néanmoins, cet exposé aura son utilité, car il servira dans une certaine mesure de point de départ à une étude sérieuse du marxisme.

Exposer les bases du léninisme, ce n'est pas encore exposer les bases de la philosophie de Lénine. Lénine est marxiste et le marxisme, certes, est à la base de sa philosophie. Mais il ne s'ensuit pas que l'exposition du léninisme doive être commencée par l'exposition des bases du marxisme. Exposer le léninisme, c'est exposer ce qu'il y a de spécial dans les travaux de Lénine, ce que Lénine a apporté de nouveau au marxisme, ce qui est lié spécialement à son nom. C'est dans ce sens seulement que je parlerai ici des bases du léninisme.

Qu'est-ce que le léninisme ?

D'après les uns, c'est l'application du marxisme aux conditions spéciales de la Russie. Cette définition renferme une part de vérité, mais une part seulement. Lénine a, en effet, appliqué, et supérieurement appliqué, le marxisme à la situation russe. Mais si le léninisme n'était que l'application du marxisme à la situation spéciale de la Russie, il aurait un caractère purement national, uniquement russe. Or, le

léninisme n'est pas seulement un phénomène russe, mais un phénomène international. Voilà pourquoi cette définition est trop étroite.

D'autres déclarent que le léninisme est la résurrection des éléments révolutionnaires du marxisme de 1850 qui, soi-disant, dans les années suivantes, est devenu modéré, a perdu de son caractère révolutionnaire. Abstraction faite de cette division stupide de la doctrine de Marx en deux parties : la partie révolutionnaire et la partie modérée, il faut reconnaître que cette définition, malgré toute son insuffisance, renferme une part de vérité. Cette part de vérité, c'est que Lénine a, en effet, ressuscité le contenu révolutionnaire du marxisme, étouffé par les opportunistes de la II^e Internationale. Mais ce n'est là qu'une parcelle de la vérité. La vérité intégrale, c'est que le léninisme non seulement a ressuscité le marxisme, mais a fait encore un pas en avant en le développant dans les nouvelles conditions du capitalisme et de la lutte de classe du prolétariat.

Qu'est-ce, en fin de compte, que le léninisme ?

Le léninisme, c'est le marxisme de l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne, ou, plus exactement, c'est la théorie et la tactique de la révolution prolétarienne en général, la théorie et la tactique de la dictature du prolétariat en particulier. Marx et Engels vivaient à une époque prérévolutionnaire où l'impérialisme était encore à l'état embryonnaire, où les prolétaires ne faisaient encore que se préparer à la révolution, où la révolution prolétarienne n'était pas encore une nécessité directe, pratique. Lénine, disciple de Marx et d'Engels, a vécu à une époque d'épanouissement de l'impérialisme, de développement de la révolution prolétarienne, à une époque où cette révolution, triomphante dans un pays, y détruisait la démocratie bourgeoise et ouvrait l'ère de la démocratie prolétarienne, l'ère des soviets.

Voilà pourquoi le léninisme est le développement du marxisme.

On souligne ordinairement, et avec raison, le caractère exceptionnellement combatif et révolutionnaire du léninisme. Mais cette particularité du léninisme s'explique par deux raisons : tout d'abord parce que le léninisme est sorti de la révolution prolétarienne dont il ne pouvait pas ne pas garder l'empreinte; ensuite, parce qu'il a grandi et s'est fortifié dans la lutte contre l'opportunisme de la II^e Internationale, lutte qui était et reste la condition nécessaire du succès de la lutte contre le capitalisme. Il ne faut pas oublier qu'entre Marx et Engels d'une part, et Lénine de l'autre, s'étend toute une période de domination illimitée de l'opportunisme de la II^e Internationale. Cet opportunisme, il fallait le combattre, et c'était là une des tâches les plus importantes du léninisme.

I – Les racines historiques du léninisme.

Le léninisme a grandi et s'est constitué dans les conditions de l'impérialisme, alors que les contradictions du capitalisme avaient atteint leur plus haut point d'acuité, que la révolution prolétarienne était devenue une question pratique immédiate, que la période de préparation de la classe ouvrière à la révolution était terminée et faisait place à la période de l'assaut direct contre le capitalisme.

Lénine a appelé l'impérialisme le « capitalisme dépérissant ». Pourquoi ? Parce que l'impérialisme porte les contradictions du capitalisme jusqu'à leurs limites extrêmes, après lesquelles commence la révolution. Parmi ces contradictions, il en est trois particulièrement importantes.

La *première*, c'est la contradiction entre le travail et le capital. L'impérialisme, c'est l'omnipotence des trusts et syndicats monopolisateurs, des banques et de l'oligarchie financière dans les pays industriels. Pour lutter contre cette omnipotence, les méthodes habituelles de la classe ouvrière : syndicats et coopératives, partis et lutte parlementaire, étaient tout à fait insuffisantes. Se mettre à la merci du capital, végéter et dégénérer de plus en plus, ou bien adopter une nouvelle arme et engager la lutte

directe : telle est l'alternative que l'impérialisme pose à l'innombrable armée du prolétariat. L'impérialisme amène ainsi la classe ouvrière à la révolution.

La *deuxième* contradiction est l'antagonisme des différents groupes financiers et puissances impérialistes dans leur lutte pour les sources de matières premières, pour les territoires étrangers. L'impérialisme, c'est l'exportation du capital vers les sources de matières premières, la lutte acharnée pour la possession exclusive de ces sources, pour un nouveau partage du monde, lutte de nouveaux groupes financiers et puissances voulant leur place au soleil contre les anciens qui ne veulent pas lâcher leur proie. Cette lutte entre capitalistes renferme inévitablement l'élément de guerres impérialistes, de guerres pour l'annexion de territoires étrangers. Or, cet état de choses lui-même entraîne l'affaiblissement des impérialistes les uns par les autres, l'affaiblissement de la position du capitalisme en général, accélère la révolution prolétarienne et impose pratiquement cette révolution.

La *troisième* contradiction, c'est la contradiction entre quelques nations « civilisées » puissantes et les petites nations faibles et les peuples coloniaux. L'impérialisme, c'est l'exploitation la plus éhontée et, en même temps, l'oppression la plus inhumaine de centaines de millions d'hommes des colonies et des pays dépendants. Tirer les profits les plus considérables de ces pays : tel est le but de cette exploitation et de cette oppression. Mais pour exploiter ces pays, l'impérialisme est obligé de construire des chemins de fer, des fabriques et des usines, de créer des centres commerciaux et industriels. Apparition d'une classe de prolétaires, formation d'une classe d'intellectuels indigènes, éveil de la conscience nationale, renforcement du mouvement libérateur : tels sont les résultats inévitables de cette « politique », résultats attestés par le renforcement du mouvement révolutionnaire dans les colonies et les pays asservis. Or, ce mouvement a une très grande importance pour le prolétariat, car il sape la position du capitalisme en transformant les colonies et les pays asservis, réserve de l'impérialisme, en réserve de la révolution prolétarienne.

Telles sont les principales contradictions de l'impérialisme qui ont amené la décrépitude de l'ancien capitalisme « florissant ». La dernière grande guerre impérialiste a groupé toutes ces contradictions en un faisceau unique et les a jetées dans le plateau de la balance, accélérant et facilitant ainsi les batailles révolutionnaires du prolétariat.

En d'autres termes, l'impérialisme a fait de la révolution une nécessité pratique ; en outre, il a créé des conditions favorables pour l'assaut des citadelles du capitalisme.

Telle est la situation internationale qui a engendré le léninisme.

Tout cela est parfait, dira-t-on, mais que vient faire ici la Russie, qui n'était pas et ne pouvait pas être le pays classique de l'impérialisme ? Que vient faire ici Lénine, qui a travaillé avant tout en Russie et pour la Russie ? Pourquoi est-ce la Russie qui a été le foyer du léninisme, la terre où ont surgi la théorie et la pratique de la révolution prolétarienne ?

Parce que la Russie était en quelque sorte le nœud de toutes ces contradictions de l'impérialisme.

Parce que la Russie était, plus que tout autre pays, grosse de la révolution et que, seule, elle était en état de résoudre ces contradictions par la voie révolutionnaire.

En effet, la Russie tsariste était le foyer de l'oppression sous toutes ses formes : capitaliste, coloniale et militaire, et cette oppression s'y manifestait sous son aspect le plus barbare. L'omnipotence du capital s'y alliait au despotisme, l'agressivité du nationalisme à l'oppression féroce des peuples non-russes, l'exploitation économique de régions entières de la Turquie, de la Perse et de la Chine à la conquête militaire de ces régions par le tsarisme. Lénine avait raison de dire que le tsarisme était un « impérialisme féodal militaire ». Le tsarisme était la quintessence des côtés les plus négatifs de l'impérialisme.

De plus, la Russie tsariste était une immense réserve pour l'impérialisme européen, non seulement parce qu'elle donnait librement accès au capital étranger (qui détenait des branches aussi importantes de l'économie russe que le combustible et la métallurgie), mais aussi parce qu'elle pouvait fournir aux impérialistes d'Occident des millions de soldats. Ainsi, pendant la guerre, douze millions de Russes ont versé leur sang sur les fronts impérialistes pour assurer les profits effrénés des capitalistes anglo-français.

En outre, le tsarisme était non seulement le chien de garde de l'impérialisme en Europe orientale, mais encore son agence pour la perception des intérêts formidables des emprunts qui lui étaient délivrés à Paris, à Londres, à Berlin et à Bruxelles.

Le tsarisme enfin était, en ce qui concerne le partage de la Turquie, de la Perse et de la Chine, le fidèle allié de l'impérialisme occidental. La guerre impérialiste n'a-t-elle pas été menée par le tsarisme allié aux puissances de l'Entente, la Russie n'a-t-elle pas été le principal agent de cette guerre ?

Voilà pourquoi les intérêts du tsarisme et de l'impérialisme d'Occident étaient ceux de l'impérialisme en général. L'impérialisme d'Occident pouvait-il se résigner à la perte de ce puissant appui en Orient et de cette source de forces et de richesses qu'était l'ancienne Russie bourgeoise sans essayer tous les moyens, y compris la guerre contre la révolution russe, pour défendre et maintenir le tsarisme ? Evidemment, non !

Il s'ensuit que, si l'on voulait frapper le tsarisme, il fallait aussi frapper l'impérialisme, que, si l'on avait véritablement l'intention de déraciner le tsarisme, il fallait, après l'avoir renversé, renverser également l'impérialisme. Ainsi donc, la révolution contre le tsarisme devait aboutir au renversement du capitalisme. Les communistes russes ne pouvaient agir autrement, leur voie était la seule qui leur permit d'espérer dans la situation internationale des changements susceptibles de garantir la Russie contre la restauration du régime bourgeois.

Voilà pourquoi la Russie est devenue le foyer du léninisme ; voilà pourquoi le chef des communistes russes, Lénine, est devenu le créateur du léninisme.

Il est arrivé à la Russie et à Lénine à peu près ce qui est arrivé à l'Allemagne et à Marx et Engels vers 1850. Comme la Russie du début du XX^e siècle, l'Allemagne était grosse alors de la révolution bourgeoise. Dans le *Manifeste communiste*, Marx écrivait :

C'est vers l'Allemagne surtout que se tourne l'attention des communistes, parce que l'Allemagne se trouve à la veille d'une révolution bourgeoise, et parce qu'elle accomplira cette révolution avec une civilisation européenne plus avancée et avec un prolétariat infiniment plus développé qu'il ne l'était en Angleterre et en France au XVII^e et au XVIII^e siècles, et que, par conséquent, la révolution bourgeoise allemande ne saurait être que le prélude immédiat d'une révolution prolétarienne.

En d'autres termes, le centre du mouvement révolutionnaire était reporté sur l'Allemagne.

De même la Russie, au début du XX^e siècle, était à la veille de la révolution bourgeoise. Mais alors la civilisation européenne était plus avancée, le prolétariat russe plus développé, et tout portait à croire que cette révolution serait le ferment et le prologue de la révolution prolétarienne. En 1902 déjà, alors que la révolution russe n'était encore qu'à l'état embryonnaire, Lénine, dans *Que Faire ?* écrivait :

L'histoire impose aux marxistes russes une tâche immédiate, la plus révolutionnaire de celles qui incombent au prolétariat des différents pays, l'accomplissement de cette tâche, c'est-à-dire la destruction du rempart le plus puissant de la réaction européenne et asiatique, fera du prolétariat russe l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire international.

Autrement dit, le centre du mouvement révolutionnaire devait être reporté en Russie.

Le cours de la révolution, on le sait, a justifié entièrement cette prédiction de Lénine.

Est-il étonnant, après cela, qu'un pays qui a accompli une telle révolution et qui dispose d'un tel prolétariat ait été la patrie de la théorie et de la tactique de la révolution prolétarienne ?

Est-il étonnant que le chef du prolétariat, Lénine, soit devenu le créateur de cette théorie et de cette tactique et le chef du prolétariat international ?

II - La méthode

J'ai dit plus haut qu'entre Marx et Engels d'une part, et Lénine de l'autre, s'étendait toute une période de domination de l'opportunisme de la II^e Internationale. Pour préciser, j'ajouterai qu'il ne s'agit pas de la domination formelle, mais uniquement de la domination effective de l'opportunisme. Formellement, la II^e Internationale était dirigée par des marxistes orthodoxes comme Kautsky et autres. En réalité, son travail fondamental s'effectuait dans la ligne de l'opportunisme. Petits-bourgeois de nature, les opportunistes s'adaptaient à la bourgeoisie ; quant aux « orthodoxes », ils s'adaptaient aux opportunistes pour « conserver l'unité » avec ces derniers, pour maintenir « la paix dans le parti ». En définitive, l'opportunisme dominait, car, par les opportunistes, les « orthodoxes » étaient liés indissolublement à la politique de la bourgeoisie.

Ce fut une période de développement relativement pacifique du capitalisme, une période d'avant-guerre pour ainsi dire, où les contradictions de l'impérialisme ne s'étaient pas encore révélées dans toute leur ampleur, où les grèves économiques et les syndicats se développaient plus ou moins « normalement », où les partis socialistes remportaient des succès électoraux et parlementaires foudroyants, où les formes légales de lutte étaient portées aux nues et où l'on espérait « tuer » le capitalisme par la légalité ; en un mot, une période où les partis de la II^e Internationale, grossissaient, s'empêtaient et ne songeaient plus à la révolution, à la dictature du prolétariat, à l'éducation révolutionnaire des masses.

Au lieu d'une théorie révolutionnaire intégrale, des thèses contradictoires, des fragments de théorie sans liaison *avec* la lutte révolutionnaire effective des masses, des dogmes abstraits et surannés. Formellement, on se référait encore à la théorie de Marx, mais uniquement pour la dépouiller de son esprit révolutionnaire.

Au lieu d'une politique révolutionnaire, un philistinisme amorphe, une politique mesquine, des combinaisons parlementaires. De temps à autre, des décisions et des mots d'ordre révolutionnaires, enterrés aussitôt qu'adoptés.

Au lieu d'apprendre au parti la tactique révolutionnaire véritable, par l'étude de ses propres fautes, on évitait soigneusement les questions épineuses. Quand, par hasard, on y touchait, c'était pour les estomper et terminer la discussion par une résolution élastique.

Tels étaient la physionomie, la méthode de travail et l'arsenal de la II^e Internationale.

Pourtant, on entrait dans une nouvelle période : la période des guerres impérialistes et des combats révolutionnaires du prolétariat. Les anciennes méthodes de lutte s'avéraient nettement insuffisantes devant l'omnipotence du capital financier.

Il fallait réviser tout le travail, toute la méthode de la II^e Internationale, en expulser le philistinisme, l'étroitesse mesquine, la politique à combinaisons, le social-chauvinisme, le social-pacifisme. Il fallait faire l'inventaire de l'arsenal de la II^e Internationale, en rejeter tout ce qui était rouillé et désuet, forger de nouvelles armes. Sans ce travail préliminaire, il était impossible d'engager la guerre contre le capitalisme. Sans ce travail, le prolétariat risquait de se trouver insuffisamment armé ou même complètement désarmé dans les batailles révolutionnaires futures.

C'est au léninisme qu'allait incomber cette révision générale. Tout d'abord à *l'épreuve* des dogmes de la II^e Internationale.

Voilà dans quelle situation est née et s'est formée la méthode du léninisme.

A quoi se ramène cette méthode ?

Tout d'abord à *l'épreuve* des dogmes de la II^e Internationale dans le creuset de la lutte révolutionnaire des masses, dans le creuset de la pratique, c'est-à-dire à la restauration de l'unité entre la théorie et la pratique, car ce n'est qu'ainsi que l'on peut former un parti véritablement prolétarien, armé d'une théorie révolutionnaire.

En second lieu, à la *vérification* de la politique des partis de la II^e Internationale, non pas d'après leurs mots d'ordre et résolutions, mais d'après leurs œuvres, car ce n'est qu'ainsi que l'on peut conquérir et mériter la confiance des masses prolétariennes.

En troisième lieu, à la *réorganisation* de tout le travail du parti dans l'esprit révolutionnaire, à l'éducation des masses, à leur préparation à la lutte révolutionnaire et à la révolution prolétarienne.

En quatrième lieu, à *l'autocritique* des partis prolétariens, à leur éducation par l'expérience de leurs propres fautes, car ce n'est qu'ainsi qu'on peut former des cadres et des leaders véritables du parti.

Telles sont les bases et l'essence de la méthode du léninisme.

Comment cette méthode fut-elle appliquée ? Les opportunistes de la II^e Internationale ont une série de dogmes sur lesquels pivote toute leur action. Voyons-en quelques-uns.

Premier dogme : le prolétariat ne peut pas et ne doit pas prendre le pouvoir s'il n'est pas la majorité dans le pays. A cette assertion, les opportunistes n'apportent aucune preuve, car ni théoriquement, ni pratiquement, cette thèse absurde ne saurait se justifier. Admettons-la pour un instant, répond Lénine. Mais s'il se produit une situation (guerre, crise agraire, etc.) dans laquelle le prolétariat, minorité de la population, a la possibilité de grouper autour de lui l'immense majorité des masses laborieuses, pourquoi alors ne prendrait-il pas le pouvoir ? Pourquoi ne profiterait-il pas de la situation intérieure et internationale favorable pour percer le front du capital et précipiter le dénouement ? Marx n'a-t-il pas dit, vers 1850, que la révolution prolétarienne en Allemagne serait en excellente posture si on pouvait l'aider par « une réédition pour ainsi dire de la guerre paysanne » ? Or, à cette époque, le nombre des prolétaires en Allemagne était comparativement moindre que dans la Russie de 1917. La pratique de la révolution prolétarienne russe n'a-t-elle pas montré que ce dogme, cher aux hommes de la II^e Internationale, est dénué de toute signification vitale pour le prolétariat ? N'est-il pas clair que la pratique de la lutte révolutionnaire des masses s'aperçoit de plus en plus ce dogme suranné ?

Deuxième dogme : le prolétariat ne peut pas garder le pouvoir s'il ne dispose pas de cadres suffisants d'intellectuels et de techniciens capables d'organiser l'administration du pays ; il faut commencer par former ces cadres sous le capitalisme et ensuite s'emparer du pouvoir. Admettons-le, répond Lénine, mais pourquoi ne pourrait-on tout d'abord prendre le pouvoir et créer des conditions favorables pour le développement du prolétariat, quitte ensuite à mettre les bouchées doubles, à élever le niveau culturel des masses laborieuses et à former rapidement des cadres de dirigeants et d'administrateurs recrutés parmi les ouvriers ? La pratique russe n'a-t-elle pas montré que ces cadres ouvriers se forment mieux et plus vite sous le pouvoir prolétarien que sous le pouvoir du capital ? N'est-il pas clair que la pratique de la lutte révolutionnaire des masses réfute victorieusement ce dogme des opportunistes ?

Troisième dogme : la méthode de la grève politique générale est inacceptable pour le prolétariat, car elle est théoriquement inconsistante (voir la critique d'Engels) et pratiquement dangereuse (elle peut troubler le cours de la vie économique du pays, vider les caisses des syndicats) ; elle ne peut remplacer

la lutte parlementaire, qui représente la forme principale de la lutte de classe du prolétariat. Parfait, répondent les léninistes. Mais, premièrement, Engels n'a critiqué qu'une certaine sorte de grève générale : la grève *économique* générale que préconisent les anarchistes *au lieu* de la lutte politique du prolétariat ; et alors, pourquoi se référer à Engels pour condamner la grève politique générale ? Deuxièmement, qu'est-ce qui prouve que la lutte parlementaire est la principale forme de lutte du prolétariat ? L'histoire du mouvement révolutionnaire ne démontre-t-elle pas que la lutte parlementaire n'est qu'une école, qu'un point d'appui pour l'organisation de la lutte extra-parlementaire du prolétariat, que les questions essentielles du mouvement ouvrier en régime capitaliste sont résolues par la force, par la lutte directe, la grève générale, l'insurrection des masses prolétariennes ? Troisièmement, où a-t-on vu que nous voulions remplacer la lutte parlementaire par la méthode de la grève politique générale ? Où et quand les partisans de la grève politique générale ont-ils essayé de substituer aux formes parlementaires de lutte les formes de lutte extra-parlementaires ? Quatrièmement, la révolution en Russie n'a-t-elle pas montré que la grève politique générale est la plus grande école de la révolution prolétarienne, en même temps qu'un moyen unique de mobilisation et d'organisation des masses prolétariennes à la veille de l'assaut des citadelles du capitalisme ? Alors, que viennent faire ici les lamentations sur la désorganisation de la vie économique et sur les caisses des syndicats ? N'est-il pas clair que la pratique de la lutte révolutionnaire réfute également ce dogme des opportunistes ?

Voilà pourquoi Lénine disait que « la théorie révolutionnaire n'est pas un dogme », « qu'elle ne se constitue définitivement qu'en liaison étroite avec la pratique du mouvement révolutionnaire de masse véritable » (*Maladie infantile*), car elle doit servir la pratique, « répondre aux questions posées par la pratique » (*Les amis du peuple*), être vérifiée par les données de la pratique.

En ce qui concerne les mots d'ordre et décisions politiques des partis de la II^e Internationale, il suffit de se rappeler le fameux mot d'ordre : « Guerre à la guerre ! » pour comprendre le mensonge, l'abjection de la politique de ces partis qui voilent leur œuvre antirévolutionnaire de mots d'ordre et de résolutions révolutionnaires. Qui ne se souvient du congrès de Bâle où la II^e Internationale menaça les impérialistes des foudres de l'insurrection s'ils osaient entreprendre la guerre et proclama le mot d'ordre ; « Guerre à la guerre » ? Mais, quelque temps après, au début même de la guerre, la résolution de Bâle était jetée au panier et l'on exhortait les ouvriers à s'entre-tuer pour la plus grande gloire de la patrie capitaliste. N'est-il pas clair que les mots d'ordre et résolutions révolutionnaires ne valent pas un rouge liard s'ils ne se traduisent pas par des actes ? Il suffit de comparer la politique léniniste de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile à la politique traîtresse de la II^e Internationale pendant la guerre pour comprendre toute la bassesse de l'opportunisme, toute la grandeur du léninisme. Laissez-moi vous citer ici un passage de *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, dans lequel Lénine flagelle rudement Kautsky pour sa tentative de juger des partis non pas par leurs œuvres, mais par leurs mots d'ordre et leurs décisions :

Kautsky pratique une politique petite-bourgeoise typique ; il s'imagine... que le fait *d'arborer un mot d'ordre* change quelque chose à l'affaire. Toute l'histoire de la démocratie bourgeoise réduit à néant cette illusion : pour tromper le peuple, les démocrates bourgeois ont toujours posé et seront toujours prêts à poser n'importe quel mot d'ordre. Il s'agit de *vérifier* leur sincérité, de comparer leurs œuvres à leurs paroles, de ne pas se contenter d'une *phraséologie* idéaliste ou charlatanesque et de rechercher le contenu de classe réel de leurs mots d'ordre...

Je ne parle pas de la crainte de l'autocritique, caractéristique des partis de la II^e Internationale, de leur parti pris de voiler leurs fautes, d'é luder les questions épineuses, de faire accroire que tout est pour le mieux dans leur organisation, d'étouffer ainsi la pensée vive et d'entraver l'éducation révolutionnaire de leurs membres, procédés tournés en ridicule et flétris par Lénine qui, dans la *Maladie infantile*, écrivait :

L'attitude d'un parti politique envers ses fautes est un des critères les plus importants et les plus sûrs de son sérieux, de son aptitude à s'acquitter de ses devoirs envers sa classe et les *masses* laborieuses. Reconnaître ouvertement une faute, en découvrir les causes, analyser la situation qui l'a provoquée, examiner attentivement les moyens de la réparer, c'est là l'indice d'un parti sérieux,

c'est là, pour un parti, ce qui s'appelle faire son devoir, faire l'éducation de la classe et, partant, de la masse.

D'aucuns déclarent que l'autocritique est dangereuse pour un parti qui, dévoilant ses propres fautes, donne ainsi à ses adversaires des armes contre lui. Lénine considérait cette objection comme dénuée de sérieux et de fondement. Voici ce qu'il disait à ce propos, en 1924, dans sa brochure *Un pas en avant*, alors que notre parti était encore faible, insignifiant :

Ils [les adversaires des marxistes] exultent à la vue de nos discussions ; ils s'efforceront, certes, d'exploiter pour leurs fins certains passages de ma brochure consacrée aux défauts et aux lacunes de notre parti. Les marxistes russes sont déjà suffisamment trempés dans les batailles pour ne pas se laisser émouvoir par ces coups d'épingle, pour continuer leur travail d'autocritique et de dévoilement de leurs propres défauts, qui disparaîtront avec la croissance du mouvement ouvrier.

Tels sont, en somme, les traits caractéristiques de la méthode du léninisme.

Ce qu'il y a dans la méthode de Lénine se trouvait déjà virtuellement dans la doctrine de Marx qui, « dans son essence, est, comme le dit Marx lui-même, critique et révolutionnaire ». C'est précisément de cet esprit critique révolutionnaire qu'est imprégnée toute la méthode de Lénine. Mais cette méthode n'est pas simplement la restauration, elle est la concrétisation et le développement de la méthode critique et révolutionnaire de Marx, de sa dialectique matérialiste.

III - La théorie

Importance de la théorie

D'aucuns estiment que le léninisme est la suprématie de la pratique sur la théorie, en ce sens que le principal dans le léninisme, c'est la traduction en actes des thèses marxistes, leur « accomplissement ». Quant à la théorie, le léninisme soi-disant s'en soucie assez peu. Plékhanov, on le sait, s'est maintes fois moqué de l'« insouciance » de Lénine pour la théorie, et particulièrement pour la philosophie. La théorie n'est pas non plus très en faveur chez nombre de praticiens léninistes actuels qui, accablés de travail, n'ont guère le temps d'y songer. Cette opinion étrange sur Lénine et le léninisme est radicalement erronée et la tendance des praticiens à faire fi de la théorie contredit tout l'esprit du léninisme et comporte des dangers sérieux pour la pratique.

La théorie est la synthétisation de l'expérience du mouvement ouvrier de tous les pays. Elle perd sa raison d'être si elle n'est pas reliée à la pratique révolutionnaire, de même que la pratique erre dans les ténèbres si elle n'est pas éclairée par la théorie révolutionnaire. Mais la théorie peut devenir la plus grande force du mouvement ouvrier si elle est indissolublement liée à la pratique révolutionnaire, car seule elle peut donner au mouvement l'assurance, l'orientation, l'intelligence de la liaison interne des événements, seule elle peut aider à comprendre le processus et la direction du mouvement des classes au moment présent et dans l'avenir prochain. Lénine lui-même a dit maintes fois que « *sans théorie révolutionnaire, il ne peut y avoir de mouvement révolutionnaire* ».

Mieux que personne, Lénine comprenait l'importance extrême de la théorie, particulièrement pour un parti comme le nôtre, à qui incombe le rôle d'avant-garde du prolétariat international et qui a à travailler dans une situation intérieure et internationale des plus compliquées. Prévoyant ce rôle spécial de notre parti, il jugeait nécessaire en 1902 déjà de rappeler que « *seul un parti dirigé par une théorie avancée peut s'acquitter du rôle de lutteur d'avant-garde* ». Maintenant que cette prédiction de Lénine sur le rôle de notre parti s'est réalisée, ses vues sur la théorie acquièrent une valeur particulière.

Lénine accordait une importance extrême à la théorie : la preuve en est qu'il a entrepris lui-même, dans le domaine de la philosophie matérialiste, la généralisation de toutes les acquisitions de la science depuis Engels, ainsi que la critique complète des courants antimatérialistes parmi les marxistes. Engels disait que « le matérialisme doit prendre un nouvel aspect à chaque nouvelle grande découverte ». Ce

nouvel aspect, Lénine l'a donné pour son époque dans son ouvrage remarquable : *Matérialisme et empiriocriticisme*. Or, il est à remarquer que Plékhanov, pourtant si enclin à railler l'insouciance de Lénine pour la philosophie, ne s'est pas décidé à entreprendre sérieusement l'accomplissement de cette tâche.

LA THÉORIE DE LA SPONTANÉITÉ

La « théorie » de la spontanéité est la théorie de l'opportunisme. Elle s'incline devant la spontanéité du mouvement ouvrier, nie en somme le rôle dirigeant de l'avant-garde, du parti de la classe ouvrière.

Cette théorie est en contradiction avec le caractère révolutionnaire du mouvement ouvrier. En effet, elle déclare que la lutte ne doit pas être dirigée contre les bases du capitalisme, que le mouvement doit suivre exclusivement la ligne des revendications « possibles », « admissibles » pour le capitalisme. Elle est en somme pour la « ligne de moindre résistance » ; elle représente l'idéologie du trade-unionisme.

Elle n'admet pas que l'on donne au mouvement spontané un caractère conscient, méthodique ; elle ne veut pas que le parti marche à la tête de la classe ouvrière, qu'il élève la conscience des masses, qu'il mène le mouvement à sa suite. Elle estime que les éléments conscients du mouvement ne doivent pas empêcher ce dernier de suivre sa voie et que le parti doit s'adapter au mouvement spontané et se traîner à sa remorque. Elle est la théorie de la sous-estimation du rôle de l'élément conscient dans le mouvement, l'idéologie des « suiveurs », la base logique de *tout* opportunisme.

Pratiquement, cette théorie, qui est apparue avant la première révolution en Russie, conduisait ses partisans, les « économistes », à nier la nécessité d'un parti ouvrier indépendant en Russie, à s'élever contre la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière contre le tsarisme, à prêcher la politique trade-unioniste dans le mouvement, à mettre en somme le mouvement ouvrier sous l'égide, sous la direction de la bourgeoisie libérale.

La lutte de l'ancienne *Iskra* et la brillante critique de la théorie des « suiveurs » donnée par Lénine dans *Que faire ?* ont non seulement terrassé *l'économisme*, mais créé les bases théoriques du mouvement véritablement révolutionnaire de la classe ouvrière russe.

Sans cette lutte, il était impossible même de songer à la création en Russie d'un parti ouvrier indépendant appelé à jouer le rôle directeur dans la révolution.

Mais la théorie de la spontanéité n'est pas spéciale à la Russie. Elle est extrêmement répandue, sous une forme un peu différente, il est vrai, dans tous les partis de la II^e Internationale. Elle n'est en somme que la théorie des « forces de production », théorie ravalée par les leaders de la II^e Internationale et qui justifie tout, concilie tout, constate les faits lorsqu'ils sont déjà devenus évidents pour tous et s'arrête, satisfaite, après les avoir constatés. Marx disait que la théorie matérialiste ne peut se borner à expliquer le monde, qu'elle doit encore le transformer. Mais Kautsky et consorts n'ont souci de cette transformation ; ils préférèrent s'en tenir à la première partie de la théorie de Marx.

Voici un des innombrables exemples de l'application de la « théorie » des forces de production. Au congrès de Bâle, les partis de la II^e Internationale avaient menacé de déclarer « la guerre à la guerre » en cas de conflagration militaire. Or, au début même de la guerre impérialiste, ces partis mirent au rancart le mot d'ordre : « Guerre à la guerre ! » et le remplacèrent par celui de : « Guerre pour la patrie impérialiste ! » Ce changement de mot d'ordre entraîna la mort de millions d'ouvriers. Mais ce serait, soi-disant, une erreur de croire qu'il y a là des coupables, que certaines personnes ont trahi la classe ouvrière. Tout s'est accompli selon l'ordre naturel des choses. En effet, l'Internationale est un « instrument de paix » et non de guerre.

En outre, étant donné le « niveau des forces de production » qui existait alors, il était impossible de faire autrement. Et ainsi, comme l'explique Kautsky, la faute en est aux « forces de production ». Mais, dira-t-on, et le rôle des partis dans le mouvement ? Un parti, répondent Kautsky et ses adeptes, ne peut rien faire contre un facteur aussi décisif que le « niveau des forces de production ».

On pourrait rapporter une foule d'exemples analogues de cette falsification du marxisme, qui évidemment est destinée à voiler l'opportunisme et n'est en somme qu'une adaptation européenne de la théorie des « suiveurs » que Lénine combattait déjà avant la première révolution.

Il est clair que la destruction de cette théorie essentiellement fautive est la condition préalable de la création de partis véritablement révolutionnaires en Occident.

La théorie de la révolution prolétarienne

La théorie léniniste de la révolution prolétarienne s'appuie sur trois thèses fondamentales.

Première thèse. La domination du capital financier dans les pays capitalistes avancés, l'émission d'actions et d'obligations, principale opération du capital financier ; l'exportation du capital vers les sources de matières premières, exportation qui est une des bases de l'impérialisme ; l'omnipotence d'une oligarchie financière, résultat de la domination du capital financier, dévoilent le caractère parasite, brutal du capitalisme monopolisateur, rendent beaucoup plus insupportable le joug des trusts et des syndicats capitalistes, accroissent l'indignation de la classe ouvrière contre le capitalisme, poussent les masses à la révolution prolétarienne dans laquelle elles voient leur unique moyen de salut (*L'impérialisme, dernière étape du capitalisme*).

De là une exacerbation de la crise révolutionnaire dans les pays capitalistes, un accroissement des causes de conflits sur le front prolétarien intérieur, dans les « métropoles ».

Deuxième thèse. L'exportation croissante du capital dans les colonies et les pays assujettis, l'extension des « sphères d'influence » et de la colonisation, extension allant jusqu'à la mainmise sur tous les territoires du globe, la transformation du capitalisme en *système mondial* de l'asservissement financier et de l'oppression coloniale de l'immense majorité de la population du globe par quelques pays « avancés » ont fait des économies nationales isolées les anneaux d'une chaîne unique appelée l'économie mondiale et divisé la population de la terre en deux camps : les pays capitalistes « avancés », qui exploitent et oppriment de vastes colonies et des pays nominalement plus ou moins indépendants, et l'immense majorité des pays coloniaux et assujettis, contraints de lutter pour s'affranchir du joug impérialiste. (V. Lénine : *L'impérialisme, dernière étape du capitalisme*.) De là une aggravation de la crise révolutionnaire dans les pays coloniaux, un accroissement de l'esprit de révolte contre l'impérialisme sur le front extérieur, le front colonial. *Troisième thèse.* Le monopole des « sphères d'influence » et des colonies ; le développement inégal des différents pays capitalistes, qui entraîne une lutte acharnée entre les pays qui se sont déjà partagé les territoires du globe et ceux qui veulent recevoir leur « part » ; les guerres impérialistes, unique moyen de rétablir « l'équilibre », entraînent la création d'un troisième front, le front intercapitaliste, qui affaiblit l'impérialisme et facilite l'union du front prolétarien et du front colonial contre l'impérialisme.

De là, l'inéluctabilité des guerres sous l'impérialisme, l'inévitabilité de la coalition de la révolution prolétarienne en Europe avec la révolution coloniale en Orient, la formation d'un front mondial unique de la révolution, contre le front mondial de l'impérialisme.

De ces déductions, Lénine tire la déduction générale que « *l'impérialisme est le prélude de la révolution socialiste* » (Cf. *L'impérialisme, dernière étape du capitalisme*).

Par suite, la façon d'envisager la révolution prolétarienne, son caractère, ses grandes lignes, son ampleur, sa profondeur n'est plus la même qu'autrefois.

Auparavant, on analysait ordinairement les postulats de la révolution prolétarienne du point de vue de la situation économique de tel ou tel pays isolé. Cette méthode est maintenant insuffisante. Maintenant, il faut partir du point de vue de la situation économique de la totalité ou de la majorité des pays, du point de vue de l'état de l'économie mondiale. En effet, les pays et les économies nationales isolées ne sont plus des unités économiques indépendantes, mais des anneaux d'une chaîne unique appelée l'économie mondiale, et l'ancien capitalisme « civilisateur » est devenu l'impérialisme, qui est le système mondial de l'asservissement financier et de l'oppression coloniale de la majorité de la population du globe par quelques pays « avancés ».

Auparavant, on avait coutume de parler de l'existence ou de l'absence des conditions objectives de la révolution prolétarienne dans des pays isolés ou, plus exactement, dans tel ou tel pays avancé. Ce point de vue est maintenant insuffisant. Il faut tenir compte de l'existence des conditions objectives de la révolution dans tout le système de l'économie impérialiste mondiale, qui forme un tout unique. L'existence, dans ce système, de quelques pays insuffisamment développés au point de vue industriel, ne peut être un obstacle insurmontable à la révolution *du moment* que le système, dans son ensemble, est déjà mûr pour la révolution.

Auparavant, on parlait de la révolution prolétarienne dans tel et tel pays avancé comme d'une grandeur indépendante. Maintenant, ce point de vue est insuffisant. Il faut parler de la révolution prolétarienne mondiale, car les différents fronts nationaux du capital sont devenus les anneaux d'une chaîne unique : le front mondial de l'impérialisme, auquel doit être opposé le front unique du mouvement révolutionnaire de tous les pays.

Auparavant, on voyait dans la révolution prolétarienne uniquement le résultat du développement intérieur d'un pays donné. Maintenant, ce point de vue est insuffisant. Il faut considérer la révolution prolétarienne avant tout comme le résultat du développement des contradictions dans le système mondial de l'impérialisme, comme le résultat de la rupture de la chaîne du front impérialiste mondial dans tel ou tel pays.

Où commencera la révolution ; où, dans quel pays, peut être en premier lieu percé le front du capital ?

Là où l'industrie est la plus perfectionnée, où le prolétariat forme la majorité, où la civilisation est la plus avancée, où la démocratie est la plus développée, répondait-on autrefois.

Non, répond la théorie léniniste de la révolution. Le front du capital ne sera pas nécessairement percé là où l'industrie est la plus développée ; il sera percé là où la chaîne de l'impérialisme est la plus faible, car la révolution prolétarienne est le résultat de la rupture de la chaîne du front impérialiste mondial à l'endroit le plus faible. Donc, il peut se faire que le pays qui commence la révolution, qui fait brèche dans le front du capital, soit moins développé au point de vue capitaliste que d'autres qui restent pourtant dans le cadre du capitalisme.

En 1917, la chaîne du front impérialiste mondial s'est trouvée plus faible en Russie que dans les autres pays. C'est là qu'elle s'est rompue et qu'elle a donné issue à la révolution prolétarienne. Pourquoi ? Parce que, en Russie, se déroulait une grande révolution populaire dirigée par le prolétariat qui avait pour lui un allié important : la paysannerie opprimée et exploitée par les grands propriétaires fonciers. Parce que la révolution avait comme adversaire le représentant le plus hideux de l'impérialisme, le tsarisme, privé de toute autorité morale et haï de toute la population. En Russie, la chaîne s'est trouvée plus faible, quoique ce pays fût moins développé au point de vue capitaliste que, par exemple, la France, l'Allemagne, l'Angleterre ou l'Amérique.

Où va se briser prochainement la chaîne ? Là où elle est la plus faible. Il n'est pas impossible, par exemple, que ce soit dans l'Inde. Pourquoi ? Parce qu'il y a là un jeune prolétariat révolutionnaire combatif qui a pour allié le mouvement de libération nationale, mouvement incontestablement très

puissant. Parce que, dans ce pays, la révolution a pour adversaire l'impérialisme étranger, privé de toute autorité morale et haï des masses exploitées et opprimées de l'Inde.

Il est possible, également, que la chaîne se brise en Allemagne. Pourquoi ? Parce que les facteurs qui agissent dans l'Inde commencent à agir également en Allemagne. Evidemment, la différence immense du niveau de développement entre l'Inde et l'Allemagne ne peut pas ne pas mettre son empreinte spéciale sur la marche et l'issue de la révolution en Allemagne.

Voilà pourquoi Lénine dit que :

Les pays capitalistes d'Europe occidentale parachèveront leur évolution vers le socialisme, non pas par la maturation régulière du socialisme dans ces pays, mais au moyen de l'exploitation de certains Etats par d'autres, au moyen de l'exploitation du premier Etat vaincu dans la guerre impérialiste... L'Orient, d'autre part, est entré définitivement dans le mouvement révolutionnaire par suite de cette première guerre impérialiste et a été entraîné dans le tourbillon du mouvement révolutionnaire mondial.

Brièvement parlant, la chaîne du front impérialiste, en règle générale, doit se briser là où les anneaux sont le plus fragiles et non nécessairement là où le capitalisme est le plus développé, où il y a un pourcentage considérable de prolétaires, relativement peu de paysans, etc.

Voilà pourquoi les données statistiques sur la proportion du prolétariat dans la population d'un pays isolé perdent, dans la solution de la question de la révolution prolétarienne, l'importance exceptionnelle que leur assignaient les statisticiens de la II^e Internationale, qui n'ont pas compris l'impérialisme et craignent la révolution comme le feu.

Les hommes de la II^e Internationale affirmaient (et continuent d'affirmer) qu'entre la révolution démocratique bourgeoise et la révolution prolétarienne il existe un abîme ou, en tout cas, un très long intervalle de temps (des dizaines et même des centaines d'années), au cours duquel la bourgeoisie arrivée au pouvoir développe le capitalisme, tandis que le prolétariat accumule des forces et se prépare à la « lutte décisive » contre le capitalisme. Cette théorie est évidemment dénuée de tout fondement scientifique sous l'impérialisme : elle n'est et ne peut être qu'un moyen de voiler les aspirations contre-révolutionnaires de la bourgeoisie. Il est clair qu'à l'époque où règne l'impérialisme, qui porte en lui le germe de collisions et de guerres ; où l'ancien capitalisme « florissant » n'est plus qu'un capitalisme « dépérissant » ; où le mouvement révolutionnaire croît dans tous les pays du monde ; où l'impérialisme s'allie à toutes les forces réactionnaires, y compris l'autocratie et le servage, rendant par là même d'autant plus nécessaire le bloc de toutes les forces révolutionnaires, depuis le mouvement prolétarien d'Occident jusqu'au mouvement de libération nationale d'Orient ; au moment où la suppression des survivances du régime féodal devient impossible sans une lutte révolutionnaire contre l'impérialisme, il est clair, dis-je, que la révolution démocratique bourgeoise, dans un pays plus ou moins développé, doit tendre à la révolution prolétarienne, se transformer en cette dernière. L'histoire de la révolution en Russie a démontré péremptoirement la justesse de cette proposition. Aussi Lénine avait-il raison quand, en 1905, à la veille de la première révolution russe, il représentait dans sa brochure : *Deux tactiques*, la révolution démocratique bourgeoise et la révolution socialiste comme deux anneaux d'une même chaîne, comme les deux stades naturels de la révolution russe :

Le prolétariat doit pousser à fond la révolution démocratique en ralliant à lui la masse paysanne pour écraser par la force la résistance de l'autocratie et paralyser la bourgeoisie instable. Il doit accomplir la révolution socialiste en ralliant à lui les éléments semi-prolétaires pour briser par la violence la résistance de la bourgeoisie et paralyser les paysans et la petite bourgeoisie instables. Telles sont ses tâches, que restreignent considérablement les partisans de la nouvelle *Iskra* dans leurs raisonnements et résolutions sur l'ampleur de la révolution.

Je ne parlerai pas ici des travaux ultérieurs de Lénine, où l'idée de la transformation de la révolution bourgeoise en révolution prolétarienne est exprimée encore plus nettement et forme une des pierres angulaires de la théorie de la révolution.

Certains communistes croient que Lénine n'est venu à cette idée qu'en 1916, qu'auparavant il estimait que la révolution en Russie resterait dans le cadre bourgeois, que le pouvoir, par suite, passerait à la bourgeoisie et non au prolétariat. Cette opinion, paraît-il, a même pénétré dans notre presse communiste. Or, elle est complètement erronée.

Pour le prouver, je pourrais me référer au discours dans lequel Lénine, au 3^e congrès du parti (1905), qualifie la dictature du prolétariat et de la paysannerie, c'est-à-dire la victoire de la révolution démocratique, non pas d' « organisation de l'ordre », mais d' « organisation de la guerre ».

Je pourrais en outre rapporter les articles sur le *Gouvernement provisoire* (1905) dans lesquels Lénine, dépeignant le développement de la révolution en Russie, déclare :

Le parti doit faire en sorte que la révolution russe soit un mouvement non pas de quelques mois, mais de plusieurs années ; qu'elle n'amène pas seulement à de légères concessions de la part des autorités, mais au renversement complet de ces autorités.

Développant le tableau de cette révolution, qu'il rattache à celle d'Europe, Lénine continue :

Et si l'on y parvient, l'incendie révolutionnaire embrasera l'Europe ; l'ouvrier européen, incapable de supporter plus longtemps la réaction bourgeoise, se lèvera à son tour et nous montrera comment il faut faire ; et alors, la poussée révolutionnaire en Europe exercera sur la Russie un choc en retour et réduira chez nous la durée de la révolution à quelques années.

Je pourrais également citer l'article publié en novembre 1915 dans lequel Lénine écrit :

Le prolétariat lutte et luttera pour la conquête du pouvoir, la République, la confiscation des terres, la participation des masses populaires non-prolétariennes à la libération de la Russie bourgeoise du joug de cet impérialisme féodal militaire qui a nom le tsarisme. Et il profitera immédiatement de cette libération du joug du tsarisme, du pouvoir des propriétaires fonciers, non pour venir en aide aux paysans aisés dans leur lutte contre les ouvriers agricoles, mais pour effectuer la révolution socialiste en union avec le prolétariat européen (*Contre le courant*).

Je pourrais enfin rapporter un passage bien connu de *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, où Lénine, se référant à son tableau de la révolution russe dans *Deux tactiques*, arrive à la conclusion suivante :

Le développement de la révolution a confirmé la justesse de notre raisonnement. *Tout d'abord*, il faut marcher avec toute la paysannerie contre la monarchie, les propriétaires fonciers, le régime moyenâgeux (et dans cette mesure la révolution reste bourgeoise, démocratique-bourgeoise). *Ensuite*, il faut marcher avec les paysans pauvres, les demi-prolétaires, tous les exploités, contre le *capitalisme* et ses représentants à la campagne : richards, koulaks, spéculateurs ; et ainsi la révolution devient *socialiste*. Tenter d'élever une barrière artificielle entre la première et la seconde révolution, séparées uniquement par le degré de préparation du prolétariat, son degré d'union avec les paysans pauvres, c'est dénaturer le marxisme, le ravalier, le remplacer par le libéralisme.

Mais, nous dira-t-on, s'il en est ainsi, pourquoi Lénine a-t-il combattu l'idée de la « révolution permanente » ?

Parce qu'il voulait utiliser à fond les capacités et l'énergie *révolutionnaires* de la paysannerie pour la liquidation complète du tsarisme et le passage à la révolution prolétarienne, alors que les partisans de la « révolution permanente » ne comprenaient pas le rôle important de la paysannerie dans la

révolution russe, sous-estimaient son énergie révolutionnaire ainsi que la force du prolétariat et son aptitude à entraîner la paysannerie à sa suite et, par là, empêchaient, dans une certaine mesure, cette dernière de se libérer de l'influence bourgeoise et de se grouper autour du prolétariat.

Parce qu'il voulait *couronner* la révolution par l'avènement du prolétariat au pouvoir, alors que les partisans de la révolution permanente voulaient *commencer* directement par l'instauration du pouvoir du prolétariat, ne comprenant pas que, par là-même, ils fermaient les yeux sur l'existence des survivances du servage, négligeaient une force aussi importante que la paysannerie et entravaient ainsi le ralliement de cette dernière au prolétariat.

Ainsi donc, Lénine combattait les partisans de la révolution permanente, non pas parce qu'ils affirmaient la permanence de la révolution, thèse qu'il ne cessa jamais lui-même de soutenir, mais parce qu'ils sous-estimaient le rôle de la paysannerie, qui est la plus grande réserve de force du prolétariat, parce qu'ils ne comprenaient pas l'idée de l'hégémonie du prolétariat.

L'idée de la révolution permanente n'est pas nouvelle. Elle a été exposée pour la première fois par Marx, en 1850, dans *l'Adresse à la Ligue des communistes*. C'est là que nos « théoriciens » russes sont allés la chercher, mais la modification qu'ils lui ont fait subir a suffi à la rendre impropre à l'usage pratique. Il a fallu la main exercée de Lénine pour réparer cette erreur, dégager l'idée de la révolution permanente de ses scories et en faire une des pierres angulaires de la théorie de la révolution. Voici ce que dit Marx sur la révolution permanente, dans son *Adresse*, après avoir énuméré les revendications démocratiques révolutionnaires que doivent poser les communistes :

Alors que les petits-bourgeois démocrates veulent, par la satisfaction du plus grand nombre des revendications précitées, terminer le plus vite possible la révolution, nos intérêts et notre tâche consistent à rendre la révolution permanente tant que toutes les classes plus ou moins possédantes ne seront pas écartées du pouvoir, que le prolétariat n'aura pas conquis le pouvoir d'Etat, que les associations des prolétaires dans les principaux pays du monde ne se seront pas développées suffisamment pour faire cesser la concurrence entre les prolétaires de ces pays et que les principales forces de production, tout au moins, ne seront pas concentrées entre les mains des prolétaires.

Autrement dit :

1° Marx, quoi qu'en disent nos partisans de la « révolution permanente », n'a pas proposé de *commencer* la révolution dans l'Allemagne de 1850 directement par l'instauration du pouvoir prolétarien ;

2° Marx a proposé uniquement de *couronner* la révolution par le pouvoir politique prolétarien en jetant à bas du pouvoir successivement toutes les fractions de la bourgeoisie pour allumer, après l'avènement du prolétariat au pouvoir, l'incendie de la révolution dans tous les pays.

Or, cela est en *conformité parfaite* avec tout ce qu'a enseigné Lénine, avec tout ce qu'il a fait au cours de notre révolution prolétarienne sous l'impérialisme.

Ainsi, nos partisans russes de la « révolution permanente » non seulement ont sous-estimé le rôle de la paysannerie dans la révolution russe, mais ont modifié l'idée de la révolution permanente de Marx et lui ont enlevé sa valeur pratique.

Voilà pourquoi Lénine raillait leur théorie et les accusait de ne pas vouloir « réfléchir aux raisons pour lesquelles la vie, durant des dizaines d'années, avait passé à côté de cette magnifique théorie ».

Voilà pourquoi il considérait cette théorie comme semi-menchéviste et disait qu'elle « emprunte aux bolcheviks l'appel à la lutte révolutionnaire décisive et à la conquête du pouvoir politique par le

prolétariat, et aux menchéviks la négation du rôle de la paysannerie ». (V. l'article : *Deux lignes de la révolution.*)

Voilà donc comment Lénine concevait la transformation de la révolution démocratique bourgeoise en révolution prolétarienne, l'utilisation de la révolution bourgeoise pour le passage « immédiat » à la révolution prolétarienne.

Auparavant, on considérait que la victoire de la révolution dans un seul pays était impossible, car, croyait-on, pour vaincre la bourgeoisie, il faut l'action combinée des prolétaires de la totalité ou, tout au moins, de la majorité des pays avancés. Ce point de vue ne correspond plus à la réalité." Il faut maintenant partir de la possibilité de la victoire sur la bourgeoisie dans un seul pays, car le développement inégal, saccadé des pays capitalistes sous l'impérialisme, l'aggravation des contradictions internes de l'impérialisme, qui aboutissent fatalement à des guerres, la croissance du mouvement révolutionnaire dans tous les pays du globe, entraînent non seulement la possibilité, mais la nécessité de la victoire du prolétariat dans des pays isolés. L'histoire de la révolution russe en est une preuve éclatante. Seulement, il convient de ne pas oublier que, pour le renversement de la bourgeoisie, il faut certaines conditions indispensables, sans lesquelles le prolétariat ne saurait même songer à la prise du pouvoir.

Voici ce que dit Lénine de ces conditions dans la *Maladie infantile du communisme* :

La loi fondamentale, confirmée par toutes les révolutions, et en particulier par les trois révolutions russes du XX^e siècle, est la suivante : pour la révolution, il ne suffit pas que les masses exploitées et opprimées conçoivent l'impossibilité de vivre comme autrefois et réclament des modifications ; il faut que les exploités ne puissent vivre et gouverner comme autrefois. Ce n'est que lorsque les « basses classes » ne veulent plus et que les « classes supérieures » ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière que la révolution peut triompher. Autrement dit : *la révolution est impossible sans une crise nationale (affectant les exploités et les exploités)*. Ainsi donc, pour la révolution, il faut en premier lieu que la majorité des ouvriers conscients, politiquement actifs, comprennent parfaitement la nécessité de la révolution et soient prêts à mourir pour elle ; en second lieu, que les classes dirigeantes traversent une crise gouvernementale qui entraîne dans la politique les masses, même les plus retardataires, affaiblit le gouvernement et rend possible pour les révolutionnaires son renversement rapide...

Mais renverser le pouvoir de la bourgeoisie et instaurer celui du prolétariat dans un seul pays, ce n'est pas encore assurer la victoire complète du socialisme. Son pouvoir, une fois consolidé, le prolétariat du pays victorieux peut et doit, tout en menant la paysannerie à sa suite, construire la société socialiste. Mais s'ensuit-il qu'il puisse arriver par là à la victoire complète, définitive du socialisme, c'est-à-dire qu'il puisse, réduit aux seules forces de son pays, instaurer définitivement le socialisme et garantir complètement le pays contre l'intervention et, partant, contre la restauration de l'ancien régime ? Non. Pour cela, la victoire de la révolution dans plusieurs pays au moins est nécessaire.

Aussi la révolution victorieuse dans un pays a-t-elle pour tâche essentielle de développer et de soutenir la révolution dans les autres. Aussi ne doit-elle pas se considérer comme une grandeur indépendante, mais comme un auxiliaire, un moyen d'accélérer la victoire du prolétariat dans les autres pays.

Lénine a exprimé lapidairement cette pensée en disant que la tâche de la révolution victorieuse consistait à faire le « maximum dans un pays pour le développement, le soutien, l'éveil de la révolution dans les autres pays » (v. *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*).

IV - La dictature du prolétariat

La dictature du prolétariat, instrument de la révolution prolétarienne

La question de la dictature du prolétariat est avant tout la question du contenu essentiel de la révolution prolétarienne. La révolution prolétarienne, son mouvement, son envergure, ses conquêtes ne deviennent une réalité que par la dictature du prolétariat. Cette dictature est le point d'appui principal de la révolution prolétarienne, son organe, son instrument destiné, tout d'abord, à écraser la résistance des exploités terrassés, à consolider les conquêtes de la révolution et, ensuite, à mener cette révolution jusqu'au bout, jusqu'à la victoire complète du socialisme. La révolution pourrait renverser le pouvoir de la bourgeoisie, sans la dictature du prolétariat. Mais elle ne peut écraser la résistance de la bourgeoisie si, à un certain degré de son développement, elle ne se crée pas un organe spécial : la dictature du prolétariat, qui sera son point d'appui fondamental.

« La question essentielle de la révolution est la question du pouvoir » (Lénine). Est-ce à dire que la révolution soit terminée avec la prise du pouvoir ? Non. La prise du pouvoir n'en est que le commencement. Renversée dans un pays, la bourgeoisie, pour une série de raisons, reste encore plus forte que le prolétariat qui l'a renversée. C'est pourquoi il s'agit de garder le pouvoir, de le consolider, de le rendre invincible. Que faut-il pour y arriver ? S'acquitter tout au moins des trois tâches principales suivantes qui s'imposent dès le lendemain de la victoire :

a) Briser la résistance des seigneurs terriens et des capitalistes expropriés par la révolution, liquider toutes leurs tentatives de restauration du pouvoir du capital ;

b) Organiser la construction socialiste en rassemblant tous les travailleurs autour du prolétariat et en préparant la disparition progressive des classes ;

c) Armer la révolution, organiser l'armée de la révolution pour la lutte contre l'ennemi extérieur, contre l'impérialisme.

La dictature du prolétariat est nécessaire pour l'accomplissement de ces trois tâches.

Le passage du capitalisme au communisme — dit Lénine — représente toute une époque historique. Tant qu'elle n'est pas terminée, les exploités conservent toujours l'espoir d'une restauration, et cet espoir se traduira par des *tentatives* de travail « vil »... Or, à la remorque des capitalistes exploités qui ne s'y attendaient pas, qui n'en admettaient même pas la possibilité, s'élancent avec un redoublement d'énergie, une passion furieuse, une haine implacable à la bataille pour recouvrer le « paradis » perdu, assurer le sort de leurs familles, qui vivaient d'une vie si facile et que la « canaille populaire » condamne maintenant à la misère et à la ruine (ou au travail « vil »)... Or, à la remorque des capitalistes exploités se traîne la masse de la petite-bourgeoisie qui, comme l'atteste l'expérience de tous les pays, oscille et hésite perpétuellement, marche aujourd'hui avec le prolétariat, demain s'effraie des difficultés du coup de force, s'épouvante à la première défaite ou au premier échec des ouvriers, est en proie à la nervosité, ne sait où donner de la tête, pleurniche et court d'un camp à l'autre (*La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*).

Or, la bourgeoisie a tout lieu de faire des tentatives de restauration, car après son renversement, elle reste, longtemps encore, plus forte que le prolétariat qui l'a renversée.

Si les exploités, écrit Lénine, ne sont vaincus que dans un seul pays — et c'est là le cas le plus fréquent, car la révolution simultanée dans une série de pays est une exception — ils restent *plus forts* que les exploités (*La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*).

En quoi réside la force de la bourgeoisie renversée ?

Premièrement :

Dans la puissance du capital international, dans la force et la solidité des liaisons internationales de la bourgeoisie (*La maladie infantile du communisme*).

Deuxièmement, dans le fait que

Longtemps encore après le coup de force, les exploiters conservent inévitablement une série d'avantages énormes : l'argent (qu'il est impossible de supprimer immédiatement), des biens mobiliers, souvent considérables, des relations, des procédés d'organisation et de gestion économique, la connaissance de tous les « secrets » de l'administration, une instruction supérieure, des liaisons avec le haut personnel technique (bourgeois par sa vie et son idéologie), une connaissance approfondie de l'art militaire (ce qui est très important), etc., etc. (*La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*).

Troisièmement :

Dans la *force de l'habitude*, dans la force de la *petite production*, car cette dernière, par malheur, subsiste encore sur une vaste échelle et constamment, journellement, spontanément, *engendre* le capitalisme et la bourgeoisie... Supprimer les classes, ce n'est pas seulement expulser les propriétaires fonciers et les capitalistes — ce que nous avons fait relativement facilement — c'est aussi supprimer les *petits producteurs de marchandises* ; *or il est impossible de les expulser*, il est impossible de les écraser, il faut faire bon ménage avec eux, il faut (et c'est là chose possible) les transformer, les rééduquer ; mais on ne le peut que par un travail d'organisation lent et prudent (*La maladie infantile du communisme*).

Voilà pourquoi Lénine déclare :

La dictature du prolétariat est la guerre la plus héroïque et la plus implacable de la nouvelle classe contre son ennemi *plus puissant* qu'elle, contre la bourgeoisie, dont la force de résistance est décuplée par son renversement... La dictature du prolétariat est une lutte acharnée, avec et sans effusion de sang, une lutte violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative, une lutte contre les forces et les traditions de l'ancienne société (*La maladie infantile du communisme*).

Il est évident qu'il est absolument impossible d'accomplir ces tâches rapidement, dans l'espace de quelques années. C'est pourquoi il faut considérer la dictature du prolétariat, le passage du capitalisme au communisme, non pas comme une période rapide d'actes et de décrets extrêmement révolutionnaires, mais comme toute une période historique remplie d'organisation et de construction économique, d'offensives et de retraites, de victoires et de défaites.

Cette époque historique est nécessaire non seulement pour créer les prémisses économiques et culturelles de la victoire complète du socialisme, mais aussi pour permettre au prolétariat, premièrement, de s'éduquer et de devenir une force capable de diriger le pays et, secondement, de rééduquer et de transformer les couches petites-bourgeoises de façon à assurer l'organisation de la production socialiste.

Il vous faudra — écrivait Marx aux ouvriers — traverser quinze, vingt, cinquante années de guerres civiles et internationales, non seulement pour changer les rapports sociaux, mais aussi pour vous transformer vous-mêmes et vous rendre aptes à la domination politique.

Développant la pensée de Marx, Lénine écrit :

Sous la dictature du prolétariat, il faudra rééduquer des millions de paysans et de petits propriétaires, des centaines de milliers d'employés, de fonctionnaires, d'intellectuels bourgeois, les soumettre à l'Etat prolétarien et à la direction prolétarienne, vaincre en eux leurs habitudes et leurs traditions bourgeoises... rééduquer dans une longue lutte les prolétaires eux-mêmes qui ne s'affranchissent pas de leurs préjugés petits-bourgeois du premier coup, par miracle, par ordre supérieur, par l'injonction de la révolution ou d'un décret quelconque, mais seulement au cours d'une lutte longue et difficile contre les innombrables influences petites-bourgeoises (*La maladie infantile du communisme*).

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT, DOMINATION DU PROLÉTARIAT SUR LA BOURGEOISIE

Ce que nous avons dit montre déjà que la dictature du prolétariat ne consiste pas simplement dans le fait de changer les personnes qui sont au pouvoir, de changer le « cabinet » tout en laissant intact l'ancien ordre de choses économique et politique. Les menchéviks et opportunistes de tous les pays, qui craignent la dictature comme le feu et en remplacent la conception par celle de « conquête du pouvoir », réduisent ordinairement la conquête du pouvoir au changement de « cabinet », à l'apparition d'un nouveau ministère composé d'hommes comme Scheidemann et Noske, Mac Donald et Henderson. Point n'est besoin de démontrer que de tels changements de cabinet n'ont rien de commun avec la dictature du prolétariat, avec la conquête du pouvoir véritable par le prolétariat. Avec la conservation de l'ancien état de choses bourgeois, le gouvernement des Mac Donald et des Scheidemann servira à voiler les monstruosité de l'impérialisme ; il ne sera qu'un instrument entre les mains de la bourgeoisie contre le mouvement révolutionnaire des masses opprimées et exploitées. De tels gouvernements sont nécessaires au capital en tant que paravent lorsqu'il lui est malséant, désavantageux ou difficile d'opprimer ou d'exploiter ouvertement les masses. Certes, leur apparition est symptomatique ; elle montre que les affaires vont mal chez les capitalistes, mais ils n'en restent pas moins, sous une forme voilée, des gouvernements du capital. Du gouvernement Mac Donald ou Scheidemann à la conquête du pouvoir par le prolétariat, il y a aussi loin que de la terre au ciel. La dictature du prolétariat n'est pas un simple changement de ministère, mais un nouvel Etat avec de nouveaux organes centraux et locaux, l'Etat du prolétariat, qui surgit sur les ruines de l'ancien Etat de la bourgeoisie.

La dictature du prolétariat ne naît pas de l'état de choses bourgeois, mais de sa destruction après le renversement de la bourgeoisie, de l'expropriation des propriétaires fonciers et des capitalistes, de la socialisation des instruments et des moyens essentiels de production, du développement de la révolution prolétarienne par la violence. La dictature du prolétariat est le pouvoir révolutionnaire s'appuyant sur la violence contre la bourgeoisie.

L'Etat est, entre les mains de la classe dominante, une machine pour l'écrasement de la résistance de ses ennemis de classe. *Sous ce rapport*, la dictature du prolétariat ne se distingue pas de la dictature d'une autre classe quelconque, car l'Etat prolétarien est une machine pour l'écrasement de la bourgeoisie. Mais, différence fondamentale, alors que tous les Etats de classe qui ont existé jusqu'à présent ont été la dictature de la minorité exploiteuse sur la majorité exploitée, la dictature du prolétariat, elle, est la dictature de la majorité exploitée sur la minorité exploiteuse.

Autrement dit, la dictature du prolétariat est la domination du prolétariat sur la bourgeoisie, domination non limitée par la loi, s'appuyant sur la violence et jouissant de la sympathie et de l'appui des masses laborieuses et exploitées (*L'Etat et la Révolution*).

De là, deux déductions essentielles :

Première déduction. La dictature du prolétariat ne peut être la démocratie « intégrale », la démocratie pour tous, pour les riches et pour les pauvres ; elle « doit être un Etat démocratique, mais uniquement pour le prolétariat et les non-possédants ; un Etat dictatorial, mais uniquement contre la bourgeoisie... » (*L'Etat et la révolution*). Les discours de Kautsky et consorts sur l'égalité universelle, la démocratie pure, parfaite, ne sont que des phrases bourgeoises voilant l'inadmissibilité d'une égalité entre les exploités et les exploités. La théorie de la démocratie « pure » est celle de l'aristocratie ouvrière apprivoisée et entretenue par les pillards impérialistes. Elle a été élaborée pour couvrir les plaies du capitalisme, farder l'impérialisme et lui conférer une force morale dans sa lutte contre les masses exploitées. En régime capitaliste, il n'y a pas et il ne peut y avoir de libertés véritables pour les exploités, car les locaux, les imprimeries, les entrepôts de papier, etc., nécessaires pour l'utilisation de ces libertés, sont le monopole des exploités. En régime capitaliste, il n'y a et il ne peut y avoir de participation véritable des masses exploitées à l'administration du pays, parce que, dans les pays les plus démocratiques, les gouvernements sont instaurés non pas par le peuple, mais par les Rotschild et les Stinnes, les Rockefeller et les Morgan. En régime capitaliste, la démocratie est une démocratie

capitaliste ; c'est la démocratie de la minorité exploiteuse basée sur la limitation des droits de la majorité exploitée et dirigée contre cette majorité. Ce n'est que sous la dictature du prolétariat que sont possibles les libertés véritables pour les exploités et la participation réelle des ouvriers et des paysans à l'administration du pays. Sous la dictature du prolétariat, la démocratie est *prolétarienne* ; c'est la démocratie de la majorité exploitée, basée sur la limitation des droits de la minorité exploiteuse et dirigée contre cette minorité.

Deuxième déduction. La dictature du prolétariat ne peut pas être le résultat du développement pacifique de la société et de la démocratie bourgeoise ; elle ne peut être que le résultat de la destruction de la machine étatique de l'armée, de l'appareil administratif et de la politique bourgeoise.

La classe ouvrière ne peut se borner à s'emparer d'une machine gouvernementale toute faite et à la mettre en mouvement pour ses propres buts. (Marx et Engels : *Préface à la Guerre civile.*)

La révolution prolétarienne ne doit pas, comme on l'a fait jusqu'à présent, transmettre la machine militaire bureaucratique d'une main dans une autre, mais la *briser*... Telle est la condition indispensable de toute révolution populaire véritable sur le continent. (Marx : *Lettre à Kugelmann.*)

La restriction de Marx relative au « continent » a fourni aux opportunistes et aux menchéviks de tous les pays un prétexte pour déclarer que Marx admettait la possibilité de la transformation pacifique de la démocratie bourgeoise en démocratie prolétarienne, tout au moins pour quelques pays (Angleterre, Amérique). Marx, en effet, admettait cette possibilité pour l'Angleterre et l'Amérique de 1860, où le capitalisme monopolisateur et l'impérialisme n'existaient pas encore, et où le militarisme et le bureaucratisme n'étaient encore que très peu développés. Mais, maintenant, la situation dans ces pays a changé radicalement, l'impérialisme y a atteint son apogée, le militarisme et la bureaucratie y règnent et, par suite, la restriction de Marx n'a plus de raison d'être.

Maintenant, en 1917, à l'époque de la première grande guerre impérialiste, cette restriction de Marx tombe d'elle-même. L'Angleterre et l'Amérique, qui, jusqu'à présent, par suite de l'absence de militarisme et de bureaucratisme, étaient dans le monde entier les derniers et les plus importants représentants de la « liberté » anglo-saxonne, ont roulé maintenant dans la bourbe sanglante des institutions militaires et bureaucratiques qui se subordonnent tout, qui compriment tout. Maintenant, en Angleterre et en Amérique, la condition préalable de toute révolution véritablement populaire est le *bris*, la *destruction* de la machine gouvernementale (*L'Etat et la révolution*).

En d'autres termes, la destruction de la machine gouvernementale bourgeoise est la condition indispensable de la révolution prolétarienne, la loi fatale du mouvement révolutionnaire des pays impérialistes.

Certes, si plus tard le prolétariat triomphe dans les principaux pays capitalistes et que l'encerclement capitaliste actuel fasse place à l'encerclement socialiste, la voie « pacifique » du développement est parfaitement possible pour certains pays où les capitalistes, devant la situation internationale « défavorable », jugeront rationnel de faire eux-mêmes des concessions sérieuses au prolétariat. Mais cette supposition ne concerne que l'avenir lointain et problématique. Pour l'avenir prochain, elle n'a absolument aucune raison d'être.

La révolution prolétarienne est impossible sans la destruction violente de la machine gouvernementale bourgeoise et son remplacement par une *nouvelle* (*La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*).

LE POUVOIR SOVIÉTISTE, FORME ÉTATIQUE DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Le triomphe de la dictature du prolétariat, c'est l'écrasement de la bourgeoisie, la destruction de son appareil gouvernemental, le remplacement de la démocratie bourgeoise par la démocratie prolétarienne. Voilà qui est clair. Mais quelles sont les organisations qui permettront de venir à bout de

ce travail colossal ? Il est évident que les anciennes formes d'organisation du prolétariat qui se sont constituées sur la base du parlementarisme bourgeois ne sauraient y suffire. Quelle est donc la nouvelle forme d'organisation du prolétariat susceptible non seulement de briser cette machine gouvernementale et de remplacer la démocratie bourgeoise par la démocratie prolétarienne, mais aussi de devenir la base du pouvoir étatique prolétarien ?

Cette nouvelle forme d'organisation du prolétariat, c'est les soviets.

En quoi consiste la force des soviets comparativement aux anciennes formes d'organisation ?

En ce que les soviets sont les organisations de masse les plus *vastes* du prolétariat, car seules elles englobent tous les ouvriers sans exception.

En ce que les soviets sont les *seules* organisations englobant tous les opprimés et exploités : ouvriers et paysans, soldats et matelots, et que, par suite, la direction politique de la lutte des masses par leur avant-garde, le prolétariat, peut y être le plus facilement et le plus complètement réalisée.

En ce que les soviets sont les *organes les plus puissants* de la lutte révolutionnaire des masses, de leurs interventions politiques, de leur insurrection, les organes les plus capables de briser l'omnipotence du capital financier et de ses satellites politiques.

En ce que les soviets sont les organisations *directes* des masses elles-mêmes, c'est-à-dire les organisations *les plus démocratiques* et, partant, celles qui ont le plus d'autorité parmi les masses, qui leur facilitent le plus la participation à l'organisation et à l'administration du nouvel Etat, qui développent au maximum leur énergie révolutionnaire, leur initiative, leurs facultés créatrices dans la lutte pour la destruction de l'ancien régime et l'instauration du nouveau régime prolétarien.

Le pouvoir soviétiste est l'unification des soviets locaux en une organisation étatique générale qui est la République des soviets.

Avec le pouvoir soviétiste, les organisations les plus vastes et les plus révolutionnaires des classes opprimées auparavant par les capitalistes et les seigneurs terriens sont maintenant « l'appui *permanent et unique* de tout le pouvoir étatique, de tout l'appareil gouvernemental ». Les masses auxquelles, « dans les républiques les plus démocratiques », la loi confère l'égalité intégrale et qui, « par différents moyens et manœuvres, sont évincées en réalité de la participation à la vie politique et ne peuvent jouir de leurs droits et libertés démocratiques, participent maintenant de façon permanente décisive à l'administration démocratique de l'Etat ». Lénine, *Œuvres complètes*, édition russe, t. XVI.)

Voilà pourquoi le pouvoir soviétiste est une *nouvelle forme* d'organisation étatique, différent essentiellement de l'ancienne forme démocratique et parlementaire bourgeoise, un nouveau type d'Etat adapté non pas à l'exploitation et à l'oppression des masses laborieuses, mais à leur affranchissement intégral, à l'œuvre de la dictature du prolétariat.

Lénine a raison de dire que l'avènement du pouvoir soviétiste « a marqué le terme du parlementarisme démocratique bourgeois, le début d'une nouvelle ère de l'humanité : l'ère de la dictature prolétarienne ».

En quoi consistent les traits caractéristiques du pouvoir soviétiste ?

En ce que le pouvoir soviétiste est, de toutes les organisations étatiques possibles tant que subsistent les classes, celle qui a le caractère de masse le plus prononcé, celle qui est le plus démocratique. En effet, permettant l'alliance et la collaboration des ouvriers et des paysans exploités dans leur lutte contre les exploités et s'appuyant dans son travail sur cette alliance et collaboration, il est par là

même le pouvoir de la majorité de la population sur la minorité, l'Etat de cette majorité, l'expression de sa dictature.

En ce que le pouvoir soviétiste est la plus internationaliste de toutes les organisations étatiques de la société de classes, car supprimant toute oppression nationale et s'appuyant sur la collaboration de masses laborieuses de nationalités différentes, il facilite par là même l'union de ces masses en un Etat unique.

En ce que le pouvoir soviétiste, par sa structure, facilite la direction des masses opprimées et exploitées par leur avant-garde, le prolétariat, qui représente l'élément le plus cohérent et le plus conscient des soviets. « L'expérience de tous les mouvements des classes opprimées, l'expérience du mouvement socialiste mondial, dit Lénine, nous apprend que, seul, le prolétariat est capable de grouper les différentes couches retardataires de la population laborieuse exploitée et de les mener à sa suite. » Or, la structure du pouvoir soviétiste facilite l'application des enseignements de cette expérience.

En ce que le pouvoir soviétiste, réunissant le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif en un seul organe et remplaçant les circonscriptions électorales territoriales par des circonscriptions (fabriques et usines) basées sur le principe de la production, relie par là même directement les ouvriers et les masses laborieuses à l'appareil de l'Etat et leur apprend l'administration du pays.

En ce que le pouvoir soviétiste seul est capable de soustraire l'armée au commandement bourgeois et de la transformer, d'instrument d'oppression du peuple, en instrument de son affranchissement du joug de la bourgeoisie indigène et étrangère.

En ce que, comme le dit Lénine, «seule, l'organisation soviétiste de l'Etat peut détruire immédiatement et définitivement l'ancien appareil administratif et juridique bourgeois ».

En ce que, seul, l'Etat soviétiste, permettant la participation constante des organisations des travailleurs à la gestion des affaires publiques, est capable de préparer cette disparition progressive de l'Etat à laquelle tend naturellement le développement de la société communiste.

Ainsi donc, la République des soviets est la forme politique, si longtemps cherchée, dans le cadre de laquelle doit se réaliser l'émancipation économique du prolétariat, le triomphe complet du socialisme.

La Commune de Paris a été l'embryon de cette forme. Le pouvoir soviétiste en est le développement et le parachèvement.

Voilà pourquoi Lénine dit que :

La République des soviets des députés ouvriers, soldats et paysans est non seulement un type plus élevé d'institution démocratique, mais aussi la forme susceptible d'assurer la réalisation la plus indolore du socialisme. (*Thèse sur l'Assemblée constituante.*)

V - La question paysanne

POSITION DE LA QUESTION

D'aucuns pensent que la base, le point de départ du léninisme est la question de la paysannerie, de son rôle, de son importance. C'est là une opinion erronée. La question fondamentale du léninisme, son point de départ est la question de la dictature du prolétariat, des conditions de son établissement et de sa consolidation. La question paysanne, en tant que question de la recherche d'un allié pour le prolétariat dans sa lutte pour le pouvoir, n'en est qu'un corollaire.

Néanmoins ce fait ne lui enlève rien de son importance pour la révolution prolétarienne. C'est à la veille de la révolution de 1905 que la question paysanne a commencé à attirer sérieusement l'attention des marxistes russes. La question du renversement du tsarisme et de la réalisation de l'hégémonie du prolétariat imposait alors au parti la recherche d'un allié pour le prolétariat dans la révolution bourgeoise imminente. La question paysanne a revêtu un caractère encore plus urgent en 1917, lorsque la question de l'instauration et du maintien de la dictature du prolétariat a posé la question des alliés éventuels de ce dernier dans la révolution prolétarienne imminente. Il est évident, en effet, que, si l'on se dispose à prendre le pouvoir, on a intérêt à connaître les alliés sur lesquels on peut compter.

En ce sens, la question paysanne est partie de la question générale de la dictature du prolétariat et, comme telle, représente une des questions les plus importantes du léninisme.

Si les partis de la II^e Internationale n'ont que de l'indifférence ou même de l'aversion pour la question paysanne, la raison n'en est pas seulement dans les conditions spéciales de l'Occident, mais surtout dans le fait que ces partis ne croient pas à la dictature du prolétariat, redoutent la révolution et ne songent nullement à mener le prolétariat à la conquête du pouvoir. Or, si l'on ne veut pas mener les prolétaires à la bataille, il est évidemment inutile de leur chercher des alliés. La II^e Internationale considère son attitude ironique envers la question paysanne comme l'indice du marxisme véritable. En réalité, il n'y a dans cette attitude rien de marxiste, car l'indifférence pour une question aussi importante, à la veille de la révolution prolétarienne, est une négation indirecte de la dictature du prolétariat, une trahison indubitable au marxisme.

Les possibilités révolutionnaires que recèle la paysannerie sont-elles *déjà épuisées* et si non, *y a-t-il un espoir, une raison* de les exploiter pour la révolution prolétarienne, de faire de la masse rurale, qui a été pendant les révolutions d'Occident et reste encore une réserve de forces pour la bourgeoisie, un allié du prolétariat ? C'est ainsi que se pose la question.

Le léninisme y répond affirmativement. En d'autres termes, il reconnaît que, parmi la majorité de la paysannerie exploitée, il existe des capacités révolutionnaires et qu'on peut les utiliser dans l'intérêt de la révolution prolétarienne. L'histoire des trois révolutions russes confirme entièrement ses déductions sur ce point.

De là, la nécessité de soutenir les masses rurales laborieuses dans leur lutte contre leur exploitation et leur oppression. Cela ne signifie pas, certes, que le prolétariat doive soutenir *tous* les mouvements paysans. Il doit soutenir ceux qui facilitent directement ou indirectement le mouvement émancipateur du prolétariat, profitent à la révolution prolétarienne, contribuent à faire de la paysannerie une réserve et une alliée de la classe ouvrière.

LA PAYSANNERIE PENDANT LA RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE-BOURGEOISE

Durant cette période, qui va de la révolution de 1905 à celle de février 1917 (incluse), la paysannerie s'affranchit de l'influence de la bourgeoisie libérale, se *détache* des cadets, *évolue* vers le prolétariat, vers le parti bolchevik. L'histoire de cette période est l'histoire de la lutte des cadets (bourgeoisie libérale) et des bolcheviks (prolétariat) pour la conquête de la paysannerie. La période parlementaire décida de l'issue de cette lutte. Les quatre Douma furent une excellente leçon de choses pour les paysans. Elles leur montrèrent qu'ils ne recevraient des cadets ni la terre, ni la liberté, que le tsar était entièrement pour les grands propriétaires fonciers, que les cadets soutenaient le tsar, que la seule force sur laquelle ils pussent compter était représentée par les ouvriers urbains, par le prolétariat. La guerre impérialiste ne fit que confirmer les enseignements de la période parlementaire ; elle acheva de détacher la paysannerie de la bourgeoisie et d'isoler les libéraux en montrant l'impossibilité d'obtenir la paix du tsar et de ses alliés bourgeois. Sans les leçons de choses de la période parlementaire, l'hégémonie du prolétariat eût été impossible.

C'est ainsi que se constitua l'alliance des ouvriers et des paysans dans la révolution démocratique bourgeoise. C'est ainsi que s'établit l'hégémonie du prolétariat dans la lutte commune pour le renversement du tsarisme, hégémonie qui amena la révolution de février 1917.

Les révolutions bourgeoises d'Occident (Angleterre, France, Allemagne, Autriche) avaient, on le sait, suivi une autre voie. Le rôle directeur y avait appartenu non pas au prolétariat, trop faible pour représenter une force politique indépendante, mais à la bourgeoisie libérale. Ce n'est pas par le prolétariat, peu nombreux et inorganisé, mais par la bourgeoisie, que la paysannerie avait été délivrée du joug de la féodalité. La paysannerie avait marché à l'assaut de l'ancien régime aux côtés de la bourgeoisie libérale. Elle avait été en Occident la réserve de la bourgeoisie. Par suite, la révolution avait eu pour résultat de renforcer considérablement l'importance politique de cette dernière.

En Russie, la révolution bourgeoise donna des résultats diamétralement opposés. Loin de renforcer politiquement la bourgeoisie, elle l'affaiblit et lui enleva sa réserve fondamentale, la paysannerie. Elle mit au premier plan non pas la bourgeoisie libérale, mais le prolétariat révolutionnaire autour duquel se rallia la masse rurale. Par suite, elle se transforma rapidement en révolution prolétarienne. L'hégémonie du prolétariat fut l'embryon de sa dictature.

Pourquoi la révolution russe a-t-elle suivi une voie si différente de celle des révolutions bourgeoises d'Occident ?

Parce qu'au moment où elle a éclaté en Russie, la lutte de classe y était plus développée que naguère en Occident. En 1917, en effet, le prolétariat russe avait déjà réussi à se constituer en force politique indépendante, tandis que la bourgeoisie libérale, effrayée par le révolutionnarisme du prolétariat, avait perdu tout caractère révolutionnaire et fait bloc avec le tsar et les seigneurs terriens contre les ouvriers et les paysans.

Pour bien comprendre le caractère spécial de la révolution bourgeoise russe, il convient de tenir compte des circonstances suivantes :

a) A la veille de la révolution, l'industrie était extraordinairement concentrée. Les entreprises de plus de 500 ouvriers chacune occupaient 54 % des ouvriers, alors que, dans un pays aussi développé que les Etats-Unis, elles n'en employaient que 33 %. Ce seul fait, allié à l'existence d'un parti aussi révolutionnaire que celui des bolcheviks, faisait de la classe ouvrière russe la plus grande force politique du pays;

b) Avec les formes monstrueuses de l'exploitation dans l'industrie, alliées à un régime policier intolérable, chaque grève sérieuse devenait un acte politique d'une importance immense contribuant à tremper la classe ouvrière et à en faire une force radicalement révolutionnaire;

c) Epouvantée par le révolutionnarisme du prolétariat, dépendant en outre étroitement de l'Etat qui lui fournissait des commandes, la bourgeoisie russe s'était faite depuis 1905 la servante du tsarisme;

d) Les survivances les plus odieuses du régime féodal dans la campagne, où le seigneur terrien était tout-puissant, ne pouvaient que rendre la révolution populaire parmi les paysans ;

e) Comprimant tout ce qu'il y avait de vivant dans la nation, le tsarisme, par son arbitraire, renforçait le joug du capitalisme et du propriétaire foncier — ce qui contribuait à fonder la lutte des ouvriers et des paysans en un torrent révolutionnaire unique ;

f) Transformant toutes ces contradictions de la vie politique russe en une crise révolutionnaire, la guerre impérialiste avait donné à la révolution une impulsion formidable.

Où la paysannerie pouvait-elle chercher un appui contre, l'omnipotence du propriétaire foncier, l'arbitraire du tsar, la guerre dévastatrice qui la ruinait ? Auprès de la bourgeoisie libérale ? Mais cette dernière était son ennemie — ce qu'avait prouvé éloquemment l'expérience des quatre Douma. Auprès des s.-r. ? Les s.-r., certes, valaient « mieux » que les cadets, leur programme « convenait » à peu près aux paysans ; mais que pouvaient-ils faire puisqu'ils ne s'appuyaient que sur la masse rurale et qu'ils étaient faibles dans les villes, base principale de la puissance de l'adversaire ! Où était la nouvelle force qui ne s'arrêterait devant rien, marcherait hardiment au premier rang dans la lutte contre le tsar et le seigneur terrien, aiderait la paysannerie à s'affranchir, à obtenir la terre, à sortir de la guerre ? Cette force, c'était le prolétariat qui, en 1905 déjà, avait montré sa vaillance, son esprit révolutionnaire, son aptitude à mener la lutte jusqu'au bout.

Voilà pourquoi la paysannerie, qui avait abandonné les cadets pour s'accrocher aux s.-r., comprit la nécessité de se soumettre à la direction d'un chef révolutionnaire aussi valeureux que le prolétariat russe.

Tels sont les facteurs qui ont déterminé le caractère spécial de la révolution bourgeoise russe.

LA PAYSANNERIE PENDANT LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Cette période est relativement courte (février-octobre 1917), mais, au point de vue de la formation politique des masses, les huit mois qu'elle englobe équivalent à des dizaines d'années ordinaires, car ce sont huit mois de *révolution*. De plus en plus, la paysannerie perd confiance dans les s.-r. et se détache de ces derniers pour se rapprocher du prolétariat, qui lui apparaît comme la seule force révolutionnaire véritable capable de donner la paix au pays. L'histoire de cette période est l'histoire de la lutte des s.-r. (démocratie petite-bourgeoise) et des bolcheviks (démocratie prolétarienne) pour la conquête de la majorité des paysans. Gouvernement de coalition, ministère Kérénsky, refus des s.-r. et des menchéviks de confisquer la terre des grands propriétaires, efforts des socialistes pour continuer la guerre, offensive de juin sur le front autrichien, rétablissement de la peine de mort pour les soldats, insurrection de Kornilov, tels furent les facteurs qui décidèrent de l'issue de cette lutte.

La question fondamentale, durant la période précédente, avait été celle du renversement de l'autocratie et du pouvoir des seigneurs terriens. Mais après la révolution de février, le tsar étant détrôné, la liquidation de la guerre, qui minait les forces vives du pays et ruinait les paysans, devenait la tâche essentielle de la révolution. Le centre de gravité n'était plus dans les questions d'ordre intérieur, mais dans la question de la guerre. « Terminons la guerre », tel était le cri général du pays épuisé et principalement de la masse rurale.

Mais, pour sortir de la guerre, il fallait abattre le Gouvernement provisoire, terrasser les s.-r. et les menchéviks, car c'étaient eux qui voulaient continuer la guerre jusqu'à « la victoire finale ». Pratiquement, l'unique moyen de terminer la guerre était de renverser la bourgeoisie.

Ce fut l'œuvre de la révolution prolétarienne, qui enleva le pouvoir à la dernière réserve de la bourgeoisie impérialiste, à sa fraction d'extrême gauche, les s.-r. et les menchéviks, pour le donner au parti du prolétariat révolutionnaire, opposé à la guerre impérialiste. La majorité des paysans soutint la lutte des ouvriers pour la paix et le pouvoir soviétiste.

Ainsi donc, le régime Kérénsky fut une excellente leçon de choses pour les masses laborieuses des campagnes, car il montra que les s.-r. et les menchéviks au pouvoir ne donneraient ni la paix au pays, ni la terre ni la liberté au *paysan*, qu'ils ne se distinguaient des cadets que par leurs discours doucereux et leurs promesses trompeuses, qu'en réalité, ils poursuivaient la même politique impérialiste, que le seul pouvoir capable de tirer la Russie de l'impasse était le pouvoir des soviets. La prolongation de la guerre ne fit que confirmer la justesse de cette leçon ; elle accéléra la révolution et poussa les masses rurales et les soldats à *faire bloc* avec le prolétariat. L'isolement des s.-r. et des menchéviks devint un

fait incontestable. Sans l'expérience de la période de coalition, la dictature du prolétariat eût été impossible.

Tels sont les facteurs qui ont facilité la transformation de la révolution bourgeoise en révolution prolétarienne

LA PAYSANNERIE APRÈS LA CONSOLIDATION DU POUVOIR SOVIÉTISTE

Après le renversement du tsarisme, suivi bientôt du renversement de la bourgeoisie et de la liquidation de la guerre impérialiste, le pouvoir soviétique a eu à soutenir une longue guerre civile, dont il est sorti victorieux et considérablement affermi. Les questions de l'organisation économique sont alors venues au premier plan. Accroître le rendement de l'industrie nationalisée ; la relier à cet effet avec l'économie paysanne par le commerce régularisé par l'Etat ; remplacer la réquisition des produits alimentaires par l'impôt en nature ; diminuer progressivement ce dernier de façon à réaliser l'échange équitable des produits industriels contre les produits agricoles ; intensifier le commerce et développer la coopération en y faisant participer la masse rurale : telles sont les mesures d'organisation économique préconisées par Lénine pour la pose des fondements de l'économie socialiste.

Mais cette tâche est-elle réalisable dans un pays rural comme la Russie ? Les sceptiques le nient, déclarant que la paysannerie se compose de petits producteurs et, par suite, ne peut être utilisée pour l'organisation des bases de la production socialiste.

Mais ils se trompent, car ils négligent certains facteurs d'une importance capitale en l'occurrence.

En premier lieu, on ne saurait assimiler la paysannerie de l'Union des Républiques soviétiques à la paysannerie d'Occident. Une paysannerie qui a traversé trois révolutions, qui a lutté contre le tsar et le pouvoir de la bourgeoisie avec le prolétariat et sous la direction de ce dernier, qui a reçu la terre et la paix grâce à la révolution prolétarienne et est devenue par suite un auxiliaire fidèle du prolétariat, est forcément différente d'une paysannerie qui a lutté pendant la révolution bourgeoise sous la direction de la bourgeoisie libérale, qui a reçu la terre des mains de cette bourgeoisie et est devenue par suite son appui. Redevable de sa liberté à son alliance politique avec le prolétariat qui l'a soutenue de toutes ses forces, la paysannerie russe ne peut pas ne pas comprendre qu'il est également de son intérêt de collaborer étroitement avec ce dernier dans le domaine économique.

Engels disait que « la conquête du pouvoir politique par le parti socialiste était l'œuvre de l'avenir prochain », qu'à cet effet « le parti devait aller de la ville au village et devenir fort dans la campagne ».

Les communistes russes ont suivi ce précepte : durant trois révolutions, ils n'ont cessé de travailler la campagne, où ils disposent maintenant d'une influence à laquelle nos camarades d'Occident n'osent même pas songer. Comment nier que ce fait est de nature à faciliter considérablement la collaboration économique des ouvriers et des paysans russes ?

Nos sceptiques affirment que l'existence du petit propriétaire rural représente un facteur incompatible avec l'organisation socialiste. Mais voyez ce que dit Engels à ce propos :

Nous sommes résolument pour le petit paysan. Nous ferons tout notre possible pour lui rendre la vie plus tolérable, pour lui faciliter l'association s'il le désire. Au cas où il ne s'y déciderait pas, nous lui donnerions le temps d'y réfléchir sur son lopin de terre. Nous agirons ainsi non seulement parce que nous considérons que le petit paysan autonome peut parfaitement se ranger de notre côté, mais aussi parce que c'est l'intérêt direct du parti. Plus nombreux seront les paysans que nous laisserons se prolétarianiser et que nous attirerons à nous lorsqu'ils sont encore des paysans, et plus la transformation sociale sera rapide et facile. Pour cette transformation, il est inutile d'attendre le moment où la production capitaliste sera développée partout jusqu'à ses extrêmes limites; où le dernier artisan et le dernier petit paysan tomberont victimes de la grande production capitaliste. Les sacrifices matériels que, dans l'intérêt des paysans, la société aura à supporter peuvent, du

point de vue de l'économie capitaliste, paraître un gaspillage d'argent; pourtant, c'est un excellent emploi du capital, parce que cela économisera une somme peut-être dix fois supérieure dans les dépenses nécessaires à la transformation de la société tout entière. C'est pourquoi, dans ce sens, nous pouvons être très généreux pour les paysans (*La question paysanne*).

Voilà ce que disait Engels au sujet de la paysannerie d'Occident. Mais n'est-il pas clair que cela ne peut être réalisé nulle part aussi facilement et aussi complètement que dans les pays de dictature du prolétariat ? N'est-il pas évident que c'est uniquement en Russie soviétiste que le « petit paysan autonome » peut passer peu à peu de notre côté, que les « sacrifices matériels nécessaires peuvent être faits, que « la générosité envers les paysans » est possible, que ces mesures en faveur des paysans et d'autres analogues sont déjà appliquées en Russie ? Comment nier que cette circonstance à son tour soit de nature à faciliter et à faire progresser l'organisation économique au pays des soviets ?

En second lieu, l'économie rurale russe ne saurait être assimilée à l'économie rurale d'Occident. Cette dernière se développe dans la ligne du capitalisme, amenant par suite la formation de domaines immenses, parallèlement à des parcelles infimes, et une différenciation profonde de la paysannerie (grands propriétaires terriens, petits cultivateurs, journaliers agricoles).

Il n'en est pas de même en Russie. Dans son évolution, l'économie rurale ne peut y suivre cette voie, par le simple fait de l'existence du pouvoir soviétiste et de la nationalisation des principaux instruments et moyens de production. Elle se développera par l'adhésion de la petite et de la moyenne paysannerie à la coopération, que soutiendra l'Etat en lui octroyant des crédits à des conditions favorables. Dans ses articles sur la coopération, Lénine a indiqué avec justesse que cette dernière devrait désormais suivre une nouvelle voie ; qu'il fallait par son intermédiaire attirer la majorité des paysans à l'œuvre de l'organisation socialiste, inculquer graduellement à la population rurale les principes du collectivisme, tout d'abord dans le domaine de la vente, puis dans celui de la production des produits agricoles.

L'action de la coopération agricole est, sous ce rapport, extrêmement intéressante. Il s'est formé au sein du *Selsko-soyouz* de nouvelles grandes organisations pour les différentes branches de l'économie rurale : lin, pommes de terre, beurre, etc. Parmi ces organisations qui ont le plus grand avenir, la Coopération Centrale du Lin, par exemple, englobe tout un réseau de sociétés de producteurs de lin. Fournissant aux paysans des graines et des instruments, elle leur achète ensuite toute leur production linière, qu'elle écoule en gros sur le marché, leur assure une participation aux profits et relie ainsi l'économie paysanne par le *Selsko-soyouz* à l'industrie étatique. Cette forme d'organisation de la production est un des nombreux indices de la voie dans laquelle se développera l'économie rurale en Russie.

Il est évident que la paysannerie s'engagera volontiers dans cette voie, qui la garantira de la restauration de la grande propriété foncière, de l'esclavage salarié, de la misère et de la ruine.

Voici ce que dit Lénine du rôle de la coopération :

Possession par l'Etat des principaux instruments de production, possession du pouvoir politique par le prolétariat, alliance de ce prolétariat avec la masse immense des petits paysans qu'il dirige, n'est-ce pas là tout ce qu'il nous faut pour pouvoir, avec la seule coopération (que nous traitons auparavant de mercantile et que nous avons maintenant jusqu'à un certain point le droit de traiter ainsi sous la *Nep*), procéder à la construction pratique de la société socialiste ? Ce n'est pas là encore la construction de la société socialiste, mais c'est tout ce qui est nécessaire et suffisant pour cette construction (*De la Coopération*.)

Parlant ensuite de la nécessité de soutenir la coopération par une aide financière et autre, préconisant la coopération comme « nouveau principe de l'organisation de la population » et nouveau « régime social » sous la dictature du prolétariat, Lénine déclare :

Chaque régime social ne surgit qu'avec l'aide financière d'une classe déterminée. Inutile de rappeler les centaines de millions de roubles qu'a coûtés la naissance du capitalisme « libre ». Maintenant, nous devons comprendre que le régime social que nous devons soutenir plus que tout est le régime coopératif. Mais il faut le soutenir au sens véritable du mot; en d'autres termes, il ne s'agit pas de soutenir un mode quelconque de coopération ; il s'agit de soutenir une coopération à laquelle participe effectivement la masse de la population (*De la Coopération.*)

Que montrent tous ces faits ?

Que les sceptiques ont tort.

Que le léninisme a raison de considérer les masses paysannes laborieuses comme la réserve du prolétariat.

Que le prolétariat au pouvoir peut et doit utiliser cette réserve pour souder l'industrie à l'économie rurale et poser solidement les fondations de l'économie socialiste.

VI - La question nationale

POSITION DE LA QUESTION

Au cours des vingt dernières années, la question nationale a subi une série de modifications extrêmement importantes. Actuellement, par son ampleur comme par son caractère interne, elle diffère profondément de ce qu'elle était sous la II^e Internationale.

Elle était alors limitée presque exclusivement à la question de l'oppression des nationalités « cultivées ». Irlandais, Hongrois, Polonais, Finlandais, Serbes : tels étaient les principaux peuples plus ou moins asservis dont le sort intéressait la II^e Internationale. Quant aux centaines de millions d'Asiatiques et d'Africains, écrasés sous le joug le plus brutal, presque personne ne s'en souciait. Il semblait impossible de mettre sur le même plan les blancs et les noirs, les « civilisés » et les « sauvages ». L'action de la II^e Internationale en faveur des colonies se bornait à de rares et vagues résolutions où la question de l'émancipation des colonies était soigneusement évitée.

Cet opportunisme dans la question nationale a vécu. Le léninisme l'a démasqué; il a détruit la barrière entre blancs et noirs, Européens et exotiques, assimilé les esclaves « civilisés » aux esclaves « non civilisés » de l'impérialisme et relié ainsi la question nationale à la question coloniale. Par, là même, la question nationale est devenue une question internationale : celle de la libération des peuples opprimés des colonies et des pays asservis par l'impérialisme.

Jadis, le droit des nations à disposer d'elles-mêmes était fréquemment réduit au droit à l'autonomie. Certains leaders de la II^e Internationale allaient même jusqu'à le transformer en droit à l'autonomie culturelle ; autrement dit, ils accordaient aux nations opprimées le droit d'avoir leurs institutions culturelles, mais leur refusaient celui de se libérer du joug politique de la nation dominante. Par suite, le principe du droit des nations à disposer d'elles-mêmes risquait de servir à justifier les annexions. Cette confusion est maintenant dissipée. Le léninisme a élargi la conception du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; il a reconnu aux colonies et aux pays assujettis le droit de se séparer complètement de l'Etat auquel ils sont rattachés, de se constituer en Etats indépendants. Par là même a été écartée la possibilité de justifier les annexions. Et ainsi, le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui, durant la guerre impérialiste, a été aux mains des social-patriotes un instrument de duperie des masses, sert maintenant à dévoiler les tendances impérialistes et les manœuvres chauvines, et représente un instrument d'éducation politique des masses dans l'esprit de l'internationalisme.

Auparavant, la question des nations opprimées était ordinairement considérée comme une question juridique. Proclamation solennelle de l'égalité des citoyens, d'un même pays, déclarations

innombrables sur l'égalité des nations ; voilà ce à quoi s'amusaient les partis de la II^e Internationale, voilant soigneusement le fait que, sous l'impérialisme, qui permet à quelques peuples de vivre de l'exploitation des autres, « l'égalité des nations » n'est qu'une fiction. Le léninisme a démasqué l'hypocrisie de ce point de vue juridique dans la question nationale. Il a montré que, sans un appui direct des partis prolétariens à la lutte des peuples opprimés, les déclarations pompeuses sur l'égalité des nations n'étaient que des phrases mensongères. Ainsi, la question des nations opprimées est devenue la question du soutien constant des peuples opprimés dans leur lutte contre l'impérialisme pour leur indépendance nationale.

Pour le réformisme, la question nationale était une question indépendante, sans rapport avec la question de la domination du capital, du renversement de l'impérialisme, de la révolution prolétarienne. On admettait tacitement que la victoire du prolétariat en Europe est possible sans une alliance directe avec le mouvement de libération nationale des colonies, que la solution de la question coloniale peut être trouvée en dehors de la révolution prolétarienne, en dehors de la lutte contre l'impérialisme. Ce point de vue antirévolutionnaire est maintenant démasqué. Le léninisme a prouvé et la guerre impérialiste et la révolution en Russie ont confirmé que la question nationale ne peut être résolue que sur le terrain de la révolution prolétarienne, que la victoire de la révolution en Occident exige l'alliance du prolétariat européen avec le mouvement des colonies et des pays assujettis contre l'impérialisme. La question nationale est partie de la question générale de la révolution prolétarienne, partie de la question de la dictature du prolétariat.

Existe-t-il dans le mouvement d'indépendance nationale des pays opprimés des possibilités révolutionnaires, et, si oui, y a-t-il lieu de les utiliser pour la révolution prolétarienne, de transformer les pays coloniaux et assujettis, de réserver de la bourgeoisie impérialiste, en alliés du prolétariat révolutionnaire ? C'est ainsi que se pose la question.

Le léninisme y répond affirmativement; autrement dit, il reconnaît l'existence de ces possibilités révolutionnaires et juge nécessaire de les utiliser pour le renversement de l'ennemi commun, l'impérialisme. Le mécanisme du développement de l'impérialisme, la guerre impérialiste et la révolution russe confirment entièrement les déductions du léninisme sur ce sujet.

De là, pour le prolétariat, la nécessité de soutenir activement, résolument le mouvement libérateur des peuples opprimés.

Il ne s'ensuit pas évidemment que le prolétariat doit soutenir *n'importe quel* mouvement national. Il doit appuyer ceux qui tendent à l'affaiblissement, au renversement de l'impérialisme et non à son maintien et à sa consolidation. Il arrive que les mouvements nationaux de certains pays opprimés soient en conflit avec les intérêts du mouvement prolétarien. Dans ces cas, il ne saurait être question de les soutenir. La question des droits d'une nation n'est pas une question isolée, indépendante, mais une partie de la question générale de la révolution prolétarienne. Par suite, elle doit être adaptée, subordonnée à cette dernière. Vers 1850, Marx était pour le mouvement national des Polonais et des Hongrois contre celui des Tchèques et des Slaves du Sud. Pourquoi ? Parce que ces derniers étaient alors des « peuples réactionnaires », des avant-postes de la Russie autocratique en Europe, alors que les Polonais et les Hongrois étaient des « peuples révolutionnaires », luttant contre l'autocratie. Parce que soutenir alors le mouvement national des Tchèques et des Slaves du Sud, c'eût été soutenir indirectement le tsarisme, l'ennemi le plus dangereux du mouvement révolutionnaire en Europe.

Les différentes revendications de la démocratie, et entre autres le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ne sont pas un absolu, mais une parcelle du mouvement démocratique (socialiste) mondial. Il est possible que dans certains cas la partie soit en contradiction avec le tout, et alors il faut la rejeter. (Lénine : *Le bilan de la discussion.*)

Ainsi donc, envisagés non pas au point de vue formel du droit abstrait, mais sous l'angle de la réalité, au point de vue des intérêts du mouvement révolutionnaire, certains mouvements nationaux peuvent avoir un caractère réactionnaire.

De même, le caractère incontestablement révolutionnaire de la plupart des mouvements nationaux est aussi relatif et particulier que le réactionnarisme de certains autres. Pour être révolutionnaire, un mouvement national ne doit pas nécessairement être composé d'éléments prolétariens, avoir un programme révolutionnaire ou républicain, une base démocratique. La lutte de l'émir d'Afghanistan pour l'indépendance de son pays est objectivement une lutte *révolutionnaire* malgré le monarchisme de l'émir et de ses lieutenants, car elle affaiblit, désagrège, sape l'impérialisme, alors que la lutte de démocrates, de « socialistes », de « révolutionnaires » et de républicains comme Kérénsky et Tséréteïli, Renaudel et Scheidemann, Tchernov et Dan, Henderson et Clynes pendant la guerre impérialiste était une lutte *réactionnaire*, car elle avait pour résultat de farder l'impérialisme, de le consolider, d'amener sa victoire. De même, la lutte des marchands et intellectuels bourgeois égyptiens pour l'indépendance de l'Égypte est une lutte objectivement *révolutionnaire*, malgré l'origine et la condition bourgeoises des leaders du mouvement national, malgré leur opposition au socialisme, alors que la lutte du gouvernement ouvrier anglais pour le maintien de l'Égypte sous la tutelle de la Grande-Bretagne est une lutte *réactionnaire*, malgré l'origine et la condition prolétariennes des membres de ce gouvernement, malgré leurs soi-disant convictions socialistes. De même, le mouvement national des autres grands pays coloniaux et assujettis de l'Inde et la Chine n'en est pas moins, si même il contredit les principes de la démocratie formelle, un coup direct contre l'impérialisme, partant un mouvement *révolutionnaire*.

Lénine a raison de dire qu'il faut envisager le mouvement national des peuples opprimés non pas du point de vue de la démocratie formelle, mais du point de vue de ses résultats effectifs dans la lutte générale contre l'impérialisme ; autrement dit, il faut apprécier ce mouvement « non pas isolément, mais sur l'échelle mondiale ».

LE MOUVEMENT LIBÉRATEUR DES PEUPLES OPPRIMÉS ET LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Dans la solution de la question nationale, le léninisme part des thèses suivantes :

- a) Le monde est divisé en deux camps : d'un côté, une infime minorité de nations civilisées détenant la presque totalité du capital financier et exploitant le reste de la population du globe ; de l'autre, les peuples opprimés et exploités des colonies et des pays assujettis, qui forment la majorité de la population ;
- b) Les colonies et les pays assujettis et exploités par le capital financier constituent une immense réserve de forces pour l'impérialisme ;
- c) Ce n'est que par la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme que les peuples opprimés des pays coloniaux et assujettis arriveront à se libérer du joug et de l'exploitation ;
- d) Les principaux peuples assujettis sont déjà entrés dans la voie du mouvement libérateur national, qui doit infailliblement amener la crise du capitalisme mondial ;
- e) Les intérêts du mouvement prolétarien dans les pays avancés et du mouvement national dans les colonies exigent que ces deux mouvements révolutionnaires fassent front unique contre l'ennemi commun, l'impérialisme ;
- f) La victoire de la classe ouvrière dans les pays avancés et la libération des peuples opprimés par l'impérialisme sont impossibles sans la formation et la consolidation d'un front révolutionnaire commun ;
- g) La formation d'un front révolutionnaire commun n'est possible que si le prolétariat des pays oppresseurs soutient directement et résolument le mouvement d'indépendance nationale des peuples opprimés contre l'impérialisme de la métropole, car « un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre » (Marx) ;

- h) Ce soutien consiste dans la défense, l'application du principe du droit des nations à se séparer de la métropole, à se constituer en Etats indépendants ;
- i) Sans l'application de ce principe, il est impossible de réaliser l'union des nations en une économie mondiale unique, base matérielle de la victoire socialiste ;
- j) Cette union ne peut être que volontaire, fondée sur la confiance mutuelle et les rapports fraternels des différents peuples.

De là, deux tendances dans la question nationale : la tendance à l'émancipation politique du joug de l'impérialisme et à la création d'Etats nationaux indépendants, tendance qui a sa source dans une réaction contre l'oppression impérialiste et l'exploitation coloniale, et la tendance au rapprochement économique des nations, tendance déterminée par la formation d'un marché mondial et d'une économie mondiale.

L'histoire du capitalisme nous montre deux tendances dans la question nationale. La première, c'est l'éveil de la vie nationale et des mouvements nationaux, la lutte contre toute oppression nationale, la création d'Etats nationaux. La seconde, c'est le développement des relations de toute sorte entre les nations, la destruction des barrières nationales, la création de l'unité internationale du capital, de l'unité économique, politique, scientifique, etc. Ces deux tendances sont la loi mondiale du capitalisme. La première prédomine au début de son développement; la seconde caractérise la maturité du capitalisme qui marche à sa transformation en société socialiste. (Lénine : *Remarques critiques.*)

Pour l'impérialisme, ces deux tendances représentent des contradictions irréductibles, car il ne peut vivre sans exploiter les colonies, sans les maintenir par la force dans le cadre d'un « tout unique » ; il ne peut rapprocher les nations que par des annexions et des extensions coloniales, sans lesquelles il ne saurait se concevoir.

Pour le communisme, au contraire, ces tendances ne sont que les deux phases d'un seul processus : celui de l'émancipation des peuples opprimés du joug de l'impérialisme. Nous savons, en effet, que la fusion économique universelle n'est possible que sur les bases de la confiance mutuelle et en vertu d'un accord librement consenti, que la formation d'une union volontaire des peuples doit être précédée de la séparation des colonies d'avec le « tout » impérialiste « unique », de la transformation de ces colonies en Etats indépendants.

De là, la nécessité d'une lutte incessante, acharnée contre le chauvinisme des « socialistes » des grandes puissances (Angleterre, France, Amérique, Italie, Japon, etc.) qui ne veulent pas combattre leurs gouvernements impérialistes et soutenir la lutte des colonies opprimées pour leur affranchissement, leur séparation d'avec la métropole.

Sans cette lutte, il est impossible d'éduquer la classe ouvrière des nations dominantes dans l'esprit de l'internationalisme véritable, de la rapprocher des masses laborieuses des colonies et des pays assujettis, de la préparer à la révolution prolétarienne. La révolution n'aurait pas triomphé en Russie, Koltchak et Dénikine n'auraient pas été vaincus si le prolétariat russe n'avait eu pour lui la sympathie et l'appui des peuples opprimés de l'ancien empire tsariste. Mais, pour obtenir leur sympathie et leur appui, il a dû d'abord briser leurs chaînes, les libérer du joug de l'impérialisme russe. Sans cela, il aurait été impossible d'asseoir solidement le pouvoir soviétiste, d'implanter l'internationalisme véritable et de créer cette remarquable organisation de collaboration des peuples qui s'appelle l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et qui représente le prototype de l'union future des peuples dans une économie mondiale.

De là, la nécessité de combattre dans les pays opprimés l'étroitesse des socialistes qui ne voient que leurs intérêts nationaux directs, se renferment dans leur action locale et ne veulent pas comprendre la liaison du mouvement libérateur de leur pays avec le mouvement prolétarien des pays dominants.

Sinon, il est impossible de maintenir la solidarité de classe du prolétariat des nations opprimées avec celui des pays dominants dans leur lutte contre leur ennemi commun, l'impérialisme ; sinon il est impossible de réaliser l'internationalisme.

Telle est la voie à suivre pour l'éducation des masses laborieuses des nations opprimées et des nations dominantes dans l'esprit de l'internationalisme révolutionnaire. Voici ce que dit Lénine de cette éducation :

Cette éducation peut-elle être identique dans les grandes nations qui en oppriment d'autres et dans les petites nations opprimées, dans les pays qui annexent et dans les pays annexés ?

Evidemment non. La marche vers un but unique : l'égalité complète, le rapprochement étroit, la fusion de toutes les nations, peut emprunter divers chemins. Ainsi, pour arriver à un point situé au centre d'une page, on peut partir du bord gauche ou droit de cette page. Si, prêchant la fusion des peuples, le socialiste d'un grand pays oppresseur oublie que Nicolas II, Guillaume, George V, Poincaré et autres sont aussi pour la « fusion » avec les petites nations (au moyen de l'annexion), que Nicolas II est pour la « fusion » avec la Belgique, etc., il ne sera, en théorie, qu'un doctrinaire ridicule et, en pratique, qu'un auxiliaire de l'impérialisme.

Le centre de gravité de l'éducation internationaliste des ouvriers dans les pays oppresseurs doit résider dans la propagande et le soutien effectif du droit des peuples opprimés de se séparer de la métropole. Sans cela, il n'y a pas d'internationalisme possible. Nous pouvons et devons traiter d'impérialiste et de coquin tout socialiste d'un Etat oppresseur s'il ne fait pas cette propagande. Le droit de séparation d'avec la métropole est une revendication indispensable, quoique jusqu'à l'avènement du socialisme cette séparation ne soit possible que dans un cas sur mille.

Au contraire, le socialiste d'une petite nation doit reporter le centre de gravité de son agitation sur la deuxième partie de notre formule : « union volontaire » des nations. Il peut être, sans violer ses devoirs d'internationaliste, et pour l'indépendance politique de sa nation et pour son inclusion dans un Etat voisin quelconque. Mais, dans tous les cas, il doit lutter contre l'étroitesse nationale, ne pas se renfermer dans son mouvement, envisager l'ensemble du mouvement, comprendre qu'il faut subordonner l'intérêt particulier à l'intérêt général.

Les gens qui n'ont pas approfondi la question voient une « contradiction » dans le fait que les socialistes des Etats oppresseurs doivent réclamer la « liberté de séparation », et les socialistes des nations opprimées la « liberté d'union » avec un autre peuple. Mais il suffit d'un peu de réflexion pour voir qu'il n'est pas d'autre voie vers l'internationalisme et la fusion des nations que celle que nous indiquons dans notre thèse. (Lénine : *Le bilan de la discussion.*)

VII - Stratégie et tactique

LA STRATÉGIE ET LA TACTIQUE, SCIENCE DE LA DIRECTION DE LA LUTTE DE CLASSE DU PROLÉTARIAT

La période de la II^e Internationale a été par excellence celle de la formation et de l'instruction des armées prolétariennes à une époque de tranquillité relative. Le parlementarisme était alors la forme principale de la lutte de classe. Les grands conflits de classe, la préparation aux batailles révolutionnaires, les moyens d'instauration de la dictature du prolétariat n'étaient pas à l'ordre du jour. On se bornait à profiter des possibilités légales pour la formation et l'instruction des armées prolétariennes, à utiliser le parlementarisme dans le cadre d'un régime qui restreignait et semblait devoir restreindre indéfiniment le prolétariat au rôle d'opposition. Il est évident que dans une telle période et avec une telle conception des tâches du prolétariat, il ne pouvait y avoir ni stratégie ni tactique véritables, mais seulement des fragments de tactique et de stratégie.

La grande faute de la II^e Internationale n'est pas d'avoir utilisé les formes parlementaires de lutte, mais d'en avoir surestimé l'importance, de les avoir considérées presque comme les seules possibles et,

quand vint la période des combats révolutionnaires, de la lutte extra-parlementaire, de s'être dérobée, refusée à l'accomplissement de ses nouvelles tâches.

Ce n'est qu'à la période suivante, période de l'action directe, de la révolution prolétarienne, où le renversement de la bourgeoisie s'imposa comme une nécessité, où la question des réserves du prolétariat (stratégie) s'avéra urgente, où les formes de lutte et d'organisation — parlementaires et extra-parlementaires (tactique) — se manifestèrent nettement, que pouvaient s'élaborer une stratégie et une tactique véritables de la lutte du prolétariat. C'est alors que Lénine fit revivre les pensées géniales de Marx et d'Engels sur la tactique et la stratégie, dissimulées par les opportunistes de la II^e Internationale. Mais il ne se borna pas à reprendre leurs thèses. Il les développa, les compléta et les réunit en un système de règles et de préceptes pour la direction de la lutte de classe du prolétariat. Des ouvrages comme : *Que faire ? Deux tactiques, L'impérialisme, L'Etat et la révolution, La révolution prolétarienne, La maladie infantile* sont incontestablement un apport extrêmement précieux à l'arsenal du marxisme. La stratégie et la tactiques léninistes sont la science de la lutte révolutionnaire du prolétariat.

LES ÉTAPES DE LA RÉVOLUTION

La stratégie consiste à déterminer la direction du coup principal du prolétariat et à régler en conséquence la disposition des forces révolutionnaires au cours d'une étape donnée de la révolution.

Notre révolution a varié dans sa stratégie suivant les étapes qu'elle a traversées.

Première étape : 1903-février 1917. But : renverser le tsarisme, abolir les dernières survivances féodales. Force essentielle de la révolution : le prolétariat. Réserve directe: la paysannerie. Coup principal : isoler la bourgeoisie monarchiste libérale qui s'efforçait de gagner la paysannerie et de liquider la révolution par un *accord* avec le tsarisme. Disposition des forces : alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie. « Le prolétariat doit pousser à fond la révolution démocratique en ralliant à lui la masse de la paysannerie pour écraser la résistance de l'autocratie et paralyser la bourgeoisie instable » (*Deux tactiques*).

Deuxième étape : mars 1917-octobre 1917. But : renverser l'impérialisme en Russie et sortir de la guerre impérialiste. Force essentielle de la révolution : le prolétariat. Réserve directe : les couches pauvres de la paysannerie. Réserve probable : le prolétariat des pays voisins. Circonstances favorables : la prolongation de la guerre et la crise de l'impérialisme. Coup principal : isoler la démocratie petite-bourgeoise (menchéviks, s.-r.) s'efforçant de gagner les masses rurales laborieuses et de terminer la révolution par un *accord* avec l'impérialisme. Disposition des forces : alliance du prolétariat et des paysans pauvres.

Le prolétariat doit accomplir la révolution socialiste en ralliant à lui la masse des éléments semi-prolétariens de la campagne afin de briser par la force la résistance de la bourgeoisie et de paralyser la paysannerie et la petite-bourgeoisie instable. (Lénine : *Deux tactiques*.)

Troisième étape (consécutive à la révolution d'Octobre). But : consolider la dictature du prolétariat dans un pays. La révolution ne reste pas limitée à une seule contrée, elle entre dans sa phase mondiale. Forces essentielles : la dictature du prolétariat dans un pays, le mouvement révolutionnaire du prolétariat dans les autres. Principales réserves : les masses semi-prolétariennes et les petits paysans dans les pays avancés, le mouvement national dans les colonies et les pays asservis. Coup principal : isoler la démocratie petite-bourgeoise, les partis de la II^e Internationale, promoteurs de la politique de *conciliation* avec l'impérialisme. Disposition des forces : alliance de la révolution prolétarienne avec le mouvement national des colonies et des pays asservis.

La stratégie porte sur les forces essentielles de la révolution et ses réserves. Restant la même durant une étape donnée, elle change à chaque nouvelle étape de la révolution.

LES POUSSÉES ET LES DÉPRESSIONS DU MOUVEMENT ET LA TACTIQUE

La tactique consiste à déterminer la ligne de conduite du prolétariat pendant une période relativement courte de flux ou de reflux, d'ascension ou de dépression du mouvement révolutionnaire, à suivre cette ligne en remplaçant les anciens mots d'ordre, formes de lutte et d'organisation, par de nouveaux, en alliant ces formes les unes aux autres, etc. Si la tragédie a pour but, par exemple, de mener jusqu'au bout et de gagner la guerre contre le tsarisme ou la bourgeoisie, la tactique, elle, s'assigne des objectifs plus restreints. Elle s'efforce de gagner telle ou telle bataille, de faire aboutir telle ou telle campagne, telle ou telle intervention appropriée à la situation pendant une période donnée de poussée ou de dépression révolutionnaire. Elle est partie de la stratégie et, comme telle, subordonnée à cette dernière. La tactique varie selon les périodes de poussée ou de dépression. Ainsi, dans la première étape de la révolution (1903-février 1917), elle a varié à maintes reprises, alors que le plan stratégique restait inchangé. De 1903 à 1905, elle était offensive, car alors le mouvement se développait. Grèves politiques locales, manifestations politiques, grève politique générale, boycottage de la Douma, insurrection, mois d'ordre révolutionnaires de combat : telles sont alors les formes successives de la lutte révolutionnaire, parallèlement auxquelles varient les formes d'organisation. Comités d'usines, comités paysans révolutionnaires, comités de grève, soviets des députés ouvriers, parti ouvrier agissant plus ou moins ouvertement: telles sont les formes d'organisation durant cette période.

De 1907 à 1912, le mouvement traversant une phase de dépression, le parti fut obligé d'adopter la tactique de la retraite. Par suite, les formes de lutte et d'organisation changèrent. Le boycottage du Parlement fit place à la participation à la Douma, l'action révolutionnaire directe aux interventions et au travail parlementaires, la grève politique générale aux grèves économiques partielles, ou même au calme complet. Le parti fut réduit à l'action clandestine et les organisations révolutionnaires de masse remplacées par différentes organisations légales (sociétés d'éducation, coopératives, caisses d'assurance, etc.).

De même, au cours de la deuxième et de la troisième étapes de la révolution, la tactique changea fréquemment alors que la stratégie restait invariable.

La tactique a pour objet les formes de la lutte et de l'organisation du prolétariat, qu'elle allie ou substitue les unes aux autres suivant la situation. Dans une étape donnée de la révolution, elle varie en fonction de la poussée ou de la dépression du mouvement.

LA DIRECTION STRATÉGIQUE

Les réserves de la révolution sont :

Directes : a) paysannerie et couches intermédiaires de la population ; b) prolétariat des pays voisins ; c) mouvement révolutionnaire dans les colonies et les pays assujettis ; d) dictature du prolétariat. Le prolétariat, tout en conservant sa suprématie, peut renoncer temporairement à une partie de ces réserves, afin de neutraliser un adversaire puissant ou d'en obtenir une trêve.

Indirectes : a) antagonismes et conflits entre les classes indigènes non-prolétariennes, susceptibles d'être utilisés par le prolétariat pour affaiblir l'adversaire et renforcer ses propres réserves ; b) antagonismes, conflits et guerres qui éclatent entre les Etats bourgeois hostiles à l'Etat prolétarien, et que le prolétariat peut utiliser pour mener son offensive ou couvrir sa retraite.

L'importance des réserves directes est évidente. Quant à celle des réserves indirectes, quoiqu'elle n'apparaisse pas toujours clairement, elle est capitale pour la révolution. On ne saurait nier, par exemple, l'importance immense du conflit entre la démocratie petite-bourgeoise (s.-r.) et la bourgeoisie monarchiste libérale (cadets) pendant et après la première révolution, conflit qui a incontestablement contribué à soustraire la paysannerie à l'influence de la bourgeoisie. De même, la guerre à mort que se livraient les principaux groupes impérialistes au moment de la révolution

d'Octobre les empêcha de concentrer leurs forces contre la Russie soviétiste et permit au prolétariat d'organiser les siennes, de consolider son pouvoir et de préparer l'écrasement de Koltchak et de Dénikine. Maintenant que les antagonismes entre les groupes impérialistes s'accroissent au point de rendre une nouvelle guerre inévitable, ces réserves indirectes auront pour le prolétariat une importance de plus en plus grande.

La direction stratégique consiste à utiliser rationnellement toutes ces réserves pour atteindre le but essentiel de la révolution au cours d'une étape donnée.

En quoi consiste principalement l'utilisation rationnelle des réserves ?

Premièrement, à concentrer le gros de ses forces sur le point le plus vulnérable de l'adversaire au moment décisif, lorsque la révolution est déjà mûre, que l'offensive se développe, que l'insurrection va éclater et que le ralliement des réserves à l'avant-garde est nécessaire pour assurer le succès. Comme exemple, nous prendrons la stratégie du parti, d'avril à octobre 1917. Le point le plus vulnérable de l'adversaire était alors incontestablement la guerre. Aussi le parti, sur cette question, rassembla-t-il autour de l'avant-garde prolétarienne la masse de la population. Sa stratégie consista à former, à entraîner l'avant-garde par des démonstrations, des manifestations et des actions de rue, et, par l'intermédiaire des soviets à l'arrière et des comités de soldats sur le front, à rallier les réserves autour de l'avant-garde. L'issue de la révolution a montré la justesse de cette stratégie.

Voici ce que, paraphrasant les thèses de Marx et Engels sur l'insurrection, Lénine dit de cette utilisation des forces de la révolution :

Ne jamais jouer avec l'insurrection et, lorsqu'on la commence, être bien pénétré de l'idée qu'elle doit être menée jusqu'au bout. Rassembler, à l'endroit et au moment décisifs, des forces de beaucoup supérieures à celles de l'ennemi; sinon, ce dernier, mieux préparé, mieux organisé, anéantira les insurgés. L'insurrection une fois commencée, agir avec le maximum de vigueur et prendre, coûte que coûte, l'offensive. « La défensive est la mort de l'insurrection. » S'efforcer de prendre l'ennemi au dépourvu, de profiter du moment où ses troupes sont dispersées. Remporter chaque jour des succès, même peu considérables (on pourrait même dire « chaque heure » s'il s'agit d'une seule ville), et conserver à tout prix la « supériorité morale ». (Lénine : *Sur la route de l'insurrection.*)

Deuxièmement, à bien choisir le moment du coup décisif, le moment de l'insurrection, qui doit être celui où la crise a atteint son plus extrême degré d'acuité, où l'avant-garde, sûre de l'appui de ses réserves, est prête à se battre jusqu'au bout, où le désarroi est le plus fort dans les rangs de l'adversaire.

On peut considérer le moment venu pour la bataille décisive lorsque toutes les forces de classes qui nous sont hostiles se sont suffisamment entre-déchirées, affaiblies dans leur lutte mutuelle; lorsque tous les éléments intermédiaires hésitants et instables, c'est-à-dire la petite bourgeoisie, la démocratie petite-bourgeoise, se sont suffisamment démasqués, déconsidérés par leur faillite dans la pratique; lorsque l'ensemble du prolétariat commence à réclamer les actes révolutionnaires les plus décisifs contre la bourgeoisie. Alors, la révolution est mûre; alors, si nous avons bien tenu compte de toutes les conditions énoncées plus haut et bien choisi le moment, notre victoire est assurée (*La maladie infantile du communisme*).

L'insurrection d'Octobre peut être considérée comme un modèle de l'application de cette stratégie.

Si le parti n'observe pas cette deuxième condition, il commet, soit en retardant sur le mouvement, soit en le devançant par trop, une faute dangereuse, susceptible d'entraîner un échec. Un exemple de cette faute, c'est-à-dire du choix inopportun du moment de l'insurrection: la tentative d'une partie de nos camarades de commencer l'insurrection par l'arrestation de la Conférence démocratique en août 1917, alors qu'il régnait encore une certaine hésitation dans les soviets, que nous étions à un tournant et que les réserves n'avaient pas encore rallié l'avant-garde.

Troisièmement, à suivre invariablement, malgré tous les obstacles, la direction une fois adoptée afin que l'avant-garde ne perde pas de vue le but essentiel de la lutte et que les masses marchent sans dévier vers ce but en s'efforçant de se grouper le plus étroitement possible autour de l'avant-garde. La violation de cette règle est des plus dangereuses, car elle amène la « perte de la direction ». Un exemple : la décision prise par notre parti, immédiatement après la Conférence démocratique, de participer au Pré-Parlement. A ce moment, le parti semblait avoir oublié que la création du Pré-Parlement était uniquement une tentative de la bourgeoisie de faire dévier le pays de la voie des soviets pour l'entraîner dans celle du parlementarisme bourgeois, que sa participation à une telle institution pouvait brouiller toutes les cartes et dévoyer les ouvriers et les paysans menant la lutte révolutionnaire sous le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets ». Cette faute fut réparée par la sortie des bolcheviks du Pré-Parlement.

Quatrièmement, à manœuvrer avec ses réserves lorsque l'ennemi est supérieur en force, qu'il est notoirement désavantageux d'accepter la bataille et que la retraite, vu la corrélation des forces, est le seul moyen pour l'avant-garde d'échapper à l'écrasement et de conserver ses réserves

Les partis révolutionnaires doivent parachever leur instruction. Ils ont appris à mener l'offensive. Maintenant, ils doivent comprendre la nécessité de compléter cette science par celle de la retraite. Instruite par une amère expérience, la classe révolutionnaire commence à comprendre qu'il est impossible de vaincre sans connaître à la fois l'art de l'offensive et celui de la retraite (*La maladie infantile du communisme*).

Le but de cette stratégie est de gagner du temps, de désagréger l'adversaire et d'accumuler des forces pour passer ensuite à l'offensive. Ainsi la conclusion de la paix de Brest permit au parti de gagner du temps, d'exploiter les conflits de l'impérialisme, de désagréger les forces de l'adversaire, de conserver la paysannerie et de préparer l'offensive contre Koltchak et Dénikine.

En concluant une paix séparée, nous nous libérons, autant qu'il est possible à l'heure actuelle, des deux groupes impérialistes belligérants, nous exploitons leur hostilité, leur guerre qui les empêche jusqu'à un certain point de conclure un accord contre nous, nous nous assurons une période de tranquillité qui nous permettra de poursuivre et de consolider la révolution socialiste. (Lénine : *Thèses sur la paix*.)

Maintenant — disait Lénine trois ans après Brest-Litovsk — les imbéciles eux-mêmes voient que la paix de Brest était une concession qui nous a renforcés et a morcelé les forces de l'impérialisme international (*Les nouveaux temps*).

LA DIRECTION TACTIQUE

La direction tactique est une partie de la direction stratégique, à laquelle elle est subordonnée. Elle consiste à assurer l'utilisation rationnelle de toutes les formes de lutte et d'organisation du prolétariat afin d'obtenir, dans une situation donnée, le maximum de résultats nécessaire pour la préparation de la victoire stratégique.

En quoi consiste principalement l'utilisation rationnelle des formes de lutte et d'organisation du prolétariat?

Premièrement, à mettre au premier plan les formes de lutte et d'organisation qui, correspondant le mieux à l'état du mouvement, permettent d'amener et de répartir convenablement les masses sur le front de la révolution.

Il faut que les masses conçoivent l'impossibilité du maintien de l'ancien ordre de choses, la nécessité d'y mettre fin et se montrent prêtes à soutenir l'avant-garde. Mais cette conscience réfléchie ne leur viendra que de leur propre expérience. Leur donner la possibilité de comprendre l'inéluctabilité du renversement de l'ancien pouvoir, mettre en avant des moyens de lutte et des formes d'organisation

leur permettant de constater expérimentalement la justesse des mots d'ordre révolutionnaires: telle est la tâche à accomplir.

L'avant-garde se serait détachée de la classe ouvrière et cette dernière aurait perdu contact avec les masses, si jadis les bolcheviks n'avaient pas résolu de participer à la Douma, d'y lutter, de concentrer leurs forces sur l'action parlementaire afin de permettre aux masses de constater la nullité de la Douma, le mensonge des promesses des cadets, l'impossibilité d'un accord avec le tsarisme, la nécessité de l'alliance de la paysannerie et de la classe ouvrière. Sans cette expérience des masses dans la période de la Douma, il eût été impossible de démasquer les cadets et d'assurer l'hégémonie du prolétariat.

La tactique de *l'otzovisme* était dangereuse parce qu'elle menaçait de détacher l'avant-garde de ses réserves innombrables.

Le parti se serait détaché de la classe ouvrière et celle-ci aurait perdu son influence sur les paysans et les soldats si le prolétariat avait suivi les communistes de gauche qui réclamaient l'insurrection en avril 1917, alors que les menchéviks et les s.-r., partisans de la guerre et de l'impérialisme, n'avaient pas encore eu le temps de se discréditer aux yeux des masses, qui devaient constater à leurs dépens le mensonge des discours menchévico-socialistes-révolutionnaires sur la paix, la terre, la liberté. Sans l'expérience des masses sous Kérénsky, les menchéviks et les s.-r. n'auraient pas été isolés et la dictature du prolétariat aurait été impossible. C'est pourquoi la seule tactique juste consistait à mettre en lumière les fautes des partis petits-bourgeois et à mener la lutte ouverte au sein des soviets.

La tactique des communistes de gauche était dangereuse parce qu'elle menaçait d'enlever au parti son rôle de chef de la révolution prolétarienne et d'en faire un ramassis de conspirateurs vides et inconsistants.

Il est impossible de vaincre avec la seule avant-garde. La lancer à la bataille décisive avant que les larges masses ne soient prêtes à la soutenir, ou tout au moins n'observent une neutralité bienveillante... serait non seulement une folie, mais un crime. Or, pour que la masse des travailleurs et de ceux qu'opprime le capital adopte une telle attitude, la propagande et l'agitation à elles seules ne suffisent pas ; il faut l'expérience politique des masses elles-mêmes. Telle est la loi fondamentale pour les grandes révolutions, loi confirmée maintenant d'une façon frappante par la Russie comme par l'Allemagne. Aussi bien que les masses russes incultes, souvent illettrées, les masses allemandes, incomparablement plus cultivées, ont dû constater à leurs dépens l'impuissance, la veulerie, la platitude, l'infamie du gouvernement des hommes de la II^e Internationale, l'inévitabilité soit de la dictature de la réaction extrême (Kornilov en Russie, Kapp et consorts en Allemagne), soit de la dictature du prolétariat, pour évoluer résolument vers le communisme (*La maladie infantile du communisme*).

Deuxièmement, à trouver dans la chaîne des processus l'anneau auquel on pourra se raccrocher au moment donné et dont la possession permettra de tenir toute la chaîne et de préparer les conditions de la victoire stratégique.

Il s'agit de choisir parmi les tâches qui se posent au parti celle qui est la plus urgente, la plus importante et dont l'accomplissement permettra l'exécution des autres.

Nous démontrerons cette proposition par deux exemples empruntés, l'un au passé lointain, l'autre au passé récent.

Lorsque le parti était encore en voie de formation, que les innombrables organisations n'étaient pas reliées entre elles, que le primitivisme, l'esprit de cercle et la confusion idéologique y régnaient en maîtres, l'anneau essentiel de la chaîne, la tâche fondamentale entre toutes était la création d'un journal illégal pour toute la Russie. En effet, dans les conditions d'alors, ce n'était qu'au moyen d'un tel journal que l'on pouvait créer un noyau solide, capable de fondre en un tout unique les innombrables cercles et

organisations, de préparer les conditions de l'unité idéologique et tactique et de poser ainsi les bases d'un parti véritable.

Après la guerre, au début de la restauration de l'économie, alors que l'industrie était en proie à la désorganisation, que l'agriculture souffrait du manque de produits industriels, que la soudure de l'industrie étatique avec l'économie paysanne était la condition essentielle de la réalisation du socialisme, l'anneau essentiel, la tâche fondamentale était le développement du commerce. Pourquoi? Parce que, sous la Nep, la soudure de l'industrie et de l'économie paysanne est impossible autrement que par le commerce; parce que la production sans l'écoulement des marchandises est la mort de l'industrie; parce qu'on ne peut élargir cette dernière qu'en développant la vente; parce que ce n'est qu'après s'être consolidé dans le domaine commercial que l'on peut lier l'industrie à l'agriculture, résoudre les autres problèmes à l'ordre du jour et créer par là même les conditions pour la pose des fondements de l'économie socialiste.

Il ne suffit pas d'être révolutionnaire et partisan du socialisme ou du communisme ; il faut savoir trouver à chaque moment donné l'anneau de la chaîne auquel on puisse s'accrocher, qui permettra de tenir fortement toute la chaîne et de s'accrocher à l'anneau suivant... Au moment actuel, cet anneau, c'est le développement du commerce intérieur et sa régularisation par l'Etat. Le commerce, voilà l'anneau auquel, dans la chaîne historique des événements, dans les formes transitoires de notre construction socialiste, il nous faut nous accrocher de toutes nos forces. Lénine : *De l'importance de l'or*.

RÉFORMISME ET RÉVOLUTIONNISME

En quoi la tactique révolutionnaire se distingue-t-elle de la tactique réformiste ?

D'aucuns pensent que le léninisme est contre les réformes, contre les compromis et les accords. C'est faux. Les bolcheviks savent que, dans un certain sens, « tout est bon à prendre », que, dans certaines circonstances, les réformes en général, les compromis et les accords en particulier, sont nécessaires et utiles.

Mener la guerre pour le renversement de la bourgeoisie internationale, guerre cent fois plus difficile, plus longue, plus compliquée que la guerre la plus acharnée qui puisse exister entre des Etats quelconques, et renoncer à l'avance à louvoyer, à exploiter (ne serait-ce que temporairement) les antagonismes d'intérêt entre ses ennemis, à passer des accords et des compromis (quoique temporaires, conventionnels, instables) avec des alliés possibles, n'est-ce pas ridicule au plus haut point ? N'est-ce pas là la même chose que si dans l'ascension d'une montagne abrupte, inexplorée, on se refusait à l'avance à faire des zigzags, à revenir parfois en arrière, à s'écarter de la direction fixée pour en essayer une autre ? (*La maladie infantile du communisme.*)

Ce qui importe, évidemment, ce ne sont pas les réformes, les compromis ou les accords, mais l'usage que l'on en fait.

Pour le réformiste, la réforme est tout; quant au travail révolutionnaire, il n'est là que pour la forme. C'est pourquoi, avec la tactique réformiste sous le pouvoir bourgeois, toute réforme tend inévitablement à consolider ce pouvoir, à désagréger la révolution.

Pour le révolutionnaire, au contraire, le principal, c'est le travail révolutionnaire et non la réforme; pour lui, la réforme n'est que le produit accessoire de la révolution. C'est pourquoi, avec la tactique révolutionnaire sous le pouvoir de la bourgeoisie, toute réforme tend inévitablement à désagréger ce pouvoir, à consolider la révolution, à devenir un point d'appui pour le développement du mouvement révolutionnaire.

Le révolutionnaire acceptera une réforme pour allier l'action légale à l'action illégale, dissimuler le renforcement du travail clandestin, faire l'éducation des masses et préparer le renversement de la bourgeoisie.

Le réformiste, au contraire, acceptera des réformes pour se reposer sur ses lauriers, renoncer à tout travail illégal et entraver la préparation des masses à la révolution.

Ainsi en est-il des réformes et des accords sous l'impérialisme.

Sous la dictature du prolétariat, la situation change quelque peu. Dans certains cas, le pouvoir prolétarien peut se trouver forcé de renoncer temporairement à la refonte immédiate totale de l'état de choses existant pour procéder à sa transformation progressive, pour s'engager, comme le dit Lénine, dans la voie réformiste, dans la voie des zigzags, des concessions aux classes non-prolétariennes afin de désagréger ces dernières, de donner à la révolution le temps de respirer, de rassembler ses forces et de préparer une nouvelle offensive. Cette voie, on ne saurait le nier, est dans *un* certain sens réformiste. Mais il faut se souvenir qu'en l'occurrence la réforme émane du pouvoir prolétarien, qu'elle lui donne la trêve nécessaire, qu'elle est destinée à désagréger non pas la révolution, mais les classes non-prolétariennes. Par suite, elle est utile et nécessaire.

Si le pouvoir prolétarien peut se permettre cette politique, c'est uniquement parce que, dans la période précédente, l'avance de la révolution a été considérable et lui a donné assez d'espace pour reculer temporairement quand la nécessité s'en fait sentir.

Ainsi donc, si auparavant, sous le pouvoir bourgeois, les réformes étaient un produit accessoire de la révolution, maintenant, sous la dictature du prolétariat, elles ont leur source dans les conquêtes révolutionnaires du prolétariat, dans les réserves accumulées par ce dernier.

Ce n'est que par le marxisme, dit Lénine, que le rapport des réformes à la révolution est déterminé exactement et rationnellement. Mais Marx ne pouvait voir ce rapport que sous l'angle de son époque, où le prolétariat n'avait encore remporté de victoire tant soit peu solide et durable dans aucun pays. Dans cette situation, il n'existait pas de base pour un rapport juste, car la réforme est le produit accessoire de la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat... Après la victoire du prolétariat, ne serait-ce que dans un seul pays, quelque chose de nouveau apparaît dans le rapport des réformes à la révolution. En principe, rien n'est changé; mais dans la forme, il survient une modification que Marx ne pouvait prévoir, mais que l'on ne peut concevoir que sur le terrain de la philosophie et de la politique du marxisme... Après la victoire, les réformes (tout en restant sur l'échelle internationale un produit accessoire) sont, pour le pays où le prolétariat a vaincu, une trêve nécessaire et légitime lorsque les forces ne sont pas suffisantes pour franchir telle ou telle étape. La victoire donne une telle « réserve de forces » qu'elle permet, même au cours d'une retraite forcée, de tenir bon matériellement et moralement.

VIII - Le parti

Dans la période prérévolutionnaire, période de domination de la II^e Internationale, où les formes parlementaires de lutte étaient considérées comme les principales, le parti n'avait pas et ne pouvait pas avoir l'importance décisive qu'il a acquise dans la suite au cours des grandes batailles révolutionnaires. D'après Kautsky, la II^e Internationale était essentiellement un instrument de paix ; par suite, il lui était impossible de rien entreprendre de sérieux pendant la guerre, pendant la période des actions révolutionnaires du prolétariat. Qu'est-ce à dire ? Que les partis de la II^e Internationale ne sont pas adaptés à la lutte révolutionnaire du prolétariat, qu'ils ne sont pas des partis de combat menant les ouvriers à la conquête du pouvoir, mais des appareils de campagne électorale et de lutte parlementaire. C'est pourquoi, sous la II^e Internationale, l'organisation politique essentielle du prolétariat était non pas le parti, mais la fraction parlementaire. Le parti était alors l'appendice, le serviteur de la fraction parlementaire. Il est évident que, dans ces conditions, il ne pouvait être question de préparer le prolétariat à la révolution.

Mais il n'en est plus de même dans la nouvelle période, qui est celle des collisions ouvertes de classe, des interventions révolutionnaires du prolétariat, de la préparation au renversement de l'impérialisme et à la conquête du pouvoir. Réorganisation du travail du parti sur la base révolutionnaire, préparation des ouvriers à la lutte directe pour le pouvoir, préparation et ralliement des réserves, alliance avec les prolétaires des pays voisins, instauration d'une liaison solide avec le mouvement colonial: telles sont les principales tâches qui s'imposent au prolétariat. Compter pour leur accomplissement sur les anciens partis social-démocrates formés à l'école du parlementarisme pacifique, c'est se condamner à la défaite. Demeurer sous leur direction, c'est consentir à rester désarmé devant l'ennemi.

Le prolétariat, évidemment, n'a pu se résigner à cette situation. Il a compris la nécessité d'un parti combatif, révolutionnaire, assez courageux pour le mener à la lutte pour le pouvoir, assez expérimenté pour se débrouiller dans la complexité des facteurs et des événements et assez souple pour lui faire contourner les écueils. Il s'est rendu compte que, sans un tel parti, il ne pouvait songer à renverser l'impérialisme et à instaurer sa dictature.

Or, ce parti, c'est le parti du léninisme.

Quelles en sont les caractéristiques ?

LE PARTI, AVANT-GARDE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Le parti doit être l'avant-garde de la classe ouvrière. Il doit en grouper les meilleurs éléments, incarner leur expérience, leur esprit révolutionnaire, leur dévouement illimité à la cause du prolétariat. Mais pour remplir son rôle, il doit être armé de la théorie révolutionnaire, connaître les lois du mouvement, les lois de la révolution. Sinon, il n'est pas en état d'entraîner le prolétariat à sa suite et de diriger sa lutte. Il ne peut être un parti véritable s'il se borne à enregistrer ce que sent et pense la masse ouvrière et à suivre le mouvement spontané, routinier et indifférent à la politique; s'il ne sait pas s'élever au-dessus des intérêts passagers du prolétariat et inculquer à la masse la conscience de classe. Il doit marcher en tête de la classe ouvrière, voir plus loin que cette dernière, entraîner à sa suite le prolétariat et non se traîner à sa remorque comme les partis de la II^e Internationale, qui font ainsi du prolétariat l'instrument de la bourgeoisie. Seul, un parti conscient de son rôle d'avant-garde et capable d'élever la masse prolétarienne à la conscience de classe est en état de détourner la classe ouvrière de la voie du trade-unionisme et de la transformer en une force politique indépendante. Le parti est le chef politique de la classe ouvrière.

J'ai exposé plus haut les difficultés de la lutte de la classe ouvrière, la nécessité de la stratégie et de la tactique, les règles de la manœuvre et de l'utilisation des réserves, les procédés de l'offensive et de la défensive. Comment la masse innombrable des prolétaires pourra-t-elle se débrouiller dans cette complexité, comment trouvera-t-elle l'orientation juste ? Une armée en guerre ne peut se passer d'un état-major si elle ne veut pas être battue. A plus forte raison, le prolétariat ne peut-il s'en passer, s'il ne veut pas se livrer pieds et poings liés à ses ennemis. Mais où trouver cet état-major ? Uniquement dans le parti révolutionnaire. Sans lui, la classe ouvrière est une armée privée de direction.

Mais le parti ne peut être seulement l'avant-garde. Il doit être en même temps une partie de la classe, partie intimement liée à cette dernière. La distinction entre l'avant-garde et le reste de la masse ouvrière, les membres du parti et les sans-parti, ne peut cesser tant que les classes n'auront pas disparu, tant que le prolétariat verra affluer dans ses rangs des transfuges d'autres classes, tant que la classe ouvrière tout entière ne pourra s'élever au niveau de son avant-garde. Mais le parti faillirait à son rôle si cette distinction se transformait en rupture, s'il se renfermait en lui-même et se détachait des masses sans-parti. Pour diriger la classe, il faut qu'il soit lié avec les sans-parti, que ceux-ci acceptent sa direction, qu'il jouisse parmi eux d'une autorité morale et politique incontestable. Deux cent mille ouvriers viennent d'entrer dans notre parti. Fait remarquable ils sont moins venus d'eux-mêmes qu'ils n'y ont été envoyés par leurs camarades sans-parti, qui les ont présentés et ont été en général appelés à ratifier leur admission. Cela prouve que la masse des ouvriers sans-parti considère notre parti comme

le *sien*, comme le parti au développement duquel elle est vitalement intéressée et auquel elle confie librement son sort. Il est évident que, sans ces liens moraux invisibles qui la relie à notre parti, ce dernier perdrait considérablement de sa force. Le parti est partie indissoluble de la classe ouvrière.

Nous sommes le parti de la classe, qui, par suite, doit *presque* totalement (en temps de guerre civile, totalement) agir sous la direction de notre parti, se serrer le plus possible autour de lui. Mais il serait erroné de croire que, sous le capitalisme, toute la classe ou presque soit en état de s'élever à la conscience et à l'activité de son avant-garde, de son parti socialiste. Sous le capitalisme, on le voit, l'organisation professionnelle elle-même (plus primitive, plus accessible aux couches arriérées) peut arriver à englober toute ou presque toute la classe ouvrière. Mais ne pas comprendre l'étendue de nos tâches, les restreindre, ce serait oublier la différence entre l'avant-garde et la masse dont elle est l'aimant, ce serait oublier l'obligation constante de l'avant-garde qui est d'élever progressivement les larges couches prolétariennes à son niveau. (Lénine : *Un pas en avant, deux en arrière*).

LE PARTI, DETACHEMENT ORGANISÉ DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Le parti n'est pas seulement l'avant-garde de la classe ouvrière. S'il veut diriger véritablement la lutte de cette dernière, il doit en être également le détachement *organisé*. En régime capitaliste, il a des tâches extrêmement importantes et variées. Il doit diriger le prolétariat dans sa lutte parmi les difficultés de toute sorte, le mener à l'offensive lorsque la situation l'exige, le soustraire par la retraite aux coups de son adversaire quand il risque d'être écrasé par ce dernier, inculquer à la masse des ouvriers sans-parti l'esprit de discipline, de méthode, d'organisation, de fermeté nécessaire à la lutte. Mais il ne peut s'acquitter de ces tâches que s'il est lui-même la personnification de la discipline et de l'organisation, que s'il est lui-même le détachement organisé du prolétariat. Sinon, il ne saurait prétendre à la direction de la masse prolétarienne. Le parti est le détachement organisé de la classe ouvrière.

Le premier point de notre statut, rédigé par Lénine, détermine que le parti est un tout organisé; il le considère comme la *somme* de ses organisations et ses membres comme les membres d'une de ses organisations. Les menchéviks qui, en 1903 déjà, combattaient cette formule, proposaient un «système» d'admission automatique dans le parti. D'après eux, la qualité de membre du parti devait être accordée à tout professeur, collégien, sympathisant ou gréviste soutenant de façon ou d'autre le parti, mais n'adhérant et ne voulant adhérer à aucune de ses organisations. Il est clair que l'adoption de ce système aurait eu pour résultat de remplir le parti de professeurs et de collégiens, d'en faire *une institution amorphe, perdue dans la masse des «sympathisants», où il eût été impossible d'établir une distinction entre le parti et la classe et d'élever les masses inorganisées au niveau de leur avant-garde*. Avec ce système opportuniste, notre parti n'aurait pu, évidemment, accomplir son rôle d'organisateur de la classe ouvrière au cours de la révolution.

Si l'on admet le point de vue de Martov, les frontières du parti restent indéterminées, car « chaque gréviste » peut « se déclarer membre du parti ». Quelle est l'utilité de cet amorphisme ? L'extension d'une simple « appellation ». Sa nocivité ? La confusion, essentiellement *désorganisatrice*, de la classe et du parti (*Un pas en avant, deux en arrière*).

Mais le parti est non seulement la somme, mais aussi le *système* unique de ses organisations, leur union formelle en un tout unique, comportant des organes supérieurs et inférieurs de direction, où la minorité se soumet à la majorité et où les décisions pratiques adoptées sont obligatoires pour tous les membres. S'il n'en était pas ainsi, le parti ne pourrait réaliser la direction méthodique et organisée de la lutte de la classe ouvrière.

Auparavant, notre parti n'était pas un tout formellement organisé, mais seulement la somme des groupes particuliers. Aussi ces groupes ne pouvaient-ils exercer les uns sur les autres qu'une influence idéologique. Maintenant, nous sommes devenus un parti organisé; autrement dit, nous avons un pouvoir, en vertu duquel les instances inférieures du parti sont subordonnées aux instances supérieures (*Un pas en avant, deux en arrière*).

Le principe de la soumission de la minorité à la majorité, de la direction du travail par un organisme central, a été souvent attaqué par les éléments instables, qui le qualifiaient de bureaucratisme, de formalisme, etc. Mais sans ce principe, dont le léninisme, en matière d'organisation est l'application stricte, le parti ne pourrait accomplir un travail méthodique, ni diriger la lutte de la classe ouvrière. L'opposition à ce principe est qualifiée de « nihilisme russe » par Lénine, qui déclare qu'il faut en finir avec cet « anarchisme de grand seigneur ».

Voici ce qu'il dit à ce propos dans *Un pas en avant, deux en arrière* :

Cet anarchisme de grand seigneur est caractéristique, du nihiliste russe, auquel l'organisation du parti semble une monstrueuse « fabrique » ; la soumission de la partie au tout et de la minorité à la majorité, une servitude; la division du travail sous la direction d'un organisme central, une transformation des hommes en « rouages » ; le statut d'organisation du parti, une chose inutile dont on pourrait fort bien se passer... Il est clair que ces protestations contre le « bureaucratisme » ne servent qu'à masquer chez leurs auteurs un mécontentement personnel de la composition des organismes centraux. Tu es un bureaucrate parce que tu as été nommé par le congrès non pas avec, mais contre mon agrément; tu es un formaliste parce que tu t'appuies sur la décision formelle du congrès et non sur mon consentement; tu agis mécaniquement parce que tu te réfères à la majorité du congrès du parti et que tu ne tiens pas compte de mon désir d'être coopté; tu es un autocrate parce que tu ne veux pas remettre le pouvoir aux mains du vieux groupe de copains. [Il s'agit ici d'Axelrod, Martov, Polressov et autres qui ne se soumettaient pas aux décisions du 3^e congrès et accusaient Lénine de bureaucratisme.]

LE PARTI, FORME SUPERIEURE DE L'ORGANISATION DE CLASSE DU PROLETARIAT

Le parti est le détachement organisé, mais non la seule organisation de la classe ouvrière. Cette dernière en a une série d'autres qui lui sont indispensables dans la lutte contre le capital : syndicats, coopératives, comités d'usines, fractions parlementaires, unions de femmes sans-parti, presse, associations culturelles, unions des jeunes, organisations combattives révolutionnaires (au cours de l'action révolutionnaire directe), soviets de députés, Etat (si le prolétariat est au pouvoir), etc. La plupart de ces organisations sont sans-parti ; quelques-unes seulement adhèrent au parti ou en sont une ramification. Toutes elles sont, dans certaines conditions, absolument nécessaires à la classe ouvrière, pour consolider ses positions de classe dans les différentes sphères de la lutte et en faire une force capable de remplacer l'ordre bourgeois par l'ordre socialiste.

Mais comment réaliser l'unité de direction avec des organisations aussi diverses ? Comment éviter que leur multiplicité n'entraîne des dissentiments dans la direction ? Ces organisations, dira-t-on, accomplissent chacune leur travail dans leur sphère spéciale et, par suite, elles doivent mener leur action dans une direction unique, car elles servent une seule classe: celle des prolétaires. Qui donc détermine cette direction unique ? Quelle est l'organisation centrale assez expérimentée pour élaborer cette ligne générale et capable, grâce à son autorité, d'inciter toutes ces organisations à la suivre, d'obtenir l'unité de direction et d'exclure la possibilité des à-coups ?

Cette organisation, c'est le parti du prolétariat.

Il a, en effet, toutes les qualités. « Tout d'abord, parce qu'il l'enferme l'élite de la classe ouvrière, élite liée directement avec les organisations sans-parti du prolétariat, que fréquemment elle dirige. En second lieu, parce qu'il est la meilleure école pour la formation de leaders ouvriers capables de diriger les différentes organisations de leur classe. En troisième lieu, parce qu'il est, par son expérience et son autorité, la seule organisation capable de centraliser la lutte du prolétariat et de transformer ainsi toutes les organisations sans-parti de la classe ouvrière en organes desservant cette dernière. » Le parti est la forme supérieure de l'organisation de classe du prolétariat.

Ce n'est pas à dire, certes, que les organisations sans-parti : syndicats, coopératives, etc., doivent être formellement subordonnées à la direction du parti. Ce qu'il faut, c'est que les communistes affiliés à

ces organisations, où ils jouissent d'une grande influence, s'efforcent par la persuasion de les rapprocher du parti du prolétariat et de leur en faire accepter la direction politique.

Voilà pourquoi Lénine dit que « le parti est la forme supérieure de l'union de classe des prolétaires », dont la direction politique doit s'étendre à toutes les autres formes (l'organisation du prolétariat).

Voilà pourquoi la théorie opportuniste de l' « indépendance » et de la « neutralité » des organisations sans-parti, théorie qui engendre des parlementaires *indépendants* et des publicistes *détachés* du parti, des syndicalistes *étroits* et des coopérateurs *embourgeoisés*, est absolument incompatible avec la théorie et la pratique du léninisme.

LE PARTI, INSTRUMENT DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Le parti est la forme supérieure de l'organisation du prolétariat. Il est le principe directeur de la classe prolétarienne et de ses organisations. Mais il ne s'ensuit pas qu'on doive le considérer comme une fin en soi, comme une force se suffisant à elle-même. Le parti est, en même temps que la forme supérieure de l'union de classe des prolétaires, un *instrument* entre les mains du prolétariat, tout d'abord pour l'instauration de la dictature, puis pour sa consolidation et son élargissement. Il ne pourrait avoir une telle importance si la question de la conquête du pouvoir ne se posait pas au prolétariat, si l'existence de l'impérialisme, l'inévitabilité des guerres, l'existence d'une crise n'exigeaient la concentration de toutes les forces du prolétariat et de tous les fils du mouvement révolutionnaire entre les mains d'un organe unique.

Le parti est nécessaire au prolétariat tout d'abord comme état-major pour la prise du pouvoir. Il est évident que, sans un parti capable de rassembler autour de lui les organisations de masse du prolétariat et de centraliser au cours de la lutte la direction de tout le mouvement, les ouvriers n'auraient pu réaliser en Russie leur dictature révolutionnaire.

Mais le parti n'est pas nécessaire seulement pour l'instauration de la dictature ; il l'est encore davantage pour maintenir la dictature, la consolider et l'élargir afin d'assurer la victoire complète du socialisme.

On se rend compte maintenant que les bolcheviks n'auraient pu garder le pouvoir, je ne dis pas deux années et demie, mais deux mois et demi, si notre parti n'avait été régi par une discipline de fer et soutenu sans réserve par la masse de la classe ouvrière, c'est-à-dire par tous ses éléments conscients, honnêtes, dévoués et assez influents pour entraîner à leur suite les autres couches (*La maladie infantile du communisme*).

Mais qu'est-ce que « maintenir » et « élargir » la dictature ? C'est inculquer aux masses prolétariennes l'esprit de discipline et d'organisation, les prémunir contre l'influence délétère de l'élément petit-bourgeois, rééduquer les couches petites-bourgeoises et transformer leur mentalité, aider les masses prolétariennes à devenir une force capable de supprimer les classes et de préparer les conditions pour l'organisation de la production socialiste. Mais tout cela est impossible à accomplir sans un parti fort par sa cohésion et sa discipline.

La dictature du prolétariat est une lutte acharnée, avec et sans effusion de sang, une lutte violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative contre les forces et les traditions de l'ancienne société. La force de l'habitude de millions et de dizaines de millions d'hommes est la plus terrible. Sans un parti de fer, sans un parti trempé dans la lutte, jouissant de la confiance de tous les éléments honnêtes de la classe, sachant observer l'état d'esprit de la masse et millier sur elle, il est impossible de mener une telle lutte (*La maladie infantile du communisme*).

Le parti est nécessaire au prolétariat pour l'instauration et le maintien de la dictature. Le parti est l'instrument de la dictature du prolétariat.

Par suite, la disparition des classes et de la dictature du prolétariat doit entraîner celle du parti.

LE PARTI, VOLONTÉ UNIQUE, INCOMPATIBLE AVEC L'EXISTENCE DE FRACTIONS

La conquête et le maintien de la dictature du prolétariat sont impossibles sans un parti fort par sa cohésion et sa discipline. Mais la discipline de fer ne saurait se concevoir sans l'unité de volonté, sans l'unité d'action intégrale de tous les membres du parti. Cela ne signifie pas que la possibilité de lutte d'opinions soit exclue au sein du parti. La discipline, en effet, loin d'exclure, présuppose la critique et la lutte des opinions. A plus forte raison, cela ne signifie pas que la discipline doive être « aveugle ». La discipline n'exclut pas, mais présuppose la conscience, la soumission volontaire, car seule une discipline consciente peut être une discipline de fer. Mais lorsque la controverse est terminée et que la décision est prise, l'unité de volonté et l'unité d'action de tous les membres du parti sont la condition indispensable sans laquelle il n'y a ni parti, ni discipline.

A l'époque actuelle d'exacerbation de la guerre civile, le parti communiste ne peut accomplir sa tâche que s'il est organisé sur les bases centralistes, régi par une discipline de fer, presque militaire, dirigé par un organisme central investi d'une forte autorité, disposant de pouvoirs étendus et jouissant de la confiance générale des membres du parti (*Conditions d'admission dans l'Internationale communiste*).

Telle doit être la discipline dans le parti, non seulement avant, mais après l'instauration de la dictature.

Affaiblir tant soit peu la discipline de fer dans le parti du prolétariat (particulièrement pendant sa dictature), c'est aider effectivement la bourgeoisie contre le prolétariat (*La maladie infantile du communisme*).

Il s'ensuit que l'existence de fractions est incompatible avec l'unité et la discipline du parti. Il est évident qu'elle amène l'existence de plusieurs centres de direction, par suite l'absence d'une direction générale, le morcellement de la volonté unique qui doit présider à l'accomplissement des tâches du parti, le relâchement de la discipline, l'affaiblissement de la dictature. Certes, les partis de la II^e Internationale qui combattent la dictature du prolétariat et ne veulent pas mener les prolétaires à la conquête du pouvoir peuvent se permettre le luxe des fractions, car ils n'ont pas besoin d'une discipline de fer. Mais les partis de l'Internationale communiste, qui organisent leur action en vue de la conquête du pouvoir et du maintien de la dictature du prolétariat, ne peuvent s'offrir ce luxe. Le parti, c'est l'unité de volonté excluant tout fractionnement, tout morcellement du pouvoir dans son sein.

C'est pourquoi, dans une résolution spéciale du X^e congrès, Lénine montre le « danger du fractionnement pour l'unité du parti et la réalisation de l'unité de volonté de l'avant-garde du prolétariat, unité qui est la condition essentielle du succès de la dictature du prolétariat ».

C'est pourquoi, au même congrès, il réclame « la suppression complète de toute fraction » et la « dissolution immédiate de tous les groupes qui se sont constitués sur telle ou telle plate-forme », sous peine « d'exclusion immédiate du parti. (V. la résolution : *Sur l'unité du parti*.)

LE PARTI SE FORTIFIE EN S'ÉPURANT DES ÉLÉMENTS OPPORTUNISTES

Les éléments opportunistes du parti sont la source des fractions. Le prolétariat n'est pas une classe fermée. Paysans, petits-bourgeois, intellectuels prolétarisés par le développement du capitalisme ne cessent d'affluer dans ses rangs. En même temps, ses couches supérieures (dirigeants syndicaux et parlementaires, entretenus par la bourgeoisie avec la plus-value des colonies) ont une tendance continuelle à se désagréger.

Ces ouvriers embourgeoisés, cette « aristocratie ouvrière », petite-bourgeoise par son genre de vie, ses salaires, son idéologie, est la principale force de la II^e Internationale et, actuellement, le plus sûr rempart social de la bourgeoisie. Ces gens sont de véritables *agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier*, des commis du capitalisme, des propagateurs du réformisme et du chauvinisme (*L'impérialisme, dernière étape du capitalisme*).

Tous ces groupes petits-bourgeois pénètrent de façon ou d'autre dans le parti, où ils introduisent l'esprit d'opportunisme. Ils représentent la principale source de fractionnement et de désagrégation ; ils désorganisent le parti, le sapent de l'intérieur. Engager la bataille contre l'impérialisme avec de tels « alliés », c'est s'exposer à être attaqué à la fois par devant et par derrière. C'est pourquoi, il faut combattre impitoyablement ces éléments opportunistes et ne pas hésiter à les expulser du parti.

Prétendre qu'il faut en triompher par une lutte idéologique au sein du parti est une théorie dangereuse qui condamne le parti à la paralysie, à un malaise chronique, qui menace de le livrer à l'opportunisme, de laisser le prolétariat sans parti révolutionnaire, de le priver de son arme principale dans la lutte contre l'impérialisme. Notre parti n'aurait pu prendre le pouvoir et organiser la dictature du prolétariat, il n'aurait pu vaincre dans la guerre civile, s'il avait eu parmi ses membres des Martov et des Dan, des Potressov et des Axelrod. S'il a réussi à créer son unité intérieure et à souder fortement ses rangs, c'est surtout parce qu'il a su s'épurer à temps des scories de l'opportunisme et expulser les liquidateurs et les menchéviks. Pour se développer et se fortifier, les partis prolétariens doivent se débarrasser des opportunistes et des réformistes, des social-impérialistes et des social-chauvins, des social-patriotes et des social-pacifistes. Le parti se fortifie en se libérant des éléments opportunistes.

Avec des réformistes et des menchéviks dans ses rangs, il est impossible à la révolution prolétarienne de vaincre, de se maintenir. Cela est évident *a priori*. En outre, cela a été confirmé par l'expérience de la Russie et de la Hongrie... En Russie, le régime soviétiste a traversé à *maintes reprises* des situations difficiles où il aurait été *certainement* renversé si les menchéviks, les réformistes, les démocrates petits-bourgeois étaient restés dans notre parti. En Italie, de l'avis général, le prolétariat va bientôt engager les batailles décisives avec la bourgeoisie pour la conquête du pouvoir politique. En un pareil moment, il est indispensable d'éloigner les menchéviks, les réformistes, les *turatistes* du parti; bien plus, il sera peut-être utile d'écarter de tout poste important les communistes tant soit peu hésitants ou enclins à réaliser l'unité avec les réformistes. A la veille ainsi qu'au moment de la bataille pour le triomphe de la révolution, les plus légères hésitations dans le parti peuvent *tout perdre*, faire échouer la révolution, arracher au prolétariat le pouvoir encore mal assuré et en butte à des attaques furieuses. Si, à ce moment, les chefs hésitants se retirent, il en résulte, non pas un affaiblissement, mais un renforcement du parti, du mouvement ouvrier et de la révolution. (Lénine : *Discours mensongers sur la liberté.*)

IX - Le style

Il ne s'agit pas ici du style littéraire, mais de ce que l'on pourrait appeler le style du travail. Le léninisme est une école théorique et pratique qui forme un type spécial de militants, un style particulier de travail. Quelles sont les caractéristiques de ce style ?

Il y en a deux : l'envolée révolutionnaire russe et l'esprit pratique américain. Le léninisme consiste dans leur alliance harmonieuse.

L'envolée harmonieuse est l'antidote contre la routine, le conservatisme, la stagnation idéologique, la soumission servile aux traditions ancestrales. Elle est la force vivifiante qui éveille la pensée, pousse en avant, brise le passé, ouvre de vastes perspectives et sans laquelle aucune progression n'est possible. Mais, dans la pratique, elle dégénérerait en phraséologie révolutionnaire si elle n'était alliée au praticisme américain. Nombreux sont les exemples de cette dégénérescence. Qui ne connaît la manie de la construction « révolutionnaire » abstraite, dont la source est une foi aveugle au plan-force, au décret capable de tout créer et de tout arranger ? Dans un récit intitulé : *L'homme communiste perfectionné*, un écrivain russe, I. Ehrenburg, a très bien décrit, quoique avec quelques exagérations, un type de bolchevik qui, atteint de cette manie, s'est donné pour but de faire le schéma de l'homme idéal et... s'est complètement enlisé dans ce « travail ». Mais personne n'a raillé avec autant de vigueur que Lénine, qui la qualifiait de « vanité communiste », cette foi malade en la puissance des plans et la force souveraine des décrets.

La vanité communiste est le fait du communiste qui se figure pouvoir venir à bout de toutes ses tâches au moyen de décrets communistes (*Discours au congrès de la Section d'Education politique*).

Au révolutionnarisme creux, Lénine opposait généralement les tâches ordinaires, quotidiennes, soulignant par là que la fantaisie révolutionnaire est contraire à l'esprit et à la lettre du léninisme.

Moins de phrases pompeuses — dit-il — et plus de travail journalier... moins de trépidation politique et plus d'attention aux faits les plus simples, mais les plus tangibles de la construction communiste...

L'esprit pratique américain est au contraire un antidote contre la fantaisie « révolutionnaire ». C'est la force tenace pour qui l'impossible n'existe pas, qui surmonte patiemment tous les obstacles et mène à bout toute tâche commencée, même infime. Mais ce praticisme dégénère presque fatalement en *affairisme* vulgaire s'il ne s'allie à l'envolée révolutionnaire. Cette déformation spéciale a été décrite par B. Pilniak dans sa nouvelle : *La Faim*. L'auteur dépeint des types de « bolcheviks » russes, volontaires, décidés, énergiques, mais sans horizon, ne voyant pas la portée lointaine de leurs actes, le but à atteindre, et déviant par suite de la voie révolutionnaire. Personne n'a combattu aussi rudement que Lénine cet affairisme. Il le qualifiait de « praticisme étroit, acéphale » et lui opposait ordinairement l'œuvre révolutionnaire inspirée, la perspective révolutionnaire dans les moindres tâches journalières, soulignant par là que ce praticisme est aussi contraire au léninisme véritable que la fantaisie « révolutionnaire ».

Alliance de l'envolée révolutionnaire russe avec l'esprit pratique américain : telle est l'essence du léninisme pratique. Seule, cette alliance nous donne le type achevé du travailleur léniniste.

LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE ET LA TACTIQUE DES COMMUNISTES RUSSES

Avant-propos à l'ouvrage "Vers Octobre"

I. Conditions extérieures et intérieures de la révolution d'Octobre

Trois circonstances extérieures ont déterminé la facilité relative avec laquelle la révolution prolétarienne en Russie a réussi à rompre les chaînes de l'impérialisme et à renverser ainsi le pouvoir de la bourgeoisie.

Premièrement, la révolution d'Octobre a éclaté pendant la lutte acharnée des deux principaux groupes impérialistes anglo-français et austro-allemand, cependant que ces deux groupes, absorbés par leur lutte mortelle, n'avaient ni le temps ni les moyens d'accorder une attention sérieuse à la lutte contre la révolution d'Octobre. Cette circonstance eut une importance énorme pour la révolution d'Octobre : elle lui permit de mettre à profit les furieuses luttes intestines de l'impérialisme pour concentrer et organiser ses propres forces.

Deuxièmement, la révolution d'Octobre a éclaté au cours de la guerre impérialiste, au moment où, torturées par la guerre et avides de paix, les masses des travailleurs étaient amenées, par la logique même des choses, à la révolution prolétarienne, comme à la seule issue de la guerre. Cette circonstance eut la plus grande importance pour la révolution d'Octobre, car elle mit entre ses mains l'arme

puissante de la paix, lui donna la possibilité de rattacher la révolution soviétiste au terme de la guerre abhorrée et lui attira de cette façon la sympathie des masses autant parmi les ouvriers d'Occident que parmi les peuples opprimés d'Orient.

Troisièmement, il existait alors un puissant mouvement ouvrier en Europe et l'on pouvait s'attendre que la prolongation de la guerre impérialiste déclençât bientôt une crise révolutionnaire en Occident et en Orient. Cette circonstance eut, pour la révolution en Russie, une importance inestimable, car elle lui assurait de fidèles alliés en dehors de la Russie, dans sa lutte contre l'impérialisme mondial.

Mais, en dehors des circonstances d'ordre extérieur, la révolution d'Octobre fut encore favorisée par une série de conditions intérieures qui lui facilitèrent la victoire.

Premièrement, la révolution d'Octobre pouvait compter sur le concours le plus actif de l'énorme majorité de la classe ouvrière de Russie.

Deuxièmement, elle avait l'appui certain des paysans pauvres et de la majorité des soldats avides de paix et de terre.

Troisièmement, elle avait à sa tête pour la diriger un parti expérimenté, le parti bolchevik, fort, non seulement, de son expérience et de sa discipline forgée au cours de longues années, mais aussi de ses liaisons étendues avec les masses laborieuses.

Quatrièmement, la révolution d'Octobre avait devant elle des ennemis aussi faciles à vaincre que la bourgeoisie russe, plus ou moins faible, la classe des propriétaires fonciers, définitivement démoralisée par les « révoltes » paysannes, et les partis de conciliation (menchéviks et socialistes-révolutionnaires) en pleine faillite depuis la guerre.

Cinquièmement, elle avait à sa disposition les immenses espaces du jeune Etat où elle pouvait manœuvrer librement, reculer quand la situation l'exigeait, se reprendre, récupérer ses forces, etc.

Sixièmement, elle pouvait compter, pendant la lutte avec la contre-révolution, sur des ressources suffisantes en vivres, en combustibles et en matières premières à l'intérieur du pays.

La combinaison de ces conditions extérieures et intérieures créa la situation particulière qui détermina la facilité relative de la victoire d'Octobre.

Il ne s'ensuit pas, bien entendu, que la révolution d'Octobre n'ait eu ses conditions défavorables à l'extérieur comme à l'intérieur. Rappelons, par exemple, l'isolement relatif de cette révolution, qui n'avait aucun pays soviétiste voisin sur lequel elle pût s'appuyer. Il n'est pas douteux qu'une révolution en Allemagne, par exemple, se trouverait maintenant, sous ce rapport, dans une situation beaucoup plus avantageuse, du fait qu'elle aurait dans son voisinage un pays soviétiste aussi fort que l'U. R. S. S. Une autre condition défavorable à la révolution d'Octobre fut l'absence d'une majorité prolétarienne dans le pays.

Mais ces désavantages ne font que mieux ressortir l'importance énorme de la situation extérieure et intérieure spéciale où se trouvait la Russie au moment de la révolution d'Octobre.

Cette situation spéciale, il ne faut pas l'oublier, et il convient surtout de s'en souvenir lorsqu'on analyse les événements d'automne 1923 en Allemagne. Le camarade Trotsky devrait se la rappeler, lui qui établit une analogie complète entre la révolution d'Octobre et la révolution en Allemagne et flagelle impitoyablement le parti communiste allemand pour ses fautes réelles et prétendues.

Dans la situation concrète, extrêmement originale de 1917, la Russie, dit Lénine, pouvait facilement commencer la révolution socialiste, mais la continuer et l'achever lui sera beaucoup

plus difficile qu'aux pays d'Europe. J'ai déjà signalé cette circonstance au début de 1918, et l'expérience des deux années qui se sont écoulées depuis a pleinement confirmé la justesse de ma conception. L'originalité de la situation politique russe en 1917 tenait à quatre circonstances spécifiques : 1° la possibilité d'associer la révolution soviétiste à la liquidation d'une guerre impérialiste qui causait des souffrances extrêmes aux ouvriers et aux paysans ; 2° la possibilité de profiter pendant quelque temps de la lutte à mort de deux formidables groupes de rapaces impérialistes qui étaient dans l'impossibilité de s'unir contre l'ennemi soviétiste ; 3° la possibilité de soutenir une guerre civile relativement longue, tant à cause de l'étendue considérable du pays que du mauvais état des voies de communication ; 4° l'existence dans la masse paysanne d'un mouvement révolutionnaire bourgeois-démocratique si profond que le parti du prolétariat adopta les revendications révolutionnaires du parti des paysans (le parti socialiste-révolutionnaire, en grande majorité violemment hostile au bolchévisme) et leur donna aussitôt satisfaction grâce à la conquête du pouvoir politique par le prolétariat. Ces conditions spécifiques n'existent pas actuellement en Europe occidentale et la reproduction de conditions identiques ou analogues n'est pas très facile. Voilà pourquoi, notamment, à côté d'autres causes multiples, commencer la révolution socialiste sera plus difficile à l'Europe occidentale qu'à nous (v. *La maladie infantile du communisme*).

II - Deux particularités de la révolution d'Octobre, ou Octobre et la théorie de la révolution permanente de Trotsky

Il existe deux particularités de la révolution d'Octobre qu'il est indispensable d'éclaircir avant tout, pour comprendre le sens intérieur et la portée historique de cette révolution.

Quelles sont ces particularités ?

C'est tout d'abord le fait que la dictature du prolétariat a surgi chez nous sur la base de l'union du prolétariat et des masses paysannes laborieuses, ces dernières étant guidées par le prolétariat. C'est, d'autre part, le fait que la dictature du prolétariat s'est affermie chez nous comme résultat de la victoire du socialisme dans un pays où le capitalisme était peu développé, tandis que le capitalisme subsistait dans les autres pays de capitalisme plus développé. Cela ne signifie pas, évidemment, que la révolution d'Octobre n'ait point d'autres particularités. Mais ce sont ces deux particularités qui nous importent en ce moment, non seulement parce qu'elles expriment clairement la nature de la révolution d'Octobre, mais aussi parce qu'elles dévoilent merveilleusement le caractère opportuniste de la théorie de la « révolution permanente ».

Examinons rapidement ces particularités.

La question des masses laborieuses de la petite bourgeoisie urbaine et rurale, la question de leur ralliement à la cause du prolétariat est une des questions capitales de la révolution prolétarienne. Dans la lutte pour le pouvoir, avec qui sera le peuple travailleur des villes et des campagnes, avec la bourgeoisie ou avec le prolétariat ? De qui sera-t-il la réserve ? De la bourgeoisie ou du prolétariat ? De là dépendent le sort de la révolution et la solidité de la dictature du prolétariat. Les révolutions de 1848 et de 1871 en France furent écrasées surtout parce que les réserves paysannes se trouvèrent du côté de la bourgeoisie. La révolution d'Octobre a vaincu parce qu'elle a su enlever à la bourgeoisie ses réserves paysannes, parce qu'elle a su les attirer du côté du prolétariat, en un mot, parce que le prolétariat s'est trouvé être, dans cette révolution, la seule force directrice de millions de travailleurs de la ville et de la campagne.

Qui n'a point compris cela ne comprendra jamais ni le caractère de la révolution d'Octobre, ni la nature de la dictature du prolétariat, ni les particularités de la politique intérieure de notre pouvoir prolétarien.

La dictature du prolétariat n'est pas une simple élite gouvernementale « intelligemment sélectionnée » par un « stratège expérimenté » et « s'appuyant rationnellement sur telle ou telle couche de la population. La dictature du prolétariat est l'union de classe du prolétariat et des masses paysannes

laborieuses pour le renversement du capital, pour le triomphe définitif du socialisme, à condition que la force directrice de cette union soit le prolétariat.

Ainsi, il n'est pas question en l'occurrence de sous-estimer ou de surestimer « quelque peu » les possibilités révolutionnaires du mouvement paysan, comme aiment à s'exprimer les partisans de la « révolution permanente ». Il s'agit de la nature du nouvel Etat prolétarien, né de la révolution d'Octobre. Il s'agit du caractère du pouvoir prolétarien, des bases de la dictature même du prolétariat.

La dictature du prolétariat, dit Lénine, est une forme spéciale d'alliance de classe entre le prolétariat, avant-garde des travailleurs, et les nombreuses couches de travailleurs non-prolétaires (petite bourgeoisie, petits patrons, paysans, intellectuels, etc.) ou leur majorité, alliance dirigée contre le capital et ayant pour but le renversement complet de ce dernier, l'écrasement complet de la résistance de la bourgeoisie et de ses tentatives de restauration, l'instauration définitive et la consolidation du socialisme.

Et, plus loin :

Traduite en un langage plus simple, l'expression latine, scientifique, historico-philosophique de dictature du prolétariat signifie qu'une classe, celle des ouvriers urbains et en général des ouvriers industriels, est capable de diriger toute la masse des travailleurs et des exploités dans la lutte pour le renversement du joug capitaliste, pour le maintien et la consolidation de la victoire, pour la création du nouveau régime social, le régime socialiste, et pour la suppression complète des classes.

Telle est la théorie de la dictature du prolétariat selon Lénine.

L'une des particularités de la révolution d'Octobre, c'est que cette révolution est une application classique de la théorie léniniste de la dictature du prolétariat.

Certains camarades croient que cette théorie est une théorie purement « russe », n'ayant de rapports qu'avec la situation russe. C'est là une erreur complète. Parlant des masses laborieuses appartenant aux classes non-prolétariennes, Lénine a en vue non seulement les paysans russes, mais aussi les éléments travailleurs des régions situées aux confins de l'Union soviétique et qui étaient, il n'y a pas encore très longtemps, des colonies de la Russie. Lénine ne se lassait pas de répéter que, sans une union avec ces masses des autres nationalités, le prolétariat de Russie ne pourrait vaincre. Dans ses articles sur la question nationale et dans ses discours aux congrès de l'Internationale communiste, il a souvent répété que la victoire de la révolution mondiale est impossible en dehors de l'union révolutionnaire, en dehors du bloc révolutionnaire du prolétariat des pays avancés avec les peuples opprimés des colonies asservies. Mais qu'est-ce donc que les colonies, sinon ces mêmes masses laborieuses opprimées, et avant tout les masses laborieuses de la paysannerie ? Qui ne sait que la question de la libération des colonies est en fait la question de la libération des masses laborieuses des classes non-prolétariennes de l'oppression et de l'exploitation du capital financier ?

Il faut en conclure que la théorie léniniste de la dictature du prolétariat n'est pas une théorie purement « russe », mais une théorie valable pour tous les pays. Le bolchévisme n'est pas seulement un phénomène russe. « Le bolchévisme, dit Lénine, est un modèle de tactique pour tous » (v. *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*).

Tels sont les traits caractéristiques de la première particularité de la révolution d'Octobre.

Quelle est la valeur de la théorie de la « révolution permanente » du camarade Trotsky du point de vue de cette particularité ?

Nous ne nous étendrons pas sur la position de Trotsky en 1905, quand il oublia purement et simplement les paysans comme force révolutionnaire en proposant le mot d'ordre : « Pas de tsar !

Gouvernement ouvrier ! », c'est-à-dire le mot d'ordre de la révolution sans les paysans. Radek lui-même, ce défenseur diplomate de la « révolution permanente », est obligé maintenant de reconnaître que la « révolution permanente » en 1905 était un « saut en l'air », un écart de la réalité (*Pravda*, 14 décembre 1924). Maintenant on considère à peu près unanimement que ce n'est plus la peine de s'occuper de ce fameux « saut en l'air ».

Nous ne nous étendrons pas non plus sur la position de Trotsky pendant la guerre, en 1915 par exemple, lorsque partant du fait que « nous vivons à l'époque de l'impérialisme », que l'impérialisme « oppose, non la nation bourgeoise à l'ancien régime, mais le prolétariat à la nation bourgeoise », il en conclut, dans son article « La lutte pour le pouvoir », que le rôle révolutionnaire des paysans doit diminuer, que le mot d'ordre de la confiscation de la terre n'a déjà plus l'importance d'auparavant (v. l'ouvrage « 1905 »). On sait que Lénine, critiquant cet article du camarade Trotsky, l'accusait alors de « nier le rôle des paysans », et disait :

Trotsky, en fait, aide les politiciens ouvriers libéraux de Russie, qui, le voyant « nier » le rôle du paysan, s'imaginent que nous ne voulons pas soulever les paysans pour la révolution.

Passons plutôt aux travaux plus récents de Trotsky sur cette question, aux travaux de la période où la dictature du prolétariat avait déjà eu le temps de s'affermir et où Trotsky avait eu la possibilité de vérifier sa théorie de la « révolution permanente » par les faits et de rectifier ses erreurs. Prenons la préface que Trotsky a écrite en 1922 pour son ouvrage intitulé : « 1905 ». Voici ce qu'il y dit de la « révolution permanente » :

C'est précisément dans l'intervalle qui sépare le 9 janvier de la grève d'octobre 1905 que l'auteur arriva à concevoir le développement révolutionnaire de la Russie sous l'aspect qui fut ensuite fixé par la théorie dite « de la révolution permanente ». Cette désignation quelque peu abstruse voulait exprimer que la révolution russe, qui devait d'abord envisager, dans son avenir le plus immédiat, certaines fins bourgeoises, ne pourrait toutefois s'arrêter là-dessus. La révolution ne résoudrait les problèmes bourgeois qui se présentaient à elle en première ligne qu'en portant le prolétariat au pouvoir. Et lorsque celui-ci se serait emparé du pouvoir, il ne pourrait se limiter au cadre bourgeois de la révolution. Tout au contraire, et précisément pour assurer sa victoire définitive, l'avant-garde prolétarienne devrait, dès les premiers jours de sa domination, pénétrer profondément dans les domaines interdits de la propriété aussi bien bourgeoise que féodale. Cela devait l'amener à des *collisions* non seulement avec tous les groupes bourgeois qui l'auraient soutenue au début de sa lutte révolutionnaire, mais aussi avec les larges masses paysannes dont le concours l'aurait poussée vers le pouvoir. Les contradictions qui dominaient la situation d'un gouvernement ouvrier, dans un pays retardataire où l'immense majorité de la population se composait de paysans, ne pouvaient trouver leur solution que sur le plan international, sur l'arène d'une révolution prolétarienne mondiale.

Ainsi s'exprime Trotsky au sujet de sa « révolution permanente ».

Il suffit de rapprocher cette citation de celles que nous avons données de Lénine sur la dictature du prolétariat, pour comprendre l'abîme qui sépare la théorie léniniste de la dictature du prolétariat et la théorie de la « révolution permanente » de Trotsky.

Lénine considère *l'alliance* du prolétariat et des couches travailleuses de la paysannerie comme la base de la dictature du prolétariat. Trotsky, au contraire, nous fait prévoir des « *collisions* » entre « l'avant-garde prolétarienne » et « les larges masses paysannes ».

Lénine parle de la *direction* prolétarienne des travailleurs et des masses exploitées. Trotsky, au contraire, nous montre des *contradictions* dans « la situation d'un gouvernement ouvrier » instauré « dans un pays retardataire où *l'immense* majorité de la population est composée de paysans ».

Selon Lénine, la révolution puise avant tout ses forces parmi les ouvriers et les paysans de la Russie même. D'après Trotsky, les forces indispensables ne peuvent être trouvées que « sur l'arène d'une révolution prolétarienne mondiale ».

Et que faire si la révolution mondiale se trouve retardée ? Y a-t-il alors quelque espoir pour notre révolution ? Trotsky ne nous laisse aucune lueur d'espoir, car « les contradictions » dans « la situation d'un gouvernement ouvrier... ne peuvent trouver leur solution *que...* sur l'arène d'une révolution prolétarienne mondiale ». On en déduit cette perspective : végéter dans ses propres contradictions et pourrir sur pied en attendant la révolution mondiale.

Qu'est-ce que la dictature du prolétariat selon Lénine ?

La dictature du prolétariat, c'est le pouvoir qui s'appuie sur l'alliance du prolétariat et des masses laborieuses de la paysannerie pour « le renversement complet du capital », pour l'édification définitive et l'affermissement du socialisme.

Qu'est-ce que la dictature du prolétariat selon Trotsky ?

C'est un pouvoir entrant « en collisions » avec « les larges masses paysannes » et ne cherchant la solution de ses « contradictions » que « sur l'arène de la révolution mondiale du prolétariat ».

En quoi cette « théorie de la révolution permanente » diffère-t-elle de la fameuse théorie du menchévisme sur la négation de l'idée de la dictature du prolétariat ?

En rien.

Nul doute possible. La « révolution permanente » n'est pas une simple sous-estimation des possibilités révolutionnaires du mouvement paysan. C'est une sous-estimation du mouvement paysan qui mène à la *négation* de la théorie léniniste de la dictature du prolétariat.

La « révolution permanente » de Trotsky est une des variétés du menchévisme.

Voilà en quoi consiste la première particularité de la révolution d'Octobre.

Quelle est la seconde particularité de cette révolution ?

Etudiant l'impérialisme, surtout pendant la guerre, Lénine est arrivé à la loi du développement économique et politique irrégulier, saccadé des pays capitalistes. D'après cette loi, le développement des entreprises, des trusts, des branches de l'industrie et des divers pays ne s'effectue pas régulièrement, dans un ordre arrêté, de telle façon qu'un trust, une branche de l'industrie ou un pays marche toujours en tête, et que les autres trusts ou pays retardent en conservant constamment leurs distances respectives. Ce développement s'accomplit, au contraire, par bonds, avec des interruptions dans le développement de certains pays et des bonds en avant dans le développement des autres. En outre, l'aspiration « parfaitement légitime » des pays retardataires à la conservation de leurs positions acquises et l'aspiration, non moins « légitime », des pays *avancés* à la conquête de nouvelles positions font que les collisions armées des Etats impérialistes sont une inéluctable nécessité. Il en a été ainsi, par exemple, de l'Allemagne, qui, il y a un demi-siècle, était un pays arriéré en comparaison de la France et de l'Angleterre. On peut en dire autant du Japon comparé à la Russie. On sait cependant qu'au début du XX^e siècle déjà, l'Allemagne et le Japon avaient pris une telle avance que la première avait évincé la France et commençait à évincer l'Angleterre sur le marché mondial et que le second évinçait la Russie. C'est de ces contradictions qu'est sortie, comme on le sait, la guerre impérialiste.

Cette loi part du fait que :

1° « Le capitalisme s'est transformé en un système mondial d'étouffement colonial et financier des pays de la plus grande partie du globe par une poignée de pays « avancés » (Lénine) ;

2° « Le partage de ce « butin » s'effectue entre deux ou trois puissants rapaces armés jusqu'aux dents (Amérique, Angleterre, Japon), qui, pour régler le partage de leur butin, entraînent le monde entier dans leur guerre » (Lénine) ;

3° La croissance des contradictions à l'intérieur du système mondial d'oppression financière et l'inéluctabilité des collisions militaires font que le front impérialiste mondial devient facilement vulnérable pour la révolution et que la rupture de ce front dans certains pays est probable ;

4° Cette rupture a le plus de chances de se produire sur les points et dans les pays où la chaîne du front impérialiste est le plus faible, c'est-à-dire où l'impérialisme est le moins blindé et où la révolution peut le plus facilement se développer ;

5° C'est pourquoi la victoire du socialisme dans un seul pays, même peu développé au point de vue capitaliste, cependant que le capitalisme subsiste dans les autres pays plus avancés, est parfaitement possible et probable.

Telles sont, en résumé, les bases de la théorie léniniste de la révolution prolétarienne.

En quoi consiste la seconde particularité de la révolution d'Octobre ?

Elle consiste en ce que cette révolution est un modèle d'application pratique de la théorie léniniste de la révolution prolétarienne.

Qui n'a pas compris cette particularité de la révolution d'Octobre ne comprendra jamais ni le caractère international de cette révolution, ni sa formidable puissance internationale, ni sa politique extérieure spécifique.

L'irrégularité du développement économique et politique, dit Lénine, est, sans contredit, une loi du capitalisme. Il s'ensuit que la victoire du socialisme est possible au début dans un petit nombre de pays capitalistes, voire dans un seul. Le prolétariat victorieux de ce pays, après avoir exproprié les capitalistes et organisé chez lui la production socialiste, se soulèverait *contre* le reste du monde capitaliste, attirerait à lui les classes opprimées des autres pays, les soulèverait contre les capitalistes, emploierait même, au besoin, la force armée contre les classes exploiteuses et leurs Etats... Car l'union libre des nations dans le socialisme est impossible sans une lutte acharnée, plus ou moins longue, des républiques socialistes contre les Etats retardataires. (Lénine : *Contre le courant.*)

Les opportunistes de tous les pays affirment que la révolution prolétarienne ne peut éclater — si toutefois elle doit éclater quelque part selon leur théorie — que dans les pays industriellement avancés et que plus ces pays sont développés industriellement, plus le socialisme a de chances de victoire. De plus, ils excluent, comme une chose invraisemblable, la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays, surtout si le capitalisme y est peu développé. Déjà pendant la guerre, Lénine, s'appuyant sur la loi du développement irrégulier des Etats impérialistes, oppose aux opportunistes sa théorie de la révolution prolétarienne sur la victoire du socialisme dans un seul pays, même peu développé au point de vue capitaliste.

On sait que la révolution d'Octobre a entièrement confirmé la justesse de la théorie léniniste de la révolution prolétarienne.

Que devient la « révolution permanente » de Trotsky du point de vue de la théorie léniniste de la révolution prolétarienne ?

Prenons la brochure *Notre révolution* (1906), où l'on trouve ces paroles de Trotsky :

Sans l'appui gouvernemental direct du prolétariat européen, la classe ouvrière de Russie ne pourra se maintenir au pouvoir et transformer sa domination temporaire en dictature socialiste durable. C'est là une chose indubitable.

Que signifient ces paroles de Trotsky ? Que la victoire du socialisme dans un seul pays, la Russie en l'occurrence, est impossible « sans l'appui gouvernemental direct du prolétariat européen », c'est-à-dire tant que le prolétariat européen n'aura pas conquis le pouvoir.

Qu'y a-t-il de commun entre cette « théorie » et la thèse de Lénine sur la possibilité de la victoire du socialisme « dans un pays capitaliste pris à part » ?

Rien, évidemment.

Mais admettons que cette brochure de Trotsky, éditée en 1906, lorsqu'il était difficile de définir le caractère de notre ponde pas entièrement aux vues adoptées plus tard par Trotsky. Voyons une autre brochure de Trotsky, son *Programme de paix*, paru à la veille de la révolution d'octobre 1917 et réédité actuellement (1924) dans son ouvrage « 1917 ». Dans cette brochure, Trotsky critique la théorie léniniste de la révolution prolétarienne sur la victoire du socialisme dans un seul pays et lui oppose le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe. Il affirme que la victoire du socialisme est impossible dans un seul pays, qu'elle n'est possible qu'en tant que victoire de plusieurs Etats d'Europe (Angleterre, Russie, Allemagne) groupés en Etats-Unis d'Europe. Il déclare sans ambages qu' « une révolution victorieuse en Russie ou en Angleterre est impossible sans la révolution en Allemagne et inversement ».

L'unique objection tant soit peu concrète au mot d'ordre des Etats-Unis, dit Trotsky, a été formulée dans le *Social-Démocrate* suisse [organe central des bolcheviks à cette époque] en ces termes : « L'irrégularité du développement économique et politique est la loi absolue du capitalisme. » D'où le *Social-Démocrate* concluait que la victoire du socialisme était possible dans un seul pays et que, par suite, il n'y avait pas de raison de faire dépendre la dictature du prolétariat dans chaque Etat pris à part de la formation des Etats-Unis d'Europe. Que le développement capitaliste des différents Etats soit irrégulier, cela est indiscutable. Mais cette irrégularité elle-même est très irrégulière. Le niveau capitaliste de l'Angleterre, de l'Autriche, de l'Allemagne ou de la France n'est pas le même. Mais, comparés à l'Afrique ou à l'Asie, tous ces Etats représentent l' « Europe » capitaliste mûre pour la révolution sociale. Qu'aucun pays ne doive « atteindre » les autres dans sa lutte, c'est là une pensée élémentaire qu'il est utile et indispensable de répéter pour que l'idée de l'action internationale parallèle ne soit pas remplacée par l'idée de l'expectative et de l'inaction internationales. Sans attendre les autres, nous commençons et nous continuons la lutte sur le terrain national, avec l'entière certitude que notre initiative donnera le branle à la lutte dans les autres pays; et si cela n'avait pas lieu, on ne saurait espérer — l'expérience historique et les considérations théoriques sont là pour le démontrer — que, par exemple, la Russie révolutionnaire pourrait résister à l'Europe conservatrice, ou que l'Allemagne socialiste pourrait demeurer isolée dans le monde capitaliste.

Comme on le voit, c'est encore la même théorie de la victoire simultanée du socialisme dans les principaux pays d'Europe, théorie qui exclut la théorie léniniste de la révolution et de la victoire du socialisme dans un seul pays.

Il est indiscutable que, pour être entièrement garanti contre le rétablissement de l'ancien ordre de choses, les efforts combinés des prolétaires de plusieurs pays sont nécessaires. Il est hors de doute que si notre révolution n'avait pas été soutenue par le prolétariat d'Europe, le prolétariat de Russie n'eût pu résister à la pression générale, de même que, sans l'appui de la révolution russe, le mouvement révolutionnaire d'Occident n'eût pu se développer aussi rapidement qu'il l'a fait après l'avènement de la dictature prolétarienne en Russie. Il est hors de doute que nous avons besoin d'appui. Mais qu'est-ce que l'appui du prolétariat d'Europe occidentale à notre révolution ? Les sympathies des ouvriers européens pour notre révolution, leur empressement à déjouer les plans d'intervention des impérialistes constituent-ils un appui, une aide sérieuse ? Oui, sans nul doute. Sans cet appui, sans cette aide non

seulement des ouvriers européens, mais aussi des colonies et des pays asservis, la dictature prolétarienne en Russie se fût trouvée en mauvaise posture. A-t-il suffi jusqu'à présent de cette sympathie et de cette aide, qui sont venues s'ajouter à la puissance de notre armée rouge et au dévouement des ouvriers et des paysans russes prêts à défendre de leurs poitrines la patrie socialiste, pour repousser les attaques des impérialistes et conquérir la sécurité nécessaire à un travail de construction sérieux ? Oui, cela a suffi. Cette sympathie va-t-elle en augmentant ou en diminuant ? Elle augmente incontestablement. Existe-t-il chez nous, par conséquent, des conditions favorables non seulement pour mener de l'avant l'organisation de l'économie socialiste, mais encore pour venir en aide aux ouvriers d'Europe occidentale comme aux peuples opprimés de l'Orient ? Oui, ces conditions existent. C'est ce que dit éloquemment l'histoire de sept années de dictature prolétarienne en Russie. Peut-on nier qu'un puissant essor dans le domaine du travail ait déjà commencé chez nous ? Non, on ne peut le nier.

Quelle signification peut avoir, après tout cela, la déclaration de Trotsky sur l'impossibilité pour la Russie révolutionnaire de résister à l'Europe conservatrice ? Elle signifie que Trotsky, premièrement, ne sent pas la puissance intérieure de notre révolution ; deuxièmement, qu'il ne comprend pas l'importance inestimable de l'appui moral apporté à notre révolution par les ouvriers d'Occident et les paysans d'Orient ; troisièmement, qu'il ne saisit pas le mal intérieur qui ronge actuellement l'impérialisme.

Emporté par sa critique de la théorie léniniste de la révolution prolétarienne, Trotsky, à son insu, s'est confondu lui-même dans son *Programme de paix* paru en 1917 et réédité en 1924.

Mais peut-être cette brochure de Trotsky est-elle aussi périmée et ne correspond-elle plus à ses vues actuelles ? Prenons les ouvrages plus récents que Trotsky a composés après la victoire de la révolution prolétarienne *dans un seul pays*, en Russie. Prenons, par exemple, sa *Postface*. (1922) à la nouvelle édition de sa brochure *Programme de paix*.

Voici ce qu'il y dit :

L'affirmation que la révolution prolétarienne ne peut se terminer victorieusement dans le cadre national, affirmation que l'on trouve répétée à plusieurs reprises dans le *Programme de paix*, semblera probablement à quelques lecteurs démentie par l'expérience presque quinquennale de notre République soviétiste. Mais une telle conclusion serait dénuée de fondement. Le fait qu'un Etat ouvrier, dans un pays isolé et, en outre, arriéré, a résisté au monde entier, témoigne de la formidable puissance du prolétariat qui, dans les autres pays plus avancés, plus civilisés, sera capable de véritables prodiges. Mais si nous avons résisté politiquement et militairement en tant qu'Etat, nous ne sommes pas encore arrivés à l'édification de la société socialiste et nous ne nous sommes même pas approchés... Tant que la bourgeoisie est au pouvoir dans les autres Etats européens, nous sommes obligés, pour lutter contre l'isolement économique, de rechercher des ententes avec le monde capitaliste; on peut dire aussi avec certitude que ces ententes peuvent à la rigueur nous aider à guérir telles ou telles blessures économiques, à faire tel ou tel pas en avant, mais que le véritable essor de l'économie socialiste en Russie ne sera possible *qu'après la victoire* du prolétariat dans les principaux pays d'Europe.

Ainsi s'exprime Trotsky, qui, s'efforçant obstinément de sauver sa « révolution permanente » de la banqueroute définitive, se met en contradiction flagrante avec la réalité.

Ainsi, quoi qu'on fasse, non seulement « on n'est pas arrivé » à instaurer la société socialiste, mais on ne s'en est même pas « approché ». Certains, paraît-il, nourrissaient l'espoir d' « ententes avec le monde capitaliste », mais ces ententes non plus, paraît-il, n'ont rien donné, parce que, quoi qu'on fasse, le « véritable essor de l'économie socialiste » demeurera impossible tant que le prolétariat n'aura pas vaincu « dans les pays les plus importants d'Europe ».

Et comme il n'y a pas encore de victoire en Occident, il ne reste plus à la révolution russe qu'à pourrir sur pied ou à dégénérer en Etat bourgeois.

Ce n'est pas sans raison que Trotsky parle, depuis deux ans déjà, de la « dégénérescence » de notre parti.

Ce n'est pas sans raison qu'il prédisait l'année dernière la « fin » de notre pays.

Comment concilier cette étrange « perspective » avec celle de Lénine selon laquelle la nouvelle politique économique nous donnera la possibilité de « construire les bases de l'économie socialiste » ?

Comment concilier cette désespérance « permanente » avec ces paroles de Lénine :

Dès à présent, le socialisme n'est plus une question d'avenir lointain, une sorte de vision abstraite ou d'icône... Nous avons introduit le socialisme dans la vie courante et, maintenant, nous devons nous rendre compte de la situation. Voilà notre tâche d'aujourd'hui, voilà le problème de notre époque. Permettez-moi de terminer en exprimant la certitude que, si ardu que soit ce problème, si nouveau qu'il soit en comparaison de l'ancien et quelques difficultés qu'il nous cause, nous allons, tous ensemble et coûte que coûte, le résoudre, non en un jour, mais en plusieurs années, et de telle façon que, de la Russie de la Nep, sorte la Russie socialiste.

Comment concilier cette désespérance « permanente » avec ces autres paroles de Lénine :

Possession par l'Etat des principaux moyens de production, possession du pouvoir politique par le prolétariat, alliance de ce prolétariat avec la masse immense des petits paysans, direction assurée de la paysannerie par le prolétariat, etc., n'est-ce pas là tout ce qu'il nous faut pour pouvoir, avec la seule coopération (que nous traitions auparavant de mercantile et que nous avons maintenant, jusqu'à un certain point, le droit de traiter ainsi sous la Nep), procéder à la construction pratique de la société socialiste intégrale ? Ce n'est pas là encore la construction de la société socialiste, mais c'est tout ce qui est nécessaire et suffisant pour cette construction (*De la coopération*).

Il est clair que les vues de Trotsky ne peuvent, en l'occurrence, se concilier avec celles de Lénine. La « révolution permanente » de Trotsky est la négation de la théorie léniniste de la révolution prolétarienne, et, inversement, la théorie léniniste de la révolution prolétarienne est la négation de la théorie de la « révolution permanente ».

Manque de foi dans les forces et les capacités de notre révolution, manque de foi dans les forces et les capacités du prolétariat de Russie, tel est sous-sol de la théorie de la « révolution permanente ».

Jusqu'à présent, on ne soulignait ordinairement qu'un côté de la « révolution permanente » : le scepticisme à l'égard des possibilités révolutionnaires du mouvement paysan. Maintenant, pour être juste, il est nécessaire d'en mettre en lumière un *autre* côté : l'incroyance aux forces et aux capacités du prolétariat de Russie.

En quoi la théorie de Trotsky diffère-t-elle de la théorie courante du menchévisme selon laquelle la victoire du socialisme dans un seul pays, surtout dans un pays arriéré, est impossible sans la victoire préalable de la révolution prolétarienne « dans les principaux pays de l'Europe occidentale » ?

Au fond, ces deux théories sont identiques. Le doute n'est pas possible: la théorie de la « révolution permanente » de Trotsky est une variété du menchévisme.

Ces derniers temps, nombre de diplomates «à la manque» se sont efforcés de montrer dans notre presse que la théorie de la «révolution permanente» était conciliable avec le léninisme. Sans doute, disent-ils, cette théorie ne convenait pas en 1905. Mais l'erreur de Trotsky réside en ce qu'il anticipait, essayant d'appliquer à la situation de 1905 ce qui était alors inapplicable. Mais, par la suite, disent-ils,

et notamment en 1917 lorsque la révolution fut arrivée à complète maturité, la théorie de Trotsky se trouva tout à fait à sa place. On devine sans peine que le principal de ces diplomates est le camarade Radek. Lisez plutôt :

La guerre creusa un abîme entre les paysans aspirant à la conquête de la terre et à la paix et les partis petits-bourgeois, elle jeta les paysans sous la direction de la classe ouvrière et de son avant-garde, le parti bolchevik. Alors, ce qui devint possible, ce fut non pas la dictature de la classe ouvrière et de la paysannerie, mais la dictature de la classe ouvrière s'appuyant sur la paysannerie. Ce que Rosa Luxembourg et Trotsky en 1905 avançaient contre Lénine [c'est-à-dire la « révolution permanente »] devint en fait la deuxième étape du développement historique (*Pravda*, 21 février 1924).

Là-dedans, pas un mot qui ne soit un escamotage.

Il est faux que, pendant la guerre, « ce qui devint possible, ce fut non pas la dictature de la classe ouvrière et de la paysannerie, mais la dictature de la classe ouvrière s'appuyant sur la paysannerie ». En réalité, la révolution de février 1917 fut la réalisation de la dictature du prolétariat et des paysans, combinée d'une façon particulière avec la dictature de la bourgeoisie.

Il est faux que la théorie de la « révolution permanente », que Radek passe pudiquement sous silence, ait été élaborée en 1905 par Rosa Luxembourg et Trotsky. En réalité, cette théorie est l'œuvre de Parvus et de Trotsky. Maintenant, après dix mois, Radek rectifie, jugeant nécessaire de tancer Parvus pour la « révolution permanente » (voir son article sur Parvus dans la *Pravda*). Mais la justice exige de Radek qu'il tance également le compagnon de Parvus, le camarade Trotsky.

Il est faux que la théorie de la « révolution permanente », démentie par la révolution de 1905, se soit avérée juste pour « la deuxième étape du développement historique », c'est-à-dire pendant la révolution d'Octobre. Tout le développement de la révolution d'Octobre a montré et démontré l'inconsistance de cette théorie et sa complète incompatibilité avec les bases du léninisme.

Ni discours, ni procédés diplomatiques n'arriveront à masquer le gouffre béant qui sépare la théorie de la « révolution permanente » et le léninisme.

III - Quelques particularités de la tactique des bolcheviks pendant la période de préparation de la révolution d'Octobre

Pour bien comprendre la tactique des bolcheviks pendant la période de préparation de la révolution d'Octobre, il est indispensable de se rendre compte tout au moins de quelques particularités importantes de cette tactique. Cela est d'autant plus indispensable que, dans les nombreuses brochures sur la tactique des bolcheviks, il n'est pas rare que ces particularités soient passées sous silence.

Quelles sont ces particularités ?

Première particularité. A entendre le camarade Trotsky, on pourrait croire que, dans l'histoire de la préparation d'Octobre, il n'existe en tout et pour tout que deux périodes, la période des reconnaissances avancées et la période insurrectionnelle; quant au reste, c'est de l'invention pure. Qu'est-ce que la manifestation d'avril 1917 ?

La manifestation d'avril, qui avait pris plus « à gauche » qu'il ne fallait, dit Trotsky, était une sorte de reconnaissance destinée à vérifier l'état d'esprit des masses et leurs rapports avec la majorité des soviets.

Et qu'est-ce que la démonstration de juillet 1917? D'après Trotsky, « l'affaire, cette fois encore, se réduisit à une nouvelle reconnaissance plus large et touchant une étape nouvelle et plus avancée du mouvement ». Point n'est besoin de dire que la démonstration de juillet 1917, organisée sur les instances de notre parti, doit, à plus forte raison, selon Trotsky, être qualifiée de « reconnaissance ».

Ainsi, en mars 1917 déjà, les bolcheviks auraient eu une armée politique d'ouvriers et de paysans toute prête, et s'ils ne la lancèrent dans l'insurrection ni en avril, ni en juin, ni en juillet et ne s'occupèrent que de « reconnaissances », c'est uniquement parce que « ces reconnaissances » ne donnaient pas des « renseignements » satisfaisants.

Point n'est besoin de dire que cette conception simpliste de la tactique politique de notre parti n'est qu'une confusion de la tactique militaire ordinaire avec la tactique révolutionnaire des bolcheviks.

En fait, toutes ces démonstrations furent avant tout le résultat de la pression spontanée des masses, qui s'élançaient dans la rue pour manifester leur indignation contre la guerre.

En fait, le rôle du parti se borna alors à donner à l'action spontanée des masses une forme et une direction conformes aux mots d'ordre des bolcheviks.

En fait, les bolcheviks n'avaient pas et ne pouvaient avoir en mars 1917 d'armée politique toute prête. Ils ne procédèrent à la constitution de cette armée qu'au cours de la lutte et des collisions de classes d'avril à octobre 1917 (ils la constituèrent définitivement en octobre 1917). A cet effet, ils utilisèrent la manifestation d'avril, les démonstrations de juin et de juillet, les élections municipales générales et partielles, la lutte contre Kornilov, la conquête des soviets. L'armée politique n'est pas du tout l'armée proprement dite. Le commandement militaire entre en campagne avec une armée toute prête, mais le parti doit former la sienne au cours de la lutte même, au cours des collisions de classes, à mesure que les masses elles-mêmes se convainquent par leur propre expérience de la justesse des mots d'ordre du parti et de la justesse de sa politique.

Evidemment, chacune de ces démonstrations mettait aussi en lumière la corrélation des forces, jouait dans une certaine mesure le rôle de reconnaissance, mais la reconnaissance n'était point le motif de la démonstration, elle n'en était que le résultat naturel.

Analysant les événements à la veille de l'insurrection d'octobre et les comparant aux événements d'avril-juin, Lénine dit :

La situation, précisément, n'est pas la même qu'à la veille des 20-21 avril, du 9 juin et du 3 juillet, car il s'agissait alors d'une effervescence spontanée que nous ne saisissons pas, en tant que parti (20 avril), ou que nous contenions en lui donnant la forme d'une démonstration pacifique (9 juin et 3 juillet). Car nous savions fort bien alors que les soviets n'étaient pas encore nôtres, que les paysans croyaient encore à la méthode de Lieber-Dan-Tchernov et non à celle des bolcheviks (l'insurrection), que, par conséquent, la majorité du peuple ne pouvait être pour nous et que, partant, l'insurrection serait prématurée.

Il est clair qu'à elle seule une reconnaissance » ne peut mener bien loin.

Aussi, n'est-ce pas de « reconnaissance » qu'il s'agit, mais de ce que :

1° Pendant toute la période préparatoire d'Octobre le parti s'appuyait incessamment dans sa lutte sur l'élan spontané du mouvement révolutionnaire de masses ;

2° En s'appuyant sur cet élan spontané, il s'assurait la direction exclusive du mouvement ;

3° Une telle direction du mouvement facilitait au parti la formation d'une armée politique de masse pour l'insurrection d'octobre ;

4° Une telle politique devait nécessairement aboutir à mettre toute la préparation d'Octobre sous la direction d'un seul parti, le parti bolchevik ;

5° La conséquence d'une telle préparation d'Octobre fut qu'à la suite de l'insurrection d'Octobre le pouvoir se trouva entre les mains d'un seul parti, le parti bolchevik.

Ainsi, le point essentiel de la préparation d'Octobre, c'est que cette préparation fut dirigée par un parti unique, le parti communiste. Telle est la première particularité de la tactique des bolcheviks pendant la période de la préparation d'Octobre.

Est-il besoin de démontrer que, sans cette particularité, la victoire de la dictature du prolétariat en période impérialiste eût été impossible.

C'est par là que la révolution d'Octobre diffère avantageusement de la révolution française de 1871, dans laquelle la direction de la révolution était partagée par deux partis, dont aucun ne pouvait être appelé communiste.

Deuxième particularité. La préparation d'Octobre s'effectua ainsi sous la direction d'un parti unique, le parti bolchevik. Mais, dans quel sens le parti mena-t-il cette direction? Il s'attacha à isoler les partis conciliateurs, qu'il considérait à juste titre comme les groupements les plus dangereux dans la période de dénouement de la révolution, il s'efforça d'isoler les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks.

En quoi consiste la règle stratégique fondamentale du léninisme ?

Elle consiste à reconnaître que :

1° L'appui social le plus dangereux des ennemis de la révolution dans la période précédant le dénouement révolutionnaire est constitué par les *partis conciliateurs* ;

2° Il est impossible de renverser l'ennemi (tsarisme ou bourgeoisie) sans isoler préalablement ces partis ;

3° Dans la période de préparation révolutionnaire, il faut, par suite, s'attacher principalement à isoler ces partis, à en détacher les larges masses laborieuses.

Dans la période de lutte contre le tsarisme, dans la période de préparation de la révolution bourgeoise-démocratique (1905-1916), l'appui social le plus dangereux du tsarisme était le parti libéral-monarchique, le parti des cadets. Pourquoi? Parce que c'était un parti conciliateur, un parti de *conciliation* entre le tsarisme et la majorité du peuple, c'est-à-dire l'ensemble de la paysannerie. Il est naturel que le parti dirigeât alors principalement ses coups contre les cadets, car sans isoler ces derniers, on ne pouvait compter sur la *rupture* entre la paysannerie et le tsarisme, et sans assurer cette rupture, on ne pouvait compter sur la victoire de la révolution.

Beaucoup ne comprenaient pas alors cette particularité de la stratégie des bolcheviks, qu'ils accusaient de haine excessive pour les cadets et auxquels ils reprochaient de se laisser « détourner » de la lutte contre le principal ennemi, le tsarisme. Mais ces accusations dénuées de fondement trahissaient l'incompréhension complète de la stratégie bolchéviste, qui exigeait l'isolement des partis conciliateurs pour faciliter, accélérer la victoire sur le principal ennemi.

Il n'est guère besoin de démontrer que, sans cette stratégie, l'hégémonie du prolétariat dans la révolution bourgeoise-démocratique eût été impossible.

Pendant la période de la préparation d'Octobre, le centre de gravité des forces belligérantes se déplaça. Il n'y avait plus de tsar. De force conciliatrice, le parti des cadets devint une force gouvernante, dominante de l'impérialisme. La lutte n'avait plus lieu entre le tsarisme et le peuple, mais entre la bourgeoisie et le prolétariat. Dans cette période, l'appui social le plus dangereux de l'impérialisme était représenté par les partis démocratiques petits-bourgeois des s.-r. et des menchéviks. Pourquoi ? Parce que ces partis étaient alors des partis conciliateurs, des partis de *conciliation* entre l'impérialisme et les masses laborieuses. Naturellement, c'est contre eux que les bolcheviks dirigeaient leurs coups les plus formidables, car si on n'avait pas isolé les s.-r. et les menchéviks, on n'aurait pu compter sur la *rupture* des masses laborieuses avec l'impérialisme, et si l'on n'avait pas assuré cette rupture, on n'aurait pu

compter sur la victoire de la révolution soviétiste. Nombreux alors étaient ceux qui ne comprenaient pas cette particularité de la tactique des bolcheviks, qu'ils accusaient de témoigner une « haine excessive » aux s.-r. et aux menchéviks et d' « oublier » le but principal. Mais toute la période de la préparation d'Octobre montre éloquemment que, seule, cette tactique permit aux bolcheviks d'assurer la victoire de la révolution d'Octobre.

Le trait caractéristique de cette période est le révolutionnement croissant des masses rurales, leur désenchantement de la politique des s.-r. et des menchéviks, leur éloignement de ces derniers, leur ralliement autour du prolétariat, unique force intégralement révolutionnaire et capable de mener le pays à la paix. L'histoire de cette période est celle de la lutte qui se déroula entre les bolcheviks, d'une part, les s.-r. et les menchéviks, de l'autre, pour la conquête des masses laborieuses de la paysannerie. L'issue de cette lutte fut décidée par la période de coalition, par la période où Kérénsky fut au pouvoir, par le refus des s.-r. et des menchéviks de confisquer les terres des grands propriétaires fonciers, par la lutte des s.-r. et des menchéviks pour la continuation de la guerre, par l'offensive de juillet sur le front, par le rétablissement de la peine de mort pour les soldats, par la révolte de Kornilov. Et cette décision fut en faveur de la stratégie bolchéviste. Sans isoler les s.-r. et les menchéviks, il était impossible de renverser le gouvernement des impérialistes et, partant, d'échapper à la guerre. La politique d'isolement des s.-r. et des menchéviks était donc la seule politique juste.

Ainsi, dans leur direction de la préparation d'Octobre, les bolcheviks s'attachèrent principalement à isoler les partis des menchéviks et des s.-r. Telle est la deuxième particularité de leur tactique.

Il serait superflu de démontrer que, sans cette particularité de la tactique des bolcheviks, l'union de la classe ouvrière et des masses laborieuses de la campagne, eût été impossible.

Fait caractéristique, Trotsky ne dit rien ou presque rien de cette particularité de la tactique bolchéviste dans ses *Leçons d'Octobre*.

Troisième particularité. Ainsi la direction de la préparation d'Octobre par le parti tendit à isoler les partis des s.-r. et des menchéviks, à détacher les masses ouvrières et paysannes de ces partis. Mais comment cet isolement fut-il réalisé concrètement par le parti ; sous quelle forme, avec quel mot d'ordre ? Il fut réalisé sous forme de mouvement révolutionnaire des masses en faveur des soviets avec le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets ! », par une lutte dont le but était de transformer les soviets, d'organes de mobilisation des masses, en organes d'insurrection, en organes du pouvoir, en appareil du nouvel Etat prolétarien.

Pourquoi les bolcheviks ont-ils choisi précisément les soviets comme levier fondamental d'organisation, susceptible de faciliter l'isolement des menchéviks et des s.-r., de pousser en avant la révolution prolétarienne et de mener des millions de travailleurs à la victoire de la dictature prolétarienne ?

Qu'est-ce que les soviets ?

Les soviets sont un nouvel appareil étatique qui, en premier lieu, instaure la force armée des ouvriers et des paysans, force qui n'est pas, comme celle de l'ancienne armée permanente, détachée du peuple, mais reliée étroitement à ce dernier, qui, dans le domaine militaire, est incomparablement supérieure à toutes celles qui l'ont précédée et qui, au point de vue révolutionnaire, ne peut être remplacée par aucune autre. En second lieu, cet appareil instaure avec les masses, avec la majorité du peuple, une liaison si étroite, si indissoluble, si facilement contrôlable et renouvelable qu'on en chercherait vainement une semblable dans l'ancien appareil étatique. En troisième lieu, cet appareil qui est électif et dont le peuple peut, à son gré, sans formalités bureaucratiques, changer le personnel, est par là même beaucoup plus démocratique que les appareils antérieurs. En quatrième lieu, il donne une liaison solide avec les professions les plus diverses, facilitant ainsi la réalisation, sans bureaucratie aucune, des réformes les plus différentes et les plus profondes. En cinquième lieu, il donne la forme d'organisation de l'avant-garde des

paysans et des ouvriers, c'est-à-dire de la partie la plus consciente, la plus énergique, la plus avancée des classes *opprimées*, et permet par là même à cette avant-garde d'élever, instruire, éduquer et entraîner dans son sillage toute *la masse* de ces classes, qui jusqu'à présent était restée complètement en dehors de la vie politique, complètement en dehors de l'Histoire. En sixième lieu, il permet d'allier les avantages du parlementarisme à ceux de la démocratie immédiate et directe, c'est-à-dire de réunir, dans la personne des représentants électifs du peuple, le pouvoir législatif et le pouvoir *exécutif*.

Comparativement au parlementarisme bourgeois, c'est là, dans le développement de la démocratie, un pas d'une importance historique mondiale... Si la force créatrice des classes révolutionnaires n'avait pas enfanté les soviets, la révolution prolétarienne serait, en Russie, condamnée, car avec l'ancien appareil le prolétariat ne pourrait certainement pas conserver le pouvoir, et il est impossible de créer du coup un nouvel appareil (*Sur la route de l'insurrection*, p. 123).

Voilà pourquoi les bolcheviks se sont attachés aux soviets, comme au chaînon fondamental susceptible de faciliter l'organisation de la révolution d'Octobre et la création d'un nouvel et puissant appareil d'Etat prolétarien.

Dans son développement intérieur, le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets ! » a passé par deux phases, dont la première va jusqu'à la défaite bolchéviste de juillet, et dont la seconde commence après l'écrasement de la révolte de Kornilov.

Dans la première phase, ce mot d'ordre comportait la rupture du bloc des menchéviks et des s.-r. avec les cadets, la formation d'un gouvernement soviétiste de menchéviks et de socialistes-révolutionnaires (car les soviets étaient alors socialistes-révolutionnaires et menchévistes), la liberté de propagande pour l'opposition (c'est-à-dire pour les bolcheviks) et la liberté de lutte pour les partis au sein des soviets, liberté de lutte qui devait permettre aux bolcheviks de conquérir les soviets et de changer la composition du gouvernement soviétiste par le développement lent et pacifique de la révolution. Ce plan, évidemment, ne signifiait point la dictature du prolétariat. Mais il facilitait indubitablement la préparation des conditions indispensables à l'instauration de la dictature car, portant les menchéviks et les s.-r. au pouvoir et les mettant dans la nécessité de réaliser leur programme antirévolutionnaire, il hâtait la révélation de leur véritable nature, précipitait leur isolement, leur rupture avec les masses. Mais la défaite des bolcheviks en juillet interrompit ce développement, en donnant l'avantage à la contre-révolution des généraux et des cadets et en jetant s.-r. et menchéviks dans les bras de cette dernière. C'est pourquoi le parti fut obligé de retirer temporairement le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets ! » et d'attendre, pour le lancer à nouveau, une nouvelle recrudescence de la révolution.

L'écrasement de Kornilov ouvrit la seconde phase. Le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets ! » fut de nouveau lancé. Mais alors il n'avait plus la même signification que dans la première phase. Il signifiait la rupture complète avec l'impérialisme et le passage du pouvoir aux bolcheviks, étant donné que la majorité des soviets était déjà bolchéviste. Il signifiait la réalisation directe de la dictature du prolétariat par l'insurrection. Bien plus, il signifiait l'organisation de la dictature du prolétariat et son érection en pouvoir d'Etat.

La tactique de transformation des soviets en organes de pouvoir gouvernemental avait une valeur inestimable parce qu'elle arrachait des millions de travailleurs à l'impérialisme, montrait que les partis des menchéviks et des s.-r. étaient des instruments de l'impérialisme et amenait directement, pour ainsi dire, les masses à la dictature du prolétariat.

Ainsi, la politique de transformation des soviets en organes de pouvoir gouvernemental, en tant que condition principale de l'isolement des partis conciliateurs et du triomphe de la dictature du prolétariat, est la troisième particularité de la tactique des bolcheviks dans la période de la préparation d'Octobre.

Quatrième particularité. Le tableau ne serait pas complet si nous n'envisagions comment et pourquoi les bolcheviks parvenaient à transformer les mots d'ordre de leur parti en mots d'ordre de masse

activant la révolution, comment et pourquoi ils parvenaient à convaincre de la justesse de leur politique non seulement l'avant-garde et la majorité de la classe ouvrière, mais aussi la majorité du peuple.

Pour qu'une révolution soit victorieuse, si elle est vraiment populaire, si elle embrasse les grandes masses, il ne suffit pas que les mots d'ordre du parti soient justes. Une autre condition est indispensable; il faut que les masses elles-mêmes se soient convaincues par leur propre expérience de la justesse de ces mots d'ordre. Alors seulement les mots d'ordre du parti deviennent ceux des masses elles-mêmes. Alors seulement la révolution devient réellement la révolution du peuple. L'une des particularités de la tactique des bolcheviks pendant la période de préparation d'Octobre, c'est d'avoir su déterminer avec justesse les voies menant naturellement les masses aux mots d'ordre du parti, au seuil de la révolution, et d'avoir permis ainsi à ces masses de sentir, de contrôler et d'expérimenter elles-mêmes la justesse de ces mots d'ordre. Autrement dit, l'une des particularités de la tactique des bolcheviks consiste en ce qu'elle ne confond point la direction du parti avec celle des masses, qu'elle distingue clairement la différence qui sépare ces deux directions et qu'ainsi elle est la science, non seulement de la direction du parti, mais aussi de la direction des grandes masses de travailleurs.

L'expérience de la convocation et de la dissolution de l'Assemblée constituante est un exemple frappant de l'application de cette particularité de la tactique bolchéviste.

On sait que les bolcheviks lancèrent le mot d'ordre de « République soviétiste » dès avril 1917. On sait également que l'Assemblée constituante est un parlement bourgeois en contradiction absolue avec les bases de la République soviétiste. Comment se fait-il que les bolcheviks, en marchant vers la République soviétiste, aient en même temps exigé du Gouvernement provisoire la convocation immédiate de l'Assemblée constituante ? Comment se fait-il que les bolcheviks non seulement prirent part aux élections, mais convoquèrent eux-mêmes l'Assemblée constituante ? Comment se fait-il que, un mois avant l'insurrection, les bolcheviks aient admis la possibilité d'une combinaison temporaire de la République soviétiste et de l'Assemblée constituante ? Il en fut ainsi parce que :

- 1° L'idée de l'Assemblée constituante était une des idées les plus populaires parmi la masse de la population ;
- 2° Le mot d'ordre de la convocation immédiate de l'Assemblée constituante permettait de dévoiler plus facilement la nature contre-révolutionnaire du Gouvernement provisoire ;
- 3° Pour ouvrir les yeux aux masses populaires sur l'idée de l'Assemblée constituante, il était indispensable d'amener ces masses jusqu'à l'Assemblée constituante, avec leurs revendications sur la terre, la paix, le pouvoir soviétiste, de les mettre en présence de l'Assemblée constituante réalisée, vivante ;
- 4° C'était là le seul moyen de permettre aux masses de se convaincre par leur propre expérience de la nature contre-révolutionnaire de l'Assemblée constituante et de la nécessité de sa dissolution ;
- 5° Tout cela supposait naturellement la possibilité d'admettre une combinaison temporaire de la République soviétiste et de l'Assemblée constituante comme un des moyens destinés à éliminer l'Assemblée constituante ;
- 6° Une telle combinaison, si elle eût été réalisée, à condition que tout le pouvoir fût passé aux soviets, n'eût pu signifier que la subordination de l'Assemblée constituante aux soviets, sa transformation en annexe des soviets, sa mort sans douleur.

Point n'est besoin de démontrer que, sans cette politique des bolcheviks, la dissolution de l'Assemblée constituante n'eût pas été si facile et que les tentatives ultérieures des s.-r. et des menchéviks avec le mot d'ordre « Tout le pouvoir à l'Assemblée constituante ! » n'eussent pas échoué aussi piteusement.

Nous autres, dit Lénine, nous avons pris part à l'élection du parlement bourgeois de Russie, de l'Assemblée constituante, en septembre-novembre 1917. Notre tactique était-elle juste ou non ?... N'avions-nous pas, nous autres bolcheviks russes, en novembre 1917, plus que n'importe quels

communistes d'Occident, le droit d'estimer que chez nous le parlementarisme avait fait son temps politiquement ? Nous l'avions certainement, car il ne s'agit pas de savoir depuis combien de temps les parlements bourgeois existent, mais si les larges masses laborieuses sont prêtes, théoriquement, politiquement, pratiquement, à adopter le régime soviétiste et à dissoudre ou à laisser dissoudre le parlement démocratique bourgeois. Que dans la Russie de septembre-novembre 1917 la classe ouvrière des villes, les soldats, les paysans, par suite de toutes sortes de conditions spéciales, se soient trouvés admirablement préparés à l'adoption du régime soviétiste et à la dissolution du plus démocratique des parlements bourgeois, c'est là un fait historique indéniable et parfaitement établi. Pourtant les bolcheviks n'ont pas boycotté l'Assemblée constituante ; loin de là, ils ont participé aux élections, non seulement avant, mais même après la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, (V. *La maladie infantile*, p. 62-63.)

Pourquoi les bolcheviks ne boycottèrent-ils pas l'Assemblée constituante ? Parce que, dit Lénine :

Même quelques semaines avant la victoire de la République soviétiste, même après cette victoire, la participation à un parlement de démocratie' bourgeoise, loin de nuire à un prolétariat révolutionnaire, l'aide à *prouver* aux masses retardataires que ces parlements méritent d'être dissous, *facilite* la réussite de leur dissolution, rapproche le moment où l'on pourra dire que le parlementarisme bourgeois a « politiquement fait son temps » (*La maladie infantile*, p. 63).

Fait caractéristique, Trotsky ne comprend pas cette particularité de la tactique bolchéviste et se moque de la « théorie » de la combinaison de l'Assemblée constituante et des soviets, comme d'une théorie à la Hilferding.

Il ne comprend pas que l'admissibilité d'une telle combinaison (avec le mot d'ordre de l'insurrection et la probabilité de la victoire des soviets) liée à la convocation de l'Assemblée constituante était à ce moment l'unique tactique révolutionnaire possible, qu'elle n'avait rien de commun avec la tactique de Hilferding consistant à transformer les soviets en annexe de l'Assemblée constituante et que l'erreur de certains camarades sur cette question ne lui donne pas le droit de dénigrer la position juste de Lénine et du parti sur la possibilité de réaliser, dans certaines conditions, une « forme gouvernementale combinée ».

Il ne comprend pas que, sans la politique originale qu'ils adoptèrent en vue de l'Assemblée constituante, les bolcheviks n'eussent pas réussi à attirer de leur côté les larges masses du peuple et que, si ces masses leur avaient manqué, ils n'eussent pu transformer l'insurrection d'Octobre en profonde révolution populaire.

Fait intéressant, Trotsky se moque même des mots « peuple », « démocratie révolutionnaire », etc., qui se rencontrent dans les articles des bolcheviks et qu'il juge inconvenants pour un marxiste.

Trotsky oublie évidemment que, même en septembre 1917, un mois avant la victoire de la dictature, Lénine, marxiste éminent, parlait de la « nécessité de la transmission immédiate de tout le pouvoir à la démocratie révolutionnaire ayant à sa tête le prolétariat révolutionnaire ».

Trotsky oublie évidemment que Lénine, citant la lettre de Marx à Kugelmann (avril 1871) où il est dit que la destruction de l'appareil d'Etat bureaucratique-militaire est la condition préalable de toute révolution vraiment *populaire* sur le continent, écrit en termes non équivoques :

Ce qui mérite une attention particulière, c'est cette profonde remarque de Marx, que la destruction de la machine bureaucratique et militaire de l'Etat est « la condition préalable de toute révolution populaire ». Cette expression de révolution « populaire » paraît surprenante dans la bouche de Marx, et les plékhanoviens russes et les menchéviks disciples de Strouvé, désireux de passer pour marxistes, pourraient y voir une « méprise ». Ils ont réduit le marxisme à une doctrine si piètrement libérale que, en dehors de l'antithèse : révolution bourgeoise et révolution prolétarienne, rien n'existe pour eux, et encore conçoivent-ils cette antithèse comme une chose tout à fait morte... Dans aucun des pays de l'Europe continentale de 1871, le prolétariat ne formait la majorité du

peuple. La révolution capable d'entraîner la majorité dans le mouvement ne pouvait être « populaire » qu'à la condition d'englober le prolétariat et la classe paysanne. Ces deux classes composaient alors le « peuple ». Ces deux classes sont solidaires, du fait que la « machine bureaucratique et militaire de l'Etat » les opprime, les écrase et les exploite. *Briser* cette machine, la *démolir*, tel est le but pratique du « peuple », de la majorité du peuple, ouvriers et paysans, telle est la « condition préalable » de la libre alliance des paysans pauvres et du prolétariat; sans cette alliance, pas de démocratie solide, pas de transformation sociale possible (*L'Etat et la révolution*, p. 55-56).

Ces paroles de Lénine sont à retenir.

Convaincre les masses, par leur propre expérience, de la justesse des mots d'ordre du parti et les amener aux positions révolutionnaires afin de les conquérir, telle est la quatrième particularité de la tactique des bolcheviks pendant la période de la préparation d'Octobre.

IV - La révolution d'Octobre commencement et facteur de la révolution mondiale

Il est indéniable que la théorie universelle de la victoire simultanée de la révolution dans les principaux pays d'Europe, la théorie de l'impossibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays s'est avérée artificielle, non viable. L'histoire septennale de la révolution prolétarienne en Russie réfute cette théorie. Cette théorie est inacceptable comme schéma du développement de la révolution mondiale, parce qu'elle est en contradiction avec les faits patents. Elle est encore plus inacceptable comme mot d'ordre parce qu'elle entrave l'initiative des pays qui, en vertu de certaines conditions historiques, ont la possibilité de percer seuls le front capitaliste; parce que, loin de stimuler l'offensive contre le capital dans chaque pays pris à part, elle conduit à attendre passivement le moment du « dénouement général » ; parce qu'elle entretient parmi les prolétaires des différents pays non pas l'esprit de décision révolutionnaire, mais l'esprit de doute, la crainte de ne pas être soutenu par les prolétaires des autres pays. Lénine a parfaitement raison de dire que la victoire du prolétariat dans un seul pays est un « cas typique », que « la révolution simultanée dans plusieurs pays » ne peut être qu'une « rare exception ».

Mais la théorie léniniste de la révolution ne se limite pas à ce seul côté de la question. Elle est en même temps la théorie du développement de la révolution mondiale. La victoire du socialisme dans un seul pays n'est pas une fin en soi. La révolution victorieuse dans un pays doit être considérée, non pas comme une fin en soi, mais comme un appui, comme un moyen pour accélérer la victoire du prolétariat dans tous les pays. La victoire de la révolution dans un pays, en l'occurrence en Russie, n'est pas seulement le résultat du développement irrégulier et de la décomposition progressive de l'impérialisme, elle est en même temps le commencement et le facteur de la révolution mondiale.

Il n'est pas douteux que les voies de développement de la révolution mondiale ne sont pas aussi simples qu'elles pouvaient le paraître précédemment, avant la victoire de la révolution dans un pays, avant l'avènement de l'impérialisme développé, qui marque la « veille de la révolution socialiste ». C'est qu'un nouveau facteur est apparu : la loi du développement irrégulier des pays capitalistes, loi fonctionnant dans les conditions de plein développement impérialiste et qui montre l'inéluctabilité des collisions armées, l'épuisement général du front capitaliste mondial et la possibilité de la victoire du socialisme dans des pays séparés. C'est qu'il est apparu un nouveau facteur comme l'immense pays des soviets, situé entre l'Occident et l'Orient, entre le centre de l'exploitation financière mondiale et l'arène de l'oppression coloniale, pays dont la seule présence suffit à révolutionner le monde.

Ce sont là des facteurs (et je ne cite que les plus importants), dont il est impossible de ne pas tenir compte dans l'étude des voies de la révolution mondiale.

Auparavant, on croyait d'ordinaire que la révolution se développerait par la « maturation » régulière des éléments du socialisme, tout d'abord dans les pays les plus développés, dans les pays « avancés ». Cette façon de voir doit être maintenant considérablement modifiée.

Le système des relations internationales, dit Lénine, est devenu tel qu'en Europe un Etat, l'Allemagne, est asservi par d'autres Etats. D'autre part, plusieurs Etats, précisément les plus anciens Etats d'Occident, se sont trouvés, du fait de leur victoire, dans des conditions qui leur permettent de mettre cette victoire à profit pour faire quelques concessions insignifiantes à leurs classes asservies, concessions qui suffisent cependant à retarder le mouvement révolutionnaire de ces dernières et créent un certain semblant de « paix sociale ».

Cependant, une série de pays : l'Orient, l'Inde, la Chine, etc., Par suite de la guerre impérialiste, sont définitivement sortis de leur voie traditionnelle. Leur développement a définitivement suivi le cours général du capitalisme européen.

L'effervescence qui agite toute l'Europe commence à les travailler. Et il est clair maintenant pour le monde entier qu'ils se sont engagés dans une voie de développement qui ne peut pas ne pas mener à une crise de tout le capitalisme mondial...

Par suite, les pays capitalistes d'Europe occidentale parachèveront leur évolution vers le socialisme... autrement que nous ne le pensions. Ils la parachèveront, non pas par la « maturation » régulière du socialisme dans ces pays, mais au moyen de l'exploitation de certains Etats par d'autres, au moyen de l'exploitation du premier Etat vaincu dans la guerre impérialiste, exploitation jointe à celle de tout l'Orient. L'Orient, d'autre part, est entré définitivement dans le mouvement révolutionnaire par suite de cette première guerre impérialiste et a été entraîné dans le tourbillon du mouvement révolutionnaire mondial.

Si l'on ajoute à cela que les pays vaincus et les colonies ne sont pas seuls à être exploités par les pays vainqueurs, mais qu'une partie des pays vainqueurs est exploitée financièrement par les pays victorieux les plus puissants, l'Amérique et l'Angleterre ; que les contradictions entre tous ces pays sont les facteurs les plus importants de la décomposition de l'impérialisme mondial ; qu'en dehors de ces contradictions, il en existe d'autres très profondes qui se développent à l'intérieur de chacun de ces pays; que toutes ces contradictions sont aggravées du fait de l'existence de la grande République des soviets aux côtés des pays capitalistes, on a un tableau plus ou moins complet de l'originalité de la situation internationale.

Le plus probable, c'est que la révolution mondiale se développera par la séparation révolutionnaire d'un certain nombre de pays qui se détacheront du système des Etats impérialistes avec l'appui du prolétariat de ces Etats. Le premier pays qui s'est détaché, le premier pays victorieux, a déjà l'appui des masses ouvrières et paysannes des autres pays en général. Il n'aurait pu tenir sans cet appui. Il est hors de doute que cet appui ira se renforçant et s'accroissant. Il est également hors de doute que le développement même de la révolution mondiale, que le processus de la séparation d'une série de nouveaux pays d'avec l'impérialisme sera d'autant plus rapide et profond que le socialisme se sera plus solidement enraciné dans le premier pays victorieux, que ce pays se sera plus rapidement transformé en base de développement de la révolution mondiale, en ferment de la décomposition impérialiste.

S'il est vrai que la victoire *définitive* du socialisme dans le pays libéré le premier est impossible sans les efforts communs des prolétaires de plusieurs pays, il est également vrai que le développement de la révolution mondiale sera d'autant plus rapide et profond que l'aide apportée par le premier pays socialiste aux masses ouvrières et laborieuses de tous les autres pays sera plus efficace.

En quoi cette aide doit-elle consister ?

Premièrement, le prolétariat du pays victorieux, doit faire chez lui « le maximum de ce qui est possible pour développer, soutenir et éveiller la révolution *dans les autres pays* » (*La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*).

Deuxièmement, le « prolétariat victorieux » d'un pays, « après avoir exproprié les capitalistes et organisé chez lui la production socialiste, se soulève... *contre* le reste du monde capitaliste, attirant à

lui les classes opprimées des autres pays, les incitant à l'insurrection contre les capitalistes, employant même au besoin la force armée contre les classes exploiteuses et leurs Etats ».

Non seulement cette aide du pays victorieux accélère la victoire des prolétaires des autres pays, mais encore en facilitant cette victoire, elle assure par là même la victoire *définitive* du socialisme dans le premier pays victorieux.

Il est plus que probable qu'au cours du développement de la révolution mondiale, il se formera, parallèlement aux foyers impérialistes des pays capitalistes et du système de ces foyers dans le monde entier, des foyers de socialisme dans chaque pays soviétiste et un système de ces foyers dans le monde entier et que la lutte entre ces deux systèmes remplira l'histoire du développement de la révolution mondiale.

Car, dit Lénine, la libre union des nations dans le socialisme est impossible sans une lutte acharnée, plus ou moins longue, des républiques socialistes avec les Etats arriérés.

La révolution d'Octobre a une importance mondiale non seulement parce qu'elle représente la première initiative d'un pays pour rompre le système impérialiste et le premier îlot du socialisme dans l'océan des pays impérialistes, mais aussi parce qu'elle est la première étape de la révolution mondiale et la base puissante de son développement futur.

C'est pourquoi ceux qui, oubliant le caractère international de la révolution d'Octobre, proclament que la victoire de la révolution dans un seul pays est un phénomène purement et exclusivement national, commettent une lourde erreur. En outre, ceux qui, se souvenant du caractère international de la révolution d'Octobre, sont enclins à considérer cette révolution comme quelque chose de passif, destiné uniquement à recevoir un appui de l'extérieur, commettent également une erreur. En réalité, non seulement la révolution d'Octobre a besoin d'être appuyée par la révolution des autres pays, mais la révolution de ces pays a besoin de l'appui de la révolution d'Octobre pour accélérer le renversement de l'impérialisme mondial.

17 décembre 1924.

RÉSUMÉ DES TRAVAUX DE LA XIV^e CONFÉRENCE DU P.C.R.

Discours prononcé le 9 mai 1925 à l'Assemblée des militants de l'organisation de Moscou

Camarades,

Je ne crois pas qu'il soit besoin d'examiner eu détail les résolutions adoptées à la XIV^e conférence de notre parti. Il suffira, me semble-t-il, d'en mettre en relief les grandes lignes, ce qui ne sera pas sans utilité pour l'étude ultérieure de ces résolutions.

Les multiples questions envisagées dans ces résolutions peuvent se ramener à six groupes essentiels : 1^o situation internationale ; 2^o tâches courantes des partis communistes dans les pays capitalistes ; 3^o tâches courantes des groupements communistes dans les colonies et pays vassaux ; 4^o avenir du socialisme dans notre pays par rapport à la situation internationale actuelle ; 5^o politique paysanne de notre parti et tâches de ses dirigeants dans les conditions nouvelles ; 6^o métallurgie (branche principale de notre industrie).

I. La situation internationale

Qu'y a-t-il dans la situation internationale de nouveau et de particulier susceptible de définir le caractère essentiel du moment que nous traversons ? C'est le fait encore tout récent, mais dont l'empreinte marque la situation internationale, qu'en Europe la révolution est en voie de recul, qu'une période d'accalmie a commencé, à laquelle nous avons donné le nom de stabilisation temporaire, et que, simultanément, nous assistons à la croissance du développement économique et de la puissance politique de l'Union Soviétique.

Que faut-il entendre par recul de la révolution, par accalmie ? N'est-ce pas là la fin de la révolution mondiale et le commencement de la liquidation de la révolution prolétarienne universelle ? Lénine dit qu'après la victoire du prolétariat russe, une nouvelle époque est née, époque de révolution mondiale, époque de conflits et de guerres, de flux et de reflux, de victoires et de défaites, aboutissant à la victoire du prolétariat dans les principaux pays capitalistes. Or si, en Europe, la révolution est en voie de déclin, ne faut-il pas en conclure que la théorie de Lénine sur la nouvelle époque, sur la révolution mondiale n'a plus de valeur et que, de ce fait, il ne peut plus être question de révolution prolétarienne en Occident ?

Assurément non.

L'époque de la révolution mondiale constitue une nouvelle étape de la révolution, une longue période stratégique, portant sur de nombreuses années, voire sur plusieurs décades. Au cours de cette période il peut et doit se produire des phases de flux et de reflux de la révolution. Il en a été ainsi chez nous. Notre révolution a passé par deux phases de développement, deux périodes stratégiques pour entrer, après Octobre, dans une troisième étape, dans une troisième période stratégique. La première étape, qui va de 1900 à 1917, a duré plus de 15 ans. Notre but était alors l'anéantissement du tsarisme et la victoire de la révolution démocratique bourgeoise. Pendant cette période, nous avons eu de multiples alternatives de flux et de reflux de la révolution. De 1907 à 1912, ce fut le reflux. Puis, de nouveau, nous eûmes le flux de 1912, qui commença avec les événements de la Léna, et, enfin, le reflux provoqué par la guerre. L'année 1917 fut le signal d'un nouveau flux qui se termina par la victoire du peuple sur le tsarisme et la victoire de la révolution démocratique bourgeoise. A chaque reflux, les liquidateurs prophétisaient la fin de la révolution. Et cependant la révolution, à travers de multiples phases d'avance et de recul, aboutit à la victoire finale de 1917.

De ce moment date la deuxième phase de la révolution. Le but fut alors d'arracher le prolétariat russe à la guerre impérialiste, de culbuter la bourgeoisie et d'instituer la dictature du prolétariat. Cette étape, ou plutôt cette période stratégique, dura huit mois. Mais ce furent huit mois de profonde crise révolutionnaire pendant lesquels la guerre et la ruine qui en résultait stimulaient la révolution et en précipitaient le cours.

Ces huit mois de crise révolutionnaire peuvent et doivent être considérés comme équivalant à huit années au moins de développement normal. Cette période stratégique, de même que la précédente, est caractérisée non pas par un mouvement continu d'ascension rectiligne de la révolution, comme se l'imaginent bon nombre de gens, mais par des alternatives de flux et de reflux. Pendant cette période, nous eûmes le formidable flux révolutionnaire des journées de juillet. Après la défaite bolchéviste de juillet, il y eut encore un reflux qui dura jusqu'à la marche de Kornilov sur Pétrograd et qui fit place à la poussée que couronna la révolution d'Octobre. Les liquidateurs de cette période criaient, après la défaite de juillet, à la complète liquidation de la révolution. Et cependant, à travers les épreuves et les phases de recul, la révolution se termina par la victoire de la dictature du prolétariat.

Après la révolution d'Octobre, nous entrons dans la troisième période stratégique, dans la troisième étape de la révolution, dont le but est le renversement de la bourgeoisie internationale. Il est difficile de dire combien de temps durera cette période. Il est certain qu'elle sera longue et tout aussi certain qu'elle sera accompagnée d'alternatives de flux et de reflux. Le mouvement révolutionnaire mondial

est, pour le moment, entré dans une phase de reflux. Mais ce reflux, pour de multiples causes dont je parlerai plus loin, doit faire place à un mouvement de flux qui peut se terminer par la victoire du prolétariat, mais qui peut aussi ne pas aboutir à la victoire et auquel dans ce cas succédera une phase de reflux qui, à son tour, sera suivie d'un nouvel afflux révolutionnaire. Les liquidateurs de notre temps prétendent que l'accalmie actuelle marque la fin de la révolution. Mais ils se trompent comme ils se trompaient naguère, au cours de la première et de la deuxième étape de la révolution, quand tout reflux du mouvement révolutionnaire revêtait pour eux le sens d'un écrasement de la révolution.

Telles furent les oscillations inhérentes à chaque étape de la révolution, à chaque période stratégique.

Quel est le sens de ces oscillations ? Signifient-elles que la théorie de Lénine sur la nouvelle époque de la révolution mondiale ait perdu ou soit susceptible de perdre sa valeur ? Pas le moins du monde ! Elles signifient seulement que la révolution se développe généralement non en ligne droite, par un mouvement d'ascension continu, mais en zigzag, par alternatives d'avances et de reculs, de flux et de reflux qui trempent dans la lutte les forces de la révolution et les préparent à la victoire définitive.

Tel est le sens historique de la phase actuelle du reflux de la révolution et de l'accalmie que nous traversons.

Mais le mouvement de reflux n'est qu'un côté de la situation. L'autre côté est représenté par le fait que, parallèlement au reflux de la révolution en Europe, nous assistons à un développement économique extrêmement rapide de l'Union Soviétique et à l'accroissement de sa puissance politique. En d'autres termes, nous n'avons pas seulement une stabilisation du capitalisme. Nous avons également une stabilisation du régime soviétiste. C'est donc deux stabilisations que nous avons : stabilisation momentanée du capitalisme et stabilisation du régime soviétiste. Entre ces deux stabilisations, il s'est établi une espèce d'équilibre provisoire qui constitue le trait caractéristique de la situation internationale actuelle.

Mais qu'est-ce que la stabilisation ? Une stagnation ? Et dans ce cas peut-on appliquer cette définition au régime soviétiste ? Pas le moins du monde. Stabilisation ne veut pas dire stagnation. Par stabilisation, il faut entendre consolidation d'une situation donnée et continuation de développement. Le capitalisme mondial ne s'est pas seulement affermi sur la base d'une situation donnée, il poursuit son développement en étendant la sphère de son influence et en multipliant ses richesses. C'est une erreur de croire que le capitalisme ne peut pas se développer, que la théorie de la décomposition du capitalisme soutenue par Lénine dans sa brochure *L'impérialisme, dernière étape du capitalisme* exclut le développement du capitalisme. Lénine a parfaitement démontré dans sa brochure que la croissance du capitalisme ne supprime pas, mais présuppose et prédétermine la décomposition du capitalisme. Nous avons donc ainsi deux stabilisations. A l'un des pôles, le capitalisme se stabilise, consolide la situation acquise et poursuit son développement. A l'autre pôle, le régime soviétiste se stabilise, consolide les positions conquises et va de l'avant dans la voie de la victoire.

Toute la question est de savoir qui l'emportera.

Comment se fait-il qu'une stabilisation aille de front avec l'autre ? C'est parce qu'il n'existe plus désormais de capitalisme maître unique du monde. C'est parce que, maintenant, la terre est divisée en deux camps : d'un côté, le capitalisme sous les auspices du capitalisme anglo-américain ; de l'autre, le socialisme ayant à sa tête l'Union Soviétique. C'est parce que la situation internationale sera déterminée par le rapport des forces de ces deux camps adverses.

Ainsi la caractéristique du moment actuel ne réside pas seulement dans le fait que le capitalisme et le régime soviétiste se sont stabilisés, mais aussi dans le fait que leurs forces respectives ont atteint un certain équilibre momentané, avec un léger avantage en faveur du capital et, partant, avec un léger désavantage pour le mouvement révolutionnaire, car l'accalmie actuelle, comparée à la période d'élan révolutionnaire, est un désavantage indubitable, quoique momentané, pour le socialisme.

En quoi ces deux stabilisations diffèrent-elles ? A quoi aboutissent-elles ?

La stabilisation en régime capitaliste, se traduisant par le renforcement momentané du capital, aboutit nécessairement à l'aggravation des contradictions du capitalisme : *a)* entre les groupes impérialistes des divers pays ; *b)* entre les ouvriers et les capitalistes de chaque pays ; *c)* entre l'impérialisme et les peuples coloniaux de tous les pays.

Par contre, renforçant le socialisme, la stabilisation en régime soviétiste doit nécessairement aboutir à l'atténuation des contradictions et à l'amélioration des rapports : *a)* entre le prolétariat et la paysannerie de notre pays ; *b)* entre le prolétariat et les peuples coloniaux des pays opprimés ; *c)* entre la dictature du prolétariat et les ouvriers de tous les pays.

Le fait est que le capitalisme ne peut se développer sans intensifier l'exploitation de la classe ouvrière, sans maintenir dans un état de demi-famine la grande majorité des travailleurs, sans renforcer l'oppression des pays coloniaux et vassaux, sans entraîner des conflits et des chocs entre les divers groupements impérialistes de la bourgeoisie. Le régime soviétiste et la dictature du prolétariat, au contraire, ne peuvent se développer que par l'élévation constante du niveau matériel et moral de la classe ouvrière, par l'amélioration continue de la situation de tous les travailleurs du pays soviétiste, par le rapprochement progressif et l'union des ouvriers de tous les pays, par le ralliement des colonies et des pays vassaux opprimés autour du mouvement révolutionnaire du prolétariat. Le développement du capitalisme est synonyme d'appauvrissement et de misère pour la grande majorité des travailleurs, de situation privilégiée pour une infime catégorie de travailleurs corrompus par la bourgeoisie. Le développement de la dictature du prolétariat, au contraire, est synonyme d'un relèvement continu du bien-être de l'immense majorité des travailleurs.

Ainsi, le développement du capitalisme ne peut pas ne pas engendrer des conditions aggravant les contradictions du capitalisme. Et le capitalisme n'est pas en mesure de surmonter ces contradictions.

Si le capitalisme ne suivait pas un développement anarchique aboutissant aux conflits et aux guerres entre pays capitalistes pour la conquête des colonies ; s'il pouvait se développer sans l'exportation des capitaux dans les pays économiquement arriérés, dans les pays de matières premières et de main-d'œuvre à bon marché ; si l'excédent de l'accumulation capitaliste des « métropoles » était consacré non à l'exportation des capitaux, mais à un sérieux développement de l'agriculture et à l'amélioration des conditions matérielles de la paysannerie ; si, enfin, cet excédent était employé au relèvement du niveau de vie de l'ensemble de la classe ouvrière, il est évident qu'il ne pourrait plus être question d'un renforcement de l'exploitation de la classe ouvrière, de la paupérisation de la paysannerie en régime capitaliste, de l'aggravation de l'oppression des pays coloniaux et vassaux, de conflits et de guerres entre les capitalistes.

Mais alors le capitalisme ne serait plus le capitalisme. Le fait est que le capitalisme ne peut pas se développer sans envenimer toutes ces contradictions et sans accumuler par là même les facteurs qui, en définitive, contribuent à sa ruine.

Au contraire, la dictature du prolétariat ne peut continuer à se développer sans engendrer des facteurs élevant le mouvement révolutionnaire de tous les pays à un degré supérieur et préparant la victoire définitive du prolétariat.

Telle est la différence existant entre les deux stabilisations. Dans ces conditions, la stabilisation du capitalisme ne peut être ni solide, ni durable.

Examinons concrètement la stabilisation du capitalisme.

Par quoi se traduit-elle ?

Premièrement, par le fait que l'Amérique, l'Angleterre et la France ont réussi momentanément à s'entendre sur la façon dont elles allaient dépouiller l'Allemagne et sur le montant des sommes qu'elles allaient lui extorquer ; elles sont arrivées à un accord auquel elles ont donné le nom de plan Dawes. Peut-on considérer cet accord comme tant soit peu solide ? Nullement. D'abord, parce qu'il a été conclu en dehors de l'intéressé, en l'occurrence le peuple allemand ; ensuite, parce qu'il signifie que le peuple allemand devra supporter une double oppression, celle de sa propre bourgeoisie et celle de la bourgeoisie étrangère. Et ce serait croire à l'impossible que de s'imaginer qu'une nation aussi cultivée que l'Allemagne, qu'un prolétariat aussi éduqué que le prolétariat allemand se résigneront à ce double joug sans essayer de réagir par des soulèvements révolutionnaires. Il n'est pas jusqu'à ce phénomène de réaction qu'est l'élection de Hindenburg, qui ne démontre combien l'accord de l'Entente contre l'Allemagne est fragile, éphémère.

Deuxièmement, par le fait que le capital anglais, américain et japonais a réussi à se mettre momentanément d'accord sur la répartition des zones d'influence dans ce vaste débouché du capital international qu'est la Chine et sur la façon de mettre ce pays en coupe réglée. Peut-on considérer cet accord comme tant soit peu solide ? Certes, non. D'abord, parce que les parties contractantes se battent et se battront entre elles jusqu'à ce que mort s'ensuive pour le partage du butin ; ensuite, parce que cet accord a été conclu à l'insu du peuple chinois, qui ne veut pas se soumettre aux lois des détresseurs étrangers. L'extension du mouvement révolutionnaire en Chine ne montre-t-il pas que les machinations des impérialistes étrangers sont d'ores et déjà condamnées ?

Troisièmement, par le fait que les groupements impérialistes des pays avancés ont réussi momentanément à se mettre d'accord en renonçant réciproquement à s'immiscer dans le pillage et l'oppression de « leurs » colonies respectives. Peut-on considérer cette tentative d'accord comme tant soit peu sérieuse ? Pas le moins du monde. D'abord, parce que chacun des gouvernements impérialistes cherche et cherchera à s'approprier un morceau des colonies des autres ; ensuite, parce que la politique d'oppression des groupements impérialistes dans les colonies ne fait que rendre les colonies plus révolutionnaires et, par là même, avancer l'heure de la crise révolutionnaire. Les impérialistes s'efforcent de « pacifier » les Indes, de dompter l'Égypte, d'apprivoiser le Maroc, de juguler l'Indochine et, à cet effet, mettent en œuvre tous les moyens de ruse et de pression. Il se peut qu'ils obtiennent quelques « résultats ». Mais est-il besoin de dire que toutes leurs manœuvres seront, en fin de compte, déjouées.

Quatrièmement, dans le fait que les groupes impérialistes des pays avancés chercheront à se mettre d'accord pour former un front unique contre l'Union Soviétique. Admettons qu'ils parviennent à mettre sur pied une espèce de front unique en ne reculant devant aucune machination, comme les misérables faux fabriqués à l'occasion de l'attentat de la cathédrale de Sofia et ainsi de suite. Avons-nous des raisons de supposer que l'accord contre notre pays ou la stabilisation dans ce domaine puisse être tant soit peu solide, tant soit peu féconde ? Personnellement, je n'en vois pas. Pourquoi ? D'abord, parce que la menace d'un front unique et l'attaque combinée des capitalistes sonneraient plus que jamais tout le pays au pouvoir soviétiste et en feraient une forteresse encore plus inexpugnable qu'au moment de l'offensive des quatorze Etats. Rappelez-vous la menace de Churchill au sujet de l'offensive des quatorze Etats. Et il suffit que fût proférée cette menace pour que tout le pays se serrât autour du pouvoir soviétiste, afin de repousser l'attaque éventuelle des rapaces impérialistes. Ensuite, parce que la croisade contre le pays soviétiste allumerait dans tous les pays de multiples foyers révolutionnaires, qui désagrègeraient et démoraliseraient les forces de l'impérialisme. Que ces foyers se soient considérablement multipliés ces derniers temps et qu'ils ne réservent rien de bon à l'impérialisme, c'est ce dont on ne peut douter. Enfin, parce que notre pays n'est déjà plus isolé, parce qu'il a pour alliés les ouvriers d'Occident et les peuples d'Orient. Au demeurant, il est à peu près certain que la guerre contre l'Union Soviétique se changerait en guerre de l'impérialisme contre ses propres ouvriers et ses colonies. Je n'ai pas besoin de souligner que si l'on attaque notre pays, nous ne nous contenterons pas de marquer les coups et que nous saurons prendre les mesures nécessaires pour déchaîner le torrent révolutionnaire dans tous les pays du monde. Les dirigeants des pays capitalistes ne doivent pas ignorer que, dans ce domaine, nous avons quelque compétence. Tels sont les faits et considérations qui témoignent que la stabilisation ne peut pas être solide, que cette stabilisation appelle l'apparition de

facteurs aboutissant à la défaite du capitalisme, qu'en revanche la stabilisation du régime soviétiste mène à une accumulation incessante de facteurs aboutissant à l'affermissement de la dictature du prolétariat, à l'essor du mouvement révolutionnaire de tous les pays et à la victoire du socialisme.

Cette opposition de principe entre la stabilisation capitaliste et la stabilisation soviétiste est l'expression de l'opposition entre deux systèmes d'économie et de gouvernement : le système capitaliste et le système socialiste.

Qui ne comprend pas cette opposition ne comprendra jamais le fond véritable de la situation internationale actuelle.

Tel est, en ce moment, le tableau général de la situation internationale.

II - Tâches courantes des partis communistes dans les pays capitalistes

Ce qui caractérise en ce moment la situation des partis communistes dans les pays capitalistes, c'est que la période de poussée révolutionnaire a fait place à une période de reflux, à une période d'accalmie.

C'est cette accalmie qu'il s'agit de mettre à profit pour renforcer les partis communistes, les bolchéviser et les transformer en véritables partis de masse, appuyés sur les syndicats, pour grouper les travailleurs de certaines catégories sociales non-prolétariennes, et en premier lieu la paysannerie, autour du prolétariat, enfin, pour éduquer les prolétaires dans l'esprit de la révolution et la dictature du prolétariat.

Je n'énumérerai pas toutes les tâches courantes qui se posent aux partis communistes d'Occident. Si vous lisez les résolutions adoptées à ce sujet, notamment les résolutions adoptées par l'Exécutif élargi sur la bolchévisation, vous n'aurez pas de peine à comprendre en quoi consistent pratiquement ces problèmes. Je me bornerai à examiner la tâche essentielle des partis communistes d'Occident et à la mettre en lumière, ce qui facilitera la solution de tous les autres problèmes du moment.

Cette tâche, c'est de cimenter les partis communistes d'Occident et les syndicats, de développer et de mener à bonne fin la campagne en faveur de l'unité du mouvement syndical, d'obliger tous les communistes à adhérer aux syndicats, d'y mener un travail méthodique en faveur du front unique des ouvriers contre le capital et de créer ainsi des conditions permettant aux partis communistes de s'appuyer sur les syndicats.

Sans l'accomplissement de cette tâche, il n'est pas possible de transformer les partis communistes en véritables partis de masse, ni de préparer des conditions favorables à la victoire du prolétariat.

Les syndicats et les partis en Occident ne sont pas ce qu'ils sont chez nous. Leurs rapports ne ressemblent nullement à ceux qui existent en Russie. Chez nous, les syndicats ont fait leur apparition après le parti et autour du parti de la classe ouvrière. Chez nous, avant l'existence des syndicats, le parti et ses organisations dirigeaient déjà non seulement la lutte politique, mais la lutte économique de la classe ouvrière, jusques et y compris les grèves les moins importantes. C'est ce qui, dans une large mesure, permet de comprendre l'autorité exceptionnelle dont jouissait notre parti parmi les ouvriers avant la révolution de Février comparativement aux embryons de syndicats qui existaient alors de-ci de-là. Les véritables syndicats ne firent leur apparition en Russie qu'après février 1917. Mais, à la veille de la révolution d'Octobre, nous avions déjà des organisations professionnelles parfaitement constituées qui jouissaient parmi les ouvriers d'une très grande autorité. Lénine disait à ce moment que, sans l'appui des syndicats, il était impossible d'établir ou de maintenir la dictature du prolétariat. Mais les syndicats n'atteignirent leur plein développement qu'après la prise du pouvoir, et surtout après l'application de la Nep. Il est indubitable que, maintenant, nos puissants syndicats constituent un des plus fermes appuis de la dictature du prolétariat. Le trait le plus caractéristique de leur histoire, c'est

qu'ils sont nés, qu'ils se sont développés et consolidés après le parti, autour de lui, dans une atmosphère d'amitié réciproque.

En Europe occidentale, les syndicats se sont développés dans une ambiance très différente. D'abord ils ont surgi et grandi bien avant l'apparition des partis ouvriers. Ensuite, ce ne sont pas les syndicats qui se sont développés autour des partis, mais au contraire, les partis ouvriers qui sont issus des syndicats. Enfin, étant donné que dans le domaine de la lutte économique, qui touche le plus la classe ouvrière, la place était, pour ainsi dire, déjà prise par les syndicats, les partis se virent contraints de se consacrer surtout à la lutte parlementaire, ce qui devait forcément se répercuter sur le caractère de leur travail et sur leur autorité auprès de la classe ouvrière. Et c'est parce que les partis apparurent en Occident après les syndicats et que les syndicats naquirent longtemps avant les partis pour devenir les principales forteresses du prolétariat dans sa lutte contre le capital, que les partis, en tant que forces autonomes, sans point d'appui sur les syndicats, se virent relégués à l'arrière-plan.

Il en résulte que si les partis communistes veulent devenir réellement une force massive, capable d'actionner la révolution, ils doivent étroitement se lier aux syndicats et s'appuyer sur eux.

Ne pas tenir compte de cette particularité de la situation en Occident, c'est à coup sûr nuire à la cause du mouvement communiste.

Et pourtant, il existe encore en Occident certains « communistes » qui ne veulent pas voir cette particularité et qui vont répétant leur mot d'ordre antiprolétarien et antirévolutionnaire : « Abandon des syndicats ! ». Le mouvement communiste d'Occident n'a pas d'adversaires plus nuisibles que cette espèce de « communistes » qui rêvent de se lancer à l'attaque des syndicats incarnant à leurs yeux des citadelles ennemies. Ils ne comprennent pas qu'une semblable politique doit forcément les faire considérer comme des ennemis par les ouvriers. Ils ne comprennent pas que, bons ou mauvais, les syndicats sont pour l'ouvrier du rang comme des citadelles d'où lui vient le secours pour le maintien des salaires, de la journée de travail, et ainsi de suite. Ils ne comprennent pas qu'une semblable politique ne facilite pas, mais entrave le travail de pénétration des communistes dans les couches profondes de la classe ouvrière.

« Vous attaquez ma citadelle, peut dire le simple ouvrier à de tels communistes, vous voulez détruire l'œuvre à laquelle je me suis consacré pendant des dizaines d'années en me persuadant que le communisme est un progrès sur le trade-unionisme: Il se peut que vous ayez raison dans vos spéculations théoriques sur le communisme, ce n'est pas à moi, simple ouvrier, d'en juger ; mais ce que je sais, c'est que j'ai ma forteresse dans mon syndicat, que ce syndicat m'a conduit à la lutte, qu'il m'a défendu tant bien que mal contre les agressions des capitalistes et que celui qui cherche à détruire cette forteresse nuit à mes intérêts. Cessez d'attaquer les syndicats, entrez-y, militez-y cinq années et plus s'il le faut, contribuez à les améliorer et à les renforcer, et si vous me persuadez de la supériorité de vos méthodes, soyez sûrs que je ne me refuserai pas à vous soutenir. »

Tel est à peu près l'accueil que réserve l'ouvrier moyen de nos jours aux antiprofessionnalistes. Si l'on n'a pas compris ce trait particulier de la psychologie de l'ouvrier moyen, on ne comprendra rien à la situation de nos partis communistes à l'heure actuelle.

En quoi réside la force de la social-démocratie en Occident ?

En ce qu'elle a les syndicats pour point d'appui.

En quoi réside la faiblesse de nos partis communistes en Occident ?

Dans le fait qu'ils ne se sont pas encore intimement liés et que certains de leurs éléments ne veulent pas se lier aux syndicats.

C'est pourquoi la tâche essentielle des partis communistes d'Occident en ce moment est de développer et de mener à bien la campagne en faveur de l'unité syndicale, d'obliger tous les communistes à entrer dans les syndicats, d'y accomplir un travail méthodique de longue haleine en faveur du groupement de la classe ouvrière contre le capital, et d'arriver ainsi à s'appuyer sur les syndicats.

Tel est le sens de notre campagne en faveur de l'unité syndicale.

Telles la signification des décisions de l'Exécutif élargi de l'Internationale communiste au sujet des tâches courantes des partis communistes d'Occident à l'heure actuelle.

III - Tâches courantes des éléments communistes dans les pays coloniaux et vassaux

Voici ce qu'il y a de nouveau dans ce domaine :

a) Etant donné l'exportation croissante de capitaux des pays avancés dans les pays arriérés, exportation favorisée par la stabilisation du capitalisme, ce dernier, dans les pays coloniaux, se développe et est appelé à se développer à une allure accélérée, provoquant la disparition des anciennes formes politiques sociales et l'implantation de nouvelles ;

b) Le prolétariat de ces pays grandit et grandira rapidement ;

c) Le mouvement ouvrier et la crise révolutionnaire gagnent et gagneront du terrain dans les colonies ;

d) On assiste au développement des couches les plus riches et les plus puissantes de la bourgeoisie indigène, qui, redoutant bien plus la révolution dans leur pays que l'impérialisme, préfèrent un compromis à l'affranchissement de leur patrie, qu'ils trahissent ainsi au profit de l'impérialisme (Inde, Egypte, etc.) ;

e) Par suite, l'affranchissement de ces pays ne peut être réalisé que dans la lutte contre la bourgeoisie nationale conciliatrice ;

f) Il en résulte que l'alliance des ouvriers et des paysans, ainsi que l'hégémonie du prolétariat dans les colonies à développement ou en voie de développement industriel, doivent passer au premier plan de l'actualité, comme ce fut le cas en Russie avant la révolution de 1905.

Jusqu'ici, on avait accoutumé de considérer l'Orient comme un tout uniforme. Maintenant, il est clair qu'une telle appréciation de l'Orient n'est plus possible, que désormais il existe des colonies à développement ou en voie de développement capitaliste et des colonies arriérées à l'égard desquelles il ne peut être question d'appliquer la même méthode.

Jusqu'ici, on se représentait le mouvement d'émancipation nationale comme un front ininterrompu de toutes les forces nationales des pays coloniaux et vassaux, front dans lequel on englobait tous les éléments, depuis les bourgeois les plus réactionnaires jusqu'aux prolétaires les plus révolutionnaires. Aujourd'hui, après la scission de la bourgeoisie nationale en aile révolutionnaire et en aile antirévolutionnaire, le tableau du mouvement national se présente tout autrement. A côté des éléments révolutionnaires du mouvement national, il se forme au sein de la bourgeoisie des éléments conciliateurs, réactionnaires, préférant un compromis avec l'impérialisme plutôt que l'affranchissement de leur pays.

D'où la nécessité pour les éléments communistes des colonies de s'unir aux éléments révolutionnaires de la bourgeoisie nationale et, tout d'abord, à la paysannerie contre le bloc de l'impérialisme et des éléments conciliateurs de la bourgeoisie indigène, afin de mener, prolétariat en tête, une lutte révolutionnaire efficace pour la libération des colonies du joug de l'impérialisme.

Nombre de pays coloniaux approchent maintenant de ce qu'on pourrait appeler leur année 1905.

La tâche consiste à grouper les ouvriers avancés des pays coloniaux en un parti communiste unique, capable de prendre le gouvernail de la révolution.

Voici ce que disait Lénine, en 1922, du mouvement révolutionnaire grandissant dans les pays coloniaux :

Les « vainqueurs » actuels du premier carnage impérialiste n'ont pas même la force de vaincre la petite, l'infime Irlande, de surmonter l'anarchie qui règne parmi eux dans les questions financières et monétaires. Or, l'Inde et la Chine sont en ébullition. Il s'agit de plus de 700 millions d'être humains qui, avec les pays limitrophes asiatiques, représentent une bonne moitié de la population du globe. Avec une force irrésistible, à une allure de plus en plus accélérée, il se prépare dans ces pays un 1905, avec cette différence essentielle qu'en Russie la révolution de 1905 pouvait encore s'accomplir, du moins au début, isolément, c'est-à-dire en n'entraînant pas immédiatement les autres pays sans son orbite. Mais la révolution qui gronde dans l'Inde et en Chine est maintenant attirée dans la lutte révolutionnaire, dans le mouvement révolutionnaire, dans la révolution internationale.

Les pays coloniaux sont à la veille de leur 1905, telle est la conclusion.

Tel est le sens des résolutions adoptées sur la question coloniale par l'Exécutif élargi de l'Internationale communiste.

IV - L'avenir du socialisme en U.R.S.S.

Jusqu'ici, j'ai parlé des résolutions de notre conférence sur des sujets concernant directement l'Internationale communiste. Je passe maintenant à des questions qui se rapportent directement tant à l'I.C. qu'au P.C.R. et qui représentent ainsi un anneau rattachant les questions extérieures aux questions intérieures.

Quel effet la stabilisation temporaire du capitalisme peut-elle avoir sur l'avenir du socialisme dans notre pays ? Ne devons-nous pas la considérer comme la fin ou le commencement de la fin de l'organisation socialiste dans l'Union soviétique ?

Est-il possible, dans notre pays arriéré au point de vue technique et économique, d'édifier le socialisme si le capitalisme subsiste plus ou moins longtemps dans les autres pays ?

Pouvons-nous obtenir une garantie complète contre la menace d'une intervention et, partant, contre la restauration de l'ancien régime, alors que nous sommes encerclés par le capitalisme, qui, ne l'oublions pas, est en ce moment stabilisé ?

Autant de questions qui se posent à nous en raison de l'état actuel des rapports internationaux et que nous ne pouvons laisser sans réponse.

Notre pays présente deux groupes de contradictions : contradictions intérieures entre le prolétariat et la paysannerie; contradictions extérieures entre notre pays, en tant que nation socialiste, et les autres pays, en tant que nations impérialistes.

Examinons séparément ces groupes de contradictions.

Qu'il existe certaines contradictions entre le prolétariat et la paysannerie, la chose est évidemment indéniable. Il suffit de se rappeler ce qui s'est passé et ce qui se passe chez nous sous le rapport de la politique des prix sur les produits agricoles, sous le rapport de la campagne pour la baisse des prix des

objets manufacturés, pour comprendre toute la réalité de ces contradictions. Il existe en U. R. S. S. deux classes fondamentales : la classe ouvrière et la classe des petits possédants, c'est-à-dire la paysannerie. D'où d'inévitables contradictions. Le tout est de savoir si, par nos propres moyens, nous pouvons vaincre les contradictions existant entre le prolétariat et la paysannerie. Quand on dit : Pouvons-nous construire le socialisme avec nos seules forces ? il faut évidemment traduire : Les contradictions entre le prolétariat et la paysannerie sont-elles surmontables ?

A cette question, le léninisme répond par l'affirmative. Nous pouvons édifier le socialisme et nous l'édifierons avec le concours de la paysannerie sous la direction de la classe ouvrière.

Quelles sont les raisons qui permettent une telle réponse ?

C'est qu'entre le prolétariat et la paysannerie, il existe des antagonismes, mais aussi une communauté d'intérêts dans les questions fondamentales. Or, cette communauté d'intérêts couvre ou, en tout cas, peut couvrir les antagonismes existants et constitue la base, le fondement de l'alliance des ouvriers et des paysans.

En quoi consiste cette communauté d'intérêts ? Le fait est qu'il existe deux systèmes de développement de l'agriculture : le système capitaliste et le système socialiste. Le système capitaliste, c'est le développement par l'appauvrissement de la majeure partie de la paysannerie, mais, par contre, l'enrichissement des couches supérieures de la bourgeoisie urbaine et rurale. Le système socialiste, au contraire, c'est le développement par l'élévation continue du bien-être de la majorité des paysans. De même que le prolétariat, la paysannerie est particulièrement intéressée au développement socialiste, car c'est pour elle l'unique moyen de se sauver de l'appauvrissement et d'une existence de demi-famine. Inutile de dire que la dictature du prolétariat, qui détient les positions essentielles de l'économie, prendra toutes les mesures nécessaires pour la victoire du socialisme. Ainsi, la paysannerie est vitalemment intéressée à ce que le développement s'effectue précisément dans ce sens.

De là, la communauté d'intérêts du prolétariat et de la paysannerie qui couvre leurs contradictions.

Voilà pourquoi le léninisme dit que nous pouvons et devons, avec la paysannerie, construire une société socialiste basée sur l'alliance des ouvriers et des paysans.

Voilà pourquoi le léninisme dit qu'en nous appuyant sur les intérêts communs des prolétaires et des paysans, nous pouvons et devons vaincre par nos propres moyens les contradictions existant entre le prolétariat et la paysannerie.

Mais tous nos camarades ne sont pas d'accord sur ce point avec le léninisme. Voici, par exemple, ce que pense Trotsky de ces contradictions :

Les contradictions qui se manifestent sous un gouvernement ouvrier dans un pays arriéré, où l'immense majorité de la population est composée de paysans, ne pourront trouver leur solution qu'à l'échelle internationale, sur l'arène de la révolution mondiale du prolétariat (Préface à l'ouvrage « 1905 »).

En d'autres termes, nous n'avons ni la force, ni les moyens de vaincre et de supprimer dans notre pays les contradictions du prolétariat et de la paysannerie. Nous ne le pourrions que si la révolution mondiale éclatait et nous permettait, enfin, de construire le socialisme.

Inutile de dire que cette théorie n'a rien de commun avec le léninisme.

Poursuivant sa pensée, Trotsky écrit :

Sans l'aide gouvernementale directe du prolétariat européen, la classe ouvrière russe ne pourra se maintenir au pouvoir et transformer sa domination momentanée en dictature socialiste durable (*Notre révolution*).

En d'autres termes, tant que le prolétariat d'Occident ne prendra pas le pouvoir et ne nous apportera pas son appui, il est inutile de songer à nous maintenir longtemps au pouvoir.

Ailleurs, nous lisons encore :

Il serait vain de penser que, par exemple une Russie révolutionnaire pût se maintenir en face d'une Europe conservatrice.

Ainsi, non seulement nous ne pouvons pas construire le socialisme, mais nous ne sommes même pas en état de nous maintenir, ne fût-ce qu'un court laps de temps, en face d'une Europe conservatrice, bien que nous ayons tenu bon jusqu'ici et que nous ayons repoussé victorieusement de furieuses attaques de l'Europe conservatrice.

Enfin, voici ce que dit Trotsky :

En Russie, il ne pourra y avoir d'essor véritable de l'économie socialiste *qu'après la victoire* du prolétariat dans les principaux pays d'Europe.

On ne saurait être plus clair.

J'ai donné ces citations afin de les comparer à des citations de Lénine et de vous montrer qu'il est possible de construire une société socialiste intégrale dans un pays de dictature du prolétariat entouré d'Etats capitalistes.

Voici ce qu'écrivait Lénine en 1915, pendant la guerre impérialiste :

L'inégalité du développement économique et politique est incontestablement une loi du capitalisme. Il en résulte que le socialisme peut vaincre tout d'abord dans quelque pays capitaliste, ou même dans un seul. Le prolétariat victorieux de ce pays, après avoir exproprié les capitalistes et organisé chez lui la production socialiste, se dresserait *contre* le reste du monde capitaliste, attirerait à lui les classes opprimées des autres pays, y susciterait la révolte contre les capitalistes, interviendrait même, au besoin, par la force des armes contre les classes exploiteuses et leurs Etats... Car l'union libre des nations dans le socialisme est impossible sans une lutte acharnée, plus ou moins longue, des républiques socialistes contre les Etats retardataires.

Autrement dit, le pays de la dictature prolétarienne, quoique encerclé de pays capitalistes, non seulement peut surmonter par ses propres moyens les contradictions intérieures entre le prolétariat et la paysannerie, mais encore peut et doit construire le socialisme, organiser l'économie socialiste et mettre sur pied une force armée destinée à venir en aide aux prolétaires des autres pays dans leur lutte pour le renversement du capital.

Telle est la théorie fondamentale du léninisme sur la victoire du socialisme dans un seul pays.

C'est ce que dit encore Lénine, quoique sous une autre forme, en 1920, au 8^e congrès des soviets, à propos de l'électrification de notre pays :

Le communisme, c'est le pouvoir des soviets, plus l'électrification du pays, faute de quoi le pays serait condamné à demeurer un pays de moyenne paysannerie. C'est ce que nous devons bien nous mettre dans la tête. Nous sommes plus faibles que le capitalisme, non seulement à l'échelle internationale, mais même à l'intérieur du pays. C'est là une chose notoire. Nous nous en sommes convaincus et nous ferons en sorte que notre base économique, qui est en ce moment représentée

par la petite paysannerie, soit constituée par la grande industrie. Ce n'est que lorsque le pays sera électrifié, lorsque l'industrie, l'agriculture et les moyens de transport auront comme fondement technique la grande industrie, que nous vaincrons *définitivement*.

Lénine se rend parfaitement compte des difficultés auxquelles doit se heurter l'édification du socialisme dans notre pays, et pourtant il n'en tire nullement l'absurde déduction qu'« en Russie, il ne pourra y avoir d'essor véritable de l'économie socialiste qu'après la victoire du prolétariat dans les principaux pays d'Europe ». Au contraire, il considère que nous pouvons par nos propres moyens surmonter ces difficultés et remporter la « victoire définitive », c'est-à-dire réaliser le socialisme intégral.

Mais voici ce qu'il disait encore, une année après, en 1921 :

Dix à vingt années de rapports justes avec la paysannerie et la victoire est assurée à *l'échelle internationale*, même si les révolutions prolétariennes, qui mûrissent, tardent à venir.

Ainsi Lénine voyait nettement les difficultés que l'édification du socialisme aurait à surmonter dans notre pays, mais il n'en concluait pas que, « sans l'aide gouvernementale directe du prolétariat européen, la classe ouvrière russe ne pourrait se maintenir au pouvoir ». Au contraire, il estimait qu'au moyen d'une politique juste à l'égard de la paysannerie, nous pouvions parfaitement obtenir « la victoire à l'échelle internationale », c'est-à-dire réaliser le socialisme intégral.

Qu'est-ce qu'une politique juste à l'égard de la paysannerie ? Une telle politique dépend entièrement de nous, en tant que parti dirigeant l'édification du socialisme dans notre pays.

C'est ce que disait en 1922, mais avec plus de précision encore, Lénine dans ses notes sur la coopération :

Possession par l'Etat des principaux instruments de production, possession du pouvoir politique par le prolétariat, alliance de ce prolétariat avec la masse immense des petits paysans qu'il dirige, n'est-ce pas là tout ce qu'il faut pour pouvoir, avec la seule coopération (que nous traitions auparavant de mercantile et que nous avons maintenant, jusqu'à un certain point, le droit de traiter ainsi sous la Nep), procéder à la construction pratique de la société socialiste intégrale ? Ce n'est pas là encore la construction de la société socialiste, mais c'est tout ce qui est nécessaire et suffisant pour cette construction.

Ainsi, après la dictature du prolétariat, il se trouve, d'après Lénine, que nous disposons de tous les éléments nécessaires pour construire la société socialiste intégrale, en surmontant toutes les difficultés intérieures, car il est entendu que nous pouvons et devons les surmonter par nos propres moyens.

Voilà qui est clair.

Examinant l'objection d'après laquelle l'état économique relativement arriéré de notre pays exclut la possibilité de l'édification du socialisme, Lénine la rejette comme quelque chose d'incompatible avec le socialisme :

Extrêmement banal est l'argument qu'ils ont appris par cœur au cours du développement de la social-démocratie d'Europe Occidentale et d'après lequel nous ne sommes pas mûrs pour le socialisme, nous n'avons pas en Russie, comme le disent certains « savants », les conditions objectives pour le socialisme.

S'il en était ainsi, il eût été inutile de prendre le pouvoir en octobre 1917 et de faire la révolution. Car, si l'on exclut la possibilité et la nécessité de construire la société socialiste intégrale, la révolution d'Octobre perd son sens. Nier la possibilité d'édifier le socialisme dans un seul pays, c'est logiquement nier que la révolution d'Octobre fût rationnelle. Et *vice versa*, si l'on n'a pas foi en la révolution

d'Octobre, on ne doit pas admettre la possibilité de la victoire du socialisme dans un pays encerclé par le capitalisme. La liaison entre le scepticisme à l'égard de la révolution d'Octobre et la négation des possibilités socialistes de notre pays est flagrante.

Je sais, dit Lénine, qu'il est des sages, qui se croient fort malins et s'intitulent même socialistes, qui affirment qu'il ne fallait pas prendre le pouvoir tant que la révolution n'aurait pas éclaté dans tous les pays. Ils ne soupçonnent pas qu'en parlant ainsi, ils s'écartent de la révolution et se rangent aux côtés de la bourgeoisie. Attendre que les masses laborieuses accomplissent la révolution à l'échelle internationale, c'est se figer dans la passivité. C'est tout bonnement de l'absurdité.

Voilà ce qu'il en est des contradictions du premier genre, des contradictions intérieures relatives à la possibilité de construire le socialisme dans l'encerclement capitaliste.

Voyons maintenant les contradictions du second genre, c'est-à-dire les contradictions extérieures existant entre notre pays en tant que pays du socialisme et les autres pays en tant que pays du capitalisme.

En quoi consistent ces contradictions ?

En ce que, tant que durera l'encerclement capitaliste, nous resterons sous la menace d'une intervention des pays capitalistes, et que, par suite, nous serons menacés d'un retour à l'ancien régime.

Peut-on considérer ces contradictions comme parfaitement surmontables pour un seul pays ? Non. En effet, les efforts d'un seul pays, si même ce pays est un pays de dictature, sont insuffisants pour le garantir contre le danger d'une intervention. La garantie complète contre toute intervention et, partant, la victoire définitive du socialisme ne sont possibles qu'à l'échelle internationale, qu'au moyen des efforts conjugués des prolétaires d'une série de pays, ou, mieux encore, qu'après la victoire des prolétaires dans plusieurs pays.

Qu'est-ce que la victoire définitive du socialisme ?

C'est la garantie complète contre toute tentative d'intervention et, partant, de restauration, étant donné qu'une tentative tant soit peu sérieuse de restauration ne peut être effectuée qu'avec un appui efficace du dehors, en l'occurrence du capital international. C'est pourquoi le soutien de notre révolution par les ouvriers de tous les pays et, à plus forte raison, la victoire de ces ouvriers, ne fût-ce que dans quelques pays, représente pour le premier pays vainqueur une condition indispensable de complète garantie contre les tentatives d'intervention et de restauration, une condition indispensable pour la victoire définitive du socialisme.

Tant que la République des Soviets, dit Lénine, restera isolée à la lisière du monde capitaliste, il serait chimérique et utopique de songer... à la disparition de toute espèce de dangers. Il est évident que, tant qu'il subsiste de telles oppositions, il subsiste des dangers que, quoi qu'on fasse, on n'arrivera pas à éviter.

Et, plus loin :

Nous vivons non seulement dans un Etat, mais dans un système d'Etats, et c'est pourquoi on ne peut concevoir une existence parallèle de longue durée de la République des Soviets et des Etats impérialistes. En fin de compte, l'un ou l'autre doit l'emporter.

Voilà pourquoi, dit Lénine :

On ne peut vaincre définitivement qu'à l'échelle internationale et seulement au prix des efforts conjugués des ouvriers de tous les pays.

Telle est la nature des contradictions du second genre. Confondre le premier groupe de contradictions, parfaitement surmontables par les efforts d'un seul pays, avec le second groupe de contradictions, qui exigent pour leur solution les efforts des prolétaires de plusieurs pays, c'est commettre une faute grossière envers le léninisme, c'est être un confusionniste ou un opportuniste incurable.

Pour donner un échantillon de la confusion qui règne dans certains esprits, je citerai le passage d'une lettre que m'écrivit un camarade au début de cette année au sujet de la victoire du socialisme dans un seul pays.

Vous dites, écrit-il, que la théorie léniniste... réside dans le fait que *le socialisme peut vaincre dans un seul pays*. Malheureusement, je n'ai pas trouvé dans les œuvres de Lénine d'indications à ce sujet.

Le malheur n'est pas que ce camarade, que je considère comme un des meilleurs parmi nos jeunes étudiants communistes, n'a pas trouvé ces indications. Le jour viendra où il les trouvera. Ce qui est grave, c'est qu'il a confondu les contradictions intérieures avec les contradictions extérieures et qu'en fin de compte il s'est égaré lui-même dans ce brouillamini. Peut-être ne sera-t-il pas superflu de vous donner connaissance de la réponse que j'ai faite à ce camarade :

Il ne s'agit pas de la victoire complète, mais simplement de la victoire qui consiste à chasser les propriétaires fonciers et les capitalistes, à prendre le pouvoir, à repousser les attaques de l'impérialisme et à poser les jalons de l'organisation de l'économie socialiste. Le prolétariat d'un seul pays peut parfaitement atteindre ces objectifs, mais une complète garantie de restauration ne peut être obtenue qu'avec « les efforts communs des prolétaires de plusieurs pays ». Il eût été insensé de déclencher la révolution en Russie avec la conviction que le prolétariat russe vainqueur, bénéficiant de la sympathie active des prolétaires des autres pays, mais sans la victoire du prolétariat dans plusieurs autres pays, « ne pourrait pas se maintenir contre une Europe conservatrice ». Ce n'est pas du marxisme, mais du vulgaire opportunisme. Si cette théorie était juste, elle donnerait tort à Lénine, qui affirme que nous transformerons la Russie de la Nep en Russie socialiste, que nous avons « tout ce qu'il faut pour l'édification d'une société socialiste intégrale »... Le plus dangereux dans notre politique pratique, c'est la tendance à considérer un pays victorieux comme quelque chose de passif, capable seulement de marquer le pas jusqu'au moment où les prolétaires victorieux des autres pays accourront à son secours. Admettons que, pendant cinq ans, dix ans, l'Occident ne connaisse pas de révolution victorieuse; admettons que, durant ce temps, notre république continue à exister et à organiser l'économie socialiste dans les conditions de la Nep. Or, dans ce cas, pensez-vous que, pendant toute cette période, notre pays s'occupera de moudre du vent et ne se livrera pas à l'édification de l'économie socialiste ? Il suffit de poser la question pour comprendre tout le danger de la théorie de la négation de la victoire du socialisme dans un seul pays. Mais s'ensuit-il que la victoire sera complète, définitive ? Pas le moins du monde. Tant que durera l'encerclement capitaliste, la menace d'intervention persistera.

Tel est le jour sous lequel nous apparaît l'avenir du socialisme dans notre pays, conformément à la résolution adoptée à ce sujet par la quatorzième conférence de notre parti.

V - La politique du parti à la campagne

Avant d'aborder la résolution de la quatorzième conférence sur la politique du parti à la campagne, je voudrais dire quelques mots du battage fait par la presse bourgeoise autour de la critique de nos côtés faibles à la campagne, critique qui est l'œuvre du parti lui-même. La presse bourgeoise crie partout que la critique à ciel ouvert de nos propres erreurs est un symptôme de faiblesse du pouvoir soviétiste, un signe de décomposition et de ruine. Inutile de dire que tout ce battage n'est que falsification et mensonge.

L'autocritique est un symptôme de force et non de faiblesse de notre parti. Seul, un parti fort, ayant des racines solides et marchant à la victoire, peut se permettre au grand jour une impitoyable critique de ses propres insuffisances. Un parti qui dissimule la vérité au peuple, qui craint la lumière et la critique,

n'est pas un parti, mais une coterie de dupeurs vouée à disparaître. Messieurs les bourgeois nous mesurent à leur aune. Ils craignent la lumière et cachent soigneusement la vérité au peuple en dissimulant leurs crises sous le camouflage du bien-être. Ils s'imaginent que nous aussi, communistes, nous devons cacher la vérité au peuple; ils craignent la lumière parce qu'il leur suffirait de se laisser aller à une autocritique tant soit peu sérieuse, à une libre critique de leurs propres vices pour qu'il ne restât rien du régime bourgeois. Ainsi ils se figurent que si nous, communistes, nous tolérons l'autocritique, c'est la preuve que nous sommes aux abois et désemparés. Les honorables bourgeois et social-démocrates nous mesurent à leur aune. Seuls, les partis appelés à disparaître de la scène peuvent redouter la lumière et la critique. Nous ne craignons ni l'une ni l'autre, parce que nous sommes un parti en plein essor, en route pour la victoire. Voilà pourquoi l'autocritique que nous faisons depuis déjà plusieurs mois est un symptôme de puissance et non de faiblesse, un moyen de consolider encore notre parti et non de le désagréger.

Et, maintenant, passons à la politique paysanne de notre parti.

Quels nouveaux symptômes constate-t-on dans les campagnes par suite de la situation qui s'est formée à l'intérieur et à l'extérieur du pays ? A mon avis, on peut mentionner quatre faits principaux :

- 1° Le revirement de la situation internationale et le ralentissement du développement révolutionnaire, qui exigent que nous choissions les méthodes les moins douloureuses, même si elles sont plus lentes, pour amener la paysannerie à participer à l'édification du socialisme ;
- 2° L'essor économique des campagnes et le processus de différenciation de la paysannerie, qui exigent la liquidation des survivances du communisme de guerre ;
- 3° L'activité politique de la paysannerie, qui exige la modification des anciennes méthodes de direction et d'administration des campagnes ;
- 4° Les nouvelles élections aux soviets, qui ont montré nettement que, sur de nombreux points de notre pays, le paysan moyen s'est rangé aux côtés du paysan riche contre le paysan pauvre.

Quelle doit être, étant donné ces nouveaux faits, la tâche principale du parti dans les campagnes ?

Partant du fait de la différenciation des campagnes, certains camarades arrivent à la conclusion que la principale tâche du parti est d'attiser la lutte de classe dans les campagnes. C'est là reprendre les anciens refrains des menchéviks. Notre tâche n'est pas là.

L'essentiel n'est nullement d'attiser la lutte de classe au village. *L'essentiel maintenant est de grouper les paysans moyens autour du prolétariat, c'est-à-dire de les regagner.* L'essentiel est de se souder à la masse principale de la paysannerie, d'élever son niveau matériel et moral et de marcher de l'avant avec cette masse sur la voie du socialisme. L'essentiel est de construire le socialisme avec le concours de la paysannerie et sous la direction de la classe ouvrière, direction qui est la principale garantie que l'organisation de l'économie s'effectuera dans le sens du socialisme.

Telle est aujourd'hui la tâche essentielle du parti.

Peut-être n'est-il pas superflu de rappeler ce que Lénine écrivait à ce sujet au moment de l'instauration de la Nep et qui, jusqu'à présent, n'a rien perdu de son actualité.

Toute la question désormais est de mettre en mouvement une masse incomparablement plus grande et plus puissante que jusqu'ici. Il n'y a pas d'autres moyens d'y parvenir qu'en marchant avec la paysannerie.

Et, plus loin :

Se souder à la masse paysanne, à tous ses éléments laborieux et marcher de l'avant, lentement, infiniment plus lentement que nous ne l'avions rêvé, mais par contre de telle façon que toute la masse s'ébranle avec nous. Et alors viendra un moment où ce mouvement s'accélérera à un degré qui dépassera toutes nos espérances.

Par suite, nous avons, dans les campagnes, deux tâches essentielles à accomplir.

1. Tout d'abord, nous devons faire en sorte que l'économie paysanne s'incorpore au système général du développement économique soviétiste. Autrefois, la ville suivait son chemin, la campagne suivait le sien. Le capitaliste s'efforçait d'inclure l'économie paysanne dans le système du développement capitaliste. Mais cette inclusion s'effectuait moyennant l'appauvrissement des masses paysannes et l'enrichissement des couches supérieures de la paysannerie. On sait que cette méthode s'est avérée particulièrement propre à engendrer des révolutions. Après la victoire du prolétariat, l'introduction de l'économie paysanne dans le système général de développement de l'économie soviétiste consiste dans la création des conditions susceptibles de faire avancer l'économie nationale sur la base d'un relèvement progressif, mais continu, du bien-être de la majeure partie de la paysannerie, c'est-à-dire dans un sens diamétralement opposé à celui dans lequel, avant la révolution, les capitalistes orientaient la paysannerie ou l'invitaient à s'orienter.

Mais comment introduire l'économie paysanne dans l'organisme économique ? Par la coopération : coopératives de crédit, coopératives agricoles, coopératives de consommation, coopératives d'exploitation.

Telles sont les voies et les sentiers par lesquels lentement, mais infailliblement, l'économie paysanne doit venir se greffer dans le système général de la construction socialiste.

2. L'autre tâche consiste à liquider progressivement, systématiquement les anciennes méthodes d'administration et de direction des campagnes, à vivifier les soviets, à les transformer en véritables institutions électives et à implanter dans les campagnes les principes de la démocratie soviétiste. Lénine dit que la dictature du prolétariat représente un type supérieur de démocratie pour la plupart des travailleurs, mais que ce type supérieur de démocratie ne peut être introduit qu'après que le prolétariat aura pris le pouvoir et obtenu la possibilité de le consolider. C'est dans cette phase de consolidation du pouvoir soviétiste et d'implantation de démocratie soviétiste que nous entrons. Nous devons avancer prudemment et lentement, en constituant au fur et à mesure de notre avance des cadres nombreux de paysans sans-parti.

Si la première tâche (introduction de l'économie paysanne dans le système général de la construction économique) nous donne la possibilité de conduire, intimement liés, la paysannerie et le prolétariat dans la voie de l'édification socialiste, par contre, la seconde (implantation dans les campagnes de la démocratie soviétiste et vivification des soviets ruraux) doit nous permettre d'améliorer notre appareil gouvernemental, de le lier aux masses populaires, de le rendre sain et honnête, simple et bon marché et de faciliter par là le passage de la dictature du prolétariat à la société sans Etat, à la société communiste.

Telles sont les grandes lignes des résolutions adoptées par la XIV^e conférence sur la politique de notre parti dans les campagnes.

Conformément à ces résolutions, le parti doit modifier sa méthode de direction à l'égard des campagnes.

Il est, dans le parti, des éléments qui affirment que, sous la Nep et devant la stabilisation temporaire du capitalisme européen, notre tâche consiste à pratiquer une politique de pression maximum, tant dans le pays que dans l'appareil gouvernemental. J'estime qu'une telle politique serait fautive et néfaste. Nous avons besoin maintenant non de redoubler notre pression, mais de faire preuve du maximum de

souplesse dans la politique comme dans l'organisation, faute de quoi nous ne nous maintiendrons pas au gouvernail dans les circonstances difficiles du moment. Nous avons besoin du maximum de souplesse pour conserver le gouvernail du parti et lui permettre de dominer la situation.

D'autre part, il est indispensable que les communistes renoncent à appliquer à la campagne des méthodes détestables d'administration. On ne saurait administrer uniquement à coups d'arrêtés. Il faut expliquer patiemment aux paysans les questions qui leur sont incompréhensibles, il faut apprendre à les convaincre et, pour cela, ne pas ménager son temps, ni ses efforts. Il est évident qu'il est plus aisé de donner des ordres. Mais le plus facile n'est pas toujours le meilleur. Répondant récemment à une question du représentant du comité du gouvernement au sujet de l'absence de journaux dans le district, le secrétaire d'une cellule allait jusqu'à dire : « Quel besoin avons-nous de journaux ? Ne sommes-nous pas plus tranquilles ainsi ? Si les moujiks se mettaient à lire, ils nous assailleraient de questions et nous n'en finirions jamais. » Et ce secrétaire s'intitule communiste ! Est-il besoin d'ajouter que cette espèce de communiste est tout simplement un fléau. Il n'est pas possible maintenant d'éviter les « questions » des paysans et, à plus forte raison, de laisser ces derniers sans journaux. Cette vérité élémentaire, il faut bien nous la mettre en tête si nous voulons conserver au parti et au pouvoir soviétiste la direction des campagnes.

Aujourd'hui, pour diriger, il faut savoir administrer, connaître et comprendre l'économie. Si l'on se contente de pérorer sur la « politique mondiale », sur Chamberlain et Mac Donald, on n'ira pas loin. Nous sommes en pleine phase de construction économique. C'est pourquoi ne peut diriger que celui qui comprend l'économie, qui peut donner au moujik de bons conseils pratiques et l'aider à organiser rationnellement son exploitation. Etudier l'économie, pénétrer dans tous les détails de la construction économique, telles sont les tâches qui incombent maintenant aux communistes dans les campagnes. Faute de quoi, il est puéril de rêver de direction.

Il n'est plus possible désormais de diriger avec les vieilles méthodes. L'activité politique de la paysannerie a pris de l'ampleur, elle doit se canaliser dans l'organisation soviétiste, et pas autrement. Dirige effectivement celui qui s'attache à vivifier les soviets et à former autour du parti une élite paysanne.

Impossible aujourd'hui de recourir aux méthodes périmées. L'activité économique des campagnes s'est réveillée, il faut qu'elle se canalise dans la coopération et non en dehors de la coopération. Dirige effectivement celui qui plante dans les campagnes la coopération.

Telles sont, en général, les tâches concrètes incombant au parti pour la direction des campagnes.

VI. L'industrie métallurgique

En quoi consiste le fait nouveau et particulier qui caractérise notre développement économique ?

En ce que nos plans économiques commencent à retarder sur notre développement réel, qu'ils sont insuffisants et qu'à chaque instant ils ne parviennent pas à suivre la croissance de notre économie.

Notre budget est une illustration frappante de cette constatation. Vous savez qu'au cours d'une demi-année, nous avons dû modifier trois fois notre budget par suite de l'augmentation rapide de nos recettes. En d'autres termes, nos calculs budgétaires et la répartition de nos ressources n'arrivaient pas à suivre la croissance de nos recettes, qui procuraient, de ce fait, des excédents considérables à notre trésorerie. Cela prouve que les sources de la vie économique jaillissent irrésistiblement au point de bouleverser complètement les prévisions de nos experts financiers. Cela démontre aussi que nous traversons un essor de labour économique aussi puissant, sinon plus, que celui que connut l'Amérique, notamment au lendemain de la guerre civile.

Le développement de notre industrie métallurgique peut être considéré comme le fait le plus caractéristique de cette nouvelle manifestation de vie de notre économie. L'année passée, la production métallurgique atteignait 191 millions de roubles d'avant-guerre. En novembre de la même année, le plan annuel pour 1924-1925 fut calculé sur une somme de 273 millions de roubles d'avant-guerre. En janvier de l'année en cours, ce plan, que la croissance précipitée de l'industrie métallurgique avait rendu trop étroit, fut modifié et établi sur une somme de 317 millions. En avril, ce plan élargi se révéla de nouveau insuffisant et dut être porté à 350 millions. Aujourd'hui, on nous dit qu'il est encore trop exigü et qu'il faudra l'élargir jusqu'à 360-370 millions.

Ainsi, la production métallurgique a presque doublé comparativement à celle de l'année dernière. Et je ne parle pas de la croissance formidable de notre petite industrie, de l'extension de nos transports et du développement de notre industrie du combustible et autre.

Ainsi, en ce qui concerne l'organisation de l'industrie, fondement du socialisme, nous sommes déjà en plein essor. En ce qui concerne l'industrie métallurgique, ressort principal de toute industrie en général, on peut dire que la période de stagnation est passée et que, désormais, cette industrie a toutes chances de se développer. Le camarade Dzerjinsky a raison de dire que notre pays peut et doit devenir un pays métallurgique.

Point n'est besoin de démontrer l'importance de ce fait pour le développement intérieur de notre pays comme pour la révolution internationale. Il est indubitable que, du point de vue du développement intérieur, l'essor de notre industrie métallurgique a une importance considérable, car elle marque un essor de l'ensemble de notre industrie et de notre économie. Sans puissant développement de l'industrie métallurgique, clef de voûte de toute industrie, il ne peut être question de mettre sur pied ni petite industrie, ni transport, ni combustible, ni électrification, ni agriculture. C'est pourquoi l'essor de cette industrie est synonyme d'essor général.

Voici ce que disait Lénine de la « grande industrie », sous-entendant par là principalement l'industrie métallurgique :

Nous savons que le salut de la Russie n'est pas seulement dans une bonne récolte — cela ne suffit pas — pas plus que dans un bon rendement de la petite industrie fournissant à la paysannerie des objets de consommation, ce qui est aussi insuffisant ; il nous faut encore la *grande* industrie. Plusieurs années de travail seront nécessaires pour la remettre en bon état.

Et, plus loin :

Si nous ne parvenons pas à sauver la grande industrie et à la relever, nous ne pourrons organiser aucune espèce d'industrie. Sans elle, nous sommes condamnés à disparaître en tant que pays indépendant.

Quant à la portée internationale du développement de notre industrie métallurgique, elle est, à coup sûr, incalculable. Car qu'est-ce que l'impétueuse croissance de la métallurgie sous la dictature du prolétariat sinon la preuve éclatante que le prolétariat n'est pas seulement capable de détruire, mais de construire, d'édifier par ses propres moyens une nouvelle industrie et une nouvelle société affranchie de l'exploitation de l'homme par l'homme ? Et faire cette démonstration dans la vie et non dans les livres, c'est contribuer considérablement au succès de la révolution mondiale. Le pèlerinage des ouvriers d'Occident en Russie n'est pas un simple effet du hasard. Il a, au point de vue de l'agitation et de la pratique, une importance immense pour le développement du mouvement révolutionnaire dans le monde. Les ouvriers qui arrivent en Russie explorent tous les coins et recoins de nos fabriques et de nos usines. Cela prouve qu'ils n'ajoutent pas foi aux livres et qu'ils veulent se convaincre par eux-mêmes de la capacité du prolétariat à constituer une nouvelle industrie, une nouvelle société. Lorsqu'ils s'en seront convaincus, soyez sûrs que la cause de la révolution mondiale ira de l'avant à pas de géant.

En ce moment, dit Lénine, c'est principalement par notre politique économique que nous influons sur la révolution internationale. Les travailleurs de tous les pays, tous sans exception, ni exagération, ont les yeux tournés vers la République des Soviets. Dans ce champ de bataille, la lutte qui se déroule a une importance universelle. Si nous venons à bout de notre tâche, nous gagnons à *coup sûr et définitivement* la partie à l'échelle internationale. C'est pourquoi les questions qui ont trait à la construction économique acquièrent à nos yeux une importance exceptionnelle. Sur ce front, nous devons remporter la victoire par une ascension et une marche en avant lentes, progressives, point hâtives, mais continues.

Telle est l'importance internationale de l'essor de notre industrie en général et de l'industrie métallurgique en particulier.

A l'heure actuelle, il y a en Russie près de quatre millions de prolétaires industriels. C'est évidemment très peu, mais cela représente quand même quelque chose pour construire le socialisme et organiser la défense de notre pays contre les ennemis du prolétariat. Mais nous ne nous en tiendrons pas là. Il nous faut 15 à 20 millions de prolétaires industriels, l'électrification des principales régions du pays, l'agriculture organisée sur la base de la coopération et une industrie métallurgique hautement développée. Alors nous vaincrons sur le plan international.

Le sens historique de la XIV^e conférence réside précisément dans le fait qu'elle a nettement tracé la route vers ce but élevé.

La voie est juste, car elle est celle de Lénine et elle conduit à la victoire définitive.

Tel est, dans les grandes lignes, le bilan des travaux de la XIV^e conférence de notre parti.

LA QUESTION NATIONALE EN YOUGOSLAVIE

Discours prononcé à la Commission yougoslave du C.E. de l'I.C., le 30 mars 1925

Le camarade Sémitch n'a pas très bien compris, me semble-t-il, la façon dont les bolcheviks posent la question nationale. Jamais, ni avant ni après Octobre, ils n'ont détaché cette question de la question générale de la révolution. Toujours ils l'ont considérée en connexion étroite avec la perspective révolutionnaire.

Sémitch a cité Lénine qui, selon lui, était d'avis que la solution de la question nationale devait être consignée dans la constitution. Par là, il voulait apparemment dire que Lénine considérait la question nationale comme une question constitutionnelle, c'est-à-dire non pas comme une question de révolution, mais comme une question de réforme. C'est là une erreur. Jamais Lénine n'a eu ni ne pouvait avoir d'illusions constitutionnelles. Il suffit de parcourir ses ouvrages pour s'en convaincre. Si Lénine parlait de la constitution, il avait en vue, non pas la méthode constitutionnelle de solution de la question nationale, mais la méthode révolutionnaire ; autrement dit, il considérait la constitution comme le résultat de la victoire de la révolution. En U. R. S. S. aussi, il existe une constitution, et cette constitution reflète une certaine solution de la question nationale. Pourtant elle a vu le jour grâce non pas à une transaction avec la bourgeoisie, mais à la victoire de la révolution.

Sémitch s'est référé ensuite à une brochure sur la question nationale écrite par Staline en 1912 et s'est efforcé d'y trouver une confirmation, indirecte tout au moins, de la justesse de son point de vue. Mais il n'y est pas arrivé ; il n'a trouvé et ne pouvait trouver dans cet ouvrage la moindre allusion de nature à justifier sa méthode « constitutionnelle » de solution de la question nationale. Je pourrais lui rappeler un passage de cette brochure où l'auteur oppose la méthode autrichienne (constitutionnelle) de solution de la question nationale à la méthode (révolutionnaire) des marxistes russes.

Voici ce passage :

Les Autrichiens pensent pouvoir réaliser la « liberté des nationalités » progressivement, au moyen de petites réformes. Proposant l'autonomie nationale en tant que mesure pratique, ils n'espèrent nullement en une modification radicale, en un mouvement démocratique libérateur, qui d'ailleurs ne rentre pas dans leurs perspectives. Les marxistes russes, au contraire, rattachent la question de la « liberté des nationalités » à un changement radical probable, à un mouvement démocratique libérateur, car ils n'ont pas de raison de compter sur des réformes. Or cela modifie essentiellement l'affaire au point de vue du sort probable des nations en Russie.

Voilà, me semble-t-il, qui est clair.

Et ce n'est pas là le point de vue personnel de Staline, mais le point de vue général des marxistes russes, qui ont toujours considéré et considèrent encore la question nationale en liaison indissoluble avec la question générale de la révolution.

On distingue, dans la façon dont le marxisme russe a posé la question nationale, deux stades : le stade d'avant-October et le stade d'October. Dans le premier stade, la question nationale était considérée en tant que partie de la question générale de la révolution démocratique bourgeoise, c'est-à-dire en tant que partie de la question de la dictature du prolétariat et de la paysannerie. Dans le second stade, quand la question nationale s'est étendue et s'est transformée en questions des colonies, quand, de question intérieure d'un Etat, elle est devenue question mondiale, elle a été considérée en tant que partie de la question générale de la révolution prolétarienne, en tant que partie de la question de la dictature du prolétariat. Dans les deux cas, on le voit, elle était traitée de façon strictement révolutionnaire.

A mon avis, le camarade Sémitch n'a pas encore bien compris tout cela. De là, sa tentative de ramener la question nationale sur le terrain constitutionnel, c'est-à-dire de la considérer comme une question de réforme.

De là une autre erreur: Sémitch ne veut pas considérer la question nationale comme une question essentiellement paysanne. Je ne dis pas comme une question agraire, mais bien comme une question paysanne, car ce sont là deux choses différentes. Il est exact que la question nationale ne saurait être identifiée à la question paysanne car, outre les questions touchant à la paysannerie, elle englobe encore celle de la culture nationale, de l'Etat national, etc.

Mais il est indubitable également que la question paysanne constitue la base, l'essence de la question nationale. C'est ce qui explique que la paysannerie représente l'armée principale du mouvement national, que, sans cette armée, il n'y a et il ne peut y avoir de mouvement national puissant. C'est ce que l'on a en vue quand on dit que la question nationale est, dans son essence, une question paysanne. En se refusant à accepter cette formule, Sémitch montre qu'il sous-estime la puissance intérieure du mouvement national et qu'il ne comprend pas le caractère profondément populaire, profondément révolutionnaire de ce mouvement. Cette incompréhension et cette sous-estimation présentent un grand danger, car elles équivalent à une sous-estimation de la force potentielle qui réside, par exemple, dans le mouvement des Croates pour leur liberté nationale, sous-estimation qui menace de complications sérieuses tout le parti communiste yougoslave.

C'est là que réside la deuxième erreur de Sémitch.

Sémitch commet également une erreur indubitable, lorsqu'il cherche à traiter la question nationale en Yougoslavie indépendamment de la situation internationale et des perspectives probables en Europe. Partant du fait qu'il n'existe pas en ce moment de mouvement populaire sérieux pour l'indépendance parmi les Croates et les Slovènes, Sémitch en conclut que la question du droit des nations à se constituer en Etats indépendants est une question académique, sans actualité. C'est là, à coup sûr, une erreur. En admettant même que cette question ne soit pas d'actualité en ce moment, il est certain

qu'elle peut le devenir s'il éclate une guerre ou une révolution en Europe. Or, la guerre éclatera fatalement, les impérialistes s'entre-déchireront nécessairement; il ne peut y avoir là-dessus aucun doute étant donné la nature et le développement de l'impérialisme.

En 1912, quand nous, marxistes russes, nous ébauchions le premier projet de programme national, nous n'avions encore dans l'empire russe aucun mouvement sérieux pour l'indépendance. Néanmoins, nous jugeâmes nécessaire d'insérer dans notre programme un point concernant le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire le droit pour chaque minorité nationale de se séparer de l'Etat auquel elle est rattachée et de se constituer en Etat indépendant. Pourquoi? Parce que nous nous basions non seulement sur ce qui existait alors, mais sur ce qui était en voie de préparation dans le système général des rapports internationaux. Autrement dit, nous faisons état alors non seulement du présent, mais encore de l'avenir. Et nous savions que si une nationalité quelconque exigeait sa séparation d'avec un Etat, les marxistes russes combattraient pour lui assurer ce droit. Dans son discours, Sémitch s'est référé à maintes reprises à la brochure de Staline sur la question nationale. Mais voici ce que dit l'auteur de cette brochure sur le droit et l'indépendance des nations à disposer d'elles-mêmes:

La croissance de l'impérialisme en Europe n'est pas fortuite. Le capital s'y sent de plus en plus à l'étroit, il cherche à s'étendre dans d'autres pays, il cherche de nouveaux débouchés, de la main-d'œuvre à bon marché, de nouvelles sphères d'investissement. Mais cela conduit à des complications extérieures et à la guerre. Il peut parfaitement se former une combinaison de circonstances intérieures et extérieures qui amène telle ou telle nationalité de Russie à poser et à résoudre la question de son indépendance. Et certes, dans ce cas, ce n'est pas aux marxistes à s'opposer à sa revendication.

Cela a été écrit en 1912. Cette thèse, on le sait, a été entièrement confirmée par l'avenir, aussi bien pendant qu'après la guerre, particulièrement après le triomphe de la dictature du prolétariat en Russie.

A plus forte raison faut-il tenir compte de telles éventualités en Europe, et particulièrement en Yougoslavie, maintenant que le mouvement national révolutionnaire s'accroît dans les pays opprimés et que la révolution a triomphé en Russie. Il faut également tenir compte du fait que la Yougoslavie n'est pas un pays tout à fait indépendant, qu'elle est liée à certains groupes impérialistes et que, par suite, elle ne peut échapper complètement à l'influence des forces extérieures. Et si l'on rédige un programme national pour le parti yougoslave, il faut bien comprendre que ce programme doit partir non pas seulement de ce qui est au moment actuel, mais aussi de ce qui est en voie de préparation et de ce qui se produira inévitablement en raison de l'état actuel des rapports internationaux. Voilà pourquoi j'estime que la question du droit des nations à disposer d'elles-mêmes doit être considérée comme une question d'actualité.

Passons maintenant au programme national. Il doit avoir comme point de départ la thèse sur la révolution soviétiste en Yougoslavie, c'est-à-dire la thèse d'après laquelle, sans renversement de la bourgeoisie et victoire de la révolution, la question nationale ne saurait être résolue de façon satisfaisante. Certes, il peut y avoir des exceptions. Ainsi, avant la guerre, nous avons vu la Norvège se séparer pacifiquement de la Suède, ce dont a parlé Lénine dans un de ses articles. Mais cela se passait avant la guerre; en outre, les circonstances étaient exceptionnellement favorables. Après la guerre, et particulièrement après la victoire de la révolution soviétiste en Russie, de tels cas ne sont guère possibles. Ils sont mêmes si rares que pratiquement on peut ne pas en tenir compte. Mais s'il en est ainsi, il est clair que nous ne pouvons échafauder un programme sur une probabilité si infime qu'elle équivaut en somme à zéro. Voilà pourquoi la thèse de la révolution doit être à la base du programme national.

En outre, il faut à tout prix insérer dans le programme national un point spécial sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, jusques et y compris leur constitution en Etats indépendants. J'ai déjà dit plus haut pourquoi ce point est absolument nécessaire dans la situation intérieure et internationale actuelle.

Enfin, le programme doit renfermer également un point spécial sur l'autonomie territoriale pour les nationalités de Yougoslavie qui ne jugeront pas nécessaire de se séparer de ce pays. Estimer que cette combinaison doit être exclue, c'est faire erreur. Dans certaines conditions, par exemple après la victoire de la révolution en Yougoslavie, il se peut parfaitement que certaines nationalités, comme ç'a été le cas en Russie, ne veuillent pas se constituer en Etats indépendants. Aussi devons-nous, en prévision de cette éventualité, avoir dans notre programme un point spécial sur l'autonomie, point comportant la transformation de l'Etat yougoslave en fédération d'Etats nationaux autonomes sur la base du régime soviétiste.

Ainsi, droit à la séparation d'avec l'Etat auquel elles sont rattachées pour les nationalités qui le voudront et droit à l'autonomie pour celles qui préféreront rester unies à l'Etat yougoslave.

Pour éviter tout malentendu, j'ajouterai que le *droit* à la séparation ne saurait être interprété comme *l'obligation* de se constituer en Etat indépendant. Toute nationalité peut profiter de ce droit, mais elle peut aussi, si elle le désire, y renoncer; c'est son affaire et il faut en tenir compte. Certains de nos camarades font du droit à la séparation une obligation et exigent, par exemple, que les Croates forment nécessairement un Etat indépendant. C'est là un point de vue erroné qui doit être rejeté. Droit et obligation ne sauraient être confondus.

Le Bolchevik, n° 7, 1925.

LES TACHES POLITIQUES DE L'UNIVERSITÉ DES PEUPLES D'ORIENT

Discours prononcé à l'Assemblée des étudiants de l'U.C.T.O., le 18 mai 1925

Camarades, permettez-moi, tout d'abord, de vous féliciter à l'occasion du quatrième anniversaire de l'Université communiste des travailleurs d'Orient. Inutile de dire que je souhaite à votre Université toutes sortes de succès dans sa tâche difficile, qui consiste à former des cadres communistes pour l'Orient.

Permettez-moi ensuite de m'excuser d'être si rarement chez vous ; je devrais, en effet, y venir plus souvent. Mais que faire ! Je suis accablé de travail et je n'ai pas la possibilité de vous rendre plus fréquemment visite.

Passons maintenant à la question des tâches politiques de l'Université des travailleurs d'Orient.

Si l'on analyse la composition de cette Université, on y remarque une certaine dualité. Cette Université englobe les représentants de 50 nationalités et groupes ethniques d'Orient. Mais cette définition ne donne pas encore une idée claire et complète de cette institution. Parmi les étudiants de l'Université, il existe deux groupes fondamentaux. Le premier est composé de ceux qui sont venus à nous de l'Orient soviétiste, des pays qui ont secoué le joug impérialiste et où les ouvriers ont renversé la bourgeoisie et sont maintenant au pouvoir. Le deuxième est composé de ceux qui sont venus à nous des pays coloniaux et vassaux, des pays où règne encore le capitalisme, où le joug de l'impérialisme subsiste, où il faut encore conquérir l'indépendance et chasser les impérialistes.

Ainsi, nous avons en quelque sorte deux Orientes qui vivent d'une vie différente et se développent dans des conditions différentes.

Inutile de dire que cette composition spéciale du contingent des étudiants met forcément son empreinte sur le travail de l'Université des travailleurs d'Orient. C'est ce qui explique que cette Université s'appuie en somme, d'un côté, sur le terrain soviétiste et, de l'autre, sur le terrain des colonies et des pays vassaux.

De là, pour l'Université deux tâches: création de cadres pour les besoins des républiques soviétistes d'Orient et création de cadres pour les besoins des masses laborieuses des colonies et pays vassaux d'Orient.

Examinons chacune de ces tâches.

I - Les tâches de l'U.C.T.O. à l'égard des Républiques soviétistes d'Orient

Qu'est-ce qui distingue la vie et le développement de ces républiques de ceux des pays coloniaux et vassaux ?

Tout d'abord, ces républiques sont libérées du joug impérialiste.

En second lieu, elles se développent et se consolident en tant que nations non pas sous l'égide du régime bourgeois, mais sous l'égide du pouvoir soviétiste. C'est là un fait sans exemple dans l'histoire, mais c'est un fait.

En troisième lieu, ces républiques, peu développées au point de vue industriel, peuvent s'appuyer entièrement sur le soutien du prolétariat industriel de l'Union soviétique.

En quatrième lieu, libérées du joug colonial, protégées par la dictature du prolétariat et membres de l'Union soviétique, ces républiques peuvent et doivent participer à l'édification socialiste de notre pays.

La tâche fondamentale consiste à faciliter aux ouvriers et aux paysans de ces républiques leur participation à la réalisation du socialisme dans notre pays, à leur créer des conditions d'existence susceptibles d'accélérer cette participation.

De là découlent les tâches courantes qui incombent aux militants de l'Orient soviétiste. Ces tâches consistent :

1° A créer dans les républiques soviétistes d'Orient des foyers industriels qui permettront aux paysans de se grouper autour de la classe ouvrière. Comme vous le savez, cette œuvre est déjà entreprise et elle progressera au fur et à mesure que l'Union soviétique se développera économiquement. Le fait que ces républiques possèdent des matières premières diverses, nous garantit que cette œuvre sera, avec le temps, menée à bien ;

2° A développer l'agriculture, et avant tout l'irrigation. Vous savez que cette œuvre est également entreprise, tout au moins en Transcaucasie et au Turkestan ;

3° A amener la masse des paysans et des artisans à la coopération, qui est le plus sûr moyen d'inclure les républiques soviétistes d'Orient dans le système général de la construction économique soviétiste ;

4° A rapprocher les soviets des masses, à les rendre nationaux par leur effectif et à implanter ainsi une forme d'Etat soviétiste national proche des masses laborieuses et accessible à ces dernières ;

5° A développer la culture nationale, à créer un large réseau de cours et d'écoles pour l'instruction élémentaire, ainsi que pour l'instruction professionnelle en langue indigène et à préparer ainsi des cadres de communistes et de techniciens recrutés parmi la population locale.

S'acquitter de ces tâches, c'est faciliter l'œuvre d'édification socialiste dans les républiques soviétistes d'Orient.

On parle des républiques modèles de l'Orient soviétiste. Mais qu'est-ce qu'une république modèle? Une république modèle est celle qui accomplit honnêtement, consciencieusement toutes ses tâches, attirant par là même les ouvriers et les paysans des pays coloniaux et vassaux voisins au mouvement libérateur.

J'ai dit plus haut qu'il fallait rapprocher les soviets des masses laborieuses indigènes, qu'il fallait nationaliser les soviets. Mais qu'est-ce que cela signifie et comment faut-il s'y prendre dans la pratique? A mon avis, la délimitation nationale qui vient d'être faite au Turkestan constitue un excellent exemple de la façon dont il faut se rapprocher des masses. La presse bourgeoise voit dans cette délimitation une « ruse bolchéviste ». Pourtant il est clair qu'il n'y a pas là une « ruse » de notre part, mais uniquement le désir de satisfaire l'aspiration profonde des masses populaires turkmènes et ouzbeks qui veulent posséder leurs propres organes de pouvoir. Avant la révolution, ces deux pays, morcelés et rattachés à différents khanats et Etats, représentaient une proie facile pour les seigneurs qui les pressuraient. Maintenant le moment est venu où il est possible de réunir ces tronçons en Etats indépendants pour rapprocher les masses laborieuses turkmène et ouzbeks des organes du pouvoir. La délimitation du Turkestan est avant tout une reconstitution des lambeaux de ces pays en Etats indépendants. Si ces Etats ont désiré dans la suite entrer dans l'Union soviétique en qualité de membres ayant les mêmes droits que les autres nations fédérées dans l'U. R. S. S., cela prouve uniquement que les bolcheviks ont su satisfaire les aspirations des masses populaires d'Orient et que l'U. R. S. S. est au monde l'unique union volontaire des masses travailleuses des différentes nationalités. Pour reconstituer la Pologne, il a fallu à la bourgeoisie une série de guerres. Pour reconstituer le Turkménistan et l'Ouzbékïe, il n'a fallu aux communistes que quelques mois de propagande.

Voilà comment il faut rapprocher les organes administratifs, en l'occurrence les soviets, des larges masses des travailleurs des différentes nationalités.

Voilà ce qui prouve que la politique nationale bolchéviste est la seule juste.

J'ai dit plus haut qu'il fallait élever la culture nationale dans les républiques soviétistes d'Orient. Mais qu'est-ce que la culture nationale ? Comment la concilier avec la culture prolétarienne ? Lénine n'a-t-il pas dit avant la guerre que nous avons deux cultures : la culture bourgeoise et la culture socialiste, que le mot d'ordre de culture nationale était un mot d'ordre réactionnaire de la bourgeoisie, qui s'efforçait d'intoxiquer de nationalisme la conscience des travailleurs ? Comment concilier le développement de la culture nationale, le développement de cours et écoles où l'enseignement est donné en langue indigène et l'élaboration de cadres recrutés parmi la population locale avec la réalisation du socialisme, l'édification de la culture prolétarienne ? N'y a-t-il pas là une contradiction irréductible ?

Pas le moins du monde ! Nous nous efforçons de réaliser une culture prolétarienne. C'est là un fait incontestable. Mais il est incontestable également que la culture prolétarienne, socialiste par le fond, revêt des formes et des moyens d'expression différents selon les peuples participant à la construction socialiste, selon leur langue, leurs coutumes, etc. Prolétarienne par le contenu, nationale par la forme, telle est la culture générale à laquelle tend le socialisme. La culture prolétarienne, loin d'empêcher la culture nationale, lui donne au contraire un contenu. Et, inversement, la culture nationale, loin d'empêcher la culture prolétarienne, lui donne une forme. Le mot d'ordre de culture nationale a été un mot d'ordre bourgeois tant que la bourgeoisie a détenu le pouvoir et que la consolidation des nations s'est effectuée sous l'égide du régime bourgeois. Ce mot d'ordre est devenu un mot d'ordre prolétarien lorsque de prolétariat a pris le pouvoir et que la consolidation des nations a commencé à s'effectuer sous l'égide du pouvoir soviétiste. Ceux qui n'ont pas compris cette différence essentielle des deux situations ne comprendront jamais rien au léninisme ni à l'essence de la question nationale telle qu'elle se présente sous l'angle du léninisme.

D'aucuns, (par exemple Kautsky) parlent de la création, en période de socialisme, d'une langue unique pour toute l'humanité, langue qui remplacerait peu à peu toutes les autres. Cette théorie d'une langue

universelle unique me laisse assez sceptique. En tout cas, loin de la confirmer, l'expérience la dément. Jusqu'à présent la révolution socialiste n'a pas diminué, mais augmenté la quantité des langues, car éveillant les masses profondes de l'humanité et les amenant à la politique, elle éveille à une nouvelle vie une série de nationalités inconnues ou presque inconnues auparavant. Qui eût cru que l'ancienne Russie tsariste renfermait au moins cinquante nationalités et groupes ethniques ? Or, la révolution d'Octobre, qui a brisé les chaînes d'une série de peuples et de nationalités en quelque sorte oubliés, leur a donné une nouvelle vie et de nouvelles possibilités de développement. On parle maintenant de l'Inde comme d'un tout unique. Mais il n'est pas douteux que si la révolution éclate dans ce pays, elle fera surgir de nombreuses nationalités inconnues auparavant, ayant leur langue, leur culture particulière. Quant à la communion des différentes nationalités dans la culture prolétarienne, il est presque certain qu'elle s'effectuera sous des formes correspondant à la langue et aux coutumes de ces nationalités.

J'ai reçu récemment une lettre dans laquelle des camarades bouriates me demandent de leur expliquer la question importante et compliquée des rapports qui existent entre la culture humaine générale et la culture nationale. Voici cette lettre :

Nous vous prions instamment de nous donner des explications sur les questions suivantes, que nous considérons comme extrêmement sérieuses et qui pour nous sont très difficiles. Le but final du parti communiste, c'est l'instauration d'une culture unique pour toute l'humanité. Comment concevez-vous que les cultures nationales qui se développent dans les limites de chacune de nos républiques autonomes doivent se transformer en une culture humaine générale ? Comment doit s'effectuer l'assimilation des particularités des différentes cultures nationales (langue, coutumes, etc.) ?

Ce que j'ai dit plus haut pourrait, me semble-t-il, servir de réponse à la question alarmée des camarades bouriates.

Ces camarades posent la question de l'assimilation des différentes nationalités au cours de la réalisation de la culture prolétarienne' générale humaine. Il est indubitable que certaines nationalités pourront, et même seront sûrement assimilées. L'histoire nous offre des exemples d'assimilation analogue. Mais le processus d'assimilation de certaines nationalités, loin d'exclure, présuppose le processus de renforcement du développement d'une série de nationalités puissantes, car le processus partiel d'assimilation est le résultat du processus général du développement des nationalités. C'est pourquoi l'assimilation possible de certaines nationalités isolées, loin d'affaiblir, confirme la thèse d'après laquelle la culture humaine prolétarienne n'exclut pas, mais implique et alimente la culture nationale, de même que cette dernière ne supprime pas, mais complète et enrichit la culture humaine prolétarienne.

Telles sont, dans l'ensemble, les tâches courantes qui incombent aux militants des républiques soviétistes d'Orient.

Il est nécessaire de profiter de la période actuelle d'activité économique intense et de nouvelles concessions à la paysannerie pour faire progresser l'accomplissement de ces tâches et, par là, faciliter la participation des républiques soviétistes d'Orient, pays ruraux par excellence, à la réalisation du socialisme en U. R. S. S.

On dit que la nouvelle politique à l'égard de la paysannerie, à laquelle on fait une série de nouvelles concessions (bail à court terme, embauchage de main-d'œuvre salariée), renferme quelques éléments de recul. Est-ce exact ? Oui. Mais si nous admettons ces éléments, nous conservons néanmoins une prépondérance énorme de force au parti et au pouvoir soviétiste. Monnaie stabilisée, industrie et transports en voie de développement, système de crédit de plus en plus consolidé, au moyen duquel on peut, par certains privilèges, ruiner ou élever à un degré supérieur une couche quelconque de la population sans le plus léger bouleversement, tout cela constitue, pour la dictature prolétarienne, des réserves grâce auxquelles certains éléments de recul sur un secteur ne peuvent que faciliter la préparation de l'offensive sur tout le front. C'est pourquoi, les nouvelles concessions consenties par le

parti à la paysannerie n'entraveront pas, mais faciliteront à un moment donné la participation de cette dernière à la réalisation du socialisme.

Quelle est l'importance de ce fait pour les républiques soviétistes d'Orient ? Il fournit aux militants de ces républiques un nouvel instrument qui facilite et accélère l'incorporation de ces pays au système général du développement économique soviétiste.

Telle est la liaison entre la politique du parti à la campagne et les tâches courantes qui incombent aux militants de l'Orient soviétiste. Par suite, la tâche de l'Université des peuples d'Orient à l'égard des républiques soviétistes d'Orient est de former des cadres pour ces républiques et d'assurer ainsi l'accomplissement des tâches indiquées plus haut.

L'université des peuples d'Orient ne peut se détacher de la vie. Elle doit être liée par toutes ses fibres à la vie réelle. Par suite, elle ne peut se désintéresser des tâches courantes qui se posent devant les républiques soviétistes d'Orient. Voilà pourquoi elle doit en tenir compte dans la formation des cadres destinés à ces républiques.

A ce propos, il convient de signaler deux déviations dans l'action pratique des militants de l'Orient soviétiste, déviations que l'Université doit combattre afin de former des cadres et des révolutionnaires véritables.

La première déviation consiste à simplifier à l'excès les tâches dont j'ai parlé plus haut, à chercher à appliquer mécaniquement aux républiques autonomes de la périphérie des méthodes d'organisation économique parfaitement compréhensibles et applicables au centre de l'Union soviétique, mais contraires aux conditions du développement de ces républiques. Les camarades qui donnent dans cette déviation ne comprennent pas, premièrement, que les conditions au centre et à la périphérie sont loin d'être les mêmes et, deuxièmement, que les républiques soviétistes d'Orient elles-mêmes ne sont pas homogènes, que les unes, par exemple la Géorgie et l'Arménie, sont arrivées à un degré supérieur de formation nationale, que d'autres, comme les républiques des Tchétchènes et des Kabardes, sont à un degré inférieur de formation nationale, que d'autres enfin, par exemple le pays des Kirghiz, occupent une situation intermédiaire entre ces deux extrêmes. Ils ne comprennent pas, en outre, que si l'on ne s'adapte pas aux conditions locales, si l'on ne tient pas compte de toutes les particularités de chaque pays, il est impossible d'édifier quelque chose de solide et de durable. Ceux qui donnent dans cette déviation se détachent forcément des masses et deviennent des phraseurs de « gauche ». La tâche de l'Université des peuples d'Orient est de former des cadres dans l'esprit de la lutte implacable contre cette simplification.

La deuxième déviation consiste, au contraire, à exagérer les particularités locales, à oublier les éléments communs qui relient les républiques soviétistes d'Orient aux rayons industriels de l'Union soviétique, à passer outre aux tâches socialistes, à s'inspirer dans son activité d'un nationalisme étroit et borné. Ceux qui tombent dans cette déviation s'occupent peu de l'organisation intérieure de leur pays, dont ils préfèrent laisser le soin à la marche naturelle des choses. Pour eux, le principal, ce n'est pas la construction intérieure, mais la politique « extérieure », l'extension des frontières de leur république, les litiges avec les républiques avoisinantes, le désir d'enlever aux voisins un morceau de territoire et d'être considérés comme les défenseurs à outrance de leur pays. Ceux qui tombent dans cette déviation se détachent du socialisme et en viennent à se transformer en nationalistes bourgeois ordinaires. L'Université des peuples d'Orient doit, dans la formation des cadres communistes, mener une lutte impitoyable contre ce nationalisme latent. Telles sont les tâches de l'Université des peuples d'Orient à l'égard des républiques soviétistes d'Orient.

II - Les tâches de l'U.C.T.O. à l'égard des pays coloniaux et vassaux d'Orient

Passons à la seconde question, à celle des tâches de l'U. C. T. O. à l'égard des peuples coloniaux et vassaux d'Orient.

En quoi ces pays se distinguent-ils des républiques soviétistes d'Orient ?

Premièrement, en ce qu'ils vivent et se développent sous le joug de l'impérialisme.

Deuxièmement, en ce que l'existence d'un double joug: le joug intérieur (bourgeoisie indigène) et le joug extérieur (bourgeoisie impérialiste étrangère), y aggrave et y accentue la crise révolutionnaire.

Troisièmement, en ce que, dans quelques-uns de ces pays, par exemple dans l'Inde, le capitalisme progresse à un rythme accéléré, y engendrant et y développant une classe plus ou moins nombreuse de prolétaires indigènes.

Quatrièmement, en ce que, au fur et à mesure que le mouvement révolutionnaire se développe, la bourgeoisie nationale de ces pays se scinde en deux parties : la partie révolutionnaire (petite bourgeoisie) et la partie conciliatrice (grande bourgeoisie), dont la première continue la lutte révolutionnaire, et la seconde fait bloc avec l'impérialisme.

Cinquièmement, en ce que, parallèlement au bloc impérialiste, il se forme dans chacun de ces pays un autre bloc, le bloc des ouvriers et de la petite bourgeoisie révolutionnaire, bloc anti-impérialiste qui se donne pour but de libérer entièrement le pays de l'impérialisme.

Sixièmement, en ce que la question de l'hégémonie du prolétariat et de la libération des masses populaires de l'influence de la bourgeoisie nationale conciliatrice revêt dans ces pays un caractère de plus en plus actuel.

Septièmement, en ce que ce dernier fait facilite considérablement la soudure du mouvement de libération nationale de ces pays avec le mouvement prolétarien des pays avancés d'Occident.

De là, au moins trois déductions :

1° Il est impossible d'arriver à libérer les pays coloniaux et vassaux de l'impérialisme sans une révolution victorieuse : l'indépendance ne s'obtient pas gratuitement ;

2° Il est impossible d'accélérer la révolution et de conquérir l'indépendance complète des colonies et des pays vassaux avancés sans isoler la bourgeoisie nationale conciliatrice, sans soustraire les masses révolutionnaires bourgeoises à l'influence de cette bourgeoisie, sans réaliser l'hégémonie du prolétariat, sans organiser les éléments avancés de la classe ouvrière en un parti communiste indépendant ;

3° Il est impossible d'obtenir une victoire durable dans les pays coloniaux et vassaux sans souder le mouvement émancipateur de ces pays au mouvement prolétarien des pays avancés d'Occident.

C'est sur ces déductions que doivent se baser les communistes des pays coloniaux et vassaux dans leur travail révolutionnaire.

Quelles sont, par suite, les tâches courantes du mouvement révolutionnaire des colonies et des pays vassaux ?

Ce qui caractérise actuellement les colonies et les pays vassaux, c'est que l'Orient comme colonie unique n'existe plus. Auparavant, on représentait l'Orient colonial comme un tout unique et uniforme. Maintenant, cette conception ne correspondant plus à la réalité. Nous avons maintenant au moins trois catégories de pays coloniaux et vassaux. Tout d'abord, les pays comme le Maroc, qui n'ont pas ou presque pas de prolétariat et qui, au point de vue industriel, sont extrêmement arriérés. En second lieu, les pays comme la Chine et l'Égypte, qui sont industriellement peu développés et dont le prolétariat est relativement peu nombreux. En troisième lieu, les pays qui, comme l'Inde, sont plus ou moins développés au point de vue capitaliste et possèdent un prolétariat assez nombreux.

Il est clair qu'on ne saurait mettre tous ces pays sur le même plan.

Dans les pays comme le Maroc, où la bourgeoisie nationale n'a pas encore de raisons de se scinder en partis révolutionnaire et conciliateur, la tâche des éléments communistes est de prendre toutes les mesures nécessaires pour la création d'un front national unique contre l'impérialisme. La sélection des éléments communistes en un parti unique ne peut s'effectuer dans ces pays qu'au cours de la lutte contre l'impérialisme, particulièrement après une guerre révolutionnaire victorieuse contre l'impérialisme.

Dans les pays comme l'Egypte ou la Chine, où la bourgeoisie nationale s'est déjà scindée en partis révolutionnaire et conciliateur, mais où la fraction conciliatrice de la bourgeoisie ne peut encore se souder à l'impérialisme, les communistes ne peuvent déjà plus se donner pour but la constitution d'un front national unique contre l'impérialisme. De la politique du front national unique, ils doivent passer à la politique du bloc révolutionnaire des ouvriers et de la petite bourgeoisie. Ce bloc peut revêtir la forme d'un parti unique, d'un parti ouvrier-paysan, comme le Kuomintang, à condition toutefois que ce parti soit *réellement* le bloc de deux forces: le parti communiste et le parti de la petite bourgeoisie révolutionnaire. Dévoiler la duplicité et l'irrésolution de la bourgeoisie nationale et mener une lutte décisive contre l'impérialisme, telles sont les tâches de ce bloc. Un tel parti, dualiste par sa composition, est nécessaire et rationnel s'il ne lie pas les mains au parti communiste, s'il ne gêne pas sa liberté d'agitation et de propagande, s'il n'empêche pas le ralliement des prolétaires autour du P. C, s'il facilite la direction effective du mouvement révolutionnaire par le P. C. Un tel parti n'est ni nécessaire ni rationnel s'il ne répond pas à toutes ces conditions, car il ne pourrait qu'amener la dilution des éléments communistes parmi les éléments bourgeois et enlever au P. C. la direction de l'armée prolétarienne.

Dans les pays comme l'Inde, la situation est quelque peu différente. Ce qu'il y a d'essentiel et de nouveau dans les conditions d'existence de colonies comme l'Inde, c'est non seulement que la bourgeoisie nationale s'y est divisée en partis révolutionnaire et conciliateur, mais surtout le fait que la fraction conciliatrice de cette bourgeoisie s'est déjà, dans les questions importantes, liée à l'impérialisme. Craignant la révolution plus que l'impérialisme, s'occupant des intérêts de sa bourse plus que de ceux de sa propre patrie, cette partie de la bourgeoisie, la plus riche et la plus influente, est entièrement du côté des ennemis irréductibles de la révolution, car elle a fait bloc avec l'impérialisme contre les ouvriers et les paysans de son propre pays. On ne saurait faire triompher la révolution sans briser ce bloc. Mais pour le briser, il faut concentrer le feu sur la bourgeoisie nationale conciliatrice, dévoiler sa trahison, arracher les masses laborieuses à son influence et préparer méthodiquement les conditions nécessaires pour l'hégémonie du prolétariat. Autrement dit, il s'agit, dans les colonies comme l'Inde, de préparer le prolétariat au rôle de chef du mouvement libérateur en délogeant progressivement de ce poste de direction la bourgeoisie et ses hérauts. Créer un bloc anti-impérialiste révolutionnaire et assurer l'hégémonie du prolétariat dans ce bloc, telle est la tâche à accomplir. Ce bloc peut revêtir, mais cela n'est pas toujours nécessaire, la forme d'un parti ouvrier-paysan unique lié formellement par une plate-forme unique. L'indépendance du parti communiste dans les pays de cette catégorie doit être le mot d'ordre essentiel des éléments avancés du communisme, car l'hégémonie du prolétariat ne peut être préparée et réalisée que par le parti communiste. Mais ce dernier peut et doit faire ouvertement alliance avec l'aile révolutionnaire de la bourgeoisie afin d'isoler la fraction conciliatrice de la bourgeoisie nationale et d'entraîner à sa suite la masse de la petite bourgeoisie urbaine et rurale à la lutte contre l'impérialisme.

Par suite, les tâches à l'ordre du jour du mouvement révolutionnaire dans les colonies et les pays vassaux développés au point de vue capitaliste consistent :

- 1° A gagner les meilleurs éléments de la classe ouvrière à la cause du communisme et à créer des partis communistes indépendants ;
- 2° A constituer le bloc révolutionnaire des ouvriers, des paysans et des intellectuels révolutionnaires contre le bloc de la bourgeoisie nationale conciliatrice et de l'impérialisme ;

- 3° A assurer l'hégémonie du prolétariat dans ce bloc ;
- 4° A lutter pour arracher la petite bourgeoisie urbaine et rurale à l'influence de la bourgeoisie nationale conciliatrice ;
- 5° A assurer la soudure du mouvement libérateur et du mouvement prolétarien des pays avancés.

Tels sont les trois groupes de tâches courantes qui incombent aux militants des pays coloniaux et vassaux d'Orient.

Ces tâches revêtent un caractère particulièrement sérieux et une importance exceptionnelle si on les considère à la lumière de la situation internationale actuelle. La situation internationale est caractérisée en ce moment par une période d'accalmie du mouvement révolutionnaire. Mais qu'est-ce que l'accalmie, que peut-elle signifier à l'heure actuelle ? Elle ne peut signifier qu'un renforcement de la pression sur les ouvriers d'Occident, sur les colonies d'Orient, et en premier lieu sur l'Union soviétique, porte-drapeau du mouvement révolutionnaire de tous les pays. La préparation de cette pression sur l'Union soviétique a déjà commencé chez les impérialistes. La campagne de calomnies entreprise à l'occasion de l'insurrection en Estonie, la campagne contre l'U. R. S. S. à l'occasion de l'explosion de Sofia, la campagne générale de la presse bourgeoise contre notre pays sont le prélude de l'offensive. C'est là une préparation de l'opinion publique contre l'Union soviétique, préparation destinée à créer les prémisses morales pour une intervention. A quoi cette campagne de mensonges et de calomnies aboutira-t-elle, les impérialistes se risqueront-ils à entreprendre une offensive sérieuse, c'est ce que nous verrons. Mais il est évident que ces attaques ne promettent rien de bon pour les colonies. C'est pourquoi, la préparation de la contre-offensive des forces coalisées de la révolution en réponse à l'attaque probable de l'impérialisme est une question des plus urgentes.

Voilà pourquoi l'accomplissement méthodique des tâches courantes du mouvement révolutionnaire dans les colonies et les pays vassaux acquiert à l'heure actuelle une importance spéciale.

En quoi consiste par suite la mission de l'Université des peuples d'Orient à l'égard des pays coloniaux et vassaux ? Elle consiste à tenir compte de toutes les particularités du développement révolutionnaire de ces pays et à éduquer les étudiants venus de ces pays de façon à assurer l'accomplissement des différentes tâches courantes que nous avons exposées plus haut.

L'Université des peuples d'Orient comprend environ dix groupes d'étudiants qui sont venus à nous des pays coloniaux et vassaux et qui ont soif de lumières et de connaissances. Elle doit en faire des révolutionnaires véritables armés de la théorie du léninisme, munis de son expérience pratique et capables de s'acquitter consciencieusement des tâches courantes du mouvement libérateur des colonies et des pays vassaux.

Il est nécessaire, à ce propos, de signaler deux déviations qui se manifestent dans le travail des militants de l'Orient colonial et qu'il faut combattre résolument si l'on veut former des cadres véritablement révolutionnaires.

La première déviation consiste à sous-estimer les possibilités révolutionnaires du mouvement libérateur et à surestimer l'idée d'un front national unique englobant tous les éléments des colonies et des pays vassaux, sans tenir compte de la situation et du degré de développement de ces pays. C'est là une déviation de droite qui menace de ravalier le mouvement révolutionnaire et de diluer les éléments communistes parmi les nationalistes bourgeois. La lutte résolue contre cette déviation est un devoir pour l'Université des peuples d'Orient.

La deuxième déviation consiste à surestimer les possibilités révolutionnaires du mouvement libérateur et à sous-estimer l'importance de l'alliance de la classe ouvrière avec la bourgeoisie révolutionnaire contre l'impérialisme. Cette déviation est, me semble-t-il, le fait des communistes de Java, qui, récemment, ont lancé à tort le mot d'ordre du pouvoir soviétiste pour leur pays. C'est là une déviation de gauche qui menace de détacher le parti des masses et de le transformer en secte. La lutte résolue

contre cette déviation est la condition nécessaire de la formation de cadres véritablement révolutionnaires pour les colonies et les pays vassaux d'Orient.

Telles sont, en général, les tâches politiques de l'U.C.T.O. à l'égard des travailleurs de l'Orient soviétise et colonial.

Espérons que l'Université des peuples d'Orient saura s'acquitter honorablement de ces tâches.

MISE AU POINT SUR LA QUESTION NATIONALE

(A propos de l'article de Sémitch)

Dans l'article qu'il publie maintenant, après la discussion à la commission yougoslave, le camarade Sémitch se rallie entièrement à la position adoptée par la délégation du P. C. R. à l'I.C., et l'on ne peut que l'en féliciter. Mais il ne faudrait pas croire malgré tout qu'entre la délégation du P. C. R. et lui il n'y ait pas eu des divergences de vues avant ou pendant la discussion à la commission yougoslave. C'est pourtant ce que semble croire le camarade Sémitch, qui s'efforce de ramener à des malentendus nos divergences de vues sur la question nationale. Mais il se trompe profondément. Il affirme dans son article que la polémique menée contre lui est basée sur une « série de malentendus », suscités « uniquement par la traduction incomplète » de son discours à la commission yougoslave. En somme, la faute incomberait entièrement au traducteur qui, on ne sait pourquoi, n'aurait pas complètement traduit le discours de Sémitch. Pour rétablir la vérité, je dois dire que cette affirmation de Sémitch ne correspond nullement à la réalité. Certes, Sémitch aurait mieux fait de confirmer sa déclaration par des citations du discours qu'il a prononcé à la commission yougoslave et qui est conservé dans les archives de l'Internationale communiste. Mais il n'a pas cru devoir le faire. C'est pourquoi je me vois forcé d'entreprendre à sa place cette procédure qui n'est pas des plus agréables, mais qui est absolument nécessaire.

Cela est d'autant plus nécessaire que, même maintenant que Sémitch se solidarise entièrement avec la position de la délégation du P. C. R., il reste encore pas mal d'obscurités dans sa position.

Dans mon discours à la commission yougoslave (v. le *Bolchevik*, n° 7), j'ai parlé de nos divergences de vues sur trois questions : 1° sur les moyens de résoudre la question nationale ; 2° sur le contenu social du mouvement national à l'époque actuelle ; 3° sur le rôle du facteur international dans la question nationale.

En ce qui concerne la première question, j'ai affirmé que Sémitch « n'avait pas très bien compris comment les bolcheviks posaient la question nationale », qu'il détachait la question nationale de la question générale de la révolution, qu'il s'engageait ainsi dans une voie qui le conduisait à ramener la question nationale à une question constitutionnelle.

Tout cela est-il exact ?

Qu'on en juge par la lecture du passage suivant du discours prononcé par Sémitch à la commission yougoslave (30 mars. 1925) :

Peut-on ramener la question nationale à une question constitutionnelle. Tout d'abord, bornons-nous à poser théoriquement la question. Admettons qu'un Etat X englobe trois nations : A, B et C. Ces trois nations manifestent le désir de vivre dans un seul Etat. De quoi s'agit-il en l'occurrence ? Evidemment de la régularisation des rapports intérieurs au sein de cet Etat. Donc, c'est là une question constitutionnelle. Dans ce cas théorique, la question nationale se ramène à la question

constitutionnelle... Si, dans ce cas théorique, nous ramenons la question nationale à la question constitutionnelle, il faut dire, ce que j'ai toujours souligné, que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, jusques et y compris leur constitution en Etats indépendants, est la condition de la solution de la question constitutionnelle. Et c'est uniquement sur ce plan que je pose la question constitutionnelle.

Ce passage du discours de Sémitich n'a pas besoin, me semble-t-il, de commentaires. Il est clair que ceux qui considèrent la question nationale comme partie intégrante de la question générale de la révolution prolétarienne ne peuvent la ramener à une question constitutionnelle. Et, inversement, seuls ceux qui détachent la question nationale de la question générale de la révolution prolétarienne peuvent la ramener à une question constitutionnelle.

Dans un passage de son discours, Sémitich indique que le droit des nations à disposer d'elles-mêmes ne peut être conquis sans une lutte révolutionnaire. « Il est évident, dit-il, que de tels droits ne peuvent être conquis sans une lutte révolutionnaire. Ils ne peuvent pas être conquis par la voie parlementaire; ils ne peuvent l'être que par des actions révolutionnaires de masse ». Mais que signifie « lutte révolutionnaire » et « actions révolutionnaires » ? Peut-on identifier la « lutte révolutionnaire » et les « actions révolutionnaires » au renversement de la classe dominante, à la prise du pouvoir, à la victoire de la révolution en tant que condition de la solution de la question nationale ? Certes non. Considérer la victoire de la révolution comme le postulat essentiel de la solution de la question nationale n'est pas du tout la même chose que faire des « actions révolutionnaires » et de la « lutte révolutionnaire » la condition de la solution de la question nationale. Il convient de remarquer que la voie des réformes, la voie constitutionnelle, n'exclut nullement les « actions révolutionnaires » et la « lutte révolutionnaire ». Ce qui est déterminant dans la définition du caractère révolutionnaire ou réformiste de tel ou tel parti, ce n'est pas les « actions révolutionnaires » prises en elles-mêmes, mais les buts et les tâches politiques au nom desquels elles sont entreprises et utilisées par le parti ? En 1906, après la dissolution de la première Douma, les menchéviks russes, comme on le sait, proposaient d'organiser la « grève générale », et même l'insurrection armée ». Mais cela ne les empêchait pas de rester des menchéviks. En effet, pourquoi proposaient-ils alors tout cela ? Certes, ce n'était pas pour abattre le tsarisme et organiser la victoire complète de la révolution, mais pour « faire pression » sur le gouvernement tsariste afin d'obtenir des réformes, afin d'obtenir l'élargissement de la « constitution » et la convocation d'une Douma « améliorée ». Des « actions révolutionnaires » *pour* la réforme de l'ancien état de choses, *avec* le maintien du pouvoir aux mains de la classe dominante, c'est là la voie constitutionnelle. Des « actions révolutionnaires » entreprises pour briser l'ancien régime, pour renverser la classe dominante, c'est là une chose toute différente, c'est là la voie menant à la victoire complète de la révolution. La différence, on le voit, est fondamentale.

Voilà pourquoi le fait que Sémitich se réfère à la « lutte révolutionnaire », en ramenant la question nationale à une question constitutionnelle, ne réfute pas, mais au contraire corrobore la déclaration dans laquelle je disais que Sémitich « n'a pas très bien compris la façon dont les bolcheviks posent la question nationale », car il n'a pas compris qu'il faut considérer la question nationale non pas isolément, mais en liaison indissoluble avec la question de la victoire de la révolution, qu'il faut la considérer comme une partie de la question générale de la révolution.

En insistant sur ce point, je ne crois nullement avoir dit quelque chose de nouveau sur l'erreur de Sémitich dans cette question. Au 5^e congrès de l'I.C., Manouïlsky a parlé, lui aussi, de cette erreur de Sémitich et a déclaré :

Dans sa brochure *La question nationale à la lumière du marxisme* et dans une série d'articles publiés dans l'organe du parti communiste yougoslave, le *Radnik*, Sémitich pose comme mot d'ordre pratique pour le parti communiste la lutte pour la révision de la constitution, c'est-à-dire ramène toute la question du droit des nations à disposer d'elles-mêmes sur le terrain constitutionnel.

Zinoviev, lui aussi, a parlé de cette erreur à la commission yougoslave et a déclaré :

Dans la perspective du camarade Sémitich, il manque une petite chose : la révolution; la question nationale est un problème révolutionnaire et non constitutionnel.

Il n'est pas possible que toutes ces remarques des représentants du P. C. R. à l'Internationale communiste sur l'erreur de Sémitich soient fortuites et dénuées de fondement. Il n'y a pas de fumée sans feu.

Voilà ce qu'il en est de la première erreur fondamentale de Sémitich, d'où découlent toutes les autres.

En ce qui concerne la deuxième question, j'affirmais dans mon discours (v. le *Bolchevik*, n° 7) que Sémitich « ne veut pas considérer la question nationale comme une question essentiellement paysanne ».

Est-ce exact ?

Qu'on en juge par la lecture du passage suivant du discours prononcé par Sémitich à la commission yougoslave :

En quoi consiste le sens social du mouvement national en Yougoslavie ?... Ce sens social consiste dans la rivalité entre le capital serbe, d'une part, et le capital croate et slovène, d'autre part.

Il n'est pas douteux, évidemment, que la rivalité de la bourgeoisie serbe et de la bourgeoisie croate et slovène joue là dedans un certain rôle. Mais il est indubitable également que, si l'on voit le sens social d'un mouvement national dans la rivalité de la bourgeoisie des différentes nations d'un Etat, on ne peut considérer la question nationale comme une question essentiellement paysanne. Quel est le sens de la question nationale maintenant que, de question locale, intérieure à un Etat, elle s'est transformée en question mondiale, en question de la lutte des colonies et des nationalités vassales contre l'impérialisme ? L'essence de la question nationale réside maintenant dans la lutte des masses populaires des colonies et des nationalités vassales contre l'exploitation financière, contre l'asservissement politique et l'anéantissement de leur civilisation par la bourgeoisie impérialiste de la nationalité dominante. La question nationale étant posée ainsi, quelle importance peut avoir la rivalité des bourgeoisies des différentes nationalités ? Certes, cette importance ne saurait être déterminante; dans certains cas, elle est même très petite. Il est évident que ce qui importe ici, ce n'est pas se fait que la bourgeoisie d'une nationalité peut battre par la concurrence la bourgeoisie d'une autre nationalité, mais le fait que le groupe impérialiste de la nationalité dominante exploite et opprime les masses, et en premier lieu les masses paysannes des colonies et des nationalités vassales, et qu'en les opprimant et en les exploitant elle les entraîne par là même dans la lutte contre l'impérialisme et en fait des alliés de la révolution prolétarienne. On ne peut considérer la question nationale comme une question paysanne par son essence si l'on ramène le sens social du mouvement national à la rivalité de la bourgeoisie des différentes nationalités. Et, *vice versa*, on ne peut voir le sens social du mouvement national dans la rivalité de la bourgeoisie des différentes nationalités si l'on considère la question nationale comme une question paysanne par son essence. On ne saurait mettre entre ces deux formules le signe d'égalité.

Sémitich se réfère à un passage de la brochure de Staline, *Marxisme et question nationale*, écrite à la fin de 1912. Dans cette brochure, il est dit que « la lutte nationale est la lutte des classes bourgeoises entre elles ». Sémitich s'appuie sur cette phrase pour justifier sa définition du sens social du mouvement national dans les conditions actuelles. Mais la brochure de Staline a été écrite avant la guerre impérialiste, alors que la question nationale n'avait pas encore acquis aux yeux des marxistes une importance mondiale et que la revendication essentielle des marxistes sur le droit à l'autonomie était considérée non pas comme une partie de la révolution prolétarienne, mais comme une partie de la révolution démocratique bourgeoise. Il serait ridicule de ne pas voir que, depuis lors, la situation internationale s'est radicalement modifiée, que la guerre, d'une part, et la révolution d'Octobre, d'autre part, ont fait de la question nationale une parcelle de la révolution socialiste prolétarienne. En octobre 1916, dans son article intitulé « Bilan de la discussion sur l'autonomie », Lénine disait déjà que le

point essentiel de la question nationale sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes avait cessé d'être partie constitutive du mouvement démocratique général, qu'il était devenu partie constitutive de la révolution socialiste prolétarienne générale. Je ne parle pas des travaux ultérieurs composés par Lénine sur la question nationale, ainsi que par d'autres représentants du communisme russe. Quelle valeur peut avoir, après cela, la référence de Sémitch à un passage d'une brochure de Staline écrite dans la période de révolution démocratique *bourgeoise* en Russie, maintenant qu'en vertu de la nouvelle situation historique nous sommes entrés dans une nouvelle époque, dans l'époque de la révolution mondiale prolétarienne ? Sémitch, on le voit, cite hors du temps et de l'espace, sans tenir compte de la situation actuelle, violant par là les règles élémentaires de la dialectique et ne comprenant pas que ce qui est juste dans une situation historique peut être faux dans une autre. J'ai déjà dit dans mon discours à la commission yougoslave que, dans la façon dont les bolcheviks russes ont posé et posent la question nationale, il faut distinguer deux stades : le stade d'avant-October, quand il s'agissait de la révolution démocratique bourgeoise et que la question nationale était considérée comme une partie du mouvement démocratique général, et le stade d'October, quand il s'agissait de la révolution prolétarienne et que la question nationale était déjà devenue partie constitutive de la révolution prolétarienne. Il est inutile de démontrer que cette distinction a une importance décisive. J'ai bien peur que Sémitch n'ait pas encore compris le sens et l'importance de cette distinction pour la position de la question nationale. »

Voilà pourquoi la tentative de Sémitch de considérer le mouvement national non pas comme une question paysanne par son essence, mais comme la question de la concurrence des bourgeoisies des différentes nationalités « recouvre une sous-estimation de la puissance du mouvement national et une incompréhension de son caractère populaire, profondément révolutionnaire ».

Voilà ce qu'il en est de la deuxième erreur du camarade Sémitch.

Il est à remarquer que, dans son discours à la commission yougoslave, Zinoviev dit exactement la même chose que moi de cette erreur.

Sémitch, déclare Zinoviev, a tort d'affirmer qu'en Yougoslavie le mouvement paysan est dirigé par la bourgeoisie et que, par suite, il n'est pas révolutionnaire (*Pravda*, n° 83).

Cette coïncidence est-elle fortuite ? Certes, non. Nous le répétons, il n'y a pas de fumée sans feu. Enfin, en ce qui concerne la troisième question, j'ai affirmé que Sémitch « tentait de traiter la question nationale et des perspectives probables en Europe ».

Est-ce exact ?

Oui, c'est exact. En effet, dans son discours, Sémitch n'a pas indiqué, même de façon indirecte, que la situation internationale dans les conditions actuelles représentait, particulièrement pour la Yougoslavie, un facteur extrêmement important dans la solution de la question nationale. Le fait que l'Etat yougoslave s'est constitué grâce à la collision de deux grandes coalitions impérialistes et que la Yougoslavie ne peut se soustraire à l'influence des forces qui agissent maintenant dans les Etats impérialistes qui l'entourent lui a complètement échappé. Sémitch déclare qu'il conçoit très bien qu'il puisse se produire dans la situation internationale des changements qui feraient de la question de l'autonomie une question d'actualité pratique, mais cette déclaration, dans l'état actuel des rapports internationaux, doit être considérée comme insuffisante. Il ne s'agit pas maintenant de reconnaître que certaines modifications qui peuvent affecter la situation internationale dans un avenir plus ou moins rapproché mettront au premier plan de l'actualité la question du droit des nations à disposer d'elles-mêmes ; les démocrates bourgeois, en cas de besoin, pourraient eux-mêmes reconnaître l'actualité de cette question.

Il s'agit maintenant de ne pas transformer les frontières actuelles de l'Etat yougoslave, frontières qui sont le résultat de guerres et de violences, en point de départ, en base légitime pour la solution de la

question nationale. De deux choses l'une : ou bien la question de l'autonomie nationale, c'est-à-dire de la modification radicale des frontières de la Yougoslavie, est un *appendice* éventuel au programme national, ou bien elle est la *base* de ce programme. Il est clair en tout cas que le point sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne peut être en même temps et un appendice et la base du programme national du parti communiste yougoslave. Je crains bien que Sémitch ne continue à considérer le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes comme un appendice perspectif au programme national.

Voilà pourquoi je considère que Sémitch détache la question nationale de celle de la situation internationale et que, par suite, la question du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire la question de la modification des frontières de la Yougoslavie, ne soit pour lui qu'une question académique et non une question d'actualité.

Voilà ce qu'il en est de la troisième erreur de Sémitch.

Il est à remarquer que, dans son rapport au 5^e congrès de l'I.C., Manouïlsky se prononce également comme moi sur cette erreur.

Dans sa façon de poser la question nationale, Sémitch part du postulat que le prolétariat doit prendre l'Etat bourgeois *dans les frontières établies à la suite d'une série de guerres et de violences*.

Peut-on considérer cette coïncidence comme fortuite ? Certes non. Encore une fois, pas de fumée sans feu.

Le Bolchevik, n° 11-12, 30 juin 1925.

QUESTIONS ET REPONSES

Discours prononcé à l'Université Sverdlov le 9 juin 1925

Camarades, je vais répondre aux questions écrites que vous m'avez posées. J'y répondrai dans l'ordre où elles m'ont été remises. Comme vous le savez, il y en a dix.

Commençons par la première.

I

Quelles sont les mesures et les conditions devant contribuer à consolider l'alliance de la classe ouvrière avec les paysans en régime de dictature du prolétariat, si l'Union soviétique n'est pas soutenue par la révolution du prolétariat occidental dans les 10-15 années prochaines ?

J'estime que cette question englobe toutes celles que vous m'avez posées. C'est pourquoi j'y ferai une réponse générale, qui sera loin d'épuiser le sujet. Autrement, il ne me resterait plus rien à dire sur les autres questions.

Les résolutions de la 14^e conférence du parti donnent une réponse complète à cette question. Elles affirment que la principale garantie de la consolidation de l'alliance est une politique rationnelle envers la paysannerie. Mais qu'est-ce qu'une bonne politique envers la paysannerie ? Elle consiste dans un ensemble de mesures économiques, administratives, politiques et culturelles destinées à assurer cette alliance.

Prenons le domaine économique.

Il faut, tout d'abord, liquider les survivances du communisme de guerre dans les campagnes. Il faut ensuite établir une politique rationnelle des prix sur les produits fabriqués et les denrées agricoles, de façon à assurer un essor rapide de l'industrie et de l'agriculture et à supprimer les « ciseaux ». Il faut réduire la somme totale de l'impôt agricole et transformer peu à peu celui-ci, d'impôt d'Etat, en impôt local. Il faut attirer à la coopération, principalement à la coopération agricole et à la coopération de crédit, l'immense masse rurale, afin que les paysans, eux aussi, participent à la réalisation du socialisme. Il faut introduire dans les campagnes les tracteurs, qui sont les leviers de la révolution technique dans l'agriculture et les moyens de créer des foyers de civilisation dans les campagnes. Il faut enfin exécuter le plan d'électrification, moyen de rapprocher la campagne de la ville et de faire disparaître leur antagonisme.

Voilà ce que doit faire le parti s'il veut assurer l'alliance économique de la ville et de la campagne.

Je tiens à attirer votre attention sur la transformation de l'impôt agricole, d'impôt d'Etat, en impôt local. Cela peut vous paraître surprenant. Néanmoins, c'est un fait que l'impôt agricole devient de plus en plus et deviendra entièrement un impôt de caractère local. Il y a deux ans, l'impôt agricole constituait la part principale, ou peu s'en faut, de nos revenus, tandis que maintenant il n'en est qu'une partie insignifiante. Alors que le budget d'Etat se monte à deux nous donnera cette année au plus 250 à 260 millions de roubles, soit 100 millions de moins que l'année passée. Comme vous le voyez, c'est bien peu. Et plus notre budget d'Etat s'élargira, plus l'importance relative de l'impôt agricole diminuera. Ensuite, de ces 260 millions, 100 millions, soit plus du tiers, sont destinés aux budgets locaux. Pourquoi en est-il ainsi ? Parce que, de tous les impôts existants, l'impôt agricole est celui qui s'adapte le mieux aux conditions locales, qui peut le mieux être utilisé pour les besoins locaux. Il n'est pas douteux que le budget local s'accroîtra de plus en plus. Et il augmentera en absorbant une partie de plus en plus importante de l'impôt agricole, qui doit être le mieux possible approprié aux conditions locales. Cela est d'autant plus certain que la part principale des revenus de l'Etat est et sera de plus en plus constituée par les bénéfices des entreprises d'Etat, les impôts indirects, etc.

Voilà pourquoi la transformation de l'impôt agricole en impôt local deviendra un jour nécessaire et utile à la consolidation de notre alliance avec les paysans.

Passons aux mesures qui doivent assurer cette alliance dans le domaine administratif et politique.

Réalisation de la démocratie soviétiste à la ville et au village afin de simplifier, de rendre moins onéreux l'appareil d'Etat, de l'assainir moralement, d'en éliminer le bureaucratisme et les facteurs de décomposition bourgeoise, de le lier intimement à la masse, telle est la voie que doit suivre le parti s'il veut renforcer l'alliance dans le domaine administratif et politique.

La dictature du prolétariat n'est pas une fin en soi. Elle n'est qu'un moyen, la voie qui mène au socialisme. Or, qu'est-ce que le socialisme ? C'est une étape entre le régime de dictature du prolétariat et la société sans Etat. Mais pour parcourir cette étape, il faut préparer le renouvellement de l'appareil étatique de façon à assurer la transformation effective de la société à dictature prolétarienne en société sans Etat, en société communiste. C'est pourquoi, nous prenons pour mots d'ordre de vivifier les soviets, de réaliser la démocratie soviétiste à la ville et au village, de confier à l'élite ouvrière et paysanne la gestion des affaires de l'Etat. Corriger l'appareil d'Etat, le rénover véritablement, en éliminer le bureaucratisme et les éléments de décomposition, le rapprocher des masses et le leur rendre sympathique, tout cela est impossible sans la collaboration active des masses elles-mêmes. Mais cette collaboration constante et active est à son tour impossible sans la participation des meilleurs éléments ouvriers et paysans aux organes administratifs, sans une liaison directe entre l'appareil d'Etat et les couches profondes des travailleurs.

Qu'est-ce qui distingue l'appareil d'Etat soviétiste de l'appareil d'Etat bourgeois ?

L'appareil d'Etat bourgeois se place *au-dessus* des masses, il est séparé de la population par une barrière infranchissable ; il est, par son esprit même, étranger aux masses populaires, tandis que l'appareil soviétiste *se confond* avec les masses, perd son caractère s'il se place au-dessus de ces dernières et ne peut toucher les travailleurs que s'il leur est accessible. C'est là une différence essentielle entre l'appareil de l'Etat bourgeois et celui de l'Etat soviétiste.

Dans sa brochure : *Les bolcheviks conserveront-ils le pouvoir ?* Lénine disait que les 240.000 membres du parti bolchevik sauraient certainement diriger le pays au profit des pauvres, contre les riches, du moment que 130.000 grands propriétaires fonciers avaient pu jusqu'alors diriger le pays au profit des riches contre les pauvres. Interprétant de façon erronée ces paroles, certains communistes pensent que l'appareil d'Etat se réduit à quelques centaines de milliers d'adhérents du parti, et que cela suffit pour diriger notre immense pays. C'est pourquoi ils identifient parfois le parti avec l'Etat. C'est une erreur. C'est une déformation de la pensée de Lénine. Parlant des 240.000 membres du parti bolchevik, Lénine ne voulait pas dire que ce chiffre limite, ou peut limiter, l'appareil d'Etat soviétiste. Au contraire, outre les communistes, il considérait comme faisant partie de notre appareil d'Etat le million d'électeurs qui votèrent pour les bolcheviks à la veille de la révolution d'Octobre ; il déclarait que nous pouvons *décupler* notre appareil d'Etat, c'est-à-dire le porter au moins à dix millions d'hommes, en faisant participer les travailleurs à l'administration journalière de l'Etat.

Ces 240.000 hommes, dit Lénine, ont déjà maintenant un million d'adeptes au moins, car, comme le confirme l'expérience de l'Europe en général et celle de la Russie en particulier (élections d'août à la Douma de Pétrograd), on peut calculer ainsi le nombre des membres du parti d'après le nombre des voix obtenues. Nous voilà donc déjà en possession d'un « appareil étatique » d'un million d'hommes, dont le dévouement à l'Etat socialiste est basé sur des raisons d'ordre moral et non sur l'attente de la forte somme à toucher le 20 du mois.

Bien plus, nous avons encore un moyen merveilleux de décupler d'un coup notre appareil étatique, moyen dont aucun Etat capitaliste n'a jamais pu et ne pourra jamais disposer. Ce moyen, c'est la participation des classes pauvres à l'administration journalière de l'Etat.

Comment faisons-nous « participer les travailleurs, la population pauvre à l'administration journalière de l'Etat » ?

Au moyen de nos organisations d'initiative des masses, commissions et comités de toutes sortes, conférences et assemblées de délégués, qui se forment autour des soviets, organes économiques, conseils d'entreprises, institutions culturelles, organisations du parti et des Jeunesses, associations coopératives diverses, etc., etc.

Souvent, nos camarades ne remarquent pas qu'autour des organisations de base du parti, des soviets, des syndicats, des Jeunesses communistes, etc., il y a une multitude d'organismes, de commissions, d'assemblées auxquels participent des millions d'ouvriers ou de paysans sans-parti et qui, par leur modeste labeur journalier, créent en somme la vie de l'Etat soviétiste dont ils sont la force. Sans ces organisations groupant des millions d'hommes, il serait impossible de gouverner et d'administrer notre grand pays. L'appareil d'Etat soviétiste n'est pas formé par les soviets seulement. Il comprend, au sens profond du terme, les soviets ainsi que les innombrables groupements de communistes et de sans-parti qui unissent les soviets aux masses, permettent à l'appareil d'Etat de se confondre avec les masses et détruisent peu à peu toute barrière entre l'appareil d'Etat et la population.

Voilà comment nous « décuplons » notre appareil d'Etat en le rapprochant des millions de travailleurs, en le leur rendant sympathique, en l'épurant des vestiges de bureaucratisme, en le fondant avec la masse et en préparant par là la transition du régime de dictature du prolétariat à une société sans Etat, à une société communiste.

Tels sont le sens et la portée du mot d'ordre de vivification des soviets et de réalisation de la démocratie soviétiste. Telles sont les mesures capitales qui renforceront notre alliance avec les paysans dans le domaine administratif et politique.

Quant aux mesures propres à assurer cette alliance dans le domaine de la culture et de l'éducation, il est superflu de s'y étendre, car elles sont évidentes et universellement connues. Je me bornerai à rappeler la ligne principale de notre activité dans ce domaine. Il s'agit de préparer la réalisation de l'instruction primaire obligatoire dans toute l'U. R. S. S. Ce sera là une réforme immense, qui représentera un triomphe splendide non seulement sur le front de l'instruction publique, mais aussi sur les fronts politique et économique. Cette réforme sera, pour notre pays, le prélude d'un essor prodigieux. Mais elle exigera des centaines de millions de roubles; elle nécessitera presque un demi-million d'instituteurs et d'institutrices. Néanmoins, nous devons la préparer dès à présent, si nous voulons élever notre pays à une civilisation supérieure. Et nous le ferons incontestablement.

II

Quels sont les dangers de dégénérescence du parti que déterminera la stabilisation du capitalisme si elle se prolonge ?

Ces dangers existent-ils vraiment ?

Oui, et ils existent indépendamment de la stabilisation, qui ne fait que les rendre plus tangibles. Voici les trois principaux de ces dangers :

- a) Perte de la perspective socialiste dans l'organisation de notre pays et, par suite, apparition d'une tendance à liquider les conquêtes de la révolution ;
- b) Perte de la perspective révolutionnaire internationale et, partant, apparition du nationalisme ;
- c) Disparition de la direction du parti et, partant, possibilité de transformation du parti en appendice de l'appareil étatique.

Commençons par le *premier* de ces dangers.

Il se caractérise par le scepticisme à l'égard des forces intérieures de notre révolution, à l'égard de l'alliance ouvrière et paysanne et du rôle dirigeant de la classe ouvrière dans cette alliance, à l'égard de la transformation de la « Russie de la Nep » en « Russie socialiste », à l'égard de la réalisation du socialisme dans notre pays.

C'est là une mentalité qui mène à l'abandon des principes et des buts de la révolution d'Octobre, à la transformation de l'Etat prolétarien en Etat démocratique bourgeois.

L'origine de cette mentalité est dans le renforcement de l'influence bourgeoise sur notre parti sous le régime de la Nep, caractérisé par une lutte à mort entre les éléments capitalistes et les éléments socialistes au sein de notre économie. Les éléments capitalistes ne mènent pas seulement la lutte dans le domaine économique, ils s'efforcent de la transporter dans le domaine de l'idéologie, cherchant à inspirer à nos détachements les moins fermes le scepticisme à l'égard des possibilités de réalisation du socialisme, et l'on ne saurait dire que leurs efforts aient été complètement stériles.

« Comment pouvons-nous, arriérés comme nous sommes, réaliser le socialisme intégral ? disent certains de ces communistes contaminés. L'état des forces de production de notre pays ne nous permet pas de nous proposer des objectifs aussi utopiques. Puissions-nous seulement nous maintenir tant bien que mal au pouvoir sans penser au socialisme ! Faisons ce que nous pouvons pour le moment, et après on verra. »

« Nous avons déjà accompli notre mission révolutionnaire en faisant la révolution d'Octobre, disent d'autres ; tout dépend maintenant de la révolution internationale, car sans la victoire du prolétariat occidental, nous ne pouvons réaliser le socialisme, et, à proprement parler, un révolutionnaire n'a plus rien à faire en Russie. »

On sait qu'en 1923, lors des événements révolutionnaires d'Allemagne, une partie de la jeunesse de nos écoles était prête à abandonner ses livres et à partir pour l'Allemagne, estimant qu'en Russie, un révolutionnaire n'avait plus rien à faire et que son devoir était d'aller accomplir la révolution en Allemagne.

Comme vous le voyez, ces deux groupes de « communistes » nient, l'un et l'autre, les possibilités de réalisation du socialisme dans notre pays ; ils ont une mentalité de « liquidateurs ». La différence est que les premiers couvrent cette mentalité par des raisonnements doctoraux sur les « forces de production » (ce n'est pas pour rien que Milioukov les a appelés, il y a quelques jours, dans ses *Posliédnié Novosti*, des « marxistes sérieux »), tandis que les seconds la couvrent de phrases gauchistes et « terriblement révolutionnaires » sur la révolution mondiale.

En effet, admettons qu'un révolutionnaire n'ait rien à faire en Russie, qu'il soit impossible de réaliser le socialisme dans notre pays avant sa victoire dans les autres pays, que la victoire du socialisme dans les pays avancés n'ait lieu que dans dix ou vingt ans. Peut-on croire que, dans notre pays entouré d'Etats bourgeois, les éléments capitalistes de notre économie consentent à cesser leur lutte sans merci contre les éléments socialistes et attendent, les bras croisés, le triomphe de la révolution mondiale ? Il suffit d'émettre cette supposition pour en voir toute l'absurdité. Mais alors, que reste-t-il à faire à nos « marxistes sérieux » et à nos « terribles révolutionnaires » ? Il ne leur reste qu'à suivre le courant et à se transformer peu à peu en vulgaires démocrates bourgeois.

De deux choses l'une : ou bien nous *considérons notre pays comme la base de la révolution mondiale*, nous possédons, comme dit Lénine, toutes les données nécessaires à la réalisation du socialisme intégral, et alors nous devons entreprendre cette réalisation, dans l'espoir de remporter une victoire totale sur les éléments capitalistes de notre économie; ou bien *nous ne considérons pas notre pays comme la base de la révolution mondiale*, nous n'avons pas les données nécessaires à l'édification du socialisme, il nous est impossible de le réaliser, et alors, si la victoire du socialisme dans les autres pays se fait attendre, nous devons nous résigner à voir les éléments capitalistes de notre pays prendre le dessus, le pouvoir des soviets se décomposer, le parti dégénérer.

Voilà pourquoi le scepticisme à l'égard des possibilités de réalisation du socialisme mène à la liquidation des conquêtes de la révolution et à la dégénérescence.

Voilà pourquoi notre parti doit lutter contre le danger de liquidation, surtout dans la période de stabilisation provisoire du capitalisme.

Passons au *deuxième* danger.

Il est caractérisé par le scepticisme envers la révolution prolétarienne mondiale et le mouvement de libération nationale des colonies et des pays vassaux; par l'incompréhension du fait que, sans l'appui du mouvement révolutionnaire international, notre pays n'eût pu *résister* à l'impérialisme mondial; par l'incompréhension de cet autre fait que le triomphe du socialisme dans un pays ne peut être définitif (ce pays n'étant pas garanti contre une intervention) tant que la révolution n'a pas vaincu au moins dans plusieurs autres pays ; par l'absence de cet internationalisme élémentaire qui veut que le triomphe du socialisme dans un pays soit non pas une fin en soi, mais un moyen de développer et de soutenir la révolution dans les autres pays.

C'est là la voie menant au nationalisme, à la dégénérescence, à la liquidation totale de la politique internationale du prolétariat, car ceux qui sont atteints de cette maladie considèrent notre pays non pas

comme une partie du mouvement révolutionnaire mondial, mais comme le début et l'achèvement de ce mouvement, puisqu'ils estiment que l'on doit sacrifier aux intérêts de notre pays ceux de tous les autres.

Faut-il soutenir le mouvement de libération nationale en Chine ? A quoi bon ? N'est-ce pas dangereux ? Est-ce que cela ne nous brouillera pas avec les autres pays ? Ne serait-il pas mieux d'établir des sphères d'influence en Chine de concert avec les puissances « civilisées » et de nous emparer d'une partie de ce pays ? Ce serait avantageux et nous ne risquerions rien... Faut-il soutenir le mouvement d'émancipation en Allemagne ? Est-ce que cela en vaut la peine ? Ne serait-il pas mieux de se mettre d'accord avec l'Entente sur le traité de Versailles et d'obtenir une petite compensation ?

Faut-il conserver notre amitié à la Perse, à la Turquie, à l'Afghanistan ? Le jeu en vaut-il la chandelle ? Ne serait-il pas mieux de rétablir les sphères d'influence d'accord avec certaine grande puissance ? Etc., etc.

Telle est cette mentalité nationaliste d'un genre nouveau, qui tend à la liquidation de la politique extérieure de la révolution d'Octobre et représente un bouillon de culture pour les éléments de dégénérescence.

Si l'origine du premier danger est le renforcement de l'influence bourgeoise sur le parti dans la politique intérieure, dans la lutte entre les éléments capitalistes et socialistes de notre économie, l'origine du second est dans le renforcement de l'influence bourgeoise sur le parti dans la politique extérieure, dans la lutte des Etats capitalistes contre la dictature du prolétariat. Il est certain que la pression des Etats capitalistes sur le nôtre est formidable, que les employés de notre Commissariat des Affaires étrangères ne parviennent pas toujours à y résister, que, pour éviter des complications internationales, ils sont souvent tentés de s'engager dans la voie de moindre résistance, dans la voie du nationalisme.

Il est évident que c'est seulement sur la base de l'internationalisme conséquent, de la politique extérieure de la révolution d'Octobre, que le premier Etat prolétarien peut rester le porte-drapeau du mouvement révolutionnaire mondial; il est clair que la ligne de moindre résistance et le nationalisme en politique extérieure signifient l'isolement et la décomposition du pays de la première révolution victorieuse.

Voilà pourquoi l'absence d'une perspective révolutionnaire internationale mène au danger de nationalisme et de dégénérescence.

Voilà pourquoi la lutte contre le danger de nationalisme dans la politique extérieure est un des devoirs du parti.

Passons au *troisième* danger.

Ce danger est caractérisé par le scepticisme à l'égard des forces intérieures du parti et de son rôle dirigeant; par la tendance de l'appareil d'Etat à affaiblir la direction du parti, à s'en émanciper; par l'incompréhension du fait que, sans direction du parti communiste, il ne peut y avoir de dictature du prolétariat.

Ce danger nous menace de trois côtés.

Premièrement, les classes que nous devons diriger ont changé. Les ouvriers et les paysans ne sont plus les mêmes que lors du communisme de guerre. Auparavant, la classe ouvrière était déclassée et dispersée, les paysans étaient en proie à la crainte de voir revenir le propriétaire foncier en cas de défaite dans la guerre civile, le parti était la seule force concentrée et gouvernait d'une façon toute militaire. Maintenant, la situation est tout autre. Il n'y a plus de guerre. Partant, le danger direct qui

groupait les masses travailleuses autour de notre parti n'existe plus. Le prolétariat s'est rétabli, il s'est élevé sous le rapport matériel et intellectuel. Les paysans, eux aussi, se sont élevés et développés. L'activité de ces deux classes s'est accrue et continuera de s'accroître. On ne peut plus gouverner d'une façon militaire. Il faut maintenant de la souplesse dans les méthodes de direction. Il faut ensuite une attention extrême aux besoins et aux aspirations des ouvriers et des paysans, il faut enfin savoir amener au parti les ouvriers et paysans qui se sont particulièrement fait remarquer par leur activité et leur intelligence politiques. Mais toutes ces qualités ne s'acquièrent pas du jour au lendemain. De là une disproportion entre ce qui est exigé du parti et ce que celui-ci peut donner actuellement. De là aussi le danger d'affaiblissement de la direction assumée par le parti, de liquidation de la direction communiste.

En second lieu, il est à remarquer que, ces derniers temps, au cours de la période d'essor économique, l'appareil des organisations gouvernementales et autres s'est fortement développé. Les trusts et syndicats, les organismes de commerce et de crédit, les administrations, les groupements éducatifs et la coopération sous toutes ses formes se sont sensiblement accrus et élargis, recrutant des centaines de milliers de travailleurs nouveaux, sans-parti pour la plupart. Mais ces appareils n'augmentent pas seulement numériquement. Leur force et leur influence augmentent également. Et plus leur importance s'accroît, plus leur pression sur le parti devient sensible, plus ils résistent au parti. Il faut opérer un regroupement des forces et une répartition des militants dirigeants dans ces appareils de façon à assurer la direction du parti dans la situation nouvelle où nous nous trouvons. Mais cela est impossible à faire d'un seul coup. De là le danger que l'appareil d'Etat se détache du parti.

En troisième lieu, le travail lui-même est devenu plus compliqué et plus varié. Je parle de notre travail actuel de construction. De nouveaux domaines d'activité ont surgi dans les villes et les campagnes. C'est pourquoi la direction est devenue plus concrète. Autrefois, on parlait toujours de direction « d'ensemble ». Maintenant, la direction « d'ensemble » n'est que du verbiage, ce n'est plus de la direction. Il faut une direction concrète. La période précédente a créé un type de militant omniscient, prêt à répondre à n'importe quelle question de théorie et de pratique. Maintenant ce type doit céder la place à un type nouveau de militant spécialisé dans une ou deux branches. Pour diriger réellement, il faut connaître à fond sa partie, il faut l'étudier consciencieusement, patiemment, opiniâtement. On ne peut diriger à la campagne sans connaître l'agriculture, la coopération, la politique des prix, sans avoir étudié les lois de l'économie rurale. On ne peut diriger à la ville sans connaître l'industrie, les conditions d'existence des ouvriers, leurs revendications, leurs aspirations, sans connaître la coopération, les syndicats, les clubs. Malheureusement, toutes ces connaissances ne s'acquièrent pas en un clin d'œil. Pour élever la direction communiste à la hauteur de sa tâche, il faut élever avant tout le niveau des militants du parti. Désormais, c'est la qualité du militant qui importe le plus. Mais il n'est pas facile de l'élever rapidement. Les anciennes habitudes de bâclage du travail, qui malheureusement remplacent chez nous la science et l'expérience, sont encore vivaces dans les organisations du parti. C'est pourquoi la direction communiste dégénère parfois en une accumulation d'ordres parfaitement inutiles, en une « direction » verbale, purement imaginaire. C'est là un des dangers les plus sérieux d'affaiblissement et de disparition de la direction du parti.

Telles sont les raisons qui font que le danger de disparition de la direction du parti mène à la désagrégation et à la dégénérescence de ce dernier.

Voilà pourquoi combattre ce danger est un des devoirs de notre parti.

III

Comment lutter contre la bourgeoisie rurale (koulaks) sans attiser la lutte de classe ?

J'estime que cette question est trop abrégée et, par suite, mal posée. De quelle lutte de classe s'agit-il ? S'il s'agit de la lutte de classe à la campagne en général, le prolétariat ne la mène pas contre les koulaks seulement. En effet, les antagonismes entre le prolétariat et la paysannerie, n'est-ce pas la lutte de

classe, quoique sous une forme assez spéciale ? Le prolétariat et les paysans constituent actuellement les deux principales classes de notre société ; entre ces deux classes il existe des antagonismes, qui peuvent, il est vrai, être aplanis et le seront en fin de compte, mais qui pourtant suscitent une lutte entre elles.

J'estime que, dans notre pays, la lutte de classe entre la ville et la campagne, les ouvriers et les paysans, se déroule sur trois fronts principaux :

- a) La lutte entre l'ensemble du prolétariat (personnifié par l'Etat) et la paysannerie au sujet des prix limites sur les produits fabriqués et les denrées agricoles, au sujet de la normalisation des impôts, etc. ;
- b) La lutte entre l'ensemble du prolétariat (personnifié par l'Etat) et la bourgeoisie rurale (koulaks) au sujet de la réduction des prix exagérés fixés par les spéculateurs sur les denrées agricoles, au sujet de l'imposition renforcée des koulaks, etc. ;
- c) La lutte entre les paysans pauvres, les ouvriers agricoles surtout, et la bourgeoisie rurale.

Ces trois fronts, on le voit, n'ont pas la même importance, et la lutte n'y revêt pas le même caractère. C'est pourquoi notre attitude envers les formes de la lutte de classe sur ces trois fronts doit être différente.

Examinons la question d'un peu plus près.

Premier front. — Le prolétariat (personnifié par l'Etat), vu la faiblesse de notre industrie et l'impossibilité d'obtenir des emprunts, a établi un ensemble de mesures pour défendre notre industrie contre la concurrence étrangère et la développer à l'avantage de toute notre économie, l'agriculture y comprise. Monopole du commerce extérieur, impôt agricole, achat et vente par l'Etat des produits agricoles, plan général pour le développement de l'économie nationale, telles sont ces mesures basées sur la nationalisation des principales branches de l'industrie, des transports, du crédit. Ces mesures ont donné ce qu'elles devaient donner : elles ont mis fin à la dégringolade des prix des produits industriels et à renchérissement exagéré des denrées agricoles. Mais il est clair que la paysannerie, obligée d'acheter des produits industriels et de vendre des produits agricoles, préfère acheter le meilleur marché et vendre le plus cher possible. De même, elle voudrait que l'on supprimât complètement l'impôt agricole, ou du moins qu'on le réduisît au minimum.

Voilà le terrain de la lutte entre le prolétariat et la paysannerie.

L'Etat peut-il annuler purement et simplement les mesures indiquées plus haut ? Non. Car ce serait, actuellement, ruiner notre industrie, désagréger le prolétariat en tant que classe, transformer notre pays en colonie agricole des pays à industrie développée, couler toute notre révolution.

La paysannerie dans son ensemble a-t-elle intérêt à la suppression de ces mesures ? Non, car leur suppression signifierait actuellement le triomphe de l'évolution capitaliste. Or celle-ci implique l'appauvrissement de la majorité des paysans et l'enrichissement d'une poignée de riches, de capitalistes.

Qui osera affirmer que les paysans ont intérêt à leur propre appauvrissement, à la transformation de notre pays en colonie, qu'ils ne sont pas profondément intéressés au développement socialiste de notre économie ?

Voilà le terrain de l'alliance entre le prolétariat et les paysans.

Est-ce à dire que nos organes industriels, s'appuyant sur le monopole, puissent augmenter démesurément leurs prix au détriment de la masse paysanne et de l'industrie elle-même ? Jamais de la vie. Cela nuirait avant tout au développement de l'industrie, qui, hier encore, anémique et

artificiellement entretenue, doit devenir demain un organisme robuste et puissant. De là notre campagne pour la réduction des prix sur les produits fabriqués et pour l'augmentation du rendement du travail. Vous savez que cette campagne a déjà donné d'assez bons résultats.

Nos organes d'achat et de vente peuvent-ils profiter du monopole pour jouer sur la baisse des produits agricoles et ruiner ainsi les paysans au détriment du prolétariat et de toute notre économie? Jamais de la vie. Une telle politique tuerait notre industrie, car elle désorganiserait son marché intérieur et empêcherait l'approvisionnement des ouvriers en produits agricoles. De là notre campagne contre les « ciseaux », campagne qui a déjà donné des résultats favorables.

Enfin, nos organes locaux et centraux pour la perception de l'impôt agricole peuvent-ils considérer la loi comme quelque chose d'absolu et aller jusqu'à démolir les granges et à ôter les toits des maisons des contribuables indigents, comme cela s'est vu dans certains districts du gouvernement de Tambov ? Jamais de la vie. De tels procédés enlèvent au paysan toute confiance dans le prolétariat et dans notre Etat. De là les dernières mesures du parti pour réduire l'impôt agricole, lui donner un caractère plus local, régulariser notre appareil fiscal, liquider les abus qui se produisent en certains endroits. Ces mesures, vous le savez, ont déjà en partie atteint leur but.

Nous avons donc, premièrement, la communauté d'intérêts du prolétariat et de la paysannerie dans les questions fondamentales, ces deux classes ayant avantage à la réalisation du socialisme. De là le bloc ouvrier et paysan. Nous avons, deuxièmement, des antagonismes entre la classe ouvrière et les paysans dans les questions courantes. De là une lutte au sein de ce bloc, lutte largement compensée par la communauté d'intérêts des parties constituantes et qui cessera lorsque les ouvriers et les paysans ne seront plus des classes, lorsqu'ils seront les travailleurs d'une société sans classes. Nous avons, troisièmement, des moyens et des procédés pour résoudre ces antagonismes, en maintenant et en consolidant le bloc ouvrier et paysan à l'avantage des deux alliés. Et nous appliquons déjà avec succès ces procédés dans la situation compliquée créée par la Nep et la stabilisation temporaire du capitalisme.

Ainsi, devons-nous attiser la lutte de classe sur ce front ? Nullement. De tout ce que j'ai dit il découle au contraire que nous devons atténuer par tous les moyens la lutte sur ce front, en la modérant par des accords et des concessions mutuelles et en l'empêchant de revêtir des formes aiguës, de dégénérer en collisions violentes. Et c'est ce que nous faisons. Nous avons d'ailleurs toutes les possibilités pour le faire, car la communauté d'intérêts qui unit paysans et ouvriers est plus profonde que les antagonismes qui les séparent.

Comme vous le voyez, il ne saurait être question d'attiser la lutte de classe sur le premier front.

Deuxième front. — Les combattants sont ici le prolétariat (personnifié par l'Etat soviétiste) et la bourgeoisie rurale. Les formes de la lutte de classe ont ici un caractère aussi spécial que sur le premier front.

Voulant donner à l'impôt agricole un caractère nettement progressif, l'Etat en fait peser le poids principalement sur la bourgeoisie rurale. Cette dernière riposte et met en œuvre toute la force et toute l'influence dont elle dispose à la campagne pour rejeter le fardeau de l'impôt sur les paysans moyens et pauvres.

Luttant contre la cherté et s'efforçant de maintenir la stabilité des salaires, l'Etat établit, pour les produits agricoles, des prix limites équitables qui correspondent entièrement aux intérêts des paysans. La bourgeoisie rurale riposte en achetant la récolte des paysans pauvres et moyens, en accaparant des quantités considérables de produits agricoles, qu'elle garde dans ses granges afin de provoquer la hausse des prix et de réaliser ensuite des bénéfices scandaleux. Vous savez sans doute que, dans certaines provinces, les koulaks ont réussi à faire monter le prix du blé jusqu'à huit roubles le poud.

De là, sur ce front, une lutte de classe plus ou moins voilée.

Il semble au premier abord qu'il soit de bonne politique d'attiser la lutte de classe sur ce front. Mais rien n'est plus faux. Là non plus, nous n'avons aucun intérêt à accentuer la lutte de classe. Nous pouvons et devons éviter une lutte de classe aiguë, avec toutes les complications qu'elle entraînerait.

Nous pouvons et devons vivifier les soviets, conquérir le paysan moyen et organiser les paysans pauvres dans les soviets afin d'alléger l'imposition fiscale de la masse rurale et faire payer la plus grande partie des impôts par les koulaks. Comme vous le savez, nous avons déjà adopté à cet effet des mesures qui donnent d'excellents résultats.

Nous pouvons et devons tenir à la disposition de l'Etat des réserves alimentaires suffisantes pour exercer une pression sur le marché, intervenir lorsque c'est nécessaire, maintenir les prix à un niveau acceptable pour les masses travailleuses et faire avorter ainsi les manoeuvres des spéculateurs ruraux. Vous savez que nous avons employé à cela, cette année, plusieurs dizaines de millions de pouds de blé. Les résultats que nous avons obtenus sont des plus favorables, car non seulement nous avons réussi à maintenir le pain à bon marché à Léninegrad, Moscou, Ivanovo-Voznessensk, dans le bassin du Donetz, etc., mais nous avons, dans plusieurs régions, obligé le koulak à capituler en le contraignant de jeter sur le marché les réserves de blé qu'il avait accumulées.

Il est évident que tout ne dépend pas de nous seulement.

Il est possible que, dans certains cas, la bourgeoisie paysanne elle-même veuille attiser la lutte de classe, l'aggraver à l'extrême, la transformer en banditisme et en soulèvements. Mais alors le mot d'ordre de l'aggravation de la lutte de classe ne sera pas notre mot d'ordre, mais celui des koulaks, donc un mot d'ordre contre-révolutionnaire. D'ailleurs, il est certain que la bourgeoisie rurale aura à se repentir de l'avoir lancé.

Comme vous le voyez, il ne saurait être question d'attiser la lutte sur le deuxième front.

Troisième front. — Les forces en présence sont ici les paysans pauvres, principalement les ouvriers agricoles, et la bourgeoisie rurale. Formellement, l'Etat n'est pas en cause.

Ce front, on le voit, n'est pas si vaste que les deux précédents. La lutte de classe y est claire, nettement accusée, tandis qu'elle est plus ou moins masquée sur les deux autres fronts.

Il s'agit de l'exploitation directe des salariés ou demi-salariés par le paysan patron. C'est pourquoi nous ne pouvons mener ici une politique d'adoucissement, de modération. Notre tâche est d'organiser la lutte des paysans pauvres contre la bourgeoisie paysanne et de la diriger.

Mais n'est-ce pas là attiser la lutte de classe ? Nullement. Attiser la lutte ne signifie pas seulement l'organiser et la diriger. C'est aussi l'exacerber artificiellement et intentionnellement. Des mesures artificielles ne sont nullement nécessaires maintenant que nous avons la dictature du prolétariat et que les organisations syndicales agissent avec la plus entière liberté.

On ne saurait donc préconiser non plus l'aggravation de la lutte de classe sur le troisième front.

Ainsi, la question de la lutte de classe dans les campagnes n'est pas si simple qu'elle le semble à première vue.

IV

Gouvernement ouvrier-paysan comme réalité ou comme mot d'ordre d'agitation ?

Cette question me semble quelque peu étrange. On pourrait croire que le parti lance des mots d'ordre qui ne correspondent pas à la réalité et ne servent qu'à masquer des manœuvres habiles, qualifiées en l'occurrence d' « agitation ». Il semblerait que le parti donne parfois des mots d'ordre qui ne sont pas et ne peuvent pas être justifiés scientifiquement. En est-il ainsi ? Evidemment, non. Un parti qui agirait de la sorte ne serait pas le parti du prolétariat, il n'aurait pas une politique scientifique, il ne serait que l'écume à la surface des événements.

Notre gouvernement est, par son caractère, son programme et sa tactique, un gouvernement ouvrier, prolétarien, communiste. Il ne saurait y avoir là-dessus ni doute ni discussion. Notre gouvernement ne peut avoir deux pronoms ouvrier-paysan ? Nullement. Prolétarien par son programme et son travail pratique sont prolétariens, communistes, et, dans ce sens, notre gouvernement est certainement prolétarien et communiste.

Est-ce à dire qu'il ne soit pas en même temps un gouvernement ouvrier-paysan ? Nullement. Prolétarien par son programme et son travail, il est en même temps un gouvernement ouvrier-paysan.

Pourquoi ?

Parce que les intérêts fondamentaux de la masse paysanne coïncident entièrement avec ceux du prolétariat.

Parce que les intérêts des paysans trouvent, par suite, leur expression intégrale dans le programme du prolétariat, du gouvernement soviétiste.

Parce que le gouvernement soviétiste s'appuie sur le bloc des ouvriers et des paysans, basé sur la communauté de leurs intérêts fondamentaux.

Parce que, enfin, dans les organes du gouvernement, dans les soviets, il y a non seulement des ouvriers mais aussi des paysans, qui luttent contre l'ennemi commun et travaillent à la réalisation du socialisme avec les ouvriers, sous la direction des ouvriers.

Voilà pourquoi le mot d'ordre du gouvernement ouvrier-paysan n'est pas un simple mot d'ordre d' « agitation », mais un mot d'ordre révolutionnaire du prolétariat, qui trouve sa justification scientifique dans le programme du communisme.

V

Certains camarades interprètent notre politique envers les paysans comme un élargissement de la démocratie pour les paysans et une modification du caractère du pouvoir. Cette interprétation est-elle juste ?

Elargissons-nous réellement la démocratie dans les campagnes ?

Oui.

Est-ce une concession aux paysans ?

Certainement.

Cette concession est-elle considérable et dépasse-t-elle les cadres de notre Constitution ?

J'estime qu'elle n'est pas très grande et qu'elle ne change en rien notre Constitution.

Mais alors, que modifions-nous et en quoi consiste à proprement parler notre concession ?

Nous modifions nos méthodes de travail à la campagne, car elles ne répondent plus à la nouvelle situation. Nous modifions le régime existant dans les villages, régime qui entrave notre alliance avec les paysans et nuit aux efforts que fait le parti pour grouper la paysannerie autour du prolétariat.

Dans beaucoup de régions, les villages étaient jusqu'à présent dirigés par un petit groupe d'hommes, beaucoup plus liés avec les autorités du district et de la province qu'avec les paysans. Par suite, les administrateurs ruraux se souciaient beaucoup plus de leurs supérieurs que de la population ; ils se sentaient responsables non pas devant leurs électeurs, mais devant les autorités du district et de la province, ne comprenant pas que la direction supérieure et la population forment une seule et même chaîne et que si cette chaîne se rompt par en bas, elle se rompt aussi par en haut. Résultat : absence de tout contrôle, arbitraire de la part des administrateurs et mécontentement de la part des administrés. Aussi, avons-nous dû, vous le savez, faire arrêter et emprisonner beaucoup de présidents de comités exécutifs cantonaux et de membres des cellules qui s'acquittaient déplorablement de leurs fonctions. Maintenant, nous supprimons résolument et définitivement les abus à la campagne.

Dans beaucoup de régions, les élections des soviets ruraux n'étaient jusqu'à présent que la simple confirmation des députés présentés par un petit groupe de dirigeants qui, dans la crainte de perdre le pouvoir, faisaient pression sur la population pour l'amener à voter selon leurs vues. Par suite, les soviets risquaient de devenir des organes étrangers aux masses et la direction de la paysannerie par la classe ouvrière, direction qui est la base de la dictature du prolétariat, était fortement menacée. C'est pourquoi le parti fut obligé de faire procéder à la réélection des soviets. Cette réélection montra que les anciens procédés, dans beaucoup de régions, étaient une survivance du communisme de guerre et devaient être liquidés comme essentiellement nuisibles. C'est ce à quoi nous nous employons en ce moment avec énergie.

Voilà l'essentiel de notre concession, la base de l'élargissement de la démocratie dans les campagnes.

Cette concession n'est pas nécessaire aux paysans seulement. Elle l'est aussi au prolétariat, car elle le renforce, elle rehausse son prestige dans les campagnes, elle raffermi la confiance des paysans à son égard. Nos concessions et compromis ont pour but, comme on le sait, de renforcer en fin de compte le prolétariat.

Quelles sont, pour le moment, les limites de nos concessions ? Ces limites ont été fixées par la 14^e conférence du parti et le 3^e congrès des soviets. Vous savez qu'elles ne sont pas très larges et ne dépassent nullement les cadres dont j'ai parlé. Mais il ne s'ensuit pas qu'elles doivent rester immuables. Loin de là, elles s'élargiront certainement au fur et à mesure que notre économie se développera, que le mouvement révolutionnaire se renforcera en Occident et en Orient et que la situation internationale de l'Etat soviétiste se consolidera.

Lénine parlait en mars 1918 de la nécessité qu'il y aurait « d'étendre la constitution soviétiste à toute la population, à mesure que cesserait la résistance des exploités ». Il s'agit, comme vous le voyez, d'étendre la constitution à *toute* la population, la bourgeoisie y comprise. Mais pendant les six années qui s'écoulèrent entre le moment où il fit cette déclaration et sa mort, Lénine ne proposa jamais de réaliser cet élargissement. Pourquoi ? Parce qu'il est encore trop tôt. Il faut attendre le moment où la situation intérieure et extérieure de l'Etat soviétiste sera définitivement consolidée.

Voilà pourquoi, tout en prévoyant l'extension de la démocratie dans un avenir plus ou moins rapproché, nous estimons nécessaire de limiter, pour le moment, les concessions démocratiques aux cadres fixés par la 14^e conférence du parti et le 3^e congrès des soviets.

Ces concessions modifient-elles le caractère du pouvoir ?

Pas le moins du monde.

Introduisent-elles dans le système de la dictature du prolétariat des modifications susceptibles d'affaiblir cette dernière ?

Nullement.

La dictature du prolétariat, loin de s'affaiblir, se renforce lorsque les soviets se vivifient et que l'élite de la paysannerie participe à l'administration. La direction de la paysannerie par le prolétariat non seulement se maintient grâce à l'élargissement de la démocratie, mais revêt un caractère plus effectif, tout en créant une atmosphère de confiance autour du prolétariat. Or, c'est là l'essentiel dans la dictature du prolétariat en ce qui concerne les rapports entre le prolétariat et la paysannerie.

Il ne faut pas croire que la notion de dictature du prolétariat se réduise à la notion de violence. La dictature du prolétariat n'est pas seulement la *violence*, mais aussi la *direction* des classes non-prolétariennes par les masses travailleuses, la *réalisation* progressive de l'économie socialiste, plus parfaite que l'économie capitaliste et supérieure à cette dernière par la productivité du travail. La dictature du prolétariat est :

- 1° La violence, juridiquement non limitée, *envers les capitalistes et les propriétaires fonciers* ;
- 2° La direction de la *paysannerie* par le prolétariat ;
- 3° La réalisation progressive du socialisme *pour toute la société*.

On ne saurait négliger un seul de ces trois aspects sans déformer la notion de dictature du prolétariat. Seule, leur réunion donne une idée complète, achevée de la dictature du prolétariat.

La nouvelle tactique de démocratie soviétiste est-elle défavorable à la dictature du prolétariat ? Nullement. Le cours nouveau que nous avons adopté renforce au contraire la dictature du prolétariat. Pour ce qui est de l'élément *violence* de la dictature, violence dont l'armée rouge est l'expression, il est superflu de démontrer que la réalisation de la démocratie soviétiste dans les campagnes ne peut qu'améliorer l'état de l'armée rouge en la soudant plus fortement au pouvoir soviétiste, car l'armée est chez nous composée en majorité de paysans. Pour ce qui est de l'élément *direction*, la vivification des soviets facilitera au prolétariat cette direction en raffermissant la confiance des paysans dans la classe ouvrière. Quant à la réalisation du socialisme, il n'est guère nécessaire de démontrer que le cours nouveau du parti ne peut que la faciliter, car il consolidera le bloc ouvrier-paysan, sans lequel l'édification du socialisme est impossible.

Donc, les concessions aux paysans, dans la situation actuelle, renforcent le prolétariat et consolident sa dictature, sans altérer le caractère du pouvoir.

VI

Notre parti fait-il des concessions à la droite de l'Internationale communiste en raison de la stabilisation du capitalisme, et si oui, est-ce vraiment une manœuvre tactique indispensable?

Il s'agit apparemment du parti communiste tchécoslovaque et de notre accord avec le groupe Sméral et Zapotocky contre les éléments de droite dudit parti.

J'estime que notre parti n'a fait aucune concession à la droite de l'Internationale communiste. Bien au contraire, l'Exécutif élargi s'est efforcé d'isoler les éléments de droite de l'I.C. Lisez les résolutions de l'I.C. sur le parti tchécoslovaque, sur la bolchévisation, et vous verrez qu'elles étaient dirigées principalement contre les éléments de droite du communisme.

Voilà pourquoi on ne saurait parler de concessions de notre parti à la droite de l'I.C.

Sméral et Zapotocky, à proprement parler, ne sont pas de la droite. Ils n'adoptent pas la plate-forme de Brünn. Ce sont plutôt des hommes qui hésitent entre les léninistes et les droitiers, tout en penchant légèrement pour ces derniers. A l'Exécutif élargi, sous l'impression de notre critique et la menace d'une scission provoquée par la droite, ils se sont ralliés à nous et se sont engagés à faire bloc avec les léninistes contre la droite. Cet acte leur fait le plus grand honneur. Ne devions-nous pas aller au-devant de ces éléments hésitants lorsqu'ils ont commencé à pencher vers les léninistes, lorsqu'ils ont fait des concessions aux léninistes contre la droite ? C'est là une chose évidente et il serait triste d'avoir parmi nous des hommes incapables de comprendre les principes élémentaires de la tactique bolchéviste. Les faits n'ont-ils pas déjà montré que la politique de l'I. C. envers le parti communiste tchécoslovaque est la seule juste ? Sméral et Zapotocky ne continuent-ils pas, de concert avec les léninistes, à lutter contre la droite; la tendance de Brünn n'est-elle pas déjà isolée dans le parti tchécoslovaque ?

Mais, me demandera-t-on, cela durera-t-il longtemps ? Je ne puis le savoir, je ne veux pas faire de prophéties. Toujours est-il que, tant qu'il y aura lutte entre les partisans de Sméral et la droite, il y aura accord entre Sméral et nous, et que si Sméral abandonne sa position actuelle, cet accord cessera. Mais là n'est pas la question maintenant. La question est que le bloc actuel contre la droite *renforce* les léninistes, leur donne de *nouvelles possibilités* d'entraîner à leur suite les hésitants. C'est cela, et non pas les fluctuations éventuelles de Sméral et de Zapotocky, qui importe pour le moment.

Il est des gens qui croient que les léninistes doivent soutenir tous les braillards et neurasthéniques de gauche, que, les léninistes sont toujours et partout les plus à gauche parmi les communistes. C'est faux, camarades. Nous sommes à gauche par rapport aux partis non-communistes de la classe ouvrière. Mais nous n'avons jamais juré d'être « plus à gauche que tout le monde », comme le voulait autrefois Parvus, ce qui lui attira une semonce de Lénine. Parmi les communistes, nous ne sommes ni « gauche », ni « droite », nous sommes simplement des léninistes. Lénine savait ce qu'il faisait en luttant sur deux fronts, contre la déviation de gauche dans le communisme aussi bien que contre la déviation de droite. Ce n'est pas par hasard qu'il a consacré toute une brochure au communisme de gauche, qu'il a appelé la maladie infantile du communisme.

Je pense que cette sixième question ne m'aurait pas été posée si l'on avait bien compris cela.

VII

N'est-il pas à craindre, avec le cours nouveau, que l'agitation antisoviétiste ne se renforce à la campagne par suite de la faiblesse des organisations rurales du parti ?

Ce danger existe incontestablement. On ne peut guère douter que les élections des soviets sous le mot d'ordre de la vivification signifient la liberté de propagande électorale. Les éléments antisoviétistes ne laisseront pas échapper une occasion aussi favorable de s'introduire par la porte qui leur est ouverte et de saboter le pouvoir soviétiste. De là le danger d'un renforcement de l'agitation antisoviétiste dans les campagnes. Les élections dans le Kouban, en Sibérie, en Ukraine prouvent éloquemment l'existence de ce danger, que la faiblesse de nos organisations rurales, ainsi que les velléités d'intervention des puissances impérialistes, contribuent certainement à accroître.

Quelles sont les causes de ce danger ?

A mon avis, il y en a au moins deux.

Premièrement, les éléments antisoviétistes sentent qu'il s'est produit ces derniers temps dans les campagnes un certain déplacement de forces en faveur de la bourgeoisie paysanne, que, dans certaines régions, le paysan moyen s'est tourné vers le koulak. On pouvait déjà s'en douter avant les dernières

élections, mais maintenant le fait est indiscutable. Telle est la principale cause qui fait que l'agitation antisoviétiste dans les campagnes menace de revêtir un caractère organisé.

Deuxièmement, dans plusieurs régions, nos concessions aux paysans ont été interprétées comme un signe de faiblesse. On pouvait encore en douter avant les élections, mais maintenant le doute n'est plus possible. De là, le cri de guerre des éléments réactionnaires des campagnes : « Allez-y plus fort ! » C'est là la seconde cause, moins importante il est vrai, du renforcement de l'agitation antisoviétiste dans les campagnes.

Les communistes doivent comprendre tout d'abord que la période actuelle, dans les campagnes, est une période de lutte pour le paysan moyen, qu'il nous faut à tout prix amener ce dernier aux côtés du prolétariat, sinon le danger de l'agitation antisoviétiste se renforcera et le cours nouveau du parti ne profitera qu'aux réactionnaires.

Les communistes doivent comprendre ensuite que l'on ne peut maintenant conquérir le paysan moyen qu'en appliquant la nouvelle politique du parti dans la question des soviets, de la coopération, du crédit, de l'impôt agricole, du budget local, etc.; que les méthodes de pression administrative ne peuvent que faire avorter cette politique; qu'il faut, par des mesures d'ordre économique et politique, convaincre le paysan moyen de la justesse de notre tactique; qu'on ne peut le gagner que par l'exemple, par des leçons de choses.

Les communistes doivent comprendre, enfin, que le cours nouveau est destiné non pas à raviver les éléments antisoviétistes, mais à vivifier les soviets et à y attirer la masse rurale, qu'il n'exclut pas, mais implique une lutte vigoureuse contre les éléments antisoviétistes, que si ces derniers crient :

« Allez-y plus fort ! », considérant nos concessions aux paysans comme un signe de faiblesse et les utilisant à des fins contre-révolutionnaires, il faut absolument leur démontrer que le pouvoir des soviets est fort et leur rappeler que la prison n'est pas loin.

Je pense que, si l'on comprend bien ces tâches et si l'on s'en acquitte convenablement, le danger de renforcement de l'agitation antisoviétiste dans les campagnes sera écarté.

VIII

N'est-il pas à craindre qu'avec le renforcement de l'influence des sans-parti il se forme des fractions organisées de sans-parti dans les soviets ?

Ce danger est très relatif. Il n'y a aucun danger à ce que l'influence des sans-parti plus ou moins organisés s'accroisse là où l'influence des communistes ne pénètre pas encore. Il en est ainsi pour les syndicats dans les villes et les associations sans-parti, plus ou moins soviétistes, dans les campagnes. Le danger ne commence que lorsque les associations de sans-parti songent à se substituer au parti.

D'où vient ce danger ?

Fait caractéristique, ce danger n'existe pas ou presque pas dans la classe ouvrière. La raison en est qu'il existe un nombreux contingent d'ouvriers sans-parti actifs qui gravitent autour du parti, l'entourent d'une atmosphère de confiance et le lient à des millions d'ouvriers.

Fait non moins caractéristique, ce danger est particulièrement sensible parmi la paysannerie. Pourquoi ? Parce que, dans la masse rurale, le parti est faible, il n'a pas encore autour de lui un fort contingent de sans-parti actifs, pouvant le relier aux dizaines de millions de paysans. Or, nulle part, semble-t-il, nous n'avons un besoin aussi urgent de sans-parti actifs que parmi les paysans.

Par conséquent, pour que les masses paysannes sans-parti ne s'éloignent pas, ne se détachent pas du parti, il faut créer autour de ce dernier un nombreux contingent de paysans sans-parti actifs.

Mais on ne peut y arriver d'un seul coup, ou en quelques mois. On ne peut recruter ce contingent dans la masse rurale qu'avec le temps, au cours du travail journalier, par la vivification des soviets, l'organisation de la coopération.

Pour cela, il faut que le communiste se comporte différemment envers le sans-parti, qu'il le considère comme un égal, qu'il ait confiance en lui, qu'il entretienne avec lui des relations fraternelles. On ne saurait exiger la confiance des sans-parti si on leur répond par la méfiance. Lénine disait que la confiance mutuelle doit être à la base des rapports entre communistes et sans-parti. Il ne faut pas oublier ces paroles. Créer une atmosphère de confiance mutuelle entre communistes et sans-parti, voilà ce qu'il faut avant tout pour préparer la formation d'un nombreux contingent de paysans actifs groupés autour du parti.

Comment se crée cette confiance ? Progressivement et non par des ordres. Elle ne peut se former, comme le disait Lénine, que par le contrôle mutuel amical des communistes et des sans-parti au cours du travail pratique. Lors de la première épuration du parti, les communistes ont été contrôlés par les sans-parti, ce qui a donné d'excellents résultats et a eu pour effet de créer une atmosphère de confiance autour du parti. Les leçons de la première épuration, disait alors Lénine, ont montré que le contrôle mutuel des communistes et des sans-parti doit être étendu à tous les domaines de notre travail. Je pense qu'il est temps de nous rappeler ces paroles de Lénine et de les mettre en pratique.

Ainsi, c'est par une critique et un contrôle mutuels au cours du travail journalier que l'on arrivera à créer la confiance entre communistes et sans parti. C'est là la voie que doit suivre le parti s'il veut empêcher les sans-parti de se détacher de lui et créer autour de ses organisations rurales un fort contingent de paysans actifs.

IX

Pourrons-nous, sans l'aide de l'étranger, renouveler et augmenter considérablement le capital fondamental de la grande industrie ?

On peut comprendre cette question de deux façons.

Ou bien on veut parler de l'aide immédiate à l'Etat soviétiste sous forme de crédits accordés par les Etats capitalistes, crédits qui seraient la condition nécessaire du développement de l'industrie soviétiste.

Ou bien on veut parler de l'aide crue donnera le prolétariat d'Occident à l'Etat soviétiste, après sa victoire, en tant que condition nécessaire à l'organisation de l'économie socialiste.

Je vais essayer de répondre à cette question dans ses deux acceptions.

Tout d'abord, la grande industrie soviétiste peut-elle, dans notre pays entouré d'Etats capitalistes, se développer sans crédits extérieurs ?

Oui, elle le peut. Il y aura évidemment de grandes difficultés à surmonter, de dures épreuves à traverser; néanmoins, en dépit de tous les obstacles, nous pourrons industrialiser notre pays sans crédits extérieurs.

Les voies qui ont permis jusqu'à présent la formation et le développement de puissants Etats industriels sont au nombre de trois.

La première voie est celle des conquêtes et du pillage des colonies. C'est ainsi que s'est développée l'Angleterre, qui s'est taillé des colonies dans toutes les parties du monde, en a extrait durant deux siècles de la plus-value pour renforcer son industrie et est devenue en fin de compte la « fabrique » de l'univers. Cette voie ne nous convient nullement, car la conquête et la spoliation coloniales sont incompatibles avec l'essence du régime soviétiste.

La deuxième voie est celle des victoires militaires et des contributions de guerre prélevées par un pays sur un autre. C'est la voie qu'a suivie l'Allemagne, qui, après avoir écrasé la France en 1870 et lui avoir extorqué cinq milliards de francs, employa cette somme au développement de son industrie. Au fond, cette deuxième voie ne se distingue pas de la première, et elle est, il va de soi, également incompatible avec l'essence du régime soviétiste.

La troisième voie est celle des concessions et des emprunts, qui ont pour effet de mettre un pays arriéré sous la tutelle de pays à capitalisme plus développé. Ainsi la Russie tsariste, accordant des concessions aux puissances occidentales et en obtenant des emprunts, tomba dans une situation de demi-colonie, ce qui n'excluait pas pour elle la possibilité d'avoir par la suite un développement industriel indépendant, à condition, évidemment, de faire quelques guerres victorieuses et de mettre à sac quelques pays. Inutile de démontrer que cette voie non plus ne convient pas au pays des soviets. Ce n'est pas pour nous remettre volontairement sous le joug de l'étranger, au lendemain de notre victoire dans la guerre civile, que nous avons, pendant trois ans, combattu, les armes à la main, les impérialistes de tous les pays.

Il serait faux de croire que, dans la pratique, il faille choisir une de ces voies et la suivre à l'exclusion des autres. Un Etat peut parfaitement adopter une de ces voies, puis s'engager dans une autre; c'est ce que montre, entre autres, l'exemple des Etats-Unis. La raison en est que ces voies de développement, malgré leurs différences, ont quelque chose de commun qui les rapproche et les fait parfois se confondre : toutes, elles conduisent à la création d'Etats industriels *capitalistes*, toutes, elles impliquent l'afflux de « capitaux supplémentaires » de l'extérieur, comme condition *indispensable* de la formation de ces Etats. Mais on ne saurait les confondre, les identifier, car elles sont l'expression de trois méthodes différentes de formation d'Etats capitalistes industriels, et chacune d'elles imprime un caractère spécial à la physionomie de ces Etats.

Que reste-t-il à faire à l'Etat soviétiste, pour lequel les anciennes voies de l'industrialisation sont inadmissibles, s'il ne peut obtenir de capitaux sans se mettre sous la tutelle des prêteurs ?

Il lui reste une autre voie, celle du développement de la grande industrie sans crédit extérieur, sans affluence du capital étranger, il lui reste la voie esquissée par Lénine dans son article *Peu mais bien*.

Nous devons tâcher — dit Lénine — de construire un Etat dans lequel les ouvriers maintiennent leur direction sur les paysans, conservent la confiance de ces derniers et se gardent strictement de tout superflu. Nous devons réduire notre appareil d'Etat de façon à réaliser le maximum d'économie... Si nous conservons à la classe ouvrière la direction de la paysannerie, nous pourrons, en nous en tenant à une rigoureuse économie dans notre production et notre appareil d'Etat, employer les moindres sommes mises de côté pour développer l'électrification...

C'est alors seulement que nous pourrons troquer notre haridelle contre la monture nécessaire au prolétariat : la grande industrie mécanique, l'électrification, l'utilisation de la force des cours d'eau, etc.

Voilà la voie où notre pays s'est déjà engagé et qu'il doit continuer de suivre pour développer sa grande industrie et devenir un Etat industriel prolétarien.

Cette voie n'a pas été explorée par les Etats bourgeois. Mais cela ne signifie nullement qu'elle soit impraticable pour un Etat prolétarien. Ce qui est impossible, ou presque impossible, en l'occurrence aux Etats bourgeois convient parfaitement à l'Etat prolétarien. Car l'Etat prolétarien a des avantages

que n'ont pas et ne peuvent pas avoir les Etats bourgeois. Industrie, transport et crédit nationalisés, commerce extérieur monopolisé, commerce intérieur réglé par l'Etat : autant de sources de « capitaux supplémentaires » susceptibles d'être utilisés pour le développement de l'industrie de notre pays et dont les Etats bourgeois n'ont jamais disposé. L'Etat prolétarien, lui, les utilise et il a déjà obtenu des résultats importants dans le développement de notre industrie.

Voilà pourquoi cette voie de développement, qui n'est pas accessible aux Etats bourgeois, l'est parfaitement pour un Etat prolétarien, malgré toutes les difficultés qu'elle présente.

Il faut remarquer en outre que le capital étranger ne peut continuer à nous boycotter éternellement. Il a déjà commencé, en petite quantité, à venir dans notre pays. Nul doute que cette tendance ne se renforce à mesure que notre économie se consolidera.

Passons maintenant à la seconde interprétation de la question.

Pouvons-nous construire une économie socialiste dans notre pays sans la victoire préalable du socialisme dans les principaux pays européens, sans l'aide technique du prolétariat européen victorieux ?

Avant d'examiner cette question, je voudrais dissiper un malentendu des plus fréquents.

Certains camarades identifient la question du renouvellement de l'outillage et de l'accroissement du capital fondamental de la grande industrie avec la question de l'édification de l'économie socialiste. Cette identification est-elle justifiée ? Non. Pourquoi ? Parce que la première question est beaucoup plus étroite que la seconde. Parce que l'élargissement du capital fondamental de l'industrie n'embrasse qu'une *partie* de l'économie nationale, l'industrie, tandis que la question de l'édification de l'économie socialiste embrasse *toute* l'économie nationale, c'est-à-dire l'industrie et *l'agriculture*. Parce que le problème de la réalisation du socialisme, c'est le problème de l'organisation intégrale de l'économie nationale, c'est le problème de la coordination rationnelle de l'industrie et de l'agriculture, tandis que la question de l'élargissement du capital fondamental de l'industrie n'effleure même pas, à strictement parler, ce problème. Le capital fondamental de l'industrie peut se renouveler et s'élargir sans que le problème de l'édification de l'économie socialiste soit par là même résolu. Le socialisme est une association de production et de consommation des travailleurs de l'industrie et de l'agriculture. Si, dans cette association, l'industrie n'est pas en harmonie avec l'agriculture, qui donne les matières premières, les denrées alimentaires et absorbe les produits industriels, si l'industrie et l'agriculture ne constituent pas un tout économique, il n'y aura jamais de socialisme.

Voilà pourquoi la question des rapports entre l'industrie et l'agriculture, le prolétariat et les paysans, est capitale pour l'édification de l'économie socialiste.

Voilà pourquoi le renouvellement de l'outillage et l'accroissement du capital fondamental de la grande industrie ne doivent pas être confondus avec l'édification de l'économie socialiste.

Ainsi, est-il possible d'édifier le socialisme chez nous sans le triomphe préalable du socialisme dans les autres pays, sans l'aide technique et matérielle directe du prolétariat d'Occident ?

Cela est non seulement possible, mais nécessaire et inévitable. Car nous procédons déjà à la réalisation du socialisme en développant l'industrie nationalisée, en la soudant à l'agriculture, en introduisant la coopération dans les campagnes, en incluant l'économie paysanne dans le système général de l'économie soviétique, en vivifiant les soviets, en incorporant la masse de la population à l'appareil étatique, en créant une nouvelle culture et un nouvel ordre social. Dans cette voie, à coup sûr, nous aurons à surmonter des difficultés et des épreuves sans nombre. Il n'est pas douteux que la victoire du socialisme en Occident faciliterait grandement notre tâche. Mais cette victoire n'arrive pas aussi vite

que nous le voudrions; d'ailleurs, les difficultés auxquelles nous nous heurtons ne sont pas insurmontables; la preuve en est que nous en avons déjà surmonté une partie.

Je voudrais maintenant vous donner un aperçu historique de la question et vous en montrer l'importance pour le parti.

Abstraction faite de la discussion de 1905-1906, la question de la réalisation du socialisme dans un pays isolé s'est posée pour la première fois dans le parti au cours de la guerre impérialiste, en 1915. Lénine formula alors sa thèse de la « possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays capitaliste ». Trotsky la combattit et déclara : « On ne saurait espérer, par exemple, que la Russie puisse tenir contre l'Europe conservatrice ».

En 1921, après la révolution d'Octobre et la guerre civile, la question de la réalisation du socialisme vint de nouveau à l'ordre du jour dans le parti. C'était le moment où l'adoption de la nouvelle politique économique était interprétée par certains camarades comme une renonciation aux tâches socialistes, à l'édification du socialisme. Dans sa brochure *L'impôt agricole*, Lénine définit alors la Nep comme la condition nécessaire pour réaliser la soudure de l'industrie et de l'économie rurale et créer une base solide pour l'édification du socialisme. En janvier 1922, dans la préface de son ouvrage intitulé : *1905*, Trotsky soutient une thèse tout opposée. Il déclare que « les contradictions auxquelles un gouvernement ouvrier est aux prises dans un pays arriéré, à population rurale prédominante, ne peuvent trouver leur solution qu'à l'échelle internationale, sur l'arène de la révolution mondiale du prolétariat ».

Un an après, nous avons de nouveau deux déclarations contraires : celle de Lénine au soviet de Moscou : « La Russie de la Nep deviendra la Russie socialiste » et celle de Trotsky dans la postface de son *Programme de paix* : « L'essor véritable de l'économie socialiste en Russie ne sera possible qu'après la victoire du prolétariat dans les principaux pays d'Europe ».

Enfin, peu avant sa mort, en mai 1923, Lénine revient à cette question dans son article *De la coopération*, où il déclare que nous possédons, dans notre Union soviétique, « tout ce qui est nécessaire à la réalisation du socialisme intégral ».

De cet historique succinct, il ressort que la réalisation du socialisme dans notre pays est un des problèmes qui ont le plus préoccupé notre parti. Inutile de dire que si Lénine est si souvent revenu à cette question, c'est qu'il la considérait comme fondamentale.

Dans la suite, l'essor de notre économie, l'aggravation de la lutte entre les éléments socialistes et capitalistes et surtout la stabilisation provisoire du capitalisme ont encore accru l'importance de la question de l'édification socialiste. En quoi cette question est-elle importante pour le travail pratique de notre parti ?

En ce qu'elle concerne la perspective et les objectifs de notre œuvre de construction. On ne peut construire sans savoir ce qu'on construit. On ne peut avancer sans connaître la direction à suivre. La question de la perspective est essentielle pour notre parti, habitué à avoir toujours devant lui un but clair et précis. Construisons-nous en vue du socialisme dont nous escomptons la victoire finale, ou bien construisons-nous à l'aveuglette, en fumant, dans l'attente de la révolution socialiste mondiale, le sol où fleurira la démocratie bourgeoise ? C'est là, en ce moment, une question fondamentale et qui exige une réponse claire. Des milliers de militants du parti, des syndicats, des coopératives, des organisations économiques et culturelles, de l'armée rouge, des Jeunesses s'adressent à nous et nous demandent : Quel est le but de notre travail, que construisons-nous ? Et malheur aux chefs qui ne sauront pas ou ne voudront pas donner à cette question une réponse claire et précise, qui louvoieront, renverront les gens de Pilate à Hérode et chercheront à noyer dans les brumes de leur scepticisme d'intellectuels les perspectives socialistes de notre édification.

Un des grands mérites du léninisme, c'est de ne pas faire le travail à l'aveuglette, de ne pas concevoir l'édification sans une perspective déterminée, de définir clairement notre perspective en déclarant que nous avons toutes les données nécessaires à la réalisation du socialisme intégral et que, par suite, nous devons nous mettre à l'œuvre sans retard.

Voilà ce qu'il en est de la possibilité de réalisation du socialisme.

Autre chose est de savoir si nous parviendrons à coup sûr à transformer cette possibilité en réalité. Cela ne dépend pas uniquement de nous. Cela dépend aussi de la force des ennemis et des amis que nous avons à l'étranger. Nous arriverons à notre but si on nous laisse la paix, si la période de « trêve » se prolonge, si de puissants Etats capitalistes ne nous attaquent pas, si la force du mouvement révolutionnaire international et de notre pays suffit à rendre impossible toute tentative sérieuse d'intervention. Et, au contraire, nous n'arriverons pas à réaliser le socialisme si une intervention militaire victorieuse nous terrasse.

X

Indiquez-nous les principales difficultés que, en raison de la stabilisation du capitalisme et du retard de la révolution mondiale, nous aurons à surmonter dans notre action communiste et soviétiste, et principalement dans les rapports entre le parti et la classe ouvrière, la classe ouvrière et les paysans.

Ces difficultés, à ne considérer que les principales, sont au nombre de cinq. La stabilisation du capitalisme les accentue quelque peu.

Première difficulté. — Elle résulte du danger d'intervention. Cela ne veut pas dire que nous soyons menacés d'un danger immédiat d'intervention, que les impérialistes soient déjà prêts à attaquer notre pays et en état de le faire. Il faudrait pour cela que l'impérialisme soit au moins aussi puissant qu'il l'était avant la guerre, ce qui n'est pas le cas. La guerre du Maroc et l'intervention en Chine, répétitions des guerres et interventions futures, montrent nettement que le capitalisme est affaibli. Il ne s'agit donc pas d'un danger direct d'intervention, mais de la permanence d'un danger d'intervention tant qu'existe l'encerclement capitaliste, et, partant, de la nécessité pour nous d'entretenir une armée et une flotte de guerre, qui engloutissent chaque année des centaines de millions de roubles, ce qui nous oblige à réduire d'autant nos dépenses dans les domaines culturel et économique. S'il n'y avait pas de danger d'intervention, nous pourrions employer cet argent à renforcer l'industrie, à améliorer l'agriculture, à assurer l'instruction primaire obligatoire, etc. Ainsi, le danger d'intervention entrave dans une certaine mesure notre œuvre de construction, nous crée une première difficulté.

Cette difficulté, il ne dépend pas seulement de nous de la vaincre ; elle ne peut être surmontée que par les efforts simultanés de notre pays et du mouvement révolutionnaire des autres pays.

Deuxième difficulté. — Elle découle des antagonismes entre le prolétariat et la paysannerie. J'en ai déjà parlé dans mon analyse de la lutte de classe dans les campagnes, et il est inutile d'y revenir. Ces antagonismes se manifestent dans la question des prix des produits industriels et agricoles, de l'administration rurale, etc. Le danger réside ici dans la désagrégation du bloc ouvrier-paysan et dans l'affaiblissement de la direction exercée par la classe ouvrière sur la paysannerie.

Ce qui distingue cette difficulté de la précédente, c'est qu'elle peut être entièrement surmontée par nos propres forces.

Le cours nouveau dans les campagnes, voilà ce qu'il faut pour vaincre cette difficulté.

Troisième difficulté. — Elle découle des antagonismes qui se manifestent entre le « centre » et les régions périphériques de l'U. R. S. S. et qui ont leur source dans la diversité de développement économique et culturel des différentes parties de notre pays. Si l'on peut considérer les antagonismes

politiques comme surmontés, les antagonismes culturels et surtout économiques commencent seulement à apparaître. Le danger est double : tout d'abord danger de morgue et d'arbitraire bureaucratique des institutions centrales, ne sachant pas ou ne voulant pas donner l'attention nécessaire aux besoins des républiques nationales; ensuite, danger d'isolement national, de méfiance nationale des républiques et des régions autonomes à l'égard du « centre ». La lutte contre ces dangers, le premier surtout, est nécessaire pour venir à bout des difficultés qui se présentent dans la question nationale. La troisième difficulté que nous venons d'exposer peut, comme la précédente, être surmontée par les forces intérieures de l'Union soviétique.

Quatrième difficulté. — Elle provient de la possibilité pour l'appareil d'Etat de se détacher du parti, d'échapper peu à peu à la direction de ce dernier. J'ai parlé de ce danger en analysant le danger de dégénérescence du parti. Inutile de répéter. Ce danger est entretenu par l'existence d'éléments bureaucratiques bourgeois au sein de l'appareil étatique et considérablement renforcé par l'extension et l'importance croissantes de cet appareil. Notre devoir est de réduire le plus possible l'appareil d'Etat, d'en éliminer les éléments qui y introduisent le bureaucratisme et l'influence bourgeoise, de répartir les forces du parti dans les principaux centres de l'appareil d'Etat et de mettre ainsi ce dernier sous la direction communiste.

La quatrième difficulté peut également être surmontée par nos propres forces.

Cinquième difficulté. — Il est à craindre que les organisations communistes et syndicales ne s'éloignent de la masse ouvrière et ne négligent les besoins et les aspirations de cette masse. Ce danger provient de l'existence d'éléments bureaucratiques existant dans nombre d'organisations communistes et syndicales, y compris les cellules et les comités d'entreprises. Il s'est encore accru ces derniers temps par suite de l'adoption du mot d'ordre « Face à la campagne », qui a eu pour résultat de concentrer l'attention de nos organisations sur la paysannerie. Beaucoup de camarades n'ont pas compris que, tout en faisant face à la campagne, il ne fallait pas tourner le dos au prolétariat, que notre nouveau mot d'ordre ne pouvait être réalisé que par les forces du prolétariat, que la négligence des besoins de la classe ouvrière ne pouvait que contribuer à détacher les organisations communistes et syndicales des masses ouvrières.

Quels sont les symptômes de ce danger ?

Premièrement, l'attention insuffisante de nos organisations communistes et syndicales aux besoins et aspirations des masses ouvrières.

Deuxièmement, l'inintelligence du fait que les ouvriers ont maintenant davantage le sentiment de leur dignité, qu'ils se sentent davantage classe dirigeante, qu'ils ne comprennent pas et ne souffriront pas les procédés bureaucratiques des organisations communistes et syndicales.

Troisièmement, l'incompréhension du fait qu'on ne doit pas donner aux ouvriers des ordres irréfléchis, que, maintenant, il ne s'agit plus de donner des ordres, mais de gagner la confiance de toute la classe ouvrière.

Quatrièmement, l'incompréhension du fait que l'on ne peut réaliser des réformes de quelque envergure dans le travail à l'usine sans éclairer préalablement les ouvriers sur la question, sans prendre leur avis dans des conférences industrielles.

Aussi est-il à craindre, comme l'ont montré les récents conflits du textile, que les organisations communistes et syndicales ne se détachent de la masse ouvrière et que des conflits n'éclatent dans les entreprises.

Telles sont les caractéristiques de la cinquième difficulté.

Pour la surmonter, il faut avant tout épurer les organisations communistes et syndicales de tous les éléments nettement bureaucratiques, renouveler les comités d'entreprises, stimuler l'activité des conférences industrielles, concentrer le travail du parti dans les grandes cellules industrielles et y détacher nos meilleurs militants.

Plus d'attention aux besoins et aux aspirations de la classe ouvrière ! Moins de formalisme bureaucratique dans le travail de nos organisations communistes et syndicales, plus de respect pour la dignité des ouvriers !

DES TACHES DE L'UNION DES JEUNESSES COMMUNISTES

Réponses aux questions posées par la rédaction de la "Pravda de l'U.J.C."

I

A quoi la situation internationale et la situation intérieure actuelle de l'Union soviétique obligent-elles l'Union des Jeunesses communistes ?

La question est posée de façon trop générale; aussi ne peut-on y faire qu'une réponse générale. La situation internationale actuelle et la situation intérieure de l'Union soviétique obligent l'U. J. C. à soutenir par la parole et par l'action le mouvement révolutionnaire des classes opprimées de tous les pays, ainsi que la lutte que mène le prolétariat de l'Union soviétique pour la réalisation du socialisme, pour la liberté et l'indépendance de l'Etat prolétarien. Mais il s'ensuit que l'U. J. C. ne peut remplir cette tâche générale que si elle s'inspire dans tout son travail des directives émanant de l'Internationale communiste et du parti communiste russe.

II

Quelles sont les tâches que l'U. J. C. doit accomplir pour parer aux dangers du liquidationnisme (perte de la perspective dans la réalisation du socialisme), du nationalisme (perte de la perspective révolutionnaire internationale) et de l'affaiblissement de la direction du parti, c'est-à-dire pour parer aux dangers signalés dans la brochure Questions et réponses ?

Brièvement parlant, la tâche de l'U. J. C. dans ce domaine consiste à éduquer notre jeunesse ouvrière et paysanne dans l'esprit du léninisme. Or, qu'est-ce qu'éduquer la jeunesse dans l'esprit du léninisme ? C'est, premièrement, lui inculquer l'idée que la victoire de l'édification socialiste dans notre pays est possible et nécessaire. C'est, deuxièmement, fortifier en elle la conviction que notre Etat ouvrier est l'enfant du prolétariat international, qu'il est la base du développement de la révolution dans tout le pays, que la victoire définitive de notre révolution est l'œuvre du prolétariat international. C'est, troisièmement, inculquer à la jeunesse la plus grande confiance pour la direction du parti communiste russe.

Il faut créer dans l'U. J. C. des cadres et un effectif capable de faire l'éducation de la jeunesse dans ces trois directions.

Les membres de l'U. J. C. travaillent dans tous les domaines de la construction socialiste : dans l'industrie, dans l'agriculture, dans la coopération, dans les soviets, dans les organisations culturelles, etc. Il faut que chaque militant de l'U. J. C. relie son travail journalier dans tous les domaines à la

perspective de la réalisation du socialisme. Il faut qu'il sache mener son travail quotidien dans l'esprit et la direction de cette perspective.

Les membres de l'U. J. C. travaillent parmi les ouvriers et les paysans des nationalités les plus différentes. L'U. J. C. elle-même est une sorte d'Internationale. Ce qui joue un rôle là dedans, ce n'est pas la composition nationale de l'U. J. C, mais le fait que cette dernière touche directement au P. C. R., qui représente un des détachements les plus importants de l'Internationale prolétarienne mondiale. L'internationalisme est l'idée essentielle qui imprègne le travail de l'U. J. C. C'est là qu'est la force et la puissance de cette organisation. Il faut que l'esprit internationaliste plane toujours au-dessus de l'U. J. C. Il faut que les succès et les revers du prolétariat de notre pays dans sa lutte quotidienne soient considérés par les membres de l'U.J.C. comme des succès et des revers du mouvement révolutionnaire international. Il faut que les Jeunesses communistes apprennent à considérer notre révolution non pas comme une fin en soi, mais comme un moyen et un appui pour la victoire de la révolution prolétarienne dans tous les pays.

L'U. J. C. n'est pas officiellement une organisation du parti, mais elle est cependant une organisation communiste. Il s'ensuit que, sans être formellement une organisation ouvrière et paysanne du parti, l'U. J. C. doit néanmoins œuvrer sous la direction de notre parti. Travailler pour notre parti de façon à lui gagner la confiance de la jeunesse et à assurer sa direction dans l'U. J. C, telle est la tâche à accomplir. Chaque membre de l'U. J. C. doit se souvenir que ce qui importe au plus haut point, c'est d'assurer la direction du parti dans le travail de son organisation. Il doit se souvenir que, sans cette direction, l'U. J. C. ne peut s'acquitter de sa tâche fondamentale, qui est d'éduquer la jeunesse ouvrière et paysanne dans l'esprit de la dictature du prolétariat et du communisme.

III

Comment doit-on poser à l'heure actuelle la question du développement de l'U. J. C : faut-il continuer à attirer dans nos rangs tous les jeunes ouvriers, journaliers agricoles, paysans pauvres et la meilleure partie des paysans moyens, ou bien faut-il s'attacher principalement à consolider et à éduquer les contingents de jeunes déjà englobés dans l'U. J. C ?

On ne saurait poser cette alternative. Il faut faire l'un et l'autre. Il faut attirer dans l'U. J. C. autant que possible toute la jeunesse ouvrière et les meilleurs éléments des paysans pauvres et moyens. Mais il faut, en même temps, concentrer son attention sur l'éducation et l'assimilation des nouveaux membres de l'U. J. C. La consolidation du noyau prolétarien est une des tâches les plus urgentes de l'U. J. C. Son accomplissement sera la garantie que l'U. J. C. marche dans la bonne voie. Mais l'U. J. C. n'est pas seulement l'organisation de la jeunesse ouvrière. Elle est l'organisation de la jeunesse ouvrière et paysanne. C'est pourquoi, tout en renforçant son noyau prolétarien, il faut travailler à y attirer les meilleurs éléments de la jeunesse paysanne et à assurer une alliance solide entre le noyau prolétarien et la partie paysanne de l'U. J. C. Sinon, il est impossible que le noyau prolétarien exerce sa direction sur la jeunesse paysanne dans l'U. J. C.

IV

Quelques comités de gouvernement de l'U. J. C. R., alléguant l'exemple des assemblées de déléguées de femmes, se sont mis à organiser des assemblées de délégués de la jeunesse paysanne sans-parti, assemblées ayant une composition déterminée. Le rôle de ces assemblées est de grouper sous la direction de l'U. J. C. les éléments actifs de la jeunesse paysanne, principalement de la paysannerie moyenne. Cette position est-elle juste ? N'est-il pas à craindre que ces assemblées de délégués se transforment en unions sans-parti de jeunes paysans qui pourraient s'opposer à notre Union des Jeunesses ?

A mon avis, c'est là une position fautive et voici pourquoi :

Il y a là, tout d'abord, une sorte de peur du paysan moyen, une tendance à éloigner de soi la jeunesse de la paysannerie moyenne, une tentative de se désintéresser d'elle. Cette tendance est-elle légitime ? Certes, non. Loin d'éloigner de nous les jeunes paysans moyens, nous devons les rapprocher de nous, les rapprocher de l'U. J. C. Ce n'est que de cette façon que nous les amènerons à accorder leur confiance aux ouvriers, au noyau prolétarien de l'U. J. C., à notre parti.

En second lieu, il est indubitable que, avec la recrudescence d'activité de tous les groupes de la paysannerie, les assemblées de délégués de la jeunesse paysanne moyenne près l'U. J. C. se transformeront nécessairement en une union spéciale de la jeunesse moyenne. Cette union spéciale, par la force des choses, s'opposera à l'union des jeunesses déjà existante et à son directeur, le P.C.R., attirera à elle la partie paysanne de l'U. J. C. et créera ainsi pour cette dernière le danger de se scinder en deux unions : l'union de la jeunesse ouvrière et celle de la jeunesse paysanne. Pouvons-nous ne pas tenir compte de ce danger ? Evidemment non. Avons-nous besoin de cette division, particulièrement dans la situation actuelle, dans les conditions actuelles de notre développement ? A coup sûr, non. Ce qu'il nous faut, ce n'est pas éloigner, mais rapprocher la jeunesse paysanne du noyau prolétarien de l'U. J. C. ; ce qu'il nous faut, ce n'est pas la division, mais une alliance solide entre ces éléments.

En troisième lieu, on ne saurait justifier la création d'assemblées de délégués de jeunes paysans moyens par l'existence d'assemblées de déléguées d'ouvrières et de paysannes. On ne saurait mettre sur le même plan la jeunesse ouvrière et paysanne, qui a son organisation spéciale, l'U. J. C., et les ouvrières et les paysannes, qui n'ont pas d'organisation spéciale, de même qu'on ne saurait confondre la jeunesse de la paysannerie moyenne avec les ouvrières, qui sont une partie de la classe ouvrière. L'existence d'assemblées de délégués de jeunes paysans moyens crée un danger pour l'U. J. C., tandis que l'existence des assemblées de déléguées des ouvrières et des paysannes ne comporte aucun danger pour personne, car, en ce moment, les ouvrières et les paysannes n'ont pas une organisation permanente spéciale analogue à l'Union des Jeunesses. Voilà pourquoi j'estime que la création d'assemblées spéciales de délégués de la jeunesse paysanne moyenne près l'U. J. C. est superflue.

J'estime que le 6^e congrès de l'U. J. C. a eu raison de se borner à proposer de créer autour de l'U. J. C. dans les campagnes des organisations auxiliaires, tels que cercles d'instruction, groupes agricoles, etc.

V

Est-il possible aux militants de l'U. J. C., dans la situation actuelle, d'allier le travail pratique à une étude détaillée du marxisme et du léninisme et que doivent faire dans ce sens les organisations des Jeunesses et chacun de leurs membres en particulier ?

Tout d'abord, une petite remarque sur l'expression « étude détaillée du marxisme *et* du léninisme ». Formulée ainsi, la question pourrait donner à croire que le marxisme est une chose et que le léninisme en est une autre, que l'on peut, être léniniste sans être marxiste. Mais ce serait là une idée fautive. Le léninisme n'est pas l'enseignement de Lénine moins le marxisme. Le léninisme est le marxisme de l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne. Autrement dit, il inclut ce qui a été donné par Marx, plus ce que Lénine a apporté de nouveau au trésor du marxisme et qui découle nécessairement de tout ce qui a été donné par Marx (doctrine de la dictature du prolétariat, question paysanne, question nationale, parti, question des racines sociales du réformisme, question des déviations essentielles dans le communisme, etc.). C'est pourquoi il serait mieux de formuler la question de telle façon qu'il s'agît du marxisme ou du léninisme (ce qui au fond est la même chose), et non du marxisme *et* du léninisme.

En second lieu, il n'est pas douteux que, si les éléments actifs de l'U. J. C. n'allient pas le travail pratique à la préparation théorique (« étude du léninisme »), il est impossible de réaliser un travail communiste tant soit peu rationnel dans l'U. J. C. Le léninisme est la généralisation de l'expérience du mouvement révolutionnaire des ouvriers de tous les pays. Cette expérience est l'étoile qui éclaire et guide les praticiens dans leur travail journalier. Les praticiens ne peuvent avoir aucune assurance dans

leur action, ils ne peuvent être certains que leur travail est rationnel, s'ils ne se sont pas assimilés, en partie tout au moins, cette expérience. Ils travailleront à tâtons, dans les ténèbres, s'ils n'étudient pas le léninisme, s'ils ne cherchent pas à se l'assimiler, s'ils n'allient pas la préparation théorique à l'action pratique. C'est pourquoi l'étude, l'apprentissage du léninisme est nécessaire aux éléments actifs de l'U. J. C. pour devenir des militants léninistes véritables, capables d'éduquer l'immense armée des Jeunesses communistes dans l'esprit de la dictature du prolétariat et du communisme.

Mais les éléments actifs de l'U. J. C. qui, dans les conditions actuelles, sont déjà surchargés de travail, ont-ils la possibilité d'allier ainsi la théorie et la pratique ? Oui. La chose, évidemment, est difficile. Mais elle est parfaitement possible du moment qu'elle est si nécessaire, du moment que, sans cela, il est impossible de créer un contingent d'éléments actifs véritablement léninistes dans l'U. J. C. Nous ne sommes pas des gens indolents qui fuient les difficultés et cherchent le travail facile. Les difficultés existent pour qu'on lutte contre elles et qu'on en triomphe. Les bolcheviks, à coup sûr, auraient déjà succombé contre le capitalisme s'ils n'avaient pas appris à surmonter les difficultés. L'Union des Jeunesses démeriterait si elle craignait les difficultés. Les éléments actifs de l'U. J. C. ont assumé une grande tâche. C'est pourquoi ils doivent trouver en eux les forces nécessaires pour surmonter tous les obstacles qui se dressent sur leur route.

Etudier patiemment et méthodiquement le léninisme, voilà ce que doivent faire les éléments actifs de l'U. J. C. s'ils veulent véritablement éduquer les millions de jeunes gens de l'U. R. S. S. dans l'esprit de la révolution prolétarienne.

Pravda, 20, octobre 1925.

RAPPORT POLITIQUE DU COMITÉ CENTRAL AU XIV^e CONGRÈS DU P.C. DE L'U.R.S.S.

I. La situation internationale

Camarades, au cours de ces deux dernières semaines, vous avez eu l'occasion d'entendre toute une série de rapports très détaillés sur l'activité du Comité central pendant la période comprise entre le 13^e et 14^e congrès, rapports présentés par un certain nombre de membres du Comité central et du Bureau politique. Il est inutile de recommencer ici ces rapports. C'est pourquoi je me bornerai à ne traiter que quelques questions se rapportant à l'activité du Comité central de notre parti pendant la période comprise entre le 13^e et le 14^e congrès.

Comme c'est l'habitude, je commencerai par la situation politique extérieure.

Ce qu'il y a de nouveau et de fondamental dans nos relations politiques extérieures est le fait qu'un certain équilibre a été établi entre notre pays de construction socialiste et les pays du monde capitaliste, équilibre qui a déterminé la période actuelle de la « collaboration pacifique » entre l'Union Soviétique et les pays capitalistes.

Ce que nous considérons comme une courte trêve après la guerre est devenu une longue période. En d'autres termes, les capitalistes ne sont déjà plus assez forts pour abattre notre pays. Il en résulte un certain équilibre des forces et une certaine période de « coexistence pacifique » de la bourgeoisie et du

prolétariat. La base en est, d'une part, la faiblesse et l'impuissance du capitalisme mondial et surtout la croissance du mouvement ouvrier révolutionnaire, et, d'autre part, la croissance de nos forces.

A quoi faut-il attribuer cette faiblesse du monde capitaliste? Cette faiblesse s'explique par les difficultés, insurmontables pour le capitalisme, qui dominent toute la situation internationale actuelle. Ces difficultés ne pourront être surmontées qu'au cours du développement de la révolution prolétarienne dans les pays d'Occident.

Quelles sont ces difficultés ? On peut les diviser en cinq groupes :

Le premier groupe comprend les conflits entre le prolétariat et la bourgeoisie dans les pays capitalistes.

Le deuxième groupe comprend les conflits entre l'impérialisme et le mouvement de libération des colonies.

Le troisième groupe comprend les conflits entre les Etats vainqueurs dans la guerre impérialiste et les Etats vaincus. Le quatrième groupe embrasse les conflits entre les Etats vainqueurs eux-mêmes.

Le cinquième groupe comprend les conflits entre l'Union Soviétique et les pays capitalistes.

C'est dans le cadre de ces cinq groupes fondamentaux de conflits que se poursuit le développement de notre politique extérieure.

Si l'on ne comprend pas la nature et le développement de ces conflits, il est impossible de comprendre la situation politique extérieure actuelle de notre pays.

LA STABILISATION DU CAPITALISME

Nous commençons donc par les conflits du premier groupe, ceux entre la bourgeoisie et le prolétariat au sein des pays capitalistes. Nous pouvons résumer comme suit les faits fondamentaux qui s'y rapportent :

Premièrement, le capitalisme sort ou est déjà sorti de cette anarchie de la production, du commerce et des finances où il était plongé depuis la fin de la guerre. Notre parti a désigné ce fait comme une stabilisation partielle provisoire du capitalisme. Cela signifie que la production et le commerce des pays capitalistes, après une effroyable décadence pendant la période d'après-guerre, ont commencé à se relever et que la puissance politique de la bourgeoisie s'est plus ou moins affermie. Voici quelques chiffres concernant le développement économique de l'Europe :

Dans tous les pays avancés d'Europe, la production indique, par rapport à 1919, une tendance ascendante et arrive à 80-90 % du niveau de la période d'avant-guerre ou reste au même niveau.

Seule, l'Angleterre ne s'est pas encore relevée dans certaines branches industrielles. Si l'on considère l'Europe dans son ensemble, le commerce et l'industrie sont en progression, sans avoir d'ailleurs atteint encore le niveau d'avant-guerre.

En ce qui concerne la *production du blé*, elle a atteint en Angleterre 80-85 %, en France 83 %, en Allemagne 68 % de celle d'avant-guerre. La production du blé se développe très lentement en Allemagne. En France, elle reste stationnaire, en Angleterre, elle diminue. Ces lacunes doivent être comblées par l'exportation du blé américain.

La *production du charbon* atteint, en Angleterre 90 %, en France 107 %, en Allemagne 93 % du niveau d'avant-guerre.

La *production de l'acier* représente, en Angleterre 98 %, en France 102 %, en Allemagne 78 % des chiffres d'avant-guerre.

Quant à la *consommation du coton*, elle représente pour l'Angleterre 82 %, pour la France 83 %, pour l'Allemagne 81 % du niveau d'avant-guerre.

Le *commerce extérieur*, en Angleterre, se solde par un passif et atteint 94 % des chiffres d'avant-guerre. En Allemagne, la balance du commerce extérieur est un peu supérieure à celle de 1919, mais elle est encore passive. En France, le commerce extérieur s'élève à 102 % du niveau d'avant-guerre.

L'ensemble du commerce européen, qui s'élevait en 1921 à 63 %, atteint, en 1925, 82 % du niveau d'avant-guerre.

Le budget de ces Etats est maintenu en équilibre avec beaucoup de peine et d'efforts, au prix d'effroyables charges fiscales pesant sur l'ensemble de la population. Il y a bien encore dans quelques pays des fluctuations du change, mais en général le chaos précédent n'existe plus.

En général, l'économie européenne se rétablit de sa crise d'après-guerre ; le commerce et l'industrie s'acheminent vers le niveau d'avant-guerre. Un pays européen, la France, a déjà dépassé le niveau d'avant-guerre de sa production et de son commerce; un autre pays, l'Angleterre, se trouve à peu près au même niveau.

Deuxièmement, après la période de poussée révolutionnaire provoquée par la crise d'après-guerre en Europe, nous assistons actuellement à une période de reflux de la vague révolutionnaire. Ce qui signifie que la question de la conquête immédiate du pouvoir par le prolétariat n'est pas actuellement à l'ordre du jour en Europe. Nous sommes actuellement dans une période de regroupement des forces prolétariennes. Au cours de cette période, nous avons remporté des succès dans la création de nouvelles formes de mouvement prolétarien, dans le domaine de la lutte pour l'unité syndicale (établissement et consolidation de la liaison entre le mouvement ouvrier d'Occident et celui de l'Union Soviétique, évolution du mouvement anglais vers la gauche, décadence de l'Internationale d'Amsterdam, etc.). Je le répète, nous traversons une période de regroupement des forces prolétariennes, période qui est d'une importance considérable pour les actions révolutionnaires futures. C'est une période où le mot d'ordre du mouvement communiste est de conquérir les organisations prolétariennes de masse (syndicats, etc.) et d'en déloger les leaders social-démocrates, comme c'était le cas chez nous en 1911-1912.

Troisièmement, le centre de la puissance dans le monde capitaliste, le centre de l'exploitation financière du monde entier s'est transféré d'Europe en Amérique. Auparavant, le centre de l'exploitation financière du monde se trouvait en France, en Allemagne et en Angleterre. Aujourd'hui, il est aux Etats-Unis. Ce pays se développe à tous les points de vue, tant au point de vue de la production que du commerce et de l'accumulation de capital.

Ainsi la production de blé des Etats-Unis atteint aujourd'hui 104 % du niveau d'avant-guerre. La production du charbon s'élève à 90 %, mais la différence est compensée par une énorme augmentation de la production du naphte. Nous devons ajouter que la production du naphte de l'Amérique du Nord représente 70 % de la production mondiale. La production de l'acier de l'Amérique s'est élevée à 147 % du niveau d'avant-guerre, son revenu national dépasse de 30 % celui d'avant-guerre et son commerce extérieur, avec 143 % des chiffres d'avant-guerre, se solde par un actif formidable aux dépens des pays européens.

Des 9 milliards de dollars formant la réserve totale d'or du monde, 5 milliards se trouvent en Amérique. Le dollar est la monnaie la plus stable du monde. En ce qui concerne l'exportation des capitaux, l'Amérique est actuellement le seul pays qui puisse exporter des capitaux constamment et

dans une proportion croissante. La France et l'Allemagne en exportent très peu et l'Angleterre s'est aussi beaucoup limitée.

Quatrièmement, cette stabilisation passagère du capitalisme européen a été obtenue principalement à l'aide du capital américain et au prix de l'asservissement financier de l'Europe à l'Amérique. Pour le prouver, il suffit de citer les dettes des Etats européens à l'Amérique : elles n'atteignent pas moins de 26 milliards de roubles. Et je ne parle pas des dettes privées, c'est-à-dire des dépôts américains dans les entreprises européennes, qui s'élèvent aussi à plusieurs milliards.

Que signifie cela ?

Cela signifie que l'Europe, grâce aux apports du capital américain (et aussi anglais), commence à se relever plus ou moins. Mais à quel prix ? Au prix de son assujettissement financier à l'Amérique !

Cinquièmement, c'est pourquoi l'Europe, pour pouvoir payer les intérêts et le principal de sa dette, est obligée d'augmenter les charges fiscales de la population et d'aggraver encore la situation de la classe ouvrière. Le remboursement des dettes et le paiement des intérêts n'ont pas encore commencé, et déjà, en Angleterre, par exemple, les charges fiscales atteignent, par rapport à l'ensemble des revenus nationaux, 23 % (1924) au lieu de 11 % (en 1913). En France, les charges fiscales se sont élevées de 13 % du revenu national à 21 %. Il est superflu de dire que les charges fiscales augmenteront encore plus dans l'avenir, ce qui aura pour résultat d'aggraver encore la situation des travailleurs d'Europe et de révolutionner la classe ouvrière. On constate déjà des symptômes de ce nouveau processus tant en Angleterre que dans les autres pays de l'Europe.

Ce sont là les faits fondamentaux qui démontrent la fragilité de la stabilisation temporaire du capitalisme européen. Il est très possible que la production et le commerce en Europe atteignent même le niveau du temps de paix, mais cela ne signifie pas que le capitalisme aura par là atteint sa stabilité d'avant-guerre. Une telle stabilité ne peut plus être réalisée.

Pourquoi ?

D'abord, parce que l'Europe a acheté une stabilisation momentanée au prix de sa sujétion financière à l'Amérique, ce qui conduit inévitablement à une aggravation de la situation des ouvriers et à la révolution dans les pays européens. Il y a ensuite d'autres raisons que je développerai plus tard.

La conclusion générale de tout ce qui précède est que le groupe des Etats les plus importants exploitant le monde au point de vue financier a rétrogradé comparativement à la période d'avant-guerre. Auparavant, l'Angleterre, la France, l'Allemagne et, en partie, l'Amérique étaient les plus importants Etats exploitants. Aujourd'hui, ce sont les Etats-Unis d'Amérique et, en partie, leur complice, l'Angleterre, qui constituent les plus importants exploitants financiers du monde et, par suite, ses créanciers principaux. Cela ne signifie pas encore que l'Europe se soit transformée en colonie. Les pays européens poursuivent l'exploitation de leurs « propres » colonies, mais ils sont eux-mêmes tombés sous la dépendance financière de l'Amérique. A ce point de vue, le cercle des grands Etats qui exploitent financièrement le monde s'est réduit au minimum. C'est là une des causes de l'instabilité et de la faiblesse de la stabilisation actuelle du capitalisme européen.

L'IMPERIALISME, LES COLONIES ET DEMI-COLONIES

Passons maintenant au deuxième groupe de conflits, aux conflits entre les pays impérialistes et les pays coloniaux.

Les faits fondamentaux de ce groupe de conflits sont : le développement de l'industrie et la croissance du mouvement révolutionnaire dans ces pays, et surtout la crise de la domination mondiale de l'impérialisme; la guerre de libération de l'Inde et de l'Egypte contre l'impérialisme anglais; la guerre

de libération de la Syrie et du Maroc contre l'impérialisme français; la guerre de libération de la Chine contre l'impérialisme anglo-américano-japonais ; la croissance du mouvement ouvrier aux Indes, en Chine et le rôle grandissant de la classe ouvrière de ces pays dans le mouvement révolutionnaire mondial.

Il en résulte que les grandes puissances sont menacées de perdre leur base la plus importante, leurs colonies. C'est pourquoi la stabilisation du capitalisme est fortement compromise, car le mouvement révolutionnaire des peuples opprimés se développe continuellement et commence à prendre la forme d'une guerre ouverte contre l'impérialisme (Maroc, Syrie, Chine).

Les journalistes bourgeois prétendent que les bolcheviks sont responsables du développement du mouvement de libération dans les colonies. Cette accusation nous fait par trop d'honneur. Malheureusement, nous ne sommes pas encore assez forts pour pouvoir soutenir ouvertement tous les coloniaux dans leur lutte pour leur libération. Mais les causes de ce mouvement sont beaucoup plus profondes. Elles résident, entre autres, dans le fait que les Etats européens, pour pouvoir payer les intérêts de leurs dettes à l'Amérique, sont obligés d'aggraver encore l'exploitation des colonies et des pays semi-coloniaux. Mais cela ne peut conduire qu'à l'aggravation de la crise et à la croissance du mouvement révolutionnaire dans ces pays.

Tout indique que, sur ce terrain, l'impérialisme mondial est en mauvaise posture. Si, en Europe, le capitalisme s'est partiellement stabilisé, et si la question de la conquête du pouvoir par le prolétariat ne se pose pas directement, dans les colonies, la crise a atteint son point culminant et l'expulsion des impérialistes est à l'ordre du jour.

VAINQUEURS ET VAINCUS

Nous en arrivons maintenant au troisième groupe de conflits, ceux qui existent entre les Etats vainqueurs et les Etats vaincus.

Les faits fondamentaux, sous ce rapport, sont les suivants:

Premièrement, l'Europe, après la paix de Versailles, s'est divisée en deux camps : celui des Etats vainqueurs (l'Entente, plus l'Amérique) et celui des Etats vaincus (Allemagne, Autriche, etc.).

Deuxièmement, il faut signaler le fait que les Etats vainqueurs, qui avaient essayé auparavant d'étrangler les pays vaincus au moyen de l'occupation (Ruhr), ont renoncé à suivre cette méthode et en ont adopté une autre : celle de l'exploitation financière, de l'Allemagne, d'abord, et de l'Autriche, ensuite. L'expression de cette nouvelle méthode est le plan Dawes, dont les conséquences commencent seulement à se faire sentir.

Troisièmement, la conférence de Locarno, qui devait, soi-disant, régler tous les conflits entre vainqueurs et vaincus, n'en a supprimé en réalité aucun et n'a fait, au contraire, que les aggraver.

Le plan Dawes porte que l'Allemagne doit payer à l'Entente 130 milliards de marks or environ, en diverses échéances. Les conséquences de ce plan se manifestent déjà par l'aggravation de la situation économique de l'Allemagne, par une série de faillites de tout un groupe d'entreprises, par l'augmentation croissante du chômage, etc.

D'après ce plan, élaboré en Amérique, l'Europe paye ses dettes d'Etat à l'Amérique aux frais de l'Allemagne, qui est obligée de payer des réparations à l'Europe; mais, comme l'Allemagne ne peut pas sortir toute la somme de ses poches vides, elle doit recevoir une série de marchés disponibles qui ne sont pas encore occupés par les autres pays impérialistes. Sur la base de ces marchés, l'Allemagne pourrait se créer de nouvelles forces et un sang nouveau pour lui permettre d'effectuer le paiement des réparations.

L'Amérique pense surtout au marché russe. Selon le plan Dawes, celui-ci doit être laissé à l'Allemagne pour qu'elle puisse en tirer quelque profit et payer les comptes de réparations à l'Europe qui, à son tour, devra régler ses dettes à l'Amérique. Ce plan est très bien agencé, mais il est fondé sur le sable mouvant.

En effet, il signifie pour le peuple allemand une double pression : pression de la bourgeoisie allemande sur le prolétariat et pression du capital étranger sur l'ensemble du peuple allemand. On ne peut prétendre, en aucun cas, que cette double pression passera sur le peuple allemand sans laisser de traces. C'est pourquoi, je crois que, sous ce rapport, le plan Dawes renferme en lui-même le germe d'une révolution inévitable en Allemagne. Il a été créé pour l'exploitation de l'Allemagne, mais il conduira inévitablement l'Allemagne à la révolution.

En ce qui concerne la deuxième partie de ce plan, selon laquelle l'Allemagne doit tirer du marché russe les sommes destinées à l'Europe, on a compté sans le principal intéressé. En aucun cas, nous ne nous laisserons transformer en un pays exclusivement agraire. Nous construirons nous-mêmes des machines et d'autres moyens de production. Sous ce rapport, le plan Dawes est un édifice sans fondements solides.

En ce qui concerne le pacte de Locarno, ce n'est qu'une suite du traité de Versailles. Il a et ne peut avoir pour but que le maintien du *statu quo*, comme on dit en langage diplomatique, c'est-à-dire le maintien de l'ordre de choses existant, suivant lequel l'Allemagne est un pays vaincu, et les pays de l'Entente des pays vainqueurs. Par la conférence de Locarno, cet ordre a été confirmé juridiquement en ce sens que les nouvelles frontières de l'Allemagne sont maintenues en faveur de la Pologne et en faveur de la France, que l'Allemagne perd ses colonies et qu'en outre elle doit prendre toutes les mesures nécessaires pour pouvoir payer 130 milliards de marks or. Peut-on penser que l'Allemagne, dont la puissance se développe constamment, accepte jamais cela ? Si, au cours de la période qui suivit la guerre franco-allemande, la question de l'Alsace-Lorraine constituait le nœud gordien de tous les conflits diplomatiques et fut une des causes de la guerre impérialiste, quelle garantie avons-nous que la paix de Versailles et sa conséquence, le pacte de Locarno, soient durables, après la perte de la Haute-Silésie et du corridor de Dantzig par l'Allemagne, après la perte de la Galicie et de la Volhynie par l'Ukraine, après la perte de sa partie occidentale par la Russie-Blanche, après la perte de Vilna par la Lithuanie ? Qui nous garantit que ce traité, qui a morcelé toute une série d'Etats et créé toute une série de conflits, n'aura pas le sort de l'ancien traité franco-allemand, qui enleva l'Alsace-Lorraine à la France après la guerre franco-allemande ? De telles garanties n'existent pas et ne peuvent pas exister. Si le plan Dawes renferme le germe d'une révolution allemande, le pacte de Locarno porte en lui le germe d'une nouvelle guerre européenne.

Les conservateurs anglais espèrent maintenir, d'une part, le *statu quo* vis-à-vis de l'Allemagne, et, d'autre part, utiliser l'Allemagne contre l'Union Soviétique. C'est un peu trop demander.

On parle de pacifisme, on parle de paix entre les Etats européens. Briand et Chamberlain s'embrassent, Stresemann se confond en compliments devant l'Angleterre. C'est une véritable comédie. Nous savons par l'histoire de l'Europe que toutes les fois que des traités ont été conclus pour grouper les forces en vue d'une nouvelle guerre, ces traités ont toujours été présentés comme des actes de paix. Des traités ont été conclus, qui renfermaient en eux le germe d'une foule de guerres futures, et toujours la conclusion de ces traités fut accompagnée d'une véritable comédie pacifiste. Dans de tels cas, on a toujours trouvé des bardes de la paix.

Rappelons-nous ce qui se passa au lendemain de la guerre franco-allemande. Ce fut, à cette époque, Bismarck qui s'efforça, par tous les moyens possibles, de maintenir le *statu quo*, c'est-à-dire l'ordre de choses créé au lendemain de la guerre franco-allemande. Il défendit alors la paix, parce que cette paix lui garantissait toute une série de privilèges aux dépens de la France. Celle-ci aussi défendit la paix, tout au moins au début, alors qu'elle ne s'était pas encore complètement rétablie de sa défaite. Eh bien ! à ce moment, où chacun parlait de paix et où les faux bardes chantaient les intentions pacifiques de

Bismarck, l'Allemagne et l'Autriche concluaient un traité, traité tout amical et tout pacifique, qui pourtant est devenu plus tard une des causes de la future guerre impérialiste. Je veux parler du traité conclu entre l'Autriche et l'Allemagne en 1879. Contre qui était dirigé ce traité ? Contre la Russie et la France. Que contenait-il ? Ecoutez : « Dans la mesure où la collaboration étroite de l'Allemagne et de l'Autriche ne menace personne et tend à la consolidation de la paix en Europe sur les bases établies par le traité de Berlin, Leurs Majestés... décident de conclure une alliance pacifique et un accord réciproque. » Vous entendez : « collaboration étroite de l'Allemagne et de l'Autriche pour la paix de l'Europe. » Cet accord fut qualifié d'« alliance pacifique », et cependant tous les historiens sont unanimes à reconnaître qu'il fut la préparation directe de la future guerre impérialiste de 1914.

La conséquence de cet accord, conclu théoriquement pour maintenir la paix européenne, mais en réalité pour préparer la guerre européenne, fut la conclusion d'un autre accord, l'accord entre la France et la Russie, de 1913, également « pour la paix ». Or, qu'y avait-il dans cet accord ? « La France et la Russie, animées du désir de garantir la paix, ont conclu l'accord suivant ». A quel accord sont-elles arrivées, on ne le dit pas alors ouvertement. Dans le texte secret du traité, on pouvait cependant lire « qu'en cas de guerre, la Russie s'engageait à mobiliser 700.000 soldats contre l'Allemagne, et la France — si je ne me trompe — 1.300.000.

Ces deux accords furent désignés officiellement comme des accords de paix, d'amitié, comme des accords destinés à maintenir la tranquillité dans toute l'Europe.

La conséquence de tout cela fut que, six ans plus tard, en 1899, la Conférence de la Paix, réunie à La Haye, se déroula sur la question de la limitation des armements. Cette conférence se réunit précisément au moment où, sur la base de l'alliance entre la France et la Russie, des officiers de l'état-major français se rendaient en Russie pour élaborer les plans de concentration des troupes en cas de guerre, où des officiers de l'état-major russe se rendaient en France pour dresser, de concert avec les généraux français, les plans des futures opérations de guerre contre l'Allemagne, et où les états-majors d'Allemagne et d'Autriche établissaient les conditions dans lesquelles ils devaient attaquer réciproquement leurs voisins de l'Est et de l'Ouest.

C'est l'image de l'hypocrisie éhontée de la diplomatie bourgeoise : sous le couvert de déclarations pacifistes et d'hymnes à la paix, on se prépare à une nouvelle guerre. Avons-nous, après tout cela, des raisons d'ajouter foi aux cantiques de paix sur la S. D. N. et Locarno ?

Naturellement non. Voilà pourquoi nous ne pouvons croire ni à la sincérité des embrassades de Chamberlain et de Briand ni aux compliments de Stresemann. Voilà pourquoi nous pensons que Locarno est un plan de disposition des forces en vue d'une nouvelle guerre.

Intéressant est le rôle joué par la II^e Internationale. Ce sont les chefs de la II^e Internationale qui ont le plus exulté au sujet de Locarno, ce sont eux qui ont assuré aux ouvriers que Locarno était un instrument de paix et la S. D. N. l'arche de la paix, dans laquelle les bolcheviks ne voulaient pas entrer précisément parce qu'ils étaient contre la paix, etc. Quel est le sens de toutes ces criailles, si l'on considère ce qui a été dit, si surtout on a devant les yeux cet exemple historique que j'ai cité : les divers traités conclus après la guerre franco-allemande, appelés traités de paix et qui se sont avérés être des traités de guerre ? Que signifie l'attitude actuelle de la II^e Internationale à l'égard du pacte de Locarno ? Elle signifie que la II^e Internationale n'est pas seulement une organisation de corruption bourgeoise de la classe ouvrière, mais aussi une organisation de justification morale de toutes les injustices du traité de Versailles, qu'elle est, pour l'Entente, une organisation auxiliaire appelée spécialement à justifier, par son travail et son tapage en faveur de Locarno et de la S. D. N., toutes ces injustices et tous ces actes d'oppression qui ont été créés par le régime Versailles-Locarno.

LES ANTAGONISMES ENTRE LES PAYS VAINQUEURS

J'en arrive aux conflits du quatrième groupe, aux oppositions entre les Etats vainqueurs. Le fait fondamental dans ce domaine est, malgré les apparences, la rivalité croissante de l'Angleterre et de l'Amérique.

La question du naphte est aujourd'hui une des principales questions de la politique mondiale. L'Amérique fournit environ 70 % de la production et absorbe environ 60 % de la consommation mondiale du naphte. Sur ce terrain, elle se heurte partout à la concurrence de l'Angleterre. Si nous considérons les deux sociétés de naphte dominant le monde, la *Standard Oil* et la *Shell*, la première américaine et la seconde anglaise, nous voyons que la lutte entre ces sociétés s'étend à toutes les parties du monde où l'on extrait le naphte. C'est la lutte entre l'Amérique et l'Angleterre. La question du naphte est une question vitale, car celui qui disposera de plus de naphte l'emportera dans la prochaine guerre.

De même, le monopole de l'industrie et du commerce mondiaux appartiendra à celui qui aura le plus de naphte. Le naphte devient le nerf vital de la lutte des principales puissances pour la suprématie, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre. Et précisément sur ce terrain, la lutte entre les sociétés pétroléennes d'Angleterre et celles d'Amérique est une lutte à mort, qui n'a, d'ailleurs, pas toujours un caractère ouvert, mais qui existe toujours, comme on le voit dans l'histoire des traités et aussi dans l'histoire des conflits entre l'Amérique et l'Angleterre. Il suffit, à ce propos, de rappeler les notes de Hughes dirigées contre l'Angleterre. La lutte se poursuit dans l'Amérique du Sud, en Perse, en Roumanie, en Galicie, etc., dans toutes les parties du monde, tantôt ouvertement, tantôt sous une forme voilée.

Il ne faut pas oublier non plus la lutte que se livrent l'Angleterre et l'Amérique en Chine. Dans cette lutte sourde, l'Amérique emploie une politique plus souple que l'Angleterre et exempte des méthodes coloniales brutales, dont les lords anglais ne se sont pas encore défaits. L'Amérique sait faire, en silence, du tort à l'Angleterre en Chine, la pousser lentement hors de Chine et s'ouvrir à elle-même le champ libre dans ce pays. Il est tout naturel que l'Angleterre résiste.

Je signalerai très brièvement la lutte entre la France et l'Angleterre pour l'hégémonie en Europe. C'est un fait connu.

Il est également clair que cette lutte entre la France et l'Angleterre se poursuit également pour l'hégémonie dans les colonies. La presse a publié des nouvelles selon lesquelles la guerre en Syrie et au Maroc contre l'impérialisme français a été organisée avec le concours de l'Angleterre. Je ne dispose d'aucun document à ce sujet, mais je crois que ces nouvelles ne sont pas dénuées de fondement.

Je ne m'étendrai pas sur les oppositions d'intérêts existant entre l'Amérique et le Japon. Cela est également connu. Il suffit de signaler les récentes manœuvres navales américaines dans l'océan Pacifique et les manœuvres de la flotte japonaise pour comprendre quel en était le but.

Je dois enfin signaler un fait, celui de l'accroissement formidable des armements dans les Etats vainqueurs. Ces Etats vainqueurs sont appelés « alliés ». L'Amérique, il est vrai, ne fait pas partie de l'Entente, mais elle s'est battue avec elle contre l'Allemagne. Or, les Alliés s'arment de pied en cap. Contre qui s'arment-ils ? Autrefois, les pays de l'Entente rejetaient la responsabilité de leurs armements sur l'Allemagne qui, disaient-ils, était armée jusqu'aux dents et constituait pour la paix mondiale un danger qu'ils se devaient de prévenir.

Mais maintenant ? Maintenant, l'Allemagne n'existe plus comme puissance militaire. Cependant, dans les Etats vainqueurs, la course aux armements continue à une vitesse sans précédent. Comment expliquer, par exemple, l'énorme accroissement des forces aériennes de la France ? Comment expliquer l'énorme augmentation des croiseurs et, en général, de la marine militaire et de la flotte aérienne en Angleterre ? Comment expliquer le formidable développement de la flotte de guerre en

Amérique et au Japon ? Devant quoi tremblent messieurs les « Alliés », qui ont vaincu et détruit ensemble l'Allemagne ? Que craignent-ils et pourquoi s'arment-ils ?

Où est le pacifisme de la II^e Internationale, qui proclame la paix et ne voit pas, soi-disant, que les Alliés, qui se traitent officiellement d'amis, s'arment à une allure folle contre un ennemi « inexistant » ? Qu'ont fait la S. D. N. et la II^e Internationale pour empêcher ces armements insensés ? Ne savent-ils donc pas qu'avec un accroissement constant des armements, les canons parlent tout seuls ? Mais il est inutile d'attendre d'eux une réponse à ce sujet. Car il s'agit ici d'une croissance et d'une aggravation de la lutte d'intérêts entre les Etats vainqueurs, d'un conflit qui doit inévitablement éclater entre eux. Prévoyant une nouvelle guerre, ils s'arment de toutes leurs forces. Je n'exagère pas en disant que la paix entre les Etats victorieux n'est pas une paix amicale, mais une paix armée portant en elle le germe d'une guerre. Ce qui se produit actuellement dans les Etats vainqueurs rappelle la situation d'avant-guerre, cet état de paix armée d'alors. Les maîtres de l'Europe s'efforcent maintenant de cacher ce fait sous le voile du pacifisme. Mais j'ai déjà dit quelle était la valeur de ce pacifisme.

Depuis Gênes déjà, les bolcheviks demandent le désarmement. Pourquoi la II^e Internationale et les autres bavards pacifistes ne soutiennent-ils pas cette proposition ?

Tous ces faits montrent que la stabilisation partielle momentanée que l'Europe a achetée au prix de son assujettissement à l'Amérique n'est pas durable, car les conflits entre les Etats vainqueurs, abstraction faite des conflits entre les vainqueurs et les vaincus, mûrissent et se développent de jour en jour.

LE MONDE CAPITALISTE ET L'UNION SOVIÉTIQUE

J'en arrive maintenant au cinquième groupe de conflits, ceux qui existent entre l'Union soviétique et le monde capitaliste. Ce qu'il y a de fondamental à ce point de vue, c'est qu'il n'y a plus de capitalisme embrassant le monde entier. Depuis que le pays des soviets s'est constitué, depuis que la vieille Russie s'est métamorphosée en Union soviétique, le capitalisme mondial a cessé d'exister. Le monde s'est divisé en deux camps : le camp de l'impérialisme et le camp de ceux qui luttent contre l'impérialisme. C'est là la première chose à considérer.

La deuxième, c'est que le monde capitaliste est dominé par deux pays importants : l'Angleterre et l'Amérique. Le camp des adversaires de l'impérialisme est dirigé par l'Union soviétique.

Le troisième fait important est qu'il y a dans le monde deux principaux centres d'attraction opposés : d'une part, l'Angleterre et l'Amérique pour les gouvernements bourgeois ; d'autre part, l'Union soviétique pour les prolétaires d'Occident et les peuples opprimés d'Orient. L'Angleterre et l'Amérique attirent par leurs richesses, on peut obtenir d'elles des crédits. L'Union soviétique attire par son expérience révolutionnaire dans la lutte pour l'affranchissement des ouvriers exploités par le capitalisme et pour la libération des peuples opprimés par l'impérialisme.

Le quatrième fait important est que, dans le camp du capitalisme, il n'y a aucune unité d'intérêts, qu'on s'y livre de violents combats, qu'on s'y déchire entre vainqueurs et vaincus, qu'on lutte, même entre vainqueurs, pour la conquête des colonies, pour le profit et que, par conséquent, la stabilisation ne peut pas y être de longue durée. Dans notre pays, au contraire, l'économie se développe constamment, l'édification socialiste se poursuit et les éléments révolutionnaires d'Occident et d'Orient se groupent autour de notre prolétariat. Dans le camp du capitalisme, c'est la décomposition et la décadence ; dans le camp du socialisme, c'est l'union complète et une communauté d'intérêts toujours croissante contre l'ennemi commun, l'impérialisme.

Tels sont les faits fondamentaux que je voulais signaler au sujet du cinquième groupe de contradictions, les contradictions entre le monde du Capitalisme et le monde des Soviets.

Je veux maintenant attirer votre attention sur l'attraction qu'exerce le prolétariat de notre pays sur les éléments révolutionnaires du monde entier. Je veux parler des délégations ouvrières qui ont visité notre pays, des délégations qui ont examiné avec soin chaque angle de notre édifice pour se convaincre que nous ne savons pas seulement détruire, mais aussi reconstruire.

Que signifient ces délégations ouvrières, ces pèlerinages d'ouvriers dans notre pays ? Vous savez comment les dirigeants de l'Etat soviétique ont reçu la délégation ouvrière anglaise, la délégation ouvrière allemande. Avez-vous remarqué que nos camarades, directeurs de différentes branches administratives, n'ont pas seulement fourni des informations aux délégations ouvrières, mais leur ont réellement rendu des comptes ? Je n'étais pas alors à Moscou, mais j'ai lu dans les journaux que Dzerjinsky, président du Conseil supérieur de l'Economie nationale, n'a pas simplement informé la délégation ouvrière allemande, mais lui a rendu réellement des comptes. C'est en cela que consiste le caractère nouveau et particulier de notre vie. C'est à cela que nous devons consacrer une attention particulière. J'ai lu que les directeurs de notre industrie du naphte, Kassior à Grozny et Sérébrovsky à Bakou, ne se sont pas contentés de renseigner les délégations ouvrières, comme on renseigne des touristes curieux, mais leur ont rendu des comptes comme aux représentants d'un organe supérieur de contrôle. J'ai lu que tous nos organes suprêmes, Conseil des Commissaires du Peuple, Comité central exécutif, comités exécutifs locaux, etc., étaient prêts à fournir des comptes aux délégations ouvrières, en la personne desquelles ils voyaient un contrôle amical et fraternel de notre Etat socialiste de la part des ouvriers d'Occident.

Que signifient tous ces faits ? Ils signifient d'abord que la classe ouvrière d'Europe, tout au moins sa partie la plus révolutionnaire, considère notre Etat comme une partie de sa propre chair, qu'elle nous a envoyé ses délégués non par simple curiosité, mais pour voir ce qui se passe réellement chez nous, car elle se considère responsable moralement de tout ce que nous faisons ici.

Cela signifie, deuxièmement, que la partie révolutionnaire du prolétariat européen est décidée à défendre notre Etat prolétarien et à combattre pour lui en cas de besoin.

Nommez-moi, si vous le pouvez, un autre Etat, même le plus démocratique, qui soit prêt à se soumettre au contrôle fraternel des délégations ouvrières des autres pays ? Il n'en existe pas un seul au monde. Seul, notre Etat, l'Etat des ouvriers et des paysans, est prêt à le faire. Mais par le fait que notre pays accorde la plus grande confiance aux délégations ouvrières, il gagne ainsi lui-même la confiance la plus profonde de la classe ouvrière européenne. Et cette confiance a pour nous plus de valeur que tout emprunt, car elle constitue l'arme la plus importante qui soit contre l'intervention.

Telle est la nouveauté que beaucoup n'ont pas encore comprise, mais qui est devenue maintenant un événement décisif. Si nous sommes considérés comme une partie comme un enfant de la classe ouvrière d'Europe et si, par suite, cette dernière assume la responsabilité morale de notre œuvre, la tâche de nous défendre en cas d'intervention capitaliste, de protéger nos intérêts contre le capitalisme, qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que nos forces croissent chaque jour, sinon chaque heure, et qu'elles continueront de croître. Cela signifie que la faiblesse, l'impuissance du capitalisme croîtra chaque jour, sinon chaque heure. Sans les ouvriers, on ne peut se battre aujourd'hui.

Si les ouvriers ne veulent pas se battre contre notre République, s'ils la considèrent comme leur enfant, dont le sort leur tient à cœur, une guerre avec notre pays est impossible. Voilà ce que signifient ces pèlerinages ouvriers dans notre pays. Nous devons les favoriser par tous les moyens comme un gage de solidarité et d'affermissement de l'amitié entre les travailleurs de notre pays et ceux d'Occident.

Tout récemment, j'ai entendu à la conférence de Moscou un camarade poser à Rykov cette question : « Mais, ces délégations ne nous reviennent-elles pas trop cher ? » Camarades, il est honteux de parler ainsi des délégations ouvrières qui viennent en U. R. S. S. Nous ne devons reculer devant aucune dépense, devant aucun sacrifice pour aider les ouvriers d'Occident à nous envoyer leurs délégués, pour les amener à se convaincre que la classe ouvrière, une fois qu'elle a pris le pouvoir, est capable non

seulement de détruire le capitalisme, mais aussi de construire le socialisme. Beaucoup d'ouvriers d'Occident sont encore persuadés que la classe ouvrière ne peut se passer de la bourgeoisie. C'est là un préjugé qui leur a été inculqué par les social-démocrates et qui constitue un de leurs principaux défauts. Nous ne reculerons devant aucun sacrifice pour permettre aux prolétaires d'Occident de se convaincre par leurs délégués que la classe ouvrière, après avoir pris le pouvoir, est capable, non seulement de détruire l'ancien régime, mais aussi de réaliser le socialisme. Nous ne reculerons devant aucun sacrifice pour leur permettre de se convaincre que nous sommes le seul Etat ouvrier pour lequel il vaille la peine de se battre et qui défende leurs intérêts contre le capitalisme. Pour cela, je le répète, nous ne reculerons devant aucun sacrifice. (*Applaudissements.*)

Peut-être n'est-il pas superflu de dire deux mots du nombre des délégations qui ont visité notre pays. Nous en avons eu de trois sortes : délégations d'intellectuels, d'instituteurs, etc. ; délégations d'ouvriers adultes (une dizaine) ; délégations de la jeunesse ouvrière.

En tout, 550 délégués nous ont visités jusqu'à présent. Nous attendons encore 16 délégations qui ont déjà annoncé leur visite à notre Conseil syndical central. Toutes ces délégations auront pour résultat de resserrer encore les liens existant entre la classe ouvrière de notre pays et celle d'Occident et de créer ainsi une barrière contre toute intervention possible.

Telles sont les contradictions qui rongent actuellement le capitalisme.

Que prouvent toutes ces contradictions ? Que, comme je l'ai signalé au commencement de mon rapport, le monde capitaliste est rongé intérieurement par une série de conflits qui le condamnent à l'impuissance ; que, d'un autre côté, le monde du socialisme est toujours plus uni, plus homogène et que, sur cette base, s'est établi cet équilibre des forces qui a mis fin à la politique d'intervention armée contre nous et a ouvert une période de « relations pacifiques » entre l'Etat soviétiste et les Etats capitalistes.

Je dois encore signaler deux faits qui ont également contribué à modifier la politique des Etats capitalistes à notre égard.

Le premier fait est que l'Amérique ne veut actuellement aucune guerre en Europe. « Je t'ai prêté des milliards, dit elle en substance à l'Europe; reste tranquille maintenant si tu veux en recevoir encore; si tu ne veux pas que ta monnaie se volatilise, travaille, gagne de l'argent et paie les intérêts de tes dettes. »

Le deuxième fait est que, depuis la victoire de la révolution prolétarienne, un pays immense, avec des débouchés énormes, des sources considérables de matières premières, s'est détaché du système capitaliste, ce qui a forcément influé sur la situation économique de l'Europe. La perte des marchés et des sources de matières premières de notre pays, qui représente le sixième de la surface du globe, oblige l'Europe capitaliste à limiter sa production et ébranle profondément les bases de sa vie économique. C'est pourquoi les pays capitalistes cherchent aujourd'hui à établir des relations pacifiques avec nous car, sans cela, il est impossible de réaliser un équilibre économique quelconque en Europe.

LA SITUATION EXTÉRIEURE DE L'U. R. S. S.

Ce sont tous ces facteurs qui ont établi un certain équilibre des forces entre le camp du socialisme et celui du capitalisme, substitué à la période de guerre une période de relations pacifiques et nous ont permis — comme disait Lénine — de réaliser une certaine « collaboration » avec le monde capitaliste.

Je ne vous énumérerai pas les pays qui ont déjà reconnu l'Union Soviétique. Des grandes puissances, l'Amérique est la seule qui ne nous ait pas encore reconnus. Je ne m'étendrai pas non plus sur les traités de commerce que nous avons déjà conclus avec un grand nombre de pays. Je signale également

en passant que notre commerce extérieur s'est particulièrement développé, et qu'à ce commerce l'Amérique est spécialement intéressée, en tant que pays exportateur de coton, de même crue l'Angleterre et l'Allemagne, en tant que pays importateurs de blé et autres produits agricoles. Je me contenterai de dire que l'année écoulée est la première année au cours de laquelle nous ayons développé d'une façon remarquable nos relations commerciales avec le monde capitaliste.

Cela ne signifie naturellement pas que nous ayons déjà liquidé tous les différends existant entre l'U. R. S. S. et les Etats capitalistes de l'Occident. Nous savons que l'on nous réclame le paiement des anciennes dettes russes. Cela, l'Europe ne l'a pas oublié, et ne l'oubliera pas — du moins de longtemps. On nous dit que nos dettes d'avant-guerre s'élèvent à 6 milliards, et les dettes de guerre à 7 milliards de roubles environ, soit en tout 13 milliards. Si l'on tient compte de la dépréciation de la monnaie ainsi que de la part des Etats qui se sont détachés de l'ancien empire russe, il s'ensuit que nous serions débiteurs d'au moins 7 milliards envers les Etats occidentaux. On sait que le montant de nos réclamations, par suite des dommages qui nous ont été causés par l'intervention anglo-franco-américaine à l'époque de la guerre civile, atteint (d'après les calculs de Larine) environ 50 milliards, c'est-à-dire le quintuple de ce qu'on nous réclame. (*Larine* : Nous les recevrons !) Larine dit que nous recevrons tout cela, avec le temps. (*Hilarité.*) Mais même si nous calculons la chose un peu plus modestement, comme l'a fait le Commissariat des Finances, nous arrivons cependant à 20 milliards au moins. Nous avons toujours un avantage. (*Hilarité.*) Mais les Etats capitalistes ne veulent pas entendre parler de ces comptes et nous figurons toujours comme débiteurs dans leurs livres.

C'est de là que viennent tous les retards et tous les obstacles dans nos négociations avec les capitalistes. C'a été le cas avec l'Angleterre, et il en sera probablement de même avec la France.

Quel est le point de vue du Comité central dans cette question ?

Il reste le même qu'à l'époque de la conclusion du traité avec Mac Donald.

Nous ne pouvons pas abroger la loi de 1917 sur l'annulation des dettes tsaristes. Nous maintenons en principe cette loi. Nous ne pouvons pas annuler ces décrets qui ont donné force de loi chez nous à l'expropriation des expropriateurs. Nous restons et nous resterons sur le principe de cette loi.

Mais nous ne nous refuserons pas, au cours des négociations, à faire quelques exceptions pour l'Angleterre et la France en ce qui concerne les anciennes dettes tsaristes : nous consentirons à payer quelque chose à condition de recevoir quelque chose en échange. Nous ne nous refusons pas à dédommager les anciens propriétaires au moyen de certaines concessions, mais toujours uniquement sous réserve de conditions acceptables pour nous.

Sur cette base, nous étions arrivés à nous entendre avec Mac Donald. L'idée de l'annulation des dettes de guerre ruina ces négociations. Il est évident que notre traité avec Mac Donald échoua pour cette raison. Qui le fit échouer ? Indubitablement l'Amérique. Bien que l'Amérique n'ait pas pris part aux négociations entre Rakowski et Mac Donald, bien que Mac Donald et Rakowski aient réussi à élaborer un certain plan d'entente et que ce plan d'entente fût avantageux pour les deux Etats et satisfît plus ou moins les intérêts des deux parties, le traité fut cependant annulé sur le « conseil » de l'Amérique au gouvernement anglais, parce qu'il était basé sur le principe de l'annulation des dettes de guerre et que l'Amérique, ne voulant pas perdre les milliards que l'Europe lui doit, ne voulut pas admettre un tel précédent. Quoi qu'il en soit, nous restons sur le terrain du projet susmentionné.

Parmi les problèmes de notre politique extérieure, je voudrais signaler deux questions, particulièrement épineuses et longtemps débattues, concernant les rapports de notre gouvernement avec les gouvernements des pays d'Occident. Tout d'abord, la question de la propagande, et, ensuite, la question de l'Internationale communiste.

On nous accuse de faire contre l'impérialisme une propagande spéciale, tant en Europe qu'aux colonies. Les conservateurs anglais prétendent que la mission des communistes russes est de détruire l'empire mondial britannique. En réalité, nous n'avons besoin d'aucune propagande ni en Occident ni en Orient, puisque les délégations ouvrières elles-mêmes viennent à nous pour apprendre à connaître notre situation et la faire connaître ensuite dans tous les pays occidentaux. Nous n'avons pas besoin d'autre propagande. C'est la meilleure, la plus forte, la plus efficace des propagandes pour le régime soviétique contre le régime capitaliste, (*Applaudissements.*)

On nous dit que nous faisons de la propagande en Orient Ce sont là des paroles vides de sens. Nous n'avons pas besoin d'une propagande spéciale en Orient, puisque nous savons que tout notre régime repose sur la base de la vie en commun et de la collaboration fraternelle des différents peuples appartenant à notre Union. Chaque Chinois, chaque Egyptien, chaque Indien qui visite notre pays et y passe six mois peut se convaincre que notre pays est le seul qui comprenne la mentalité des peuples opprimés et qui soit capable d'organiser la collaboration des prolétaires de l'ancienne nationalité dominante et des prolétaires des nationalités antérieurement opprimées. Nous n'avons pas besoin d'autre propagande, d'autre agitation en Orient que celle des délégations qui viennent chez nous de Chine, d'Egypte, des Indes pour examiner en détail notre situation et qui donnent ensuite dans tous les pays des renseignements véridiques sur l'organisation de notre régime. C'est là la meilleure et la plus efficace de toutes les propagandes.

Mais il est une force : les conservateurs anglais, qui peut détruire l'empire britannique et qui le détruira sûrement C'est là une force qui pousse l'empire britannique à l'abîme. Il suffit de se rappeler les premiers actes politiques des conservateurs après leur arrivée au pouvoir. Après avoir maté l'Egypte, ils ont commencé à intensifier leur pression sur l'Inde, à intervenir en Chine, etc. C'est là la politique des conservateurs. A qui la faute, si les lords anglais sont incapables de faire une autre politique ? Est-il, dès lors, difficile de comprendre qu'il n'y a rien de plus sûr au monde que la ruine inévitable de l'empire britannique, si les conservateurs persistent dans cette voie ?

Quelques mots sur l'Internationale communiste. En Occident, les mercenaires des impérialistes et les auteurs de fausses lettres répandent la nouvelle que l'I.C. est une organisation de conspirateurs et de terroristes, que les communistes parcourent tous les pays de l'Europe. C'est ainsi que l'explosion de la cathédrale de Sofia a été attribuée aux communistes. Or, tout homme civilisé, à moins d'être un ignorant ou un calomniateur payé, doit savoir que les communistes n'ont rien de commun et ne peuvent rien avoir de commun avec la théorie et la pratique de la terreur individuelle et des conjurations isolées. La théorie et la pratique de l'Internationale communiste consistent dans l'organisation d'un mouvement révolutionnaire des masses contre le capitalisme : c'est là la tâche des communistes. Seuls, les ignorants et les imbéciles peuvent confondre les complots et la terreur individuelle avec la politique de l'I.C., avec, le mouvement révolutionnaire des masses.

Quelques mots sur le Japon. En Occident, nombre de nos ennemis se réjouissent et se disent que, si un mouvement révolutionnaire a éclaté en Chine, ce sont, naturellement, les bolcheviks qui ont acheté le peuple chinois — qui pourrait autrement se payer le luxe d'acheter un peuple de 400 millions d'hommes ? Et ils en concluent que cette politique aboutira à une guerre entre les « Russes » et les Japonais.

C'est là une absurdité, camarades! Les forces du mouvement révolutionnaire chinois sont énormes. Elles n'ont pas encore déployé toute leur puissance. Elles ne le feront que dans l'avenir. Les maîtres de l'Occident et de l'Orient qui ne voient pas ces forces et ne comptent pas suffisamment avec elles en subiront les conséquences. Nous, en tant qu'Etat, nous devons compter avec ces forces. Nous croyons que la Chine a, en ce moment, à accomplir la même tâche que celle qui s'imposait à l'Amérique du Nord lorsqu'elle se transformait en Etat, ou à l'Allemagne et à l'Italie avant qu'elles eussent réalisé leur unité nationale et se fussent libérées du joug de l'étranger.

Le droit et la justice sont entièrement du côté de la révolution chinoise. C'est pourquoi nous sympathisons et continuerons à sympathiser à sa lutte pour la libération du peuple chinois du joug des impérialistes, et pour la constitution de la Chine en un Etat unifié. Celui qui ne compte pas et ne veut pas compter avec ces forces en subira les conséquences.

J'espère que le Japon comprendra qu'il doit compter également avec cette force sans cesse croissante du mouvement national chinois, qui est en progression constante et renversera tout ce qui se trouve sur son passage. C'est parce que Tchang-Tso-Lin n'a pas compris cela qu'il marche à sa ruine. Mais, s'il court à sa perte, c'est aussi parce qu'il a fondé toute sa politique sur l'aggravation des relations entre nous et le Japon. Tout général, tout potentat de la Mandchourie qui a fondé sa politique sur la discorde entre nous et le Japon, sur l'aggravation de nos rapports avec ce pays, va infailliblement à sa perte. Seul, celui d'entre eux qui basera sa politique sur l'amélioration de nos relations avec le Japon, sur un rapprochement entre le Japon et nous, l'établira sur de solides fondements. Seul un tel général aura le pied ferme en Mandchourie, car nous n'avons aucun intérêt à amener une tension de nos relations avec le Japon. Nos intérêts exigent, au contraire, un rapprochement entre l'U. R. S. S. et le Japon.

Je passe maintenant aux tâches de notre parti en ce qui concerne la politique extérieure.

Ces tâches s'étendent à deux domaines : mouvement révolutionnaire international et politique extérieure de l'Union Soviétique.

Quelles sont nos tâches dans le domaine du mouvement révolutionnaire international ? Ce sont les suivantes :

- 1° Travail de renforcement des partis communistes d'Occident, en vue de la conquête de la majorité des masses ouvrières par ces partis ;
- 2° Lutte pour l'unité syndicale, pour l'affermissement de l'amitié entre le prolétariat de l'U. R. S. S. et celui des pays capitalistes ;
- 3° Renforcement de l'alliance entre le prolétariat de notre pays et le mouvement de libération nationale des peuples opprimés qui sont nos alliés dans la lutte contre l'impérialisme mondial ;
- 4° Consolidation des éléments socialistes en U. R. S. S. en vue de leur victoire sur les éléments capitalistes de notre économie, victoire qui a une importance décisive pour le révolutionnement des travailleurs de tous les pays.

Quand on parle des tâches de notre parti dans le domaine du mouvement révolutionnaire international, on se limite souvent aux trois premières et l'on oublie la quatrième; on oublie la lutte pour la victoire des éléments socialistes dans notre pays sur les éléments capitalistes; on oublie que la lutte pour la construction socialiste est en même temps une lutte internationale, puisque notre pays forme la base de la révolution mondiale, puisqu'il est le facteur le plus, important pour le développement du mouvement révolutionnaire international. Et si notre œuvre de construction avance comme elle le doit, cela signifie que, sous tous les autres rapports, nous travaillons pour le mouvement révolutionnaire international comme l'exige le parti.

Les tâches du parti sur le terrain de notre politique extérieure sont :

- 1° Lutte contre de nouvelles guerres, pour le maintien de la paix. L'axe principal de notre politique est constitué par l'idée de la paix. Lutter pour la paix, lutter contre de nouvelles guerres, lutter contre tous les actes entrepris en vue de nouvelles guerres et qui sont une préparation à la guerre recouverte du pavillon du pacifisme (Locarno), telle est notre principale tâche dans ce domaine. C'est pourquoi, précisément, nous ne voulons pas entrer dans la Société des nations, parce que cette dernière représente une organisation destinée à masquer les préparatifs de guerre ; si nous voulions entrer dans la S. D. N., nous n'aurions le choix qu'entre l'enclume et le marteau, comme l'a très justement dit le camarade Litvinov. Eh bien ! nous ne voulons être ni un marteau pour les peuples faibles, ni une

enclume pour les forts. Nous ne souhaitons ni l'un ni l'autre, nous sommes pour la paix, nous sommes pour la lutte contre toutes les entreprises de guerre, même couvertes du drapeau du pacifisme. Société des nations ou Locarno, peu importe; les enseignes ne nous donneront pas le change et le tapage ne nous intimidera pas ;

2° Extension de notre commerce avec l'étranger sur la base de la consolidation du monopole du commerce extérieur ;

3° Travail en vue du rapprochement des pays vaincus dans la guerre impérialiste, des pays qui ont le plus souffert et qui se trouvent, par conséquent, en opposition avec le groupe dominant des grandes puissances ;

4° Travail en vue d'une union plus intime avec les pays coloniaux et semi-coloniaux.

Telles sont les tâches devant lesquelles se trouve actuellement le parti au point de vue des rapports internationaux, et du mouvement ouvrier international.

II - La situation intérieure de l'U.R.S.S.

J'arrive, camarades, à la deuxième partie de mon rapport. J'y traiterai de la situation intérieure de notre Etat et de la politique du Comité central dans les questions concernant cette situation intérieure. A ce sujet je citerai quelques chiffres, car, quoique notre presse en ait publié un grand nombre, il nous faudra cependant en reproduire quelques-uns.

ETAT GÉNÉRAL DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

Permettez-moi tout d'abord de formuler quelques directives générales de notre travail de construction socialiste. Je commencerai par l'économie nationale.

Première directive. Nous travaillons au milieu d'Etats capitalistes. Par suite, notre économie nationale se développe à travers toute une série de conflits avec l'économie capitaliste. Ces conflits sont inévitables. C'est le cadre dans lequel doit se dérouler la lutte des deux systèmes : le système socialiste et le système capitaliste. Il s'ensuit que notre économie nationale doit être édifiée non seulement en contradiction avec l'économie capitaliste des pays de l'étranger, mais aussi en contradiction avec les divers éléments capitalistes qui subsistent à l'intérieur de notre pays.

Il en résulte que nous devons édifier notre économie nationale de telle sorte que notre pays ne se transforme pas en un accessoire du système capitaliste mondial, qu'il ne s'intègre pas à l'ensemble du système capitaliste, que notre économie nationale ne se développe pas comme une entreprise auxiliaire du capitalisme mondial, mais comme une unité économique indépendante s'appuyant principalement sur le marché indigène, sur l'union de notre industrie et de l'économie paysanne.

Deux tendances fondamentales sont en présence. L'une part de la thèse que notre pays doit rester encore longtemps un pays agricole, qu'il doit exporter des produits agricoles et importer des produits industriels, et que c'est dans cette voie qu'il doit encore se développer. Cette tendance a été exprimée récemment dans les thèses du camarade Chanine. Si elle prenait le dessus, elle empêcherait l'industrialisation de notre pays, qui se transformerait ainsi en appendice du système capitaliste. Ce n'est pas là notre ligne.

Il est une autre tendance qui part du principe que, tant que nous vivons au milieu d'Etats capitalistes, nous devons nous appliquer à transformer notre pays en un pays économiquement indépendant, s'appuyant sur le marché intérieur et représentant le centre d'attraction de tous les pays qui, peu à peu, se détachent du capitalisme et se dirigent dans le sillage de l'économie socialiste. Cette ligne exige l'épanouissement maximum de notre industrie, mais cependant suivant les moyens qui sont à notre disposition. Elle repousse absolument la politique de transformation de notre pays en une organisation soumise au système capitaliste mondial.

Voilà la ligne de construction qu'a adoptée notre parti et qu'il continuera à maintenir à l'avenir, tant que nous serons entourés d'Etats capitalistes. La situation serait évidemment tout autre si la révolution était victorieuse en Allemagne ou en France, ou dans ces deux Etats à la fois, et si le travail de construction socialiste y commençait sur une base techniquement supérieure. Alors, au lieu de chercher à transformer notre pays en une unité économique indépendante, nous nous efforcerions de l'intégrer dans le système général du développement socialiste. Mais, jusque là, ce minimum d'indépendance est absolument nécessaire pour notre économie nationale, sans quoi nous ne pourrions préserver notre pays de l'asservissement économique au système du capitalisme mondial.

Deuxième directive. Dans notre travail de construction économique, nous devons constamment tenir compte des particularités de notre vie économique et des différences qui la séparent de l'économie capitaliste. Dans les pays capitalistes, règne le capital privé : les fautes que commettent les trusts capitalistes, les syndicats, l'un ou l'autre groupe de capitalistes, sont corrigées par les tendances élémentaires du marché. Produit-on trop, une crise survient ; mais, après la crise, la vie économique reprend la voie normale. Importe-t-on trop et en résulte-t-il un passif dans la balance commerciale, le cours des changes commence alors à baisser, une inflation se produit, les importations sont limitées et les exportations augmentées. Tout cela se produit sous forme de crises. Pas de faute tant soit peu importante, pas de surproduction ou de réduction sérieuse de la production, sans que cette faute et cette rupture d'équilibre ne soient contrebalancées par une crise ou par une autre. Telle est la vie dans les pays capitalistes. Mais nous, nous ne pouvons pas vivre ainsi. Dans les pays capitalistes, nous voyons des crises économiques, commerciales, financières qui se limitent à quelques groupes capitalistes. Chez nous, il en est autrement. Tout relâchement sérieux dans le commerce, tout mécompte sérieux dans notre économie, ne finit pas par une crise partielle quelconque, mais atteint toute notre économie. Chaque crise, qu'elle soit commerciale, financière ou industrielle, peut se transformer chez nous en une crise de toute l'économie. C'est pourquoi, dans notre construction, nous devons faire preuve d'une prudence et d'une perspicacité particulières. C'est pourquoi nous devons diriger notre économie suivant un plan, et de telle sorte qu'il y ait le moins de fautes possibles. Pour cela, il nous faut de la prudence, de la prévoyance, et aussi des capacités. Malheureusement, camarades, nous ne nous distinguons ni par une prudence spéciale, ni par une prévoyance extrême, ni par une capacité extraordinaire de direction économique ; nous ne faisons encore qu'apprendre : aussi commettons-nous des fautes et en commettrons-nous encore. C'est pourquoi nous devons édifier notre économie de telle sorte que nous puissions compter sur des réserves nous permettant de réparer les conséquences de nos fautes.

Tout notre travail, pendant ces deux dernières années, montre que nous ne sommes assurés ni contre les événements fortuits ni contre les fautes. Dans l'agriculture, beaucoup de choses dépendent non seulement de notre direction économique, mais aussi des forces naturelles (mauvaise récolte, etc.). Dans l'industrie, beaucoup de choses dépendent non seulement de notre direction économique, mais aussi du marché intérieur, dont nous ne sommes pas encore complètement maîtres. Dans le commerce extérieur, beaucoup de choses dépendent non seulement de nous, mais aussi de l'attitude des capitalistes occidentaux. Nous devons, d'ailleurs remarquer que plus notre commerce se développe, plus nous dépendons des capitalistes occidentaux et plus nous sommes exposés aux coups de nos adversaires. Pour nous garantir contre toutes ces éventualités et ces fautes inévitables, nous devons nous pénétrer de l'idée qu'il est absolument nécessaire d'accumuler des réserves.

Nous n'avons aucune garantie contre les mauvaises récoltes: nous avons donc besoin de réserves pour l'agriculture.

Nous n'avons aucune garantie contre les défaillances du marché intérieur qui nuisent au développement de notre industrie. Il est superflu de dire que, vivant des ressources que nous avons amassées, nous devons être très économes dans nos dépenses. Nous devons nous efforcer de placer raisonnablement chaque centime, c'est-à-dire de l'investir dans les entreprises dont le développement est absolument nécessaire au moment présent. De là la nécessité des réserves pour l'industrie.

Nous ne sommes pas assurés contre les éventualités sur le terrain du commerce extérieur (blocus ou boycottage masqués). D'où nouvelle nécessité de réserves.

On pourrait, évidemment, doubler les sommes affectées au crédit agricole, mais alors nous n'aurions plus les fonds suffisants pour financer l'industrie; cette dernière, dans son développement, retarderait considérablement sur l'agriculture, la production des articles fabriqués devrait être limitée, et il en résulterait une hausse des prix avec toutes ses conséquences désastreuses.

On pourrait dépenser le double de ce que nous dépensons pour le développement de l'industrie. Mais cela entraînerait un développement industriel si rapide que nous ne pourrions pas suivre la cadence à cause de l'insuffisance de capital de roulement et que nous aboutirions ainsi probablement à un fiasco.

On pourrait accélérer le développement de nos importations, principalement en ce qui concerne les moyens de production, afin d'accélérer le développement de l'industrie, mais cela pourrait amener un passif dans notre balance commerciale et, par suite, abaisser notre change, c'est-à-dire saper la seule base sur laquelle il est possible de diriger notre industrie d'après un plan méthodique.

On pourrait augmenter les exportations, sans tenir compte de l'état du marché intérieur. Mais cela entraînerait infailliblement de graves perturbations dans les villes à cause de l'énorme augmentation du prix des produits agricoles, ce qui aurait pour effet de diminuer les salaires réels.

On pourrait élever les salaires de nos ouvriers au niveau du temps de paix, et même au-dessus, mais ce serait provoquer le ralentissement du développement de notre industrie, car, étant donné l'absence d'emprunts étrangers et de crédits, ce développement n'est possible que sur la base de l'accumulation d'un certain bénéfice nécessaire pour financer et équiper notre industrie, accumulation qui serait impossible si nous augmentions trop rapidement les salaires.

Avant de passer aux chiffres, encore une remarque. Notre système économique est quelque peu hétérogène, car il y a chez nous cinq formes économiques différentes.

Il y a une forme économique que l'on pourrait appeler économie naturelle et qui comprend les exploitations paysannes dont la production est extrêmement peu liée au marché.

La deuxième forme économique est celle de la production marchande, à laquelle se rattachent les exploitations paysannes produisant pour le marché.

La troisième forme économique est celle du capitalisme privé, qui n'est pas encore mort, qui s'est ranimé et se ranimera encore dans une certaine mesure, tant que la *Nep* existera chez nous.

La quatrième forme économique, c'est le capitalisme d'Etat, c'est-à-dire le capitalisme que nous avons permis et que nous avons la possibilité de contrôler et de tenir en laisse, conformément aux intérêts de l'Etat prolétarien.

Enfin, la cinquième forme économique, c'est l'industrie socialiste, c'est-à-dire notre industrie d'Etat, où n'est représentée qu'une seule classe : le prolétariat.

Je voudrais dire deux mots du capitalisme et de l'industrie d'Etat — cette dernière de type socialiste — pour dissiper les malentendus et la confusion qui règnent actuellement dans le parti à ce sujet.

Peut-on appeler notre industrie nationalisée capitalisme d'Etat ? Non. Pourquoi ? Parce que le capitalisme d'Etat, dans les conditions de la dictature prolétarienne, est une organisation dans laquelle sont représentées deux classes : la classe des exploités qui dispose des moyens de production, et la classe des exploités qui ne dispose d'aucun de ces moyens.

Quelle que soit la forme spéciale qu'il puisse revêtir, le capitalisme d'Etat doit être, d'après son essence même, capitaliste. Lorsque Lénine soumit le capitalisme d'Etat à une analyse serrée, il pensait avant tout aux *concessions*.

Ne prenons que les concessions, et voyons si deux classes y sont représentées. Oui, deux classes y sont représentées : celle des capitalistes, c'est-à-dire les concessionnaires qui se livrent à une exploitation et disposent en même temps des moyens de production, et celle des prolétaires qui sont exploités par les concessionnaires.

On voit déjà clairement que nous ne sommes en face d'aucun élément socialiste, du fait que, dans une entreprise concessionnaire, il ne vient à l'esprit de personne de faire de la propagande pour une campagne d'augmentation du rendement du travail, puisque chacun sait que l'entreprise concessionnaire est une entreprise non-socialiste, étrangère au socialisme.

Prenons un autre type d'entreprise, celui des entreprises d'Etat. Sont-ce des entreprises capitalistes ? Non, parce que, chez elles, il n'y a pas deux classes représentées, mais une seule, la classe ouvrière, qui dispose des moyens de production et n'est pas exploitée, puisque l'excédent recueilli par l'entreprise sur les salaires sert au développement de l'industrie, c'est-à-dire à l'amélioration de la situation matérielle de toute la classe ouvrière.

On pourrait dire que cela n'est encore pas du socialisme intégral, si l'on tient compte de toutes ces survivances de bureaucratisme que nous avons conservées dans les organes dirigeants de nos entreprises. Cette remarque est juste, mais elle n'est pas en contradiction avec le fait que l'industrie d'Etat représente un type de production socialiste. Il y a deux types de production : le type capitaliste ou capitaliste d'Etat, dans lequel se trouvent deux classes, où la production se fait au profit des capitalistes, et un autre type dans lequel il n'y a pas d'exploitation, dans lequel les moyens de production appartiennent à la classe ouvrière et où l'entreprise ne travaille pas au profit d'une classe d'exploiteurs, mais consacre ses bénéfices au développement de l'industrie dans l'intérêt de toute la classe ouvrière. Lénine dit également que nos entreprises d'Etat sont des entreprises du type socialiste.

On pourrait ici faire une comparaison avec notre Etat. Notre Etat n'est pas un Etat bourgeois, puisque, selon les paroles de Lénine, il représente un nouveau type d'Etat, celui de l'Etat prolétarien. Pourquoi ? Parce que notre appareil officiel n'a pas pour but l'oppression de la classe ouvrière, comme c'est le cas dans tous les Etats bourgeois sans exception, mais sa libération du joug de la bourgeoisie. C'est pourquoi notre Etat est un Etat prolétarien, bien que l'on puisse y découvrir un grand nombre de survivances bureaucratiques. Personne n'a autant critiqué notre Etat à cause de ses survivances bureaucratiques que Lénine lui-même, qui pourtant ne cessait d'affirmer que notre régime soviétiste est un type d'Etat prolétarien.

Il faut savoir distinguer le type d'un Etat des survivances de l'ancien Etat qu'il conserve dans son appareil et son système, de même que l'on doit pouvoir distinguer les survivances bureaucratiques dans les entreprises d'Etat du type d'organisation industrielle appelé chez nous type socialiste. On ne peut donc pas dire que notre industrie d'Etat n'est pas socialiste à cause des survivances bureaucratiques qu'elle conserve encore dans nos organes économiques. On ne peut pas le dire, car on devrait alors dire aussi que notre Etat prolétarien n'est pas en réalité un Etat prolétarien.

Je peux vous énumérer toute une série d'appareils bourgeois qui travaillent mieux et plus économiquement que notre appareil d'Etat prolétarien, mais cela ne signifie pas que notre appareil d'Etat ne soit pas prolétarien et qu'il ne représente pas un type d'Etat supérieur à l'Etat bourgeois. Pourquoi ? Parce que cet appareil bourgeois, même s'il travaille mieux, travaille cependant pour les capitalistes, tandis que notre appareil d'Etat prolétarien, même s'il commet parfois des erreurs, travaille cependant pour le prolétariat, contre la bourgeoisie. Nous ne devons pas oublier cette différence fondamentale.

Il faut en dire autant de l'industrie d'Etat qui travaille pour le prolétariat, malgré toutes ses lacunes et ses survivances bureaucratiques. On ne doit jamais oublier cette différence de principe.

Je vais donner maintenant un certain nombre de chiffres concernant l'état de notre économie.

La production brute de l'agriculture a atteint, pendant l'exercice 1924/25, 71 % de celle de 1913. En d'autres termes, évaluée en monnaie d'avant-guerre, la production de 1913 atteignait 12 milliards et celle de 1924/25 environ 9 milliards de roubles. Pour l'année prochaine, d'après les données de nos organes du plan économique, la production sera probablement de 11 milliards de roubles, soit 87 à 88 % du niveau d'avant-guerre.

Si l'on considère l'ensemble de l'industrie, c'est-à-dire l'industrie d'Etat et l'industrie privée, on constate que sa production totale a atteint, en 1924-25, 5 milliards de roubles d'avant-guerre, contre 7 milliards en 1913. D'après les calculs de la Commission du Plan économique, la production s'élèvera, au cours de l'exercice actuel, à 6,5 milliards, soit environ à 95 % de la production d'avant-guerre.

L'électrification mérite une mention spéciale. En 1921, la commission officielle d'électrification a établi un plan prévoyant, pour les 10-15 années prochaines, la construction de 30 stations d'une force totale de 1.500.000 kilowatts et d'une valeur de 800 millions de roubles or. Avant la révolution d'Octobre, la puissance des stations électriques du pays était de 402.000 kilowatts. Nous avons construit jusqu'à présent plusieurs nouvelles stations, d'une force totale de 152.350 kilowatts. Si le développement se poursuit à cette cadence, le plan d'électrification de l'Union soviétique sera exécuté en dix ans, c'est-à-dire en 1932. L'industrie électrique se développe également ; son programme pour l'exercice 1925/26 comporte une production représentant 165 à 170 % de celle d'avant-guerre. On doit cependant noter à ce sujet que la construction de nos grandes usines de forces hydrauliques exige beaucoup plus de dépenses que ne le prévoyait le plan originel. C'est ainsi que, dans le devis primitif de la station « Volkhov », les dépenses nécessaires avaient été évaluées à 24.300.000 roubles, alors qu'en septembre 1925 elles se sont élevées à 95.200.000 roubles, ce qui représente 59 % des fonds dépensés pour la construction des stations rentrant dans la première tranche du plan général.

Si nous comparons la production de l'industrie étatique et coopérative à celle de l'industrie privée, nous obtenons les chiffres suivants :

En 1923/24, la part de l'industrie étatique et coopérative dans la production totale était de 76 %, celle de l'industrie privée de 23,7 %. En 1924/25, la production de l'industrie étatique et coopérative atteignait 7 milliards, soit 79,3 % de la production industrielle totale, tandis que la part de la production privée tombait de 23,7 à 20,7 %. On prévoit que, l'année prochaine, la participation de l'industrie étatique et coopérative s'élèvera environ à 80 %, tandis que celle de l'industrie privée tombera à 20 %. En chiffres absolus, l'industrie privée croît, mais comme l'industrie de l'Etat et de la coopération croît plus rapidement, la participation de l'industrie privée témoigne d'une tendance décroissante.

C'est un fait avec lequel on doit compter et qui indique que l'industrie socialiste prévaut incontestablement sur l'industrie privée.

Si l'on compare les richesses concentrées dans les mains de l'Etat à celles qui se trouvent aux mains des particuliers, on constate que, sur ce terrain, c'est l'Etat socialiste qui a la prépondérance, puisqu'il dispose d'un capital de base de 11 milliards 7, tandis que les producteurs indépendants, principalement les paysans, ne disposent que d'un capital de 7 milliards ¹/₂

Ce fait montre que la part du capital socialisé est très élevée et croît en comparaison de la propriété non-socialisée. Et cependant on ne peut dire ni que notre régime soit un régime socialiste, ni qu'il soit un régime capitaliste. C'est un régime de transition entre le capitalisme et le socialisme, régime où, au point de vue du volume, c'est encore la production paysanne appuyée sur la propriété privée qui

domine, mais où la part de l'industrie socialiste dans la production totale augmente de jour en jour. L'industrie socialiste grâce à sa concentration, à son organisation, à l'existence de la dictature du prolétariat, à la concentration entre nos mains des transports, des banques et du crédit, voit son importance relative croître progressivement, sans arrêt.

Quelques mots maintenant sur le budget de l'Etat. Ce budget s'est élevé à 4 milliards de roubles, soit 71 % du budget de 1913, et même 74,6 % si l'on y ajoute les budgets locaux. Fait caractéristique, dans notre budget d'Etat, la proportion des recettes ne provenant pas des impôts est beaucoup plus grande que celle des recettes fiscales. C'est une preuve de la croissance et du développement de notre économie.

La question du bénéfice de nos entreprises d'Etat et coopératives est d'une très grande importance, car nous sommes un pays pauvre en capital et, de plus, ne recevant aucun emprunt de l'étranger. En 1923/24, les industries d'Etat (on ne compte ici que les entreprises d'un intérêt général d'Etat) ont donné un bénéfice de 142 millions de roubles or environ, dont 71 millions sont allés à la caisse de l'Etat. En 1924/25, les bénéfices se sont montés à 315 millions. Conformément au programme, 173 millions, soit 54 % des bénéfices, ont été versés à la caisse de l'Etat.

Les grandes entreprises commerciales de l'Etat avaient donné, en 1923/24, un bénéfice de 37 millions environ, dont 14 pour la caisse de l'Etat. En 1925, par suite de la politique de réduction des prix, nous avons eu 22 millions de moins, et nous n'avons versé que 10 millions environ à la caisse de l'Etat.

Le commerce extérieur a donné, en 1923/24, un excédent de plus de 26 millions de roubles, dont 17 millions pour la caisse de l'Etat; en 1925, les chiffres correspondants ont été de 44 et 29 millions.

D'après les calculs du Commissariat des Finances, les banques ont rapporté, en 1923/24, 46 millions, dont 14 pour la caisse de l'Etat; en 1924/25, plus de 97 millions, dont 51 pour la caisse de l'Etat. En 1923/24, les coopératives de consommation avaient 57 millions de bénéfices; les coopératives agricoles, 4 millions.

Ces chiffres ont été établis sur des évaluations très modérées. Vous savez que nos organes officiels calculent leurs bénéfices de façon à pouvoir en conserver le plus possible pour l'extension de leurs entreprises. Si donc ces chiffres vous paraissent trop minimes — et ils le sont — considérez qu'ils sont un peu au-dessous de la réalité.

Quelques mots sur le chiffre global de notre commerce extérieur. En 1923/24, il s'élevait à 21 % ; en 1924/25, à 26 % de celui d'avant-guerre. L'exportation était, en 1923/24, de 522 millions ; l'importation, de 439 millions de roubles, soit au total 961 millions. En 1924/25, l'exportation était de 564 millions ; l'importation, de 708 millions, soit au total 1.272 millions. Cette année, nous avons un bilan commercial qui se solde avec un passif de 144 millions.

On est enclin à expliquer ce passif par le fait que nous avons dû importer du blé cette année, par suite de la mauvaise récolte. Mais notre importation de blé n'a qu'une valeur de 83 millions, et nous voyons ici un déficit de 144 millions. Que signifie ce déficit ? Il signifie que nous avons plus acheté que vendu, plus importé qu'exporté. Le XIII^e congrès du parti avait déclaré que nous devions obtenir à tout prix un bilan commercial actif. Il faut reconnaître que nous tous, aussi bien les organes des soviets que le Comité central, nous avons commis une faute grave en n'exécutant pas les instructions qui nous avaient été données. Il était difficile de les exécuter, mais cependant, avec un certain effort, nous aurions pu arriver à un léger actif. Nous avons commis une faute grave, le congrès devra prendre les mesures nécessaires pour la réparer.

D'ailleurs, le Comité central lui-même s'est efforcé de la réparer, en novembre dernier, à une séance spéciale au cours de laquelle nous avons examiné les chiffres de nos importations et de nos exportations et pris la résolution de boucler, l'année prochaine, la balance de notre commerce extérieur

avec un actif d'au moins 100 millions de roubles. C'est nécessaire, absolument nécessaire pour un pays tel que le nôtre, où il y a peu de capital et pas d'importation de capital de l'étranger, où la valeur de la monnaie est garantie dans une très grande mesure par l'actif du bilan de notre commerce extérieur. Vous savez tous par expérience personnelle ce que signifie une monnaie qui se déprécie. Nous devons prendre toutes les mesures nécessaires pour étouffer dans le germe les facteurs qui pourraient conduire à une dépréciation de notre monnaie.

INDUSTRIE ET AGRICULTURE

Si nous examinons les questions touchant directement l'industrie, l'agriculture et leurs rapports réciproques, nous pouvons les ramener aux points suivants :

1° Nous sommes toujours un pays agricole : la production de l'agriculture dépasse celle de l'industrie. L'industrie est établie sur les bases d'avant-guerre, de sorte que, pour la faire progresser, il faut la développer sur de nouvelles bases techniques, c'est-à-dire rééquiper les fabriques existantes et en construire de nouvelles. Il est très difficile de franchir cet obstacle, c'est-à-dire d'abandonner la politique d'utilisation maximum de tout ce qui est à notre disposition dans l'industrie pour la politique de création d'une nouvelle industrie sur une nouvelle base technique, sur la base de la construction de nouvelles fabriques. Il faudra pour cela beaucoup de capitaux, mais comme nous en manquons, le développement de notre industrie ne pourra probablement s'effectuer à l'avenir qu'à un rythme plus modéré que jusqu'à présent.

Il en est autrement pour l'agriculture. Là, on ne peut dire que toutes les possibilités latentes aient été exploitées. Contrairement à notre industrie, notre agriculture peut encore se développer, pendant une certaine période, à une cadence rapide, sur les bases techniques actuelles. Si l'on instruisait tant soit peu les paysans, si on les amenait à exécuter une opération aussi simple que le nettoyage des grains, il en résulterait une augmentation de 10 à 15 % de la production agricole. Calculez ce que cela représente pour l'ensemble du pays ! L'agriculture renferme encore en elle des possibilités telles que, dans l'avenir prochain, son développement ne se heurtera pas à de si grandes difficultés techniques que celui de l'industrie. C'est pourquoi la différence entre le bilan de l'industrie et celui de l'agriculture augmentera encore au cours des années prochaines, étant donné que l'agriculture possède toute une série de possibilités qui sont loin d'être encore exploitées et qui devront l'être pendant les années qui suivent.

Quelles sont les tâches que cette situation nous impose ? 1° Nous devons, tout d'abord, développer à tout prix notre grande industrie et surmonter les difficultés qui se présentent dans cette voie. Nous devons, ensuite, relever l'industrie soviétiste locale. Nous ne pouvons pas nous limiter au seul développement de la grande industrie nationale, parce que l'industrie nationale, nos trusts centralisés et nos syndicats ne peuvent pas satisfaire les goûts et les besoins multiples de 140 millions d'hommes. Pour y arriver, nous devons développer une activité industrielle intense dans chaque rayon, dans chaque district, dans chaque gouvernement, dans chaque région, dans chaque république nationale. Sans la mise en œuvre des forces économiques potentielles de la province, sans le soutien maximum de l'industrie provinciale, nous ne pourrions pas atteindre dans notre pays cet essor général de la construction économique dont parlait Lénine. Sans une liaison étroite entre les intérêts et les avantages du centre et ceux de la province, nous ne pourrions résoudre le problème du développement de l'initiative locale, le problème de l'essor économique général, le problème de l'industrialisation rapide de notre pays ;

2° Autrefois, nous avions une surproduction de combustible ; actuellement, nous avons à envisager une crise du combustible, parce que notre industrie croît plus rapidement que notre production de combustible. Nous nous approchons du niveau où se trouvait la Russie pendant le régime bourgeois, lorsque le combustible était insuffisant et que nous étions obligés d'en importer. En d'autres termes, la production du combustible ne correspond pas aux besoins de l'industrie. C'est pourquoi nous devons

tendre au développement de cette production, à l'amélioration de sa technique, afin qu'elle puisse atteindre le niveau du développement général de l'industrie ;

3° Il existe un certain déséquilibre entre la quantité de métal dont nous disposons et la balance générale de notre économie. Si l'on calcule la demande minimum de métal et les possibilités maxima de production du métal, on constate qu'il nous manque du métal pour plusieurs dizaines de millions de roubles. C'est là un obstacle au développement de notre économie, et spécialement de notre industrie. C'est pourquoi nous devons consacrer à ce fait une attention toute particulière. Comme le métal est la base la plus importante de notre industrie, sa production doit être en harmonie avec le développement de l'industrie et des transports ;

4° Il existe également un certain déséquilibre entre le nombre des ouvriers qualifiés et l'état général de notre industrie. Le besoin d'ouvriers qualifiés s'élève, en 1925/26, pour toute l'industrie, à 433.000 ouvriers et nous ne pouvons satisfaire qu'un quart de ce besoin.

Il faut également signaler que les besoins de matériel roulant sont extrêmement considérables. La demande de moyens de transport est si grande que nous serons forcés, l'année prochaine, de réclamer de nos locomotives et wagons non pas seulement 100, mais 120 à 130 % de leur capacité de rendement. Le capital de base du commissariat des Voies de communication sera mis extraordinairement à contribution et nous pourrions nous trouver, à bref délai, devant une catastrophe, si nous ne prenions pas des mesures énergiques.

QUELQUES QUESTIONS COMMERCIALES

Permettez-moi maintenant de passer au commerce. Les chiffres montrent que, dans ce domaine, comme dans celui de l'industrie, l'Etat prend de plus en plus le dessus sur le capitaliste privé.

Avant la guerre, le chiffre d'affaires total du commerce intérieur était de 20 milliards de roubles; en 1923/24, il était de 10 milliards (51 %) et, en 1924/25, de 14 milliards (71 %). Il y a donc un progrès incontestable sur l'année 1923/24. La part de l'Etat dans ce chiffre d'affaires s'élevait, en 1923/24, à 45 % celle des coopératives à 19 % et celle du capital privé à 35 %. En 1924/25, nous avons les chiffres suivants : Etat 50 %, coopératives 24,7 %, capital privé 24,9 %. Donc : fléchissement de la part du capital privé, accroissement de la part de l'Etat et des coopératives. Si nous partageons le chiffre d'affaires entre le grand et le petit commerce, nous voyons la même tendance.

Dans le commerce de gros, la part de l'Etat dans le chiffre d'affaires total passe de 62 % en 1923/24, à 68,9 en 1924/25. Celle des coopératives augmente pendant la même période de 15 à 19 %, tandis que celle du capital privé tombe de 21 à 11 %. Dans le commerce de détail, nous avons pour les deux années en question les chiffres suivants : part de l'Etat, 16 et 23 %, part des coopératives, 25,9 et 32,9 %, part du commerce privé, 57 et 44,3 %. Nous avons donc, dans le commerce de détail, franchi la passe critique. L'année dernière, le capital privé avait encore la prépondérance; cette année, elle est passée du côté du commerce de l'Etat et des coopératives.

Les chiffres suivants de l'année économique 1924/25 sont significatifs pour l'importance croissante du commerce de l'Etat et des coopératives en matières premières et en céréales : graines oléagineuses 65 %, lin 94 %, coton près de 100 %. Pour le blé, les chiffres étaient de 75 % en 1923/24 et de 70 % en 1924/25. Nous remarquons ici un certain recul. Mais, en général, la croissance de l'élément étatique et coopératif est indiscutable aussi bien dans le grand que dans le petit commerce.

Le fait que la part du commerce étatique dans l'approvisionnement en blé, quoique supérieure à celle du commerce privé, a diminué comparativement à l'année dernière, montre que nous avons commis une erreur dans ce domaine. La responsabilité de cette erreur de calcul incombe non seulement aux organes soviétistes, mais aussi au Comité central du parti, ce dernier étant responsable de tout ce qui se passe dans nos organes d'Etat. Cette erreur vient de ce qu'en établissant nos plans, nous n'avons pas

tenu compte du fait que l'état du marché, les conditions de l'approvisionnement en blé ne sont pas tout à fait les mêmes cette année que l'année dernière. Cette année est la première où nous soyons allés sur le marché des grains sans pression administrative et avec le minimum de pression fiscale ; c'est la première fois que le paysan et le représentant du gouvernement ont été face à face sur le marché sur un pied d'égalité. Or, c'est ce dont nos organes du plan économique n'ont pas tenu compte lorsqu'ils se proposaient de se procurer, avant le 1^{er} janvier 1926, 70 % de la quantité de blé nécessaire. Nous n'avons pas tenu compte du fait que le paysan, lui aussi, sait manœuvrer, qu'il garde sa principale marchandise, le froment, dans l'attente d'une hausse des prix, et qu'il préfère, entre temps, apporter sur le marché des céréales de valeur moindre. Nous n'avons pas envisagé tout cela. Par suite, le plan d'approvisionnement en blé a dû être révisé, et le plan d'exportation du blé, aussi bien que celui de nos importations, ont dû être limités en conséquence. Le nouveau plan d'importation et d'exportation, qui d'ailleurs n'est pas encore établi définitivement, prévoit un solde actif de 100 millions.

LES CLASSES, LEUR ACTIVITÉ, LEURS RAPPORTS

Le rétablissement de la situation économique du pays a pour conséquence une amélioration de la situation matérielle de la population, surtout de la classe ouvrière. Le déclassé de la classe ouvrière est déjà du domaine de l'histoire. Son rétablissement et sa croissance marchent à une allure rapide. Quelques chiffres : au 1^{er} avril 1924, dans toutes les branches de l'industrie (y compris la petite industrie, l'industrie saisonnière et l'agriculture), nous avons, d'après les calculs du commissariat du Travail, 5 millions d'ouvriers, dont 1 million de journaliers agricoles et 700.000 chômeurs. Au 1^{er} octobre 1925, nous comptons déjà plus de 7 millions de travailleurs salariés, dont 1.200.000 journaliers agricoles et 715.000 chômeurs. La croissance numérique de notre classe ouvrière est donc indiscutable.

Le salaire mensuel moyen des ouvriers calculé en roubles-marchandise était, au 1^{er} avril 1924, de 35 roubles, soit 62 % du salaire d'avant-guerre; en septembre 1925, de 50 roubles, soit 95 % du salaire d'avant-guerre. Il y a même des branches de l'industrie où le salaire a dépassé le niveau d'avant-guerre.

Le salaire réel moyen était, en avril 1924, de 0,88 rouble par jour ; en septembre, de 1 rouble 25. La valeur moyenne de la production journalière d'un ouvrier, calculée aux prix d'avant-guerre, s'élevait, en avril 1924, à 4 rbl. 18, en 1925, à 6 rbl. 14, soit 85 % de celle d'avant-guerre. Si l'on considère le rapport entre le salaire et le rendement du travail, on voit que l'élévation des salaires marche de pair avec l'augmentation du rendement du travail. En juin et en juillet, nous constatons cependant, malgré la nouvelle augmentation des salaires, une progression moindre du rendement du travail. Cela s'explique en partie par les congrès, en partie par l'apparition dans les fabriques de nouvelles couches semi-rurales.

Le fonds des salaires s'élevait, pour l'industrie seulement, en 1923-24, à 808 millions ; en 1924-25, à 1.200 millions; en 1925-26, il est évalué à 1.700 millions de roubles.

Je ne parlerai pas du but auquel est destiné le fonds d'assurance sociale, car c'est une chose connue. Je me bornerai à citer quelques chiffres pour montrer combien l'Etat prolétarien fait pour l'assurance. Le nombre total des assurés, qui était de 6.700.000 en 1924-25, s'élèvera à 7 millions en 1925-26. La moyenne de la prime d'assurance représentait, en 1924-25, 14,6 % du total des salaires ; pour 1925-26, elle est évaluée à 13,84 %. En chiffres absolus, 422 millions ont été affectés à cet effet en 1924-1925, et 588 millions seront probablement dépensés en 1925-1926. Sur les sommes qui avaient été fixées pour l'année dernière, 71 millions sont restés disponibles dans les caisses de l'assurance sociale.

L'augmentation de la production agricole a naturellement contribué à l'amélioration de la situation matérielle de la classe paysanne. Des renseignements fournis par nos organes économiques, il ressort que la consommation personnelle de la population paysanne a augmenté plus rapidement que celle de la population urbaine. Le paysan commence à mieux se nourrir et dépense plus pour ses besoins que l'année dernière.

A cela, il faut ajouter l'aide que l'Etat prolétarien apporte aux paysans pauvres et aux victimes de la mauvaise récolte. Le commissariat des Finances évalue cette aide financière, pour l'année économique 1924-25, à environ 100 millions de roubles.

Les secours accordés aux victimes de la mauvaise récolte de 1924 s'étendirent à une population de plus de 7 millions d'habitants. Au total, on distribua de 108 à 110 millions de roubles. De plus, on créa un fonds de 77 millions pour combattre la sécheresse. Ce tableau montre l'aide accordée par l'Etat prolétarien aux couches pauvres de la classe paysanne, aide naturellement insuffisante, mais cependant assez importante pour être signalée ici.

Quelques mots sur la recrudescence d'activité des masses. Le fait fondamental de notre situation politique intérieure est que l'amélioration de la situation matérielle des ouvriers et des paysans a eu pour effet d'augmenter considérablement leur activité politique. Nous entrons dans une période d'activité intense de tous les groupes sociaux et de toutes les classes, non seulement de la classe ouvrière et de la classe paysanne, mais aussi de la nouvelle bourgeoisie urbaine et rurale et de ses représentants intellectuels. C'est ce qui a déterminé, dans notre politique, le revirement exprimé par les résolutions de la XIV^e conférence du parti. Intensification de l'activité des soviets, des coopératives, des syndicats, aide matérielle aux paysans pauvres, alliance avec les paysans moyens, liquidation des survivances du communisme de guerre, telles sont les nouvelles directives de la politique du parti dans les villages. Vous savez quelle était chez nous la situation dans les campagnes à la fin de l'année dernière et au commencement de cette année : le mécontentement général de la classe paysanne croissait ; il y eut même en certains endroits des tentatives d'insurrection. Je me bornerai à rappeler la révolte de la Géorgie et toute une série de vengeances exercées contre des présidents de comités exécutifs cantonaux et des secrétaires de cellules rurales. Tels sont les faits qui ont déterminé la nouvelle orientation de la politique du parti à la campagne.

L'expérience dont nous disposons a d'ailleurs montré que cette nouvelle politique était complètement justifiée.

TROIS MOTS D'ORDRE DE LÉNINE SUR LA QUESTION PAYSANNE

Avons-nous bien agi en nous orientant sur les paysans moyens ? Quelle est la base doctrinale de cette nouvelle politique ? Y a-t-il quelques instructions de Lénine à ce sujet ?

Le II^e congrès de l'Internationale communiste a adopté, sur la question paysanne, une résolution déclarant qu'à l'époque de la lutte pour la prise du pouvoir, seuls les paysans pauvres peuvent être des alliés pour le prolétariat, et que les paysans moyens ne peuvent être que neutralisés. Est-ce vrai ? Oui, c'est vrai. Lénine écrivit cette résolution pour les partis qui se trouvent à la veille de la prise du pouvoir. Mais, maintenant, nous sommes arrivés au pouvoir. Là, est la différence. Dans la question paysanne, dans la question de l'alliance entre les ouvriers et les paysans, le léninisme connaît trois mots d'ordre principaux, correspondant à trois périodes différentes de la révolution. Ce qu'il faut, c'est saisir exactement la transition du premier mot d'ordre au deuxième et du deuxième au troisième.

Autrefois, lorsque nous allions à la révolution bourgeoise, lorsque nous, bolcheviks, nous esquissons pour la première fois notre tactique à l'égard de la classe paysanne, Lénine disait : « Alliance avec toute la classe paysanne contre le tsar et les propriétaires fonciers et neutralisation de la bourgeoisie libérale ». C'est avec ce mot d'ordre que nous sommes entrés dans la révolution bourgeoise et que nous avons vaincu. C'était la première étape de notre révolution.

Plus tard, lorsque nous arrivâmes à la deuxième étape, la révolution d'Octobre, Lénine lança un nouveau mot d'ordre répondant à la nouvelle situation : « Alliance avec la petite paysannerie contre la bourgeoisie, neutralisation de la paysannerie moyenne ». Ce mot d'ordre est nécessaire pour les partis communistes qui sont à la veille de conquérir le pouvoir. Même lorsqu'ils ont déjà conquis le pouvoir, mais ne l'ont pas encore consolidé, ils ne peuvent plus compter sur l'alliance avec les paysans moyens.

Le paysan moyen est un homme de calcul, qui regarde d'abord quel sera le vainqueur, qui attend et ne conclut une alliance avec nous que lorsque nous sommes définitivement maîtres de la situation et que nous avons chassé les propriétaires fonciers et les bourgeois. C'est pourquoi, dans la deuxième période de notre révolution, nous n'appliquâmes plus le mot d'ordre de l'alliance des ouvriers avec *toute* la classe paysanne, mais celui de l'alliance du prolétariat avec la petite paysannerie.

Et après ? Après, lorsque notre pouvoir fut suffisamment consolidé, que les attaques des capitalistes furent repoussées et que nous fûmes entrés dans l'époque de l'édification socialiste, Lénine nous donna le troisième mot d'ordre : « Alliance du prolétariat et de la petite paysannerie avec la moyenne paysannerie ». C'est le seul mot d'ordre juste correspondant à la nouvelle période de la révolution. Il est juste non seulement parce que, maintenant déjà, nous pouvons compter sur cette alliance, mais aussi parce que, dans l'édification du socialisme, nous devons collaborer avec des dizaines de millions d'habitants des villages. Cette collaboration est indispensable à la construction du socialisme. Le socialisme n'embrasse pas que les villes. Le socialisme est une organisation économique qui unit l'industrie et l'agriculture sur la base de la socialisation des moyens de production. Sans l'union de ces deux territoires économiques, le socialisme est impossible.

Ce qu'a dit Lénine au II^e congrès de l'Internationale communiste est absolument exact, car, dans une période de lutte pour le pouvoir ou dans une période où le pouvoir conquis n'est pas encore consolidé, on ne peut compter que sur l'alliance de la petite paysannerie et la neutralisation des paysans moyens. Mais quand on a conquis et consolide le pouvoir, quand on a commencé la construction et qu'on doit opérer avec des dizaines de millions d'hommes, l'alliance du prolétariat et de la petite paysannerie moyenne est le seul mot d'ordre juste.

Ce passage de l'ancien mot d'ordre : « Alliance du prolétariat avec la petite paysannerie et neutralisation des paysans moyens » au mot d'ordre : « Alliance avec les paysans moyens » fut exécuté au VIII^e congrès de notre parti. Permettez-moi de citer un passage du discours d'ouverture de Lénine :

Les meilleurs représentants du socialisme de l'ancien temps, à l'époque où ils croyaient encore à la révolution et la préparaient théoriquement, parlaient de la neutralisation de la classe paysanne, c'est-à-dire de la transformation de la classe paysanne moyenne en une couche sociale qui, si elle ne soutenait pas activement la révolution du prolétariat, ne nous gênerait pas du moins dans notre travail. Cette position du problème, abstraite et théorique, est tout à fait claire pour nous, mais insuffisante. Nous sommes entrés dans un stade de la construction socialiste où il est nécessaire, en nous basant sur l'expérience de notre travail à la campagne, d'élaborer concrètement et en détail les règles principales d'une politique tendant à établir une alliance étroite avec la paysannerie moyenne.

Telle est, dans la période historique actuelle, la base théorique de la politique du parti, politique fondée sur une alliance solide avec le paysan moyen.

Que ceux qui cherchent, en s'appuyant sur la résolution du II^e congrès de l'I.C., à réfuter les paroles précitées de Lénine le disent ouvertement.

C'est ainsi que se pose la question au point de vue théorique. Lénine avait trois mots d'ordre différents pour la politique paysanne du parti : l'un pour la période de la révolution bourgeoise, le second pour la période de la révolution d'Octobre et le troisième pour la période consécutive à la consolidation du pouvoir soviétiste. Celui qui pense remplacer ces trois mots d'ordre par un mot d'ordre commun commet une lourde erreur.

Maintenant, si l'on aborde la question pratiquement, il est clair qu'après avoir fait la révolution d'Octobre, chassé les propriétaires fonciers et distribué la terre entre les paysans, nous avons plus ou moins nivelé la Russie et que le paysan moyen, malgré la différenciation des couches rurales, constitue encore la majorité de la population campagnarde.

Cette différenciation est inévitable sous la Nep. Mais elle se poursuit lentement. J'ai lu tout dernièrement un manuel édité sous la responsabilité de la section d'Agitprop du C. C. et un autre publié, si je ne me trompe, par la section d'Agitprop de Léninegrad. A en croire ces manuels, la proportion des paysans pauvres était, sous le tsar, de 60 % environ, tandis que maintenant elle est de 75 % ; celle des koulaks était de 5 %, alors que maintenant elle est de 8 à 12 % ; quant aux paysans moyens, ils étaient plus nombreux autrefois que maintenant. Je ne voudrais pas être brutal, mais donner de tels chiffres, c'est faire œuvre de contre-révolutionnaire. Comment un homme pensant en marxiste peut-il dire de telles choses, et qui plus est, les imprimer dans une brochure du parti ? Sous le tsar, la propriété privée de la terre existait et le gouvernement accentuait autant que possible la différenciation de la population rurale. Mais, dans notre régime prolétarien, la propriété privée de la terre est supprimée et nous pratiquons une politique de crédit et de coopération défavorable à la différenciation. Comment se pourrait-il, dans ces conditions, qu'il se soit produit chez nous une différenciation plus grande que sous le tsar, qu'il y ait beaucoup plus de koulaks et de paysans pauvres qu'autrefois ? Comment des gens qui s'intitulent marxistes peuvent-ils dire de telles absurdités ?

Il est également absurde de dire, comme l'a fait la Direction centrale de statistique, qui s'est d'ailleurs rectifiée elle-même, que les paysans aisés détiennent 61 % des excédents de marchandises, les paysans moyens 39 % et les paysans pauvres rien du tout.

Maintenant que nous avons nivelé la campagne grâce à la révolution agraire, maintenant que les paysans moyens constituent, malgré la différenciation, la majorité de la population rurale et que notre travail d'édification socialiste exige la collaboration de la masse fondamentale de la paysannerie, la politique de l'alliance avec les paysans moyens est la seule politique juste.

Voici comment Lénine formulait nos tâches lorsque, dans son projet de brochure sur l'impôt alimentaire, il motivait la nouvelle politique économique :

Maintenant, le principal, c'est l'augmentation de la production... partant, l'orientation sur le paysan moyen... Le paysan travailleur est le facteur capital de notre essor économique...

Cette pensée de Lénine est à la base de toutes les concessions à la classe paysanne décidées à la XIV^e conférence de notre parti, au mois d'avril dernier.

Quel est le rapport entre la résolution de la conférence d'avril et la résolution sur le travail parmi les paysans pauvres que le Comité central a adoptée à l'unanimité en octobre, en même temps que les résolutions de la XIV^e conférence ?

La tâche principale devant laquelle nous nous sommes trouvés à la séance plénière d'octobre du Comité central était de maintenir solidement la politique d'alliance avec les paysans moyens, décidée par nous à la conférence d'avril. C'était nécessaire, car un certain nombre de camarades prétendaient que cette politique était fautive, inacceptable, contraire aux intérêts de la petite paysannerie. La question des paysans pauvres représentait-elle quelque chose de nouveau pour nous lorsque se tint, en octobre, la séance plénière du Comité central ? Certes non. Tant qu'il existera des paysans pauvres, nous devons maintenir notre alliance avec eux. Nous le savions déjà en 1903, année où parut la brochure de Lénine intitulée *Aux paysans pauvres*. En tant que marxistes, en tant que communistes, nous devons nous appuyer sur les éléments pauvres de la paysannerie. En effet, sur quels autres éléments pourrions-nous nous appuyer ? Cette question n'était donc pas nouvelle ; elle ne contenait et ne pouvait rien contenir de nouveau pour nous, ni en avril, ni en octobre, ni à la conférence du parti, ni à la séance plénière du Comité central. Si, cependant, la question de la petite paysannerie a surgi, c'est à la suite de l'expérience que nous avons recueillie au cours des dernières élections aux soviets.

Que s'est-il passé ? Les soviets vivaient d'une vie nouvelle, plus intense. On commençait à appliquer la démocratie soviétiste. Mais pour qui ? La démocratie soviétiste c'est, en effet, la direction de la classe ouvrière. Aucune démocratie ne peut être qualifiée de démocratie véritablement soviétiste,

véritablement prolétarienne, si elle n'est pas dirigée par le prolétariat et son parti. Mais que signifie la démocratie soviétiste sous la conduite du prolétariat ? Cela signifie que le prolétariat doit avoir ses représentants au village. Quels doivent être ces représentants ? Des représentants de la petite paysannerie. Et dans quelle situation se trouvait la petite paysannerie quand nous avons intensifié la vie des soviets ? Dans un état de décadence, de décomposition. Certains éléments de la petite paysannerie, et même certains communistes, considéraient que la renonciation à la politique de pression et de violence contre le koulak était une trahison à l'égard de la petite paysannerie. Et au lieu de mener une lutte organisée contre les koulaks, ils pleurnichaient et se lamentaient.

Que fallait-il faire pour combattre cet état d'esprit ? Il fallait d'abord exécuter la tâche fixée par la XIV^e conférence du parti, c'est-à-dire préciser les conditions, les modes et l'importance de l'aide matérielle à accorder aux paysans pauvres. Il fallait ensuite poser le mot d'ordre de l'organisation de fractions ou groupes spéciaux de paysans pauvres destinés à mener une lutte politique ouverte pour gagner le paysan moyen et isoler le koulak au moment des élections aux soviets, à la coopération, etc. C'est ce qu'a fait Molotov dans ses thèses sur le travail parmi la petite paysannerie, thèses représentant le résultat de ses trois mois de travail au sein de la commission paysanne du C. C. et adoptées à l'unanimité par le Comité central à sa séance plénière d'octobre.

Ainsi, la résolution de la séance plénière d'octobre est la suite logique de la résolution de la XIV^e conférence nationale.

On devait donc d'abord poser concrètement la question de l'aide à accorder à la petite paysannerie et, deuxièmement, lancer le mot d'ordre de l'organisation de groupes de paysans pauvres.

Ce mot d'ordre était nécessaire pour mettre fin à l'état de dispersion de la petite paysannerie et permettre à cette dernière de s'organiser, avec l'aide du parti, en une force politique indépendante, capable d'aider le prolétariat dans la lutte qu'il mène pour triompher du koulak et gagner entièrement à sa cause la paysannerie moyenne.

La petite paysannerie est encore imprégnée de la mentalité du communisme de guerre. Elle compte sur la Guépéou (police politique), sur les organes de l'Etat, sur tout, sauf sur elle-même et ses propres forces. Or, il faut mettre fin à cette passivité, à cet esprit de paresse. Il faut amener les paysans pauvres à s'organiser avec l'aide du parti communiste et de l'Etat et leur apprendre à lutter contre les koulaks dans les soviets, dans la coopération, dans les comités paysans et dans tous les domaines de la vie publique, et cela non pas au moyen de requêtes à la Guépéou, mais au moyen d'une lutte politique organisée. Ce n'est qu'ainsi que la petite paysannerie peut être fortifiée, organisée et devenir un soutien actif du prolétariat.

C'est pourquoi il était nécessaire de poser en octobre la question des paysans pauvres.

Deux dangers et deux déviations dans la question paysanne

La question paysanne a donné lieu dans notre parti à deux déviations qui consistent, l'une à sous-estimer le danger koulak, l'autre à l'exagérer et à sous-estimer le rôle du paysan moyen.

Je ne veux pas dire que ces deux déviations représentent pour nous un danger mortel. Mais il est nécessaire de les combattre à temps avant qu'elles n'entraînent des conséquences graves.

En ce qui concerne la première déviation, elle était inévitable, car le développement de notre vie économique entraîne une certaine recrudescence du capitalisme, qui devait, à son tour, entraîner une certaine confusion dans notre parti. D'autre part, ce développement provoque une lutte entre l'industrie socialiste et le capital privé.

Lequel des deux vaincra l'autre ? La prépondérance est actuellement du côté de l'élément socialiste. Mais c'est un fait que l'élément koulak se développe et que nous ne l'avons encore pas battu économiquement. Le koulak rassemble ses forces, et ne pas le remarquer, croire que le koulak n'est qu'un épouvantail, c'est nuire au parti, c'est le désarmer dans sa lutte contre le koulak, contre le capitalisme, car le koulak n'est autre chose que l'agent du capitalisme au village.

On parle de Bogouchevsky. Certes, il a tendance à sous-estimer le danger koulak. Mais il n'est pas pour le koulak, sinon il faudrait le chasser de notre parti. Or, jusqu'à présent, personne, autant que je sache, n'a réclamé son exclusion. La tendance qui consiste à sous-estimer le danger koulak, qui empêche le parti d'être toujours prêt à lutter contre les éléments capitalistes a été formellement condamnée par une décision du Comité central.

Mais il existe une autre déviation qui consiste, au contraire, à surestimer le danger koulak. Chose étrange ! On a introduit la Nep, sachant que la Nep représente un certain rétablissement du capitalisme et, par conséquent, la réapparition du koulak. Et à peine le koulak est-il là qu'on tombe dans la panique et qu'on perd la tête au point d'oublier complètement le paysan moyen. Cependant, notre tâche principale au village consiste actuellement à lutter pour conquérir le paysan moyen, pour le séparer du koulak, pour isoler ce dernier en s'alliant fortement à la classe paysanne moyenne. C'est ce qu'oublient les camarades pris actuellement de panique devant le danger koulak.

La première déviation consiste à sous-estimer le rôle du koulak et principalement de l'élément capitaliste au village. Elle part du point de vue que le développement de la Nep ne conduit pas au rétablissement des éléments capitalistes au village; que le koulak et, en général, les éléments capitalistes, sont en voie de disparition ou, plus exactement, ont disparu; qu'au village il n'y a aucune différenciation sociale, que le koulak n'est qu'un spectre du passé, un épouvantail et rien de plus. Où conduit cette déviation ? Elle conduit, en réalité, à la négation de la lutte de classe au village.

La deuxième déviation consiste à exagérer le rôle du koulak, et principalement des éléments capitalistes au village, à se laisser aller à une terreur panique, à nier que l'alliance du prolétariat et de la petite paysannerie avec les paysans soit possible et conforme à nos intérêts.

Elle part du point de vue que le capitalisme est en train de se rétablir à la campagne, que ce rétablissement du capitalisme est un processus tout-puissant qui touche jusqu'à la coopération, que, par suite, la différenciation doit croître incessamment et que les groupes extrêmes, c'est-à-dire les koulaks et la petite paysannerie, se renforcent de jour en jour et que les groupes moyens, c'est-à-dire la paysannerie moyenne, doivent s'affaiblir de plus en plus et disparaître progressivement.

Pratiquement, cette déviation conduit au déchaînement de la lutte de classe au village, au retour à la politique du communisme de guerre, donc à la proclamation de la guerre civile dans notre pays et, ainsi, à la destruction de tout notre travail de construction et, enfin, à la négation du plan coopératif de Lénine, qui consiste à inclure l'économie paysanne dans le système de construction socialiste.

De ces deux déviations, quelle est la pire ? Elles sont mauvaises toutes les deux. Si on les laisse se développer, elles sont capables de décomposer et de ruiner le parti. Par bonheur, il y a dans notre parti des forces capables de les étouffer dans le germe. (*Applaudissements.*) Ces deux déviations sont également pernicieuses et l'on ne saurait déterminer laquelle est la plus dangereuse. Mais on peut poser la question d'un autre point de vue. Contre laquelle de ces deux déviations le parti est-il le mieux préparé à lutter ? C'est ainsi que l'on doit poser pratiquement la question. Si l'on demande aux communistes à quoi le parti est le mieux préparé : à frapper le koulak ou à s'en abstenir et à s'allier avec le paysan moyen, je crois que 99 % répondront que le parti est mieux préparé à frapper le koulak. Mais en ce qui concerne l'autre tâche : suivre non pas la politique de violence à l'égard du koulak, mais celle, beaucoup plus compliquée, d'isolement du koulak par l'alliance avec le paysan moyen, elle est beaucoup plus difficile. C'est pourquoi je crois que le parti doit, tout en combattant les deux déviations, concentrer son feu principalement sur la seconde. Même en torturant le marxisme ou le

léninisme, on n'arrivera jamais à dissimuler le fait que le koulak constitue un danger. Mais le principe de la nécessité d'une alliance avec le paysan moyen, que Lénine parle de neutraliser dans la résolution du II^e congrès mondial, peut toujours être obscurci, délayé par des phrases sur le léninisme et le marxisme. Il y a ici un riche terrain pour les citations, pour ceux qui veulent tromper le parti, lui cacher la vérité. Il est possible ici de se livrer à diverses manipulations avec le marxisme, et c'est justement pour cela que le feu doit être concentré contre la deuxième déviation.

Je laisserai de côté quelques questions concernant l'appareil de l'Etat, qui manifeste une tendance à se soustraire à la direction du parti, ce à quoi il ne réussira pas. Je ne parlerai pas du bureaucratisme de cet appareil, car mon rapport est déjà très long. D'ailleurs, ces questions ne sont nouvelles pour personne dans le parti.

Les tâches du parti

Je vais examiner maintenant les tâches du parti en matière de politique intérieure.

En ce qui concerne le développement de l'ensemble de l'économie nationale, nos tâches consistent :

- a) A augmenter la production du pays
- b) A faire de notre pays essentiellement agricole un pays industriel
- c) A assurer la victoire des éléments socialistes sur les éléments capitalistes dans l'économie nationale
- d) A assurer l'indépendance nécessaire à l'économie nationale de l'U. R. S. S., encerclée par le capitalisme
- e) A augmenter, dans le budget de l'Etat, la proportion des recettes ne provenant pas des impôts.

Dans l'industrie et l'agriculture, nous avons à accomplir les tâches suivantes :

- a) Développer notre industrie socialiste par l'élévation de notre niveau technique, l'augmentation du rendement du travail, la réduction des prix de revient et l'accélération du roulement du capital ;
- b) Amener la production du combustible et des métaux, ainsi que le rendement des transports par chemins de fer, au niveau des besoins croissants de l'industrie et du pays ;
- c) Développer l'industrie soviétiste locale ;
- d) Elever le rendement du sol, le niveau technique de l'agriculture, développer les cultures industrielles, industrialiser l'agriculture ;
- e) Intégrer les économies paysannes dispersées à l'ensemble de l'économie socialiste au moyen de la coopération et de l'élévation du niveau culturel de la paysannerie.

Notre politique commerciale exige de nous l'accomplissement des tâches suivantes :

- a) Extension et amélioration du système de répartition des marchandises (coopératives, commerce d'Etat) ;
- b) Accélération maximum de la circulation des marchandises ;
- c) Réduction des prix de détail, augmentation de la prépondérance du commerce étatique et coopératif sur le commerce privé ;
- d) Création d'un front unique de tous les organes d'approvisionnement ;
- e) Développement du commerce extérieur de façon à obtenir une balance commerciale active et, partant, une balance des comptes active, garantie nécessaire contre l'inflation.

Dans l'établissement de notre plan économique, nous devons, avant tout, viser à l'accumulation des réserves nécessaires. A ce propos, deux mots sur une de nos sources de recettes, la vodka. D'aucuns s'imaginent que l'on peut construire l'édifice du socialisme en gants de soirée. C'est une erreur

grossière. Du moment que nous n'obtenons pas d'emprunts, que nous sommes pauvres en capitaux, du moment que nous ne pouvons nous laisser asservir par les capitalistes d'Occident et accepter les conditions assujettissantes qu'ils nous proposent — et que nous avons d'ailleurs repoussées — il ne nous reste plus qu'à chercher des sources de revenus dans un autre domaine. Ce sera mieux, malgré tout, que de nous laisser mettre en tutelle. Il faut choisir entre l'asservissement et la vodka, et penser que l'on peut construire le socialisme en gants de soirée, c'est se tromper lourdement.

Au point de vue des rapports entre les classes, nous avons à accomplir les tâches suivantes :

- a) Lutte pour le renforcement de l'alliance du prolétariat et de la petite paysannerie avec le paysan moyen ;
- b) Lutte pour l'hégémonie du prolétariat dans cette alliance ;
- c) Isolement politique et économique du koulak et des capitalistes urbains.

Sur le terrain de la construction soviétiste, il faut mener une lutte énergique contre le bureaucratisme, en faisant participer à cette lutte les larges masses ouvrières.

Je voudrais dire quelques mots de la nouvelle bourgeoisie et de la tendance des « Nouveaux Jalons ». Cette tendance est l'idéologie de la nouvelle bourgeoisie qui se constitue lentement et s'unit aux koulaks et à une partie des intellectuels. La nouvelle bourgeoisie a créé une nouvelle idéologie, reposant sur le principe suivant : le parti communiste doit dégénérer et la bourgeoisie se consolider, les bolcheviks s'engagent peu à peu dans la voie de la république démocratique et, un beau jour, grâce à l'aide d'un Napoléon quelconque, sorti des rangs des fonctionnaires militaires ou civils, ils se réveilleront dans une république bourgeoise ordinaire.

Telle est cette idéologie erronée qui tend à abuser non seulement les intellectuels, mais aussi certains milieux qui nous touchent de près. Je n'ai pas besoin de réfuter ici la sotte affirmation de « dégénérescence » de notre parti. Notre parti ne dégénère pas et ne dégénérera pas, car il est suffisamment trempé pour ne pas dégénérer. (*Applaudissements.*)

Nos cadres, aussi bien les jeunes que les vieux, se développent constamment au point de vue idéologique. C'est une chance pour nous d'être arrivés à éditer quelques œuvres de Lénine. Maintenant, on les lit, on les étudie, on commence à les comprendre. Non seulement les chefs, mais aussi les militants moyens du parti, commencent à comprendre le léninisme.

C'est là une des principales garanties que notre parti ne déviera pas de la voie du léninisme. (*Tonnerre d'applaudissements.*) Si, malgré tout, j'ai parlé de ces idéologues bourgeois, ce n'est que pour répondre en deux mots à tous ceux qui comptent sur une dégénérescence de notre parti et de notre Comité central. L'auteur de l'idéologie en question est Oustrialov. Il est employé dans notre service des transports; on dit qu'il travaille bien. S'il travaille bien, il peut rêver tant qu'il voudra de la dégénérescence de notre parti. Le rêve n'est pas défendu chez nous. Mais qu'il sache bien que, tout en rêvant de notre dégénérescence, il doit œuvrer pour notre parti bolchevik ; autrement, il pourrait lui arriver malheur. (*Applaudissements.*)

III - Le parti

J'ai laissé pour la fin de mon rapport les questions concernant le parti, non pas que je considère ce dernier comme un facteur moins important de notre développement, mais, au contraire, parce que je le regarde comme son facteur le plus important.

J'ai parlé des succès de la dictature du prolétariat dans la politique intérieure et extérieure, dans les conditions d'encerclement capitaliste et dans la construction socialiste à l'intérieur du pays. Ces succès auraient été impossibles, si notre parti n'avait pas été à la hauteur de sa tâche, s'il n'avait pas grandi, s'il

ne s'était pas fortifié. L'importance du parti, en tant que force directrice dans le pays, est incommensurable. La dictature du prolétariat ne peut pas exister sans le parti et sa direction. Sans la direction du parti, la dictature du prolétariat serait impossible aujourd'hui, avec l'encerclement capitaliste. Chaque ébranlement, chaque affaiblissement du parti est un ébranlement, un affaiblissement de la dictature du prolétariat. C'est ce qui explique que la bourgeoisie de tous les pays ne peut parler qu'en termes furibonds de notre parti.

Je ne veux pas dire par là que notre parti soit identique à l'Etat. Le parti est la force directrice de notre Etat. Mais il serait stupide d'en inférer, comme le font certains camarades, que le Bureau politique est l'organe suprême de l'Etat. C'est là une erreur qui ne peut qu'être utile à nos ennemis. Le Bureau politique est l'organe suprême, non de l'Etat, mais du parti, qui est la force directrice de l'Etat.

C'est pourquoi les questions concernant la composition, le niveau idéologique et les cadres du parti, ses capacités de direction économique et politique, son influence dans la classe ouvrière et paysanne et, enfin, sa situation intérieure, sont les questions fondamentales de notre politique.

Parlons avant tout de la composition du parti. Au 1^{er} avril 1924, le parti comptait, abstraction faite de la « promotion léninienne », 446.000 membres et stagiaires, dont 196.000 ouvriers (44 %), 128.000 paysans (28 %), 121.000 employés et autres (27 %).

Au 1^{er} juin 1925, le parti groupait déjà 911.000 membres et stagiaires, dont 534.000 ouvriers (58,6 %), 216.000 paysans (23,8 %), 160.000 employés et autres (17,6 %). Au 1^{er} novembre 1925, le nombre des membres et des stagiaires est de 1.025.000

Quel est le pourcentage de la classe ouvrière organisée dans notre parti ?

Au 1^{er} juillet 1924, l'Union Soviétique comprenait 5 millions 500.000 ouvriers, y compris les ouvriers agricoles. A la même époque, le parti englobait 390.000 ouvriers, soit 7 % de toute la classe ouvrière. Au 1^{er} juin 1925, il y avait en U.R.S.S. 6.500.000 ouvriers, dont 534.000, soit 8 %, dans le parti. Au 1^{er} octobre 1925, le parti englobait 570.000 ouvriers sur 7 millions, soit 8 %. Je signale tout cela pour montrer combien il est peu raisonnable de dire que nous devons, en un an ou deux, amener toute la classe ouvrière dans notre parti.

Examinons maintenant la proportion d'ouvriers de la grande industrie que renferme le parti communiste. Le nombre des ouvriers occupés de façon permanente dans Cette industrie s'élevait, au 1^{er} janvier 1924, à 1.605.000. Le parti comprenait alors 196.000 ouvriers, soit 12 % du total des ouvriers de la grande industrie. Mais si l'on prend les membres du parti travaillant à l'établi, on constate que leur nombre était de 83.000 au 1^{er} janvier 1924, soit 5 % de tous les travailleurs occupés dans la grande industrie.

Au 1^{er} juin 1924, la grande industrie occupait 1.780.000 ouvriers, dont 389.000, soit 21,8 %, appartenaient au parti.

Au 1^{er} janvier 1925, la grande industrie employait 1 million 845.000 ouvriers, dont 429.000, soit 23,7 % étaient membres du parti. Au 1^{er} juillet 1925, les chiffres correspondants étaient les suivants, 2.094.000 et 534.000 (25,5 %).

Ainsi, si l'accroissement du nombre des ouvriers organisés dans le parti par rapport à l'ensemble de la classe ouvrière est plus lent que la croissance de la classe ouvrière elle-même, par contre la proportion des ouvriers organisés dans le parti croît plus rapidement que le nombre des ouvriers occupés dans la grande industrie.

Pouvons-nous dès lors dire que nous devons, au cours d'une année, élever à 90 le pourcentage des ouvriers dans le parti ? Non, nous ne le pouvons pas, car nous ne sommes pas des utopistes. Si le parti

comprend 380.000 ouvriers, nous devrions, pour que le reste de son effectif (700.000 hommes) représente 10 % seulement du total, élever le nombre de nos membres à plus de 5 millions en une année. Voilà ce à quoi n'ont certainement pas pensé les camarades qui ont jeté au hasard le chiffre de 90 %.

Est-ce que l'influence de notre parti croît dans la classe ouvrière ? Il est presque superflu de le démontrer. Nous sommes un parti soigneusement sélectionné, un parti d'élite comme il n'en existe pas au monde. Ce fait seul indique que l'influence de notre parti dans les rangs de la classe ouvrière est considérable et que notre parti représente le seul parti de la classe ouvrière.

Quant à l'influence de notre parti dans les villages, elle est moins forte. Le chiffre de la population rurale adulte, entre 18 et 60 ans, s'élevait à 53 millions à l'époque du XIII^e congrès ; il se monte actuellement à plus de 54 millions. Au moment du XIII^e congrès, le nombre des communistes dans les cellules de villages était de 131.000 (0,26 %) ; il est maintenant de 202.000 (0,37 %). Je ne veux pas dire qu'il doit progresser à une rapidité vertigineuse, mais ce pourcentage des paysans dans notre parti est vraiment trop insignifiant. Notre parti est un parti ouvrier, dans lequel les ouvriers domineront toujours; c'est la conséquence de la dictature du prolétariat. Mais, d'un autre côté, il est clair que cette dictature est impossible dans une alliance avec la paysannerie qui doit fournir au parti une certaine proportion de ses meilleurs éléments pour lui permettre de prendre pied solidement à la campagne. A ce point de vue, la situation n'est donc pas très favorable.

Le niveau idéologique de notre parti s'est sensiblement élevé. Je n'en donnerai comme preuve que la discussion qui s'est déroulée l'année dernière au sujet du trotskisme. Comme on le sait, il s'agissait alors de la révision du léninisme, d'un changement de la direction du parti. Vous savez comment le parti s'y est opposé avec énergie. C'est la preuve qu'il a grandi, que ses cadres se sont fortifiés.

Nous entrons malheureusement dans une nouvelle période de discussion. Mais je suis persuadé que le parti en sortira rapidement et sans dommage aucun. Pour ne pas anticiper sur les événements et n'exciter personne, je ne parlerai ni de la façon dont les camarades de Léninegrad se sont conduits à leur conférence, ni de la réaction que cette conduite a provoquée chez les camarades de Moscou. Je pense que les délégués le feront eux-mêmes, et j'établirai le bilan dans ma conclusion.

Camarades, je termine. J'ai parlé de notre politique extérieure et des antagonismes qui minent le monde capitaliste. J'ai dit que ces antagonismes ne pouvaient être liquidés que par la révolution prolétarienne en Occident.

J'ai parlé ensuite des contradictions inhérentes aux rapports de l'U. R. S. S. avec les Etats capitalistes. J'ai dit que ces Etats s'efforceront de transformer notre pays en satellite du système capitaliste, mais que nous nous défendrons en nous appuyant sur la classe ouvrière d'Occident, dont les représentants fraternisent déjà avec nous. Mais nous ne pourrons pas vaincre par nos propres forces seulement; nous avons besoin de l'aide de la révolution prolétarienne dans toute une série de pays.

J'ai parlé en outre des conflits existant au sein de notre pays entre les éléments capitalistes et socialistes. J'ai dit que nous pourrions en arriver à bout par nos propres forces. En douter, c'est douter de la victoire du socialisme. Nous vaincrons dans cette lutte. Naturellement, plus rapidement viendra l'aide de l'Occident, mieux cela vaudra pour nous, car plus rapidement nous viendrons à bout de ces conflits, plus rapidement aussi nous éliminerons le capital privé et achèverons la victoire totale du socialisme. Mais, même sans l'aide extérieure, nous ne désespérons pas, nous n'abandonnerons pas la lutte. (*Applaudissements.*) Nous n'avons pas peur des difficultés. Que celui qui est fatigué, qui s'effraie et perd la tête devant les difficultés, cède la place à ceux qui n'ont pas perdu leur courage et leur ténacité. (*Applaudissements.*) Nous ne sommes pas de ceux qu'épouvantent les difficultés. Nous sommes bolcheviks, nous avons été à l'école de Lénine non pour éviter les difficultés, mais pour les regarder en face et les vaincre.

J'ai parlé des fautes et des succès de notre parti. Nous avons commis beaucoup de fautes en matière de commerce extérieur, d'approvisionnement en blé, ainsi que dans d'autres domaines de notre activité. Nous ne sommes pas présomptueux. Nous avons fait des fautes, mais nous avons aussi remporté des succès.

Quoi qu'il en soit, nous avons atteint un résultat que personne ne peut nous enlever. Grâce à notre travail de construction économique, grâce aux succès que nous avons obtenus, nous avons montré au monde entier que les travailleurs qui se sont emparés du pouvoir savent non seulement abattre le capitalisme, non seulement détruire, mais aussi construire la société nouvelle, le socialisme. Cette vérité nous l'avons rendue évidente, et c'est là une chose que personne ne peut nous enlever. Nous avons montré à la classe ouvrière d'Occident et aux peuples opprimés d'Orient que les ouvriers qui, jusqu'à présent, n'avaient su que travailler sous la direction de leurs maîtres, pouvaient, après avoir pris le pouvoir, administrer un grand pays et construire le socialisme, malgré toutes les difficultés.

Que faut-il aux prolétaires d'Occident pour vaincre ? Avant tout la foi en leurs propres forces et la conviction que la classe ouvrière peut vivre sans la bourgeoisie ; que la classe ouvrière est capable non seulement de détruire l'ancien monde, mais de construire le nouveau monde, le monde du socialisme. Tout le travail de la social-démocratie consiste à faire pénétrer dans l'esprit des ouvriers le doute, le scepticisme à l'égard de leurs propres forces et de leurs possibilités de victoire sur la bourgeoisie. Tout notre travail, toute notre construction tendent, au contraire, à convaincre les prolétaires de tous les pays que la classe ouvrière est capable de bâtir une société nouvelle par ses propres forces.

Les visites des délégations ouvrières dans notre pays montrent que la classe ouvrière des pays capitalistes commence, en dépit de la social-démocratie, à croire en ses propres forces et en sa capacité de construire la société nouvelle sur les ruines de l'ancienne.

C'est là un des résultats les plus précieux de notre construction socialiste. Par notre œuvre, nous avons rendu aux travailleurs des pays capitalistes la foi en leurs propres forces et en leur triomphe définitif. Nous leur avons donné une nouvelle arme contre la bourgeoisie. Qu'ils soient prêts à saisir cette arme et à s'en servir, c'est une chose évidente si l'on considère que les visites des délégations ouvrières en U. R. S. S. continuent, et même se multiplient. Quand les ouvriers des pays capitalistes auront pleinement confiance en leurs propres forces, ce sera le commencement de la fin du capitalisme et le signe le plus sûr de la victoire de la révolution prolétarienne.

C'est pourquoi je crois que nous ne travaillons pas en vain. C'est pourquoi j'ai la conviction que nous vaincrons dans le monde entier. *(Tonnerre d'applaudissements.)*

Discours de clôture

Camarades, je ne répondrai pas aux attaques personnelles, car le congrès a en mains un matériel suffisant pour connaître la vérité et pour se rendre compte des motifs de ces attaques. Je ne m'occuperai que du fond même des questions en discussion.

SOKOLNIKOV ET LA « DAWISATION » DE NOTRE PAYS

Je répondrai tout d'abord au camarade Sokolnikov, qui a déclaré dans son discours :

Staline a fausement formulé les deux lignes de notre développement économique. Il n'aurait pas dû parler de l'importation d'outillage, mais de l'importation de produits manufacturés.

Je prétends que, par cette déclaration, Sokolnikov se présente comme un partisan de la dawisation de notre pays.

Chacun sait que nous sommes actuellement obligés d'importer des moyens de production. Mais Sokolnikov transforme cette nécessité en principe, en théorie, en perspective générale de développement. C'est là son erreur. J'ai parlé dans mon rapport de deux lignes générales de notre développement économique, pour expliquer comment l'on peut assurer un développement économique indépendant à notre pays entouré de pays capitalistes. J'ai déclaré que notre ligne générale, c'était la transformation de notre pays agraire en pays industriel.

Qu'est-ce qu'un pays agraire ? C'est un pays qui exporte des produits agricoles et importe de l'outillage, étant donné qu'il ne peut pas produire lui-même cet outillage. Si nous en restons à ce stade de développement, où nous ne produisons pas nous-mêmes notre outillage, mais où nous sommes forcés de l'importer de l'étranger, il ne nous sera pas possible d'empêcher la transformation de notre pays en un appendice du système capitaliste. C'est pourquoi nous devons travailler activement à produire nous-mêmes les moyens de production dont nous avons besoin. Est-il possible que Sokolnikov ne comprenne pas cette vérité élémentaire ?

Qu'exige le plan Dawes ? Il exige que l'Allemagne tire des marchés étrangers, et particulièrement de notre marché soviétique, les sommes dont elle a particulièrement besoin pour payer les réparations. Qu'en résulte-t-il ? Il en résulte que l'Allemagne doit nous donner des moyens de production, que nous devons lui fournir en échange des produits agricoles et que, par suite, notre industrie doit se traîner à la remorque de l'économie européenne. C'est là la base du plan Dawes. Je déclarais à ce sujet dans mon rapport que le plan Dawes, dans la mesure où il concerne notre pays, est fondé sur le sable mouvant, parce que nous ne voulons pas, pour l'amour d'un autre pays, rester un pays agraire, et que nous voulons produire nous-mêmes nos machines et autres moyens de production.

Nous devons faire en sorte que cette idée de la transformation de notre pays, de pays agraire en pays industriel capable de produire lui-même l'outillage qui lui est nécessaire, inspire toute l'activité des travailleurs de nos organismes économiques. C'est là qu'est la garantie de l'indépendance économique de notre pays.

Les auteurs du plan Dawes voudraient, par exemple, que nous nous bornions à produire des étoffes. Mais c'est trop peu pour nous, car nous voulons non seulement produire des étoffes, mais aussi fabriquer les machines nécessaires à la production de ces étoffes. On voudrait que nous nous bornions à fabriquer des automobiles, mais nous voulons aussi construire les machines avec lesquelles on peut fabriquer les automobiles. C'est là qu'est la différence entre nos deux lignes générales de développement, et c'est ce que ne veut pas comprendre Sokolnikov. Renoncer à cette politique, c'est renoncer à la construction socialiste, c'est œuvrer en faveur de la dawisation de notre pays.

KAMENEV ET NOS CONCESSIONS AUX PAYSANS

Le camarade Kaménev a déclaré que, par les décisions que nous avons adoptées à la XIV^e conférence sur la politique économique, le développement de l'activité des soviets, la liquidation des survivances du communisme de guerre, la fixation de la législation sur le fermage du sol et le salariat agricole, nous avons fait des concessions, non pas à l'ensemble de la classe paysanne, mais aux koulaks et aux éléments capitalistes. Je prétends que c'est faux et que seul un libéral peut s'exprimer ainsi.

En quoi consistent les concessions que nous avons faites à la XIV^e conférence du parti ? Rentrent-elles dans le cadre de la Nep ? Incontestablement. Mais peut-être avons-nous élargi la Nep à la conférence d'avril ? S'il en est ainsi, pourquoi l'opposition a-t-elle voté les décisions de cette conférence ? En réalité, nous sommes tous contre l'extension de la Nep, cela tout le monde le sait. La Nep implique la liberté du commerce, du capitalisme privé, du salariat, et les décisions de la XIV^e conférence du parti ne sont que l'expression de la nouvelle politique économique introduite par Lénine. Lénine ne savait-il pas que la Nep serait tout d'abord exploitée par les capitalistes, les marchands et les koulaks ? Naturellement, il le savait. Mais a-t-il jamais dit qu'en adoptant la Nep nous faisons par là des concessions aux spéculateurs et aux capitalistes, et non pas à la classe paysanne ? Il ne l'a pas dit, et ne

pouvait pas le dire. Il a, au contraire, toujours déclaré que, par suite de la liberté du commerce et du capitalisme, nous faisons à la classe paysanne des concessions dans l'intérêt du maintien et du renforcement de notre alliance avec elle, étant donné que la paysannerie, dans les conditions actuelles, ne peut pas vivre sans la circulation des marchandises, sans un certain développement du capitalisme. Nous ne pouvons, actuellement, maintenir notre alliance avec la paysannerie autrement que par l'intermédiaire du commerce; c'est de cette façon seulement que nous pouvons poser les bases de l'économie socialiste. C'est ainsi, et pas autrement, que Lénine traite la question des concessions. C'est également ainsi qu'il faut traiter la question des concessions faites à la XIV^e conférence du parti. Permettez-moi de vous faire connaître l'opinion de Lénine à ce sujet. Dans son rapport aux secrétaires des cellules de Moscou sur l'impôt en nature, Lénine motive de la façon suivante l'adoption de la Nep par le parti :

Comme cette politique se concilie-t-elle avec le point de vue du communisme, et comment se fait-il que le pouvoir soviétiste facilite le développement du commerce libre ? Est-ce bien du point de vue du communisme ? Pour répondre à cette question, nous devons étudier attentivement les modifications qui se sont produites au sein de la paysannerie. Au début, nous avons vu l'ensemble de la paysannerie se dresser contre le pouvoir des propriétaires fonciers. Contre ces derniers, les paysans pauvres ont marché, aussi bien que les koulaks, quoique avec des intentions différentes : les koulaks, dans le but d'enlever la terre aux propriétaires fonciers et de développer leur propre économie. C'est là qu'est apparu l'antagonisme entre les intérêts et les aspirations des koulaks et des paysans pauvres. Les paysans pauvres ne pouvaient utiliser que dans une très faible mesure l'expropriation des terres, étant donné qu'ils ne disposaient pas du matériel nécessaire. Et nous voyons maintenant les paysans pauvres s'organiser pour empêcher les koulaks de s'emparer de la terre enlevée aux grands propriétaires fonciers. Le pouvoir des Soviets a soutenu et soutient les comités des paysans pauvres. Il en est résulté que les paysans moyens sont devenus l'élément principal dans les villages... Le bien-être des koulaks a diminué, celui des paysans pauvres a augmenté, et la majorité de la population rurale se rapproche aujourd'hui du type moyen. C'est pourquoi, si nous voulons élever la productivité de l'agriculture, nous devons compter, en première ligne, avec le paysan moyen. C'est en ce sens que le parti communiste a dû modifier sa politique. La modification de cette politique vis-à-vis de la paysannerie s'explique par la modification de la situation de la paysannerie elle-même.

Plus loin, Lénine tire cette conclusion générale :

Nous devons organiser notre économie d'Etat en l'adaptant à l'économie du paysan moyen, que nous n'avons pu transformer en trois ans et que nous ne transformerons même pas en dix ans.

En d'autres termes, nous introduisons le commerce libre, nous permettons un certain développement du capitalisme, nous introduisons la Nep pour développer nos forces productrices, pour augmenter la quantité de produits existant dans notre pays, pour renforcer notre alliance avec le paysan moyen. Cette alliance constitue la base des concessions que nous faisons dans la ligne générale de la Nep. Telle est la position de Lénine dans cette question.

Lénine savait-il alors que la Nep serait utilisée par les spéculateurs, les capitalistes et les koulaks ? Naturellement oui. Mais il ne s'ensuit pas que la Nep soit une concession aux koulaks et aux capitalistes, car la Nep, en général, et le commerce, en particulier, sont utilisés non seulement par les capitalistes et les koulaks, mais aussi par les organes de l'Etat et la coopération, car ce ne sont pas seulement les koulaks et les capitalistes qui pratiquent le commerce, mais aussi les organes de l'Etat et la coopération, qui, quand ils auront appris le commerce, arriveront à dominer peu à peu le marché et souderont ainsi notre industrie à notre agriculture.

Ainsi les concessions que nous avons faites tendent essentiellement à renforcer notre alliance avec la paysannerie. Ne pas le comprendre, c'est considérer la question non pas en léniniste, mais en vulgaire libéral.

QUI S'EST TROMPE ?

Le camarade Sokolnikov a déclaré encore :

Depuis l'automne dernier, nous avons éprouvé de nombreux revers sur le front économique, du fait que nous avons surestimé nos forces, la maturité sociale et politique de notre régime et les possibilités de l'Etat de pouvoir diriger dès aujourd'hui toute la vie économique de notre pays.

Ainsi, d'après Sokolnikov, les erreurs de calcul qui ont été commises dans la campagne d'approvisionnement en céréales et dans le domaine du commerce extérieur proviennent non pas de ce que nos organes dirigeants se sont trompés, mais tout simplement de ce qu'on a surestimé le degré de maturité de notre économie. C'est, paraît-il, Boukharine qui est le principal responsable de ces erreurs.

Certes, dans un discours, on peut parfois forcer la note, ce que fait souvent Sokolnikov. Mais il y a des limites à tout. Comment peut-on apporter de pareilles affirmations devant le congrès ? Sokolnikov ne sait-il pas qu'au début du mois de novembre le Bureau politique, dans une séance spéciale, a discuté les questions de l'approvisionnement en céréales et du commerce extérieur et corrigé les erreurs commises par les organes dirigeants de la vie économique ? Or, ces erreurs ont été corrigées par la majorité du Comité central qui, d'après Sokolnikov, surestime nos possibilités socialistes. Comment peut-on dire de telles fadaïses à un congrès ? Et que viennent faire là Boukharine et son « école » ? Sokolnikov ne sait-il pas que le compte rendu sténographié des discours prononcés à la séance du C. C. au sujet de nos erreurs d'évaluation a été envoyé à tous les comités de gouvernements ? Comment peut-on s'élever contre l'évidence des faits ?

Comment Sokolnikov défend les paysans pauvres.

Sokolnikov a déclaré également qu'il s'est toujours efforcé, en qualité de commissaire aux Finances, de conserver à nos impôts agricoles le caractère d'impôts sur le revenu, mais qu'on lui a créé des difficultés en ne lui permettant pas de défendre les paysans pauvres et de faire pression sur les koulaks.

C'est faux. C'est là une calomnie contre notre parti. La question de la transformation officielle de l'impôt agricole en impôt sur le revenu — je dis officielle, car en fait cet impôt est un impôt sur le revenu — cette question, dis-je, avait été posée à l'assemblée plénière du C. C. en octobre dernier, mais tout le monde, sauf Sokolnikov, avait été d'avis qu'elle ne devait pas être examinée au congrès, car les matériaux n'étaient pas encore prêts. D'ailleurs, Sokolnikov, alors, n'avait pas insisté sur sa proposition. Or, maintenant, le voilà qui cherche à exploiter cette affaire contre le C. C. non pas évidemment dans l'intérêt des paysans pauvres, mais dans l'intérêt de l'opposition. Eh bien, puisque Sokolnikov parle ici des paysans pauvres, permettez-moi de vous communiquer un fait qui montrera la position véritable de ce soi-disant défenseur juré des paysans pauvres. Il n'y a pas très longtemps, le camarade Milioutine, commissaire aux finances pour la R. S. F. S. R., avait pris la décision de supprimer complètement l'impôt pour les paysans pauvres dont le total des contributions est inférieur à un rouble, d'autant plus que les frais de perception de cet impôt, qui ne rapporte que 400.000 roubles environ, sont aussi élevés que ses recettes. Or, qu'a fait Sokolnikov, ce défenseur juré des paysans pauvres, en qualité de commissaire aux Finances de l'Union Soviétique ? Il a tout simplement annulé la décision de Milioutine. A cette occasion, nous avons reçu des protestations de quinze comités de gouvernements. Mais Sokolnikov a maintenu énergiquement son point de vue. Il a fallu la pression du Comité central pour le décider à retirer son interdiction. Et c'est cela que Sokolnikov appelle défendre les intérêts des paysans pauvres ? Et il a l'audace de faire des reproches au Comité central !

LUTTE IDEOLOGIQUE OU CAMPAGNE DE CALOMNIES ?

On a distribué, hier, aux délégués du congrès, de la « documentation sur les questions en discussion ». Dans cette documentation, on prétend qu'en avril dernier, je me serais prononcé favorablement au sujet du rétablissement de la propriété privée du sol devant une délégation de correspondants paysans. On a publié également, dans le journal paysan *Biednota*, des « impressions » analogues d'un correspondant paysan. Je ne l'ai appris qu'au mois de novembre de cette année, mais quelques mois avant, en avril, des bruits semblables avaient été lancés dans le monde entier par une agence de presse bourgeoise de

Riga. Nos camarades, à Paris, nous ont fait connaître ces bruits et ont demandé au commissaire des Affaires étrangères de les démentir. J'ai répondu, à cette époque, que si Tchitchérine jugeait nécessaire de démentir toutes les absurdités et tous les ragots qui courent sur notre compte, il n'avait qu'à le faire.

Les auteurs du fameux « recueil » connaissent parfaitement ces faits. Dès lors, comment peuvent-ils répandre une pareille absurdité ? Comment l'opposition peut-elle s'abaisser jusqu'à employer les méthodes de l'agence de presse de Riga ? Malgré l'absurdité évidente de ces bruits, et quoique je considère un démenti à ce sujet comme superflu, j'ai adressé la lettre suivante à la direction de la *Biednota* :

Camarade rédacteur,

J'ai appris dernièrement que, dans un article publié dans la *Biednota* du 5 avril 1925, concernant un entretien que j'ai eu avec une délégation de correspondants paysans, on écrit que je me suis prononcé en faveur de la confirmation juridique de la propriété du sol pour quarante ans et davantage, que j'ai admis l'idée de la propriété individuelle du sol, etc. Quoique cette communication fantaisiste n'ait besoin d'aucun démenti, étant donné son absurdité évidente, je vous prie cependant de faire savoir aux lecteurs de la *Biednota* qu'elle n'est qu'un mensonge grossier et que son auteur en porte entièrement la responsabilité.

J. Staline.

Les auteurs de la « documentation » ont certainement connaissance de cette lettre. Alors pourquoi continuent-ils à répandre de pareilles fables ? On prétend que c'est là de la lutte idéologique. En russe, cela s'appelle de la calomnie.

LA NEP

Dans son discours, la camarade Kroupskaïa dit :

La Nep, c'est, en somme, du capitalisme, mais du capitalisme admis à certaines conditions et que l'Etat prolétarien tient en laisse.

Est-ce exact ? Oui et non. C'est un fait que nous maintenons le capitalisme dans certaines limites, mais dire que la Nep est du capitalisme, c'est une absurdité.

La Nep est une politique de l'Etat prolétarien par laquelle on autorise le capitalisme, tout en conservant à l'Etat les postes de commandement; c'est une politique basée sur la lutte entre les éléments socialistes et les éléments capitalistes, sur le développement croissant des premiers aux dépens des seconds et sur leur victoire finale ; c'est une politique tendant à la suppression des classes et à la création des bases de l'économie socialiste.

Ne pas comprendre ce caractère double, transitoire de la Nep, c'est ne pas comprendre le léninisme. Si la Nep était du capitalisme, Lénine aurait dit : « La Russie capitaliste deviendra la Russie socialiste ». Mais pourquoi Lénine a-t-il choisi une autre formule et dit : « La Russie de la Nep deviendra la Russie socialiste » ?

L'opposition approuve-t-elle, oui ou non, la formule de la camarade Kroupskaïa, selon laquelle la Nep est du capitalisme ? Je crois qu'il ne se trouvera pas un membre du congrès pour l'approuver. Que la camarade Kroupskaïa me pardonne, mais elle a dit sur la Nep une absurdité. Ce n'est pas ainsi que l'on défend Lénine contre Boukharine.

DU CAPITALISME D'ETAT

C'est à cette question qu'est liée l'erreur du camarade Boukharine. En quoi consistait cette erreur ? Lénine affirmait que le capitalisme d'Etat était compatible avec le système de la dictature du prolétariat. Boukharine le niait. Lui, et le groupe des communistes de gauche, auquel appartenait le camarade Safarov, étaient d'avis que le capitalisme d'Etat était incompatible avec le système de la dictature du prolétariat. Naturellement, c'est Lénine qui avait raison, et Boukharine qui avait tort. Boukharine a reconnu son erreur.

Mais si, aujourd'hui, il déclare qu'il y a eu entre lui et Lénine des divergences dans la question du capitalisme d'Etat, je pense que c'est un simple malentendu, car la politique qu'il défend aujourd'hui, c'est celle de Lénine. Ce n'est pas Lénine qui est venu à Boukharine, mais, au contraire, Boukharine qui est venu à Lénine, et c'est pourquoi nous sommes aujourd'hui, et nous continuerons d'être, avec Boukharine. (*Applaudissements.*)

L'erreur principale des camarades Kaménev et Zinoviev consiste à traiter scolastiquement, abstraitement, d'une façon antidialectique, en dehors de la situation historique présente, la question du capitalisme d'Etat. Une telle façon de traiter la question est en contradiction avec tout l'esprit du léninisme. Comment Lénine pose-t-il la question ? En 1921, à l'époque où notre industrie était encore peu développée, où les paysans avaient besoin de marchandises, où l'industrie ne pouvait pas faire de progrès, où les ouvriers, au lieu de se consacrer entièrement à la production, faisaient surtout des briquets, Lénine estimait que le meilleur moyen était d'attirer le capital étranger, de rétablir, grâce à son aide, l'industrie, par conséquent, d'introduire le capitalisme d'Etat et d'établir, par son intermédiaire, l'alliance entre le pouvoir soviétiste et la campagne. Cette politique était, à l'époque, entièrement juste, car alors nous n'avions pas d'autre possibilité de satisfaire la paysannerie. Lénine considérait-il alors le capitalisme d'Etat, en tant que forme dominante de notre économie, comme possible et souhaitable ? Oui, mais c'était en 1921.

Mais peut-on dire aujourd'hui que nous n'avons pas d'industrie, que les transports ne fonctionnent pas, que nous n'avons pas de combustible, etc. ? Peut-on nier que notre industrie et notre commerce soient déjà en train d'établir par leurs propres moyens le contact entre notre industrie et l'agriculture ? Peut-on nier que, dans notre industrie elle-même, les rôles du « capitalisme d'Etat » et du « socialisme » soient inversés, que l'industrie socialiste soit devenue prépondérante et que l'importance des concessions et des entreprises affermées soit minime ? Non, on ne peut le nier. Déjà, en 1922, Lénine disait que nous n'étions pas arrivés à grand'chose en ce qui concerne les concessions et l'affermage d'entreprises.

Ainsi, depuis 1921, la situation s'est considérablement modifiée; notre industrie socialiste et le commerce étatique et coopératif ont déjà réussi à devenir une force prépondérante; nous sommes parvenus, par nos propres forces, à réaliser la soudure de la ville et de la campagne, et les formes les plus accusées du capitalisme d'Etat, savoir les concessions et les affermages d'entreprises, n'ont pas eu un sérieux développement. En 1925, dire que le capitalisme d'Etat est la forme dominante de notre économie, c'est ne pas voir le caractère socialiste de notre industrie d'Etat, c'est ne pas comprendre toute la différence qui existe entre la situation d'alors et la situation présente, c'est traiter la question du capitalisme d'Etat non pas dialectiquement, mais d'une façon scolastique, métaphysique.

Dans son discours, Sokolnikov a déclaré :

Notre commerce extérieur est mené comme une entreprise de capitalisme d'Etat... Nos sociétés de commerce intérieur sont également des entreprises de capitalisme d'Etat, et je dois dire, camarades, que la Banque d'Etat est également une entreprise de capitalisme d'Etat. De même, notre système monétaire est tout imprégné du principe de l'économie capitaliste.

Si Sokolnikov avait continué, il serait peut-être allé jusqu'à dire que le commissariat des Finances est également une entreprise de capitalisme d'Etat. Jusqu'à présent tout le monde pensait que la Banque d'Etat était une partie de l'appareil étatique, que notre commissariat du commerce extérieur, abstraction faite de ses entreprises auxiliaires de capitalisme d'Etat, était également une partie de notre appareil

étatique et que cet appareil était du type prolétarien. Jusqu'à présent, nous pensions tous que le pouvoir prolétarien est le seul propriétaire de ces institutions. Mais Sokolnikov déclare aujourd'hui que ces institutions, qui constituent une partie de notre appareil d'Etat, sont en réalité des institutions de capitalisme d'Etat. Peut-être, d'après Sokolnikov, notre appareil d'Etat est-il lui-même du capitalisme d'Etat, et non pas un type d'Etat prolétarien, comme le croyait Lénine. Et pourquoi pas ? Notre appareil d'Etat ne se sert-il pas d'un système monétaire « imprégné des principes de l'économie capitaliste », comme dit Sokolnikov ?

Or, permettez-moi tout d'abord de faire connaître le point de vue de Lénine sur le caractère et la signification de la Banque d'Etat. Je tire ma citation de la brochure intitulée

Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ? brochure écrite en 1917, à une époque où Lénine défendait encore le principe du contrôle ouvrier de l'industrie, et non pas celui de la nationalisation, et où, cependant, il déclare que la Banque d'Etat, dans les mains de l'Etat prolétarien, est pour les neuf dixièmes une institution socialiste. Voici ce qu'il dit à ce propos :

Les grandes banques sont l' « appareil étatique » qui nous est nécessaire pour la réalisation du socialisme et, de ce magnifique appareil en plein fonctionnement, déjà tout préparé que nous enlevons au capitalisme, il ne nous reste qu'à retrancher ce qui le défigure, afin de le rendre encore plus puissant, plus large, plus démocratique. La quantité deviendra qualité. Une seule immense Banque d'Etat avec des succursales dans chaque canton, dans chaque usine, c'est déjà les neuf dixièmes de l'appareil *socialiste*. C'est la *comptabilité* nationale, l'enregistrement national de la production et de la répartition, c'est, pour ainsi dire, *l'ossature* de la société socialiste.

Comparez ces paroles au discours de Sokolnikov et vous comprendrez toute l'étendue de l'erreur de ce dernier. Sokolnikov ne comprend pas le caractère double de la Nep, le caractère double du commerce dans les conditions actuelles de la lutte entre les éléments socialistes et les éléments capitalistes de la Nep ; il ne comprend pas la dialectique du développement dans les conditions de la période transitoire, où les méthodes et les instruments de la bourgeoisie sont utilisés avec succès par les éléments socialistes en vue de la suppression des éléments capitalistes. Que le commerce et le système monétaire soient des méthodes de l' « économie capitaliste » là n'est pas la question. L'important, c'est que les éléments socialistes de notre économie luttant contre les éléments capitalistes s'emparent de ces méthodes, de ces instruments de la bourgeoisie, pour surmonter les éléments capitalistes et les emploient avec *succès contre* le capitalisme pour la pose des fondements socialistes de notre économie. Grâce à la dialectique de notre développement, les fonctions et la destination de ces instruments de la bourgeoisie se transforment fondamentalement à l'avantage du socialisme et aux dépens du capitalisme.

Permettez-moi maintenant de me référer à Lénine dans la question du caractère historique du capitalisme d'Etat et de faire une citation montrant quand et pourquoi Lénine proposait le capitalisme d'Etat comme forme dominante et dans quelles conditions concrètes il jugeait nécessaire de l'introduire.

Nous ne devons pas oublier la façon socialiste dont les ouvriers se comportent dans les entreprises appartenant à l'Etat, où ils rassemblent eux-mêmes le combustible, les matières premières et les produits, et s'efforcent de répartir ces produits parmi les paysans, en les transportant par leurs propres moyens. *C'est là du socialisme*. Mais, parallèlement à ce socialisme, nous avons la petite production qui, très souvent, en est indépendante. Pourquoi en est-elle indépendante ? Parce que la grande production n'a pas encore été rétablie, parce que les entreprises socialistes ne reçoivent qu'un dixième environ de ce qu'elles devraient recevoir.

La dévastation du pays, le manque de combustible, de matières premières et de moyens de transport font que la petite production reste indépendante de la production socialiste. Dans de telles conditions, qu'est-ce que le capitalisme d'Etat ? C'est l'union de la petite production. Le capital groupe la petite production et se développe grâce à elle. Il faut voir les choses comme elles sont. Certes, *liberté du commerce* signifie *développement du capitalisme*. C'est incontestable. Là où

existe la petite production et la liberté de l'échange, le capitalisme apparaît. Mais avons-nous à craindre ce capitalisme si nous avons en mains les usines, les entreprises, les transports et le commerce extérieur ? C'est pourquoi je répète encore une fois ce que j'ai toujours dit, à savoir que nous n'avons pas à redouter un tel capitalisme. Ce capitalisme, c'est les concessions.

C'est ainsi que Lénine considérait la question du capitalisme d'Etat.

En 1921, à une époque où nous n'avions presque pas d'industrie, où nous ne possédions pas de matières premières, où le transport ne fonctionnait presque pas, Lénine proposa le capitalisme d'Etat comme un moyen de lier l'industrie à l'agriculture. C'était là une politique juste. Mais s'ensuit-il que Lénine considérât cette politique comme juste et souhaitable pour toutes les situations ? Naturellement non. S'il a adopté cette politique, c'est pour nous permettre d'avoir une industrie socialiste développée. Et maintenant, peut-on dire que nous n'avons pas d'industrie développée ? Non. L'industrie d'Etat a fait d'énormes progrès, le commerce, les coopératives se sont fortement développés, et le contact entre la ville et la campagne a été renforcé, grâce à l'industrie socialiste. Notre situation est devenue meilleure que nous ne l'espérions. Comment peut-on donc dire, après cela, que le capitalisme d'Etat représente la forme principale de notre économie ?

L'erreur de l'opposition, c'est précisément de ne pas vouloir comprendre ces choses élémentaires.

ZINOVIEV ET LA PAYSANNERIE

J'ai dit dans mon rapport, et d'autres camarades l'ont confirmé, que Zinoviev a une tendance bien marquée à sous-estimer le paysan moyen, qu'il y a peu de temps encore, il était pour la neutralisation du paysan moyen et que ce n'est que maintenant, après la lutte à l'intérieur du parti, qu'il essaye de soutenir un autre point de vue : celui d'une alliance solide avec le paysan moyen. Permettez-moi à ce sujet de vous présenter quelques documents.

Dans son article intitulé « De la bolchévisation », Zinoviev écrit, dans la *Pravda* du 13 janvier 1925 :

Il existe une série de tâches communes à tous les partis de l'Internationale communiste. Telles sont, par exemple... celle qui consiste à se rapprocher de la paysannerie. Il est, dans la population rurale du monde entier, trois couches différentes que nous devons et pouvons conquérir pour en faire des alliés du prolétariat. Ce sont le prolétariat agricole, le semi-prolétariat et les petits paysans qui n'emploient aucun travail salarié. Il existe encore une autre couche de la classe paysanne (les paysans moyens) qu'il faut tout au moins neutraliser.

Voilà ce qu'écrit Zinoviev sur le paysan moyen, quatre ans après le VIII^e congrès du parti, où Lénine a repoussé le mot d'ordre de la neutralisation du paysan moyen et l'a remplacé par le mot d'ordre de l'alliance ferme avec ce dernier. Bakaïev demande ce qu'il y a de si mauvais là-dedans. Comparez, je vous prie, l'article de Zinoviev à la thèse dans laquelle Lénine déclare que nous devons miser sur le paysan moyen et dites-moi si Zinoviev, oui ou non, s'est écarté de la thèse de Lénine. (*Un délégué* : On sous-entend par là les autres pays, sauf la Russie.) L'objection n'est pas valable, camarades, car, dans son article, Zinoviev parle des « tâches communes à tous les partis de l'I.C. ». Allez-vous nier que le P. C. de l'U. R. S. S. soit aussi une partie de l'I.C. ? Zinoviev dit nettement : « tous les partis ». (*La délégation de Leningrad* : A certains moments.)

Comparez la citation dans laquelle Zinoviev parle de *neutralisation* et le passage du discours dans lequel Lénine déclare au VIII^e congrès qu'il nous faut une *alliance solide* avec le paysan moyen et vous comprendrez qu'entre Lénine et Zinoviev il n'y a rien de commun.

Il est caractéristique que le camarade Larine, qui est partisan d'une deuxième révolution à la campagne, n'a pas hésité, après avoir lu cet article du camarade Zinoviev, à se rallier à lui. Quoique Larine, ces derniers jours, soit intervenu, et avec assez de bonheur, contre Kaménev et Zinoviev, je

crois qu'il existe certaines divergences d'opinion entre lui et nous, et c'est pourquoi nous devons ici marquer nettement ces divergences. Voici ce que dit Larine de l'article en question de Zinoviev :

Zinoviev a très justement formulé la politique à adopter à l'égard de la paysannerie pour tous les partis de l'I.C.

Larine proteste et déclare que, dans son livre, il a dit qu'il n'était pas d'accord avec Zinoviev dans la mesure où celui-ci étend également à la Russie le mot d'ordre de la neutralisation des paysans moyens. Il est exact qu'il a déclaré dans son livre que le mot d'ordre de la neutralisation des paysans moyens était insuffisant pour nous et que nous devons faire un pas plus loin dans le but d'un « accord avec le paysan moyen contre le koulak ». Mais, dans sa théorie de la « deuxième révolution » contre la tyrannie des koulaks, Larine s'éloigne de nous et se rapproche de Zinoviev, ce qui m'oblige à déclarer ici nettement que nous ne sommes pas d'accord avec lui.

Dans son ouvrage *Le léninisme*, Zinoviev cite le passage suivant de Lénine, qui se rapporte à l'année 1918 :

Avec l'ensemble de la paysannerie jusqu'à la fin de la révolution démocratique-bourgeoise, avec la partie pauvre, prolétarienne et semi-prolétarienne de la paysannerie, en avant, vers la révolution socialiste !

Et Zinoviev d'en tirer les conclusions suivantes :

Le problème fondamental qui nous occupe aujourd'hui est parfaitement éclairé par cette phrase de Lénine. *On ne peut rien y ajouter, rien en retrancher.* Tout a été dit ici avec la concision et la perspicacité habituelles à Lénine.

Telle est, d'après Zinoviev, la caractéristique fondamentale du léninisme dans la question paysanne. Avec l'ensemble de la bourgeoisie contre le tsar et les propriétaires fonciers pour faire la révolution bourgeoise. Avec les paysans pauvres contre la bourgeoisie pour faire la révolution prolétarienne. Mais que fait Zinoviev du troisième mot d'ordre de Lénine : avec le paysan moyen contre le koulak, pour construire le socialisme ? Zinoviev dit qu'il n'y a rien à ajouter ici, mais si l'on n'ajoute pas le troisième mot d'ordre de Lénine : celui de l'alliance solide du prolétariat avec le paysan pauvre et avec le paysan moyen, on risque fort de dénaturer Lénine, comme le fait Zinoviev. Est-ce par hasard que Zinoviev a oublié le troisième mot d'ordre de Lénine, qui est le mot d'ordre le plus actuel ? Non, ce n'est pas hasard, puisqu'il est pour la neutralisation du paysan moyen.

Dans son article intitulé « La philosophie de l'époque », du moins dans le texte original de cet article, sans les corrections qui y ont été apportées ensuite par les autres membres du Bureau politique, Zinoviev parle de tout, des paysans pauvres, des koulaks, des capitalistes, de l'égalité, des erreurs de Boukharine, mais il ne dit pas un mot des paysans moyens, ni du plan coopératif de Lénine, quoique l'article soit intitulé « La philosophie de l'époque ». Molotov m'ayant envoyé cet article (j'étais alors en voyage), je répondis par une violente critique, car on ne saurait tolérer que, pendant un an, Zinoviev passe sous silence ou dénature les traits caractéristiques du léninisme dans la question paysanne, le mot d'ordre de l'alliance avec la masse fondamentale de la paysannerie. Voici ce que je répondis alors à Molotov :

Dans son article « La philosophie de l'époque », Zinoviev dévie de la ligne politique du parti à peu près comme Larine. Il y parle de la quatorzième conférence du parti, mais il oublie le principal sujet traité à cette conférence : le paysan moyen et la coopération. C'est pourquoi parler d'une lutte pour l'« interprétation » des décisions de la 14^e conférence, tout en passant sous silence l'objet principal de cette conférence, c'est chercher, en réalité, à en violer les décisions. Comparer Boukharine à Stolypine, comme le fait Zinoviev, c'est tout simplement calomnier Boukharine. Car, on pourrait également comparer Lénine à Stolypine, puisque Lénine a dit : *Commercez et apprenez à commercer.* Le mot d'ordre d'égalité dans le moment présent, c'est de la démagogie socialiste-

révolutionnaire. Il ne peut pas y avoir d'égalité tant qu'il y a des classes, et tant qu'il y a du travail qualifié et du travail non qualifié (V. Lénine : *L'Etat et la révolution*). On doit parler non pas d'une égalité indéterminée, mais de la suppression des classes, du socialisme. Dire que notre révolution n'est pas classique, c'est rouler au menchévisme. A mon avis, il faut remanier complètement l'article, de façon qu'il n'ait pas le caractère d'une plate-forme pour le 14^e congrès.

12 septembre 1925.

Staline.

Je suis prêt à soutenir chaque mot, chaque phrase de cette lettre.

On ne doit pas, dans un article se proposant de fournir des directives générales, parler d'égalité sans spécifier exactement de quelle égalité il s'agit : égalité des paysans avec la classe ouvrière, égalité à l'intérieur de la paysannerie, égalité dans la classe ouvrière entre ouvriers qualifiés et ouvriers non qualifiés, égalité dans le sens de la suppression des classes. Dans un pareil article, on ne doit pas passer sous silence les mots d'ordre actuels du parti dans la politique paysanne. On ne doit pas lancer des phrases sur l'égalité, car c'est jouer avec le feu, de même qu'on ne doit pas se targuer de léninisme, si l'on passe sous silence le mot d'ordre principal du léninisme dans la question paysanne.

Ainsi, j'ai cité trois documents dans lesquels Zinoviev s'est constamment trompé dans la question paysanne. Est-ce là un hasard ? Vous voyez que non.

Tout récemment, Zinoviev, dans son rapport de Léninegrad, s'est enfin décidé à défendre le mot d'ordre de l'alliance avec la paysannerie moyenne. Il l'a fait après la lutte, les débats, les conflits qui se sont produits au sein du Comité central. C'est très bien, mais je ne suis pas sûr qu'il ne retombe pas dans ses erreurs, car nous avons vu qu'il n'a jamais eu dans la question paysanne la ligne nette qui est nécessaire.

En 1924, Zinoviev soutint, à l'assemblée plénière du Comité central, la politique de l'organisation de fractions de paysans sans-parti, au centre et en province. La proposition fut repoussée.

Peu avant, Zinoviev se vantait même d'avoir un « penchant paysan ». Voici ce qu'il disait, par exemple, au 12^e congrès du parti :

Quand on me dit : Vous avez un « penchant » pour la paysannerie, je réponds : Parfaitement, nous ne devons pas seulement nous « pencher » vers la paysannerie et ses besoins économiques, nous devons nous *incliner* et, s'il le faut, nous *agenouiller* devant les besoins économiques de ceux des paysans qui suivent notre prolétariat.

Vous entendez : « nous pencher », « nous incliner » ; « nous agenouiller ». (*Rires, applaudissements.*)

Lorsque la situation de la paysannerie commença à s'améliorer, Zinoviev revint de son « emballement », prit en suspicion le paysan moyen et proclama le mot d'ordre de neutralisation. Quelque temps plus tard, il accomplit une nouvelle « évolution », exigea en somme la révision des décisions de la XIV^e conférence (« La philosophie de l'époque ») et, accusant presque tout le Comité central de déviation paysanne, fit encore plus résolument volte-face contre le paysan moyen. Enfin, au XIV^e congrès, il se tourne de nouveau vers l'alliance avec le paysan moyen, et probablement va-t-il encore se vanter de « s'agenouiller » devant la paysannerie.

Après cela, quelle garantie avons-nous que Zinoviev n'aura pas encore demain une « petite évolution » ? C'est là du tangage, camarades, et non de la politique. (*Rires, applaudissements.*) C'est là de l'hystérie et non de la politique.

On dit qu'il ne faut pas accorder d'attention spéciale à la lutte contre la seconde déviation. C'est une erreur. Nous avons deux déviations : celle de Bogouchevsky et celle de Zinoviev, mais vous comprenez bien que Bogouchevsky ne saurait se comparer à Zinoviev. Bogouchevsky est un homme fini. (*Rires.*) Il n'a pas d'organe à lui; par contre, Zinoviev a son organe, qui continue jusqu'à présent sa lutte contre le Comité central. Cet organe, c'est la *Pravda de Léninegrad*. Le terme de « bolchévisme moyen », lancé récemment par la *Pravda de Léninegrad*, n'indique-t-il pas que ce journal s'est écarté du léninisme dans la question paysanne ? Ce seul fait ne montre-t-il pas que la lutte contre la seconde déviation est plus dure que contre la première ? C'est pourquoi il nous faut préparer spécialement le parti à la lutte contre cette seconde déviation, qui est particulièrement forte et sur laquelle il nous faut concentrer notre feu. (*Applaudissements.*)

HISTORIQUE DE NOS DIVERGENCES

Les divergences qui se sont fait jour dans la majorité du Comité central ont commencé lorsque nous avons eu à décider « ce qu'il fallait faire du camarade Trotsky ». C'était à la fin de 1924. Le groupe de Léninegrad proposa au début d'exclure Trotsky du parti. La majorité du Comité central combattit cette proposition, et nous arrivâmes finalement à convaincre les camarades de Léninegrad qu'il fallait supprimer dans leur proposition le point concernant l'exclusion. Quelque temps après, les camarades de Léninegrad, soutenus par Kaménev, proposaient l'exclusion immédiate du camarade Trotsky du Bureau Politique. Nous nous prononçâmes également contre cette proposition, car nous savions que la politique de la guillotine comporte de graves dangers. La méthode de la guillotine peut devenir contagieuse. Aujourd'hui, on guillotine l'un, demain on guillotine l'autre, après demain un troisième, et que reste-t-il dans le parti ? (*Applaudissements.*)

La deuxième question qui provoqua parmi nous des divergences d'opinion, fut la polémique de Sarkiss contre Boukharine. Sarkiss avait reproché à Boukharine d'avoir un point de vue syndicaliste, non-bolchéviste, sur la question des correspondants ouvriers et paysans. C'était une erreur de sa part et il l'a reconnu ouvertement. C'est ce qui permit d'éviter une discussion publique.

La troisième question fut celle des Jeunesses communistes de Léninegrad. Vous savez que les Jeunesses de Léninegrad avaient essayé, par-dessus la tête du Comité central de l'U. J. C., de convoquer une espèce de conférence panrusse des Jeunesses. Vous connaissez la décision du C. C. du P. C. R. à ce sujet. Nous ne pouvions pas permettre qu'à côté du Comité central des Jeunesses il se constituât un autre Comité central lui faisant concurrence. C'est pourquoi le C. C. du parti dut prendre à ce sujet les mesures nécessaires et, entre autres, relever Safarov de son poste de directeur du Comité des Jeunesses du gouvernement de Léninegrad.

Cet incident montra que les camarades de Léninegrad avaient tendance à transformer leur organisation de Léninegrad en un centre de lutte contre le C. C. du parti.

La quatrième question litigieuse fut la proposition faite par Zinoviev de créer à Léninegrad une revue théorique spéciale, sous la rédaction des camarades Zinoviev, Safarov, Vardine, Sarkiss et Tarkhanov. Nous nous opposâmes à cette proposition, car nous pensions qu'une telle revue, existant parallèlement à la revue *Le bolchevik* de Moscou, se transformerait inévitablement en un organe de fraction de l'opposition et constituerait un danger pour l'unité du parti. En d'autres termes, nous avons interdit la publication de cette revue. On veut nous effrayer maintenant avec le mot interdiction. C'est une absurdité. Nous ne sommes pas des libéraux. Nous plaçons les intérêts du parti au-dessus des soucis de la démocratie formelle. Oui, nous avons interdit la publication d'un organe de fraction, et nous continuerons à agir de même dans l'avenir. (*Applaudissements.*)

Cet incident montra également que le groupe des leaders de Lénine se constituait en fraction.

Puis, vint la polémique contre Boukharine. Je fais allusion au mot d'ordre lancé par lui : *Enrichissez-vous*. C'est au mois d'avril que Boukharine lança ce mot d'ordre. Deux jours après, se réunissait la conférence nationale de notre parti. Je déclarai moi-même au Présidium de cette conférence, en présence des camarades Sokolnikov, Zinoviev, Kaménev et Kalinine, que le mot d'ordre *Enrichissez-vous*, n'était pas notre mot d'ordre. Je ne me rappelle pas que Boukharine ait protesté d'une façon quelconque contre cette affirmation. Lorsque Larine demanda à la conférence la parole, pour parler contre Boukharine, ce fut Zinoviev lui-même qui s'opposa à ce qu'on attaquât Boukharine.

Quelque temps après la camarade Kroupskaïa écrivit un article contre Boukharine et en demanda la publication. Boukharine répondit à son tour par un article contre Kroupskaïa. La majorité du Comité central décida de ne publier aucun des deux articles et de ne pas ouvrir de discussion à ce sujet, mais de proposer à Boukharine de faire dans la presse une déclaration publique sur l'erreur qu'il avait commise en lançant le mot d'ordre : *Enrichissez-vous*. Boukharine accepte et, à son retour de congé, dans un article contre Oustrialov, reconnaît son erreur. Actuellement Kaménev et Zinoviev s'indignent que nous ayons interdit la publication de l'article de Kroupskaïa. Tout d'abord, nous avons interdit non seulement l'article de Kroupskaïa, mais aussi celui de Boukharine. Ensuite, pourquoi n'aurions-nous pas le droit d'interdire la publication de l'article de Kroupskaïa, si cela est nécessaire dans l'intérêt de l'unité du parti ? Qu'est-ce que Kroupskaïa est de plus que tout autre militant responsable ? Est-ce que, par hasard, les intérêts de certains camarades devraient être mis au-dessus de ceux du parti ? Les camarades de l'opposition ne savent-ils pas que, pour nous, bolcheviks, la démocratie formelle n'est qu'un mot creux et que les intérêts du parti l'emportent sur toute autre considération ? (*Applaudissements.*)

Que les camarades de l'opposition nous indiquent un seul article défendant directement ou indirectement le mot d'ordre : *Enrichissez-vous*. Une fois seulement, Stetsky écrivit, dans l'organe central des Jeunesses, un article où il essayait de défendre ce mot d'ordre sous une forme adoucie, à peine perceptible. Et que se produisit-il ? Le lendemain, le secrétariat du Comité central protesta auprès de la direction de ce journal, dans une lettre spéciale, signée par Molotov, Andréiev et moi. C'était le 2 juin 1925. Quelques jours après, le Bureau d'organisation du C. C. décida, en plein accord avec Boukharine, de déplacer le rédacteur en chef de ce journal. Voici un passage de cette lettre :

Nous estimons que certains passages de l'article de Stetsky intitulé « Nouvelle étape de la nouvelle politique économique » sont de nature à provoquer de la confusion. En effet, cet article défend, sous une forme adoucie, il est vrai, le mot d'ordre : *Enrichissez-vous*. Ce mot d'ordre n'est pas le nôtre. Il est faux. Il provoque toute une série de doutes et de malentendus. Il ne doit pas trouver place dans un article de tête de l'organe des Jeunes. Notre mot d'ordre est l'accumulation socialiste. Nous levons les barrières administratives qui font obstacle au relèvement, à l'amélioration de la situation matérielle dans les villages. Cette opération facilite, évidemment, toute accumulation, tant socialiste que capitaliste privée, mais jamais le parti n'a dit que son mot d'ordre fût l'accumulation capitaliste privée.

L'opposition connaît tous ces faits. Pourquoi continue-t-elle alors sa campagne contre Boukharine ?

Il est des camarades qui, en octobre 1917, ont commis des fautes en regard desquelles l'erreur de Boukharine ne mérite même pas d'être mentionnée. Ces camarades ne se sont pas seulement trompés à cette époque, ils ont eu l'audace de violer à deux reprises une importante décision du C. C. prise sous la direction et en présence de Lénine. Et, cependant, le parti a oublié ces erreurs, aussitôt que les camarades en question les ont reconnues.

En comparaison de ces erreurs, celle de Boukharine est insignifiante. Il n'a pas violé une seule décision du C. C.

Pourquoi donc continuer la campagne contre lui, quoiqu'il ait reconnu à plusieurs reprises son erreur ? Vous voulez la tête de Boukharine ? Eh bien, je vous le dis, vous ne l'aurez pas ! (*Applaudissements.*)

La situation a encore été aggravée par l'article de Zinoviev « La philosophie de l'époque » et par le rapport dans lequel Kaménev, à la fin de l'été, reprend à son compte les chiffres inexacts de l'Office de Statistique, selon lesquels 61 % du superflu de marchandises se trouvent dans les mains du paysan riche. Sous la pression des camarades, Kaménev fut obligé de réparer cette erreur dans une déclaration spéciale au Conseil du Travail et de la Défense. Dans cette déclaration publiée dans la presse, il fit connaître que plus de la moitié des excédents de marchandises se trouvent dans les mains des paysans moyens. Cet incident, évidemment, contribua également à aggraver nos rapports.

D'autres conflits surgirent lors de l'assemblée plénière d'octobre, où l'opposition exigea une discussion publique et où l'on examina la question du « thermidor » soulevée par Zaloutsky.

Enfin, vint la conférence de Lénine qui, dès le premier jour, ouvrit le feu contre le Comité central. Qu'on se rappelle les discours de Safarov, Sarkiss et autres, ainsi que le discours de Zinoviev avant la clôture de la conférence, discours dans lequel il appelait la conférence à la lutte contre l'organisation de Moscou et l'exhortait à choisir une délégation composée d'hommes prêts à marcher contre le C. C. C'est pourquoi, des bolcheviks éprouvés, comme Komarov et Lobov, qui n'avaient pas accepté la plate-forme de la lutte contre le C. C. ne furent pas élus à cette délégation. Ils furent remplacés par Gordon et Tarkhanov, qui leur sont bien inférieurs. La seule faute de Komarov et de Lobov, c'est de n'avoir pas voulu marcher contre le C. C. Un mois auparavant, les camarades de Lénine avaient proposé Komarov comme premier secrétaire de leur organisation. Or, que s'est-il passé en l'espace d'un mois pour que vous déplaçiez Komarov du secrétariat du Comité de Lénine et l'écartiez de la délégation du congrès, lui qui est membre du Comité central et que vous aviez proposé quelques semaines avant comme premier secrétaire de votre organisation ?

LA PLATE-FORME DE L'OPPOSITION

J'en viens maintenant à la plate-forme des camarades Zinoviev, Kaménev, Sokolnikov et Lachévitch. Leur plateforme est passablement originale. Elle contient des choses très différentes. Zinoviev dit autre chose que Kaménev, Lachévitch autre chose que les deux premiers, et Sokolnikov, autre chose encore que les trois précédents. Malgré cette diversité, il est un point cependant qui les unit, et ce point, quelque étrange et ridicule que cela paraisse, c'est la réforme du secrétariat du C. C.

Cette question a son histoire. Après le XII^e congrès, en 1923, un groupe de camarades avait élaboré une plate-forme comportant la suppression du B. P. et la transformation du secrétariat en un organe politique dirigeant, composé de Zinoviev, Trotsky et Staline. Quel était le but de cette proposition ? C'était de diriger le parti sans Rykov, sans Kalinine, sans Tomsy, sans Molotov, sans Boukharine. Cette proposition fut repoussée alors à cause de son absurdité, et aussi de l'impossibilité de diriger le parti sans les camarades en question. A une question écrite qui me fut adressée à ce sujet de Kislovodsk, je répondis négativement et déclarai que, si les camarades maintenaient leur proposition, j'étais prêt à abandonner ma place sans bruit, sans discussion ouverte ou cachée et sans demander de garanties pour les droits de la minorité. (*Hilarité.*)

Aujourd'hui, au contraire, on ne veut plus supprimer le Bureau politique, mais lui accorder tous les pouvoirs. Je sais que la transformation du secrétariat serait très agréable à Kaménev, mais je pense que le parti ne sera pas de son avis. Je doute qu'un secrétariat purement technique soit capable de préparer les questions qu'il doit présenter au Bureau d'organisation et au Bureau politique. On réclame les pleins pouvoirs pour le Bureau Politique. Mais, est-ce qu'il ne les a pas ? Est-ce que le secrétariat et le bureau d'organisation ne sont pas soumis au Bureau politique ? Et l'assemblée plénière du C. C. ? Pourquoi notre opposition n'en parle-t-elle pas ? Ne voudrait-elle pas accorder au Bureau politique des pouvoirs plus étendus qu'à l'assemblée plénière du C. C. ?

Vraiment, l'opposition n'a pas de chance avec sa plateforme sur la transformation du secrétariat.

LEUR « AMOUR DE LA PAIX »

Comment sortirions-nous de la situation actuelle ? Voilà la question qui n'a cessé de nous préoccuper avant et pendant le congrès. Ce qu'il nous faut, c'est l'unité du parti. L'opposition parle volontiers de nos difficultés. Mais il est une difficulté qui est beaucoup plus grave que toutes les autres et que l'opposition a créée elle-même : c'est le danger de la division et de la désorganisation du parti. (*Applaudissements.*) C'est cette difficulté qu'il faut surmonter tout d'abord. C'est dans ce but que nous avons, deux jours avant le congrès, proposé à l'opposition le compromis suivant, en vue d'un accord possible :

Les membres soussignés du Comité central estiment que la façon dont un certain nombre de dirigeants de l'organisation de Lénine ont préparé le congrès est en contradiction avec la politique du C. G. et est dirigée contre ceux qui sont partisans de cette politique à Lénine. Nous considérons la résolution de la conférence de Moscou comme parfaitement juste, tant au point de vue du fond que de la forme, et estimons que le C. C. doit combattre tous les courants dirigés contre la ligne politique du parti et tendant à désorganiser ce dernier.

Néanmoins, pour maintenir l'unité et la paix dans le parti, et pour éviter que l'organisation de Lénine, qui est une des meilleures du parti, ne se détache peut-être du C. C., nous considérons qu'il est possible de faire une série de concessions, tout en confirmant au congrès la ligne politique du Comité central. A cet effet, nous faisons les propositions suivantes :

1° La résolution de la conférence de Moscou, atténuée dans quelques-unes de ses formules, sera à la base de la résolution sur le rapport du Comité central ;

2° La lettre de la conférence de Lénine et la réponse au comité de Moscou seront publiées dans la presse ;

3° Les membres du Bureau politique ne devront pas... s'attaquer mutuellement au congrès ;

4° Les discours au congrès devront marquer une désapprobation de la thèse de Sarkiss (régularisation de la composition du parti) et de celle de Safarov (capitalisme d'Etat) ;

5° La faute commise à l'égard de Komarov, Lobov et Moskine devra être réparée par des mesures d'organisation appropriées ;

6° La décision du C. C. sur l'entrée d'un camarade de Lénine au secrétariat du C. C. devra être appliquée immédiatement après le congrès ;

7° En vue d'établir une meilleure liaison avec le C. C. du parti, un camarade de Lénine entrera dans la rédaction de l'organe central ;

8° Le rédacteur en chef de la *Pravda de Lénine*, Gladnev, étant trop faible, devra être remplacé, en accord avec le C. C., par un camarade mieux apte à remplir ce poste.

Kalinine, Staline, Boukharine, Rikov, Roudzoutak, Tomsky, Molotov, Dzerjinsky. 15/XII/25.

L'opposition n'a pas accepté ce compromis ; elle a préféré engager la lutte ouverte au congrès. On voit maintenant ce qu'il faut penser de son amour de la paix.

LE PARTI MAINTIENDRA SON UNITÉ

Nous nous maintenons sur le terrain de ce compromis. Dans notre projet de résolution, nous avons déjà, comme vous le savez, atténué certaines formules dans l'intérêt de l'unité du parti. Nous sommes

contre la politique de la guillotine. Mais cela ne veut pas dire que les chefs aient le droit de faire impunément tout ce qui leur passe par la tête. Nous sommes pour l'unité. Le parti maintiendra l'unité et il l'obtiendra, avec Kaménev et Zinoviev, s'ils le veulent, sans eux, s'ils ne le veulent pas.

Mais l'unité exige que la minorité se soumette à la majorité. Sinon, il n'est pas d'unité, pas de parti possibles.

Nous sommes contre un organe spécial de discussion. Notre revue *Le bolchevik* contient une tribune de discussion. Cela suffit amplement. Il ne faut pas exagérer les discussions et oublier que nous sommes un parti de gouvernement. N'oublions pas que tout désaccord dans la direction du parti a sa répercussion dans le pays, et même à l'étranger, et nous fait un tort considérable.

Les organes du C. C. resteront, vraisemblablement, comme ils sont. Je ne pense pas que le parti consente à les briser. Le Bureau politique a déjà des pleins pouvoirs et est au-dessus de tous les autres organes du C. C., sauf l'assemblée plénière. L'organe souverain, c'est l'assemblée plénière qui tranche toutes les questions et qui rappelle ses chefs à l'ordre, quand ces derniers commencent à perdre la tête. (*Applaudissements.*)

L'unité du parti sera maintenue. Le parti ne peut être dirigé que par un collège. Il serait absurde de rêver d'une autre sorte de direction après la mort de Lénine. Travail collectif, direction collective, unité dans le parti, unité au sein des organes du Comité central, soumission de la minorité à la majorité, voilà ce qu'il nous faut actuellement.

En ce qui concerne les ouvriers de Léningrad, je ne doute pas qu'ils restent, comme par le passé, au premier rang de notre parti. C'est avec eux que nous avons construit le parti et que nous l'avons développé ; c'est avec eux que nous avons levé, en octobre 1917, l'étendard de l'insurrection et vaincu la bourgeoisie ; c'est avec eux que nous avons lutté pour surmonter tous les obstacles et c'est avec eux que nous continuerons à lutter pour réaliser le socialisme. Je suis persuadé que les ouvriers communistes de Léningrad ne resteront pas en arrière de leurs camarades des autres centres industriels dans la lutte pour l'unité léniniste du parti. (*Ovation prolongée. Les délégués chantent l'Internationale.*)